

UNIVERSITÉ DE PARIS
FACULTÉ DE DROIT ET DES SCIENCES ÉCONOMIQUES

LA RESPONSABILITÉ CIVILE DU FAIT DES MALADES MENTAUX

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

présentée et soutenue publiquement le 20 mai 1958

PAR

JEAN LAFON

MEMBRES DU JURY :

Président : M. Henri MAZEAUD, Professeur.

Suffragants : { M. RAYNAUD.
M. BOULANGER.

LIBRAIRIE GÉNÉRALE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

R. PICHON ET R. DURAND-AUZIAS

20, Rue Soufflot (V^e)

PARIS

1960

1958



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41545923_0043

LA RESPONSABILITÉ CIVILE
DU FAIT DES MALADES MENTAUX

*La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les
thèses; ces opinions doivent être considérées
comme propres à leurs auteurs.*

UNIVERSITÉ DE PARIS
FACULTÉ DE DROIT ET DES SCIENCES ÉCONOMIQUES

LA RESPONSABILITÉ CIVILE DU FAIT DES MALADES MENTAUX

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

présentée et soutenue publiquement le 20 mai 1958

PAR

JEAN LAFON

MEMBRES DU JURY :

Président : M. Henri MAZEAUD, Professeur.

Suffragants : { M. RAYNAUD.
M. BOULANGER.

LIBRAIRIE GÉNÉRALE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

R. PICHON ET R. DURAND-AUZIAS

20, Rue Soufflot (V^e)

PARIS

1960

10/6



INTRODUCTION

1. — Depuis une soixantaine d'années le droit de la responsabilité civile extra-contractuelle a pris une extension que les rédacteurs du Code civil n'avaient manifestement pas prévue. Alors que ce Code consacre soixante-quatorze articles aux servitudes, dont quatorze aux murs mitoyens, il traite de la responsabilité délictuelle et quasi délictuelle en cinq articles qui peuvent eux-mêmes se résumer en deux petites phrases aussi sibyllines qu'inélégantes : « Tout fait quelconque de l'homme, qui cause à autrui un dommage, oblige celui par la faute duquel il est arrivé à le réparer. » et : « On est responsable non seulement du dommage que l'on cause par son propre fait, mais encore de celui qui est causé par le fait des personnes dont on doit répondre, ou des choses que l'on a sous sa garde. » Il ne paraît d'ailleurs pas que les premiers commentateurs aient attaché à ces cinq articles plus d'importance que le législateur. Le *Cours de droit français suivant le Code civil* de Duranton, publié vers 1830, comprend vingt-deux volumes de six cents à sept cents pages chacun et ne consacre que treize pages aux délits et quasi-délits.

Aujourd'hui il semble que l'on soit presque tombé dans l'excès inverse; non seulement les problèmes de la responsabilité civile sont au premier plan de l'actualité juridique, mais encore on a pu noter une inquiétante tendance à l'empiètement des principes de la responsabilité délictuelle sur ceux de la responsabilité contractuelle et même leur intrusion dans des domaines très suffisamment réglementés par ailleurs, tels ceux de la filiation et du divorce (1).

(1) H. MAZEAUD, « L'absorption des règles juridiques par le principe de la responsabilité civile », D.H. 1935, chr. p. 5.

Malheureusement le droit, la logique et l'équité n'ont pas bénéficié autant qu'on aurait pu l'espérer de l'énorme masse de travaux doctrinaux et de décisions jurisprudentielles suscitée par les questions de responsabilité civile. Le « perfectionnement » du droit en cette matière s'est même souvent fait dans le sens du byzantinisme et un de nos plus éminents civilistes a pu écrire récemment : « On ne saurait imaginer une plus grande confusion sur le fondement de la responsabilité que celle qui existe actuellement en France » (2). L'évolution sinueuse de la jurisprudence, reflétant les incertitudes et les querelles de la doctrine, aboutit trop fréquemment à des solutions baroques qui peuvent déconcerter l'étudiant et le praticien ou, ce qui est plus grave, décourager le justiciable qui, inquiet par trop de subtilités, risque de ne pas apprécier aussi bien que le juriste ce qu'on peut bien appeler la beauté du jeu.

2. — Mais il est une matière où le droit et l'équité semblent avoir tout spécialement divorcé, c'est celle de la responsabilité extra-contrattuale des malades mentaux. Une doctrine presque unanime et une jurisprudence constante ont toujours proclamé que le « dément » était aussi irresponsable civilement que pénalement lorsqu'il commet des actes dommageables.

Le fondement de cette théorie remonte au droit romain et tout le monde fait état d'un texte d'Ulpien pour qui l'acte d'un fou est comparable au fait d'un animal ou à la chute d'une tuile : *cessabit igitur Aquilia actio quemadmodum si quadrupes dederit aut si tegula ceciderit*. Pothier a formulé le même principe en des termes que l'on peut citer car ils sont ceux qu'emploie quelquefois encore aujourd'hui la jurisprudence : « Il résulte de la définition que nous avons donnée des délits et quasi-délits qu'il n'y a que les personnes qui ont l'usage de la raison qui en soient capables, car celles qui ne sont pas raisonnables telles que les enfants et les insensés ne sont capables ni de malignité ni d'imprudence. C'est pourquoi si un enfant ou un fou fait quelque chose qui cause du tort à quelqu'un, il n'en résulte aucune obligation de la personne de cet enfant ou de ce fou, car ce fait n'est ni un délit ni un quasi-délict » (3).

Le silence du Code sur ce point a permis à tous les civilistes du XIX^e siècle de suivre l'opinion de Pothier sans même en discuter le bien-fondé. De même la Cour de cassation a toujours déclaré que, la responsabilité étant basée sur la faute, les « déments », qui ne pou-

(2) P. ESMEIN, « La faute et sa place dans la responsabilité civile », *Revue trimestrielle de droit civil*, 1949, p. 487.

(3) POTHIER, *Traité des obligations*, tome II, n° 118.

vaient commettre de faute, étaient irresponsables civilement. L'expression la plus nette de cette doctrine se trouve dans un arrêt de la chambre des requêtes du 14 mai 1866 (4) : « Attendu que par l'emploi de l'expression faute la loi suppose évidemment un fait dépendant de la volonté, qu'un insensé, n'ayant pas de volonté, ne saurait être responsable, même civilement, des faits par lui accomplis pendant l'état de démence... »

Bien que de nos jours de sérieuses résistances se soient manifestées tant chez certains auteurs que dans de nombreuses décisions des juges du fond, le principe classique, basé sur une conception traditionnelle de la faute, reste théoriquement intangible.

3. — Mais si l'irresponsabilité pénale du « dément » est facilement acceptée par la conscience publique, son irresponsabilité civile suscite par contre de nombreuses réprobations.

Qu'un « fou », ou celui qui est déclaré tel, puisse blesser ou tuer sans être condamné à une peine, on l'admet assez volontiers, surtout s'il est ensuite interné; mais qu'il ne soit pas obligé de réparer pécuniairement le dommage qu'il a causé, on ne le comprend habituellement pas, en vertu sans doute du vieux dicton : « Qui casse les verres les paie », étant sous-entendu qu'on ne s'inquiète pas de savoir pourquoi et comment les verres ont été cassés, mais seulement qui les a cassés. Le droit n'a certes pas à accepter sans contrôle des vues aussi simplistes et il ne saurait non plus se laisser influencer par l'argument sentimental de l'aliéné riche et de la victime pauvre, trop souvent mis en avant, même par des juristes. Mais il n'en est pas moins évident que sur cette question pèse une sorte de malaise qui se traduit depuis longtemps par les hésitations ou les contradictions de la jurisprudence.

Il est intéressant de constater que ce malaise se produit au point de rencontre de deux sujets qui, l'un et l'autre, dans des sphères différentes, suscitent des réactions souvent plus affectives que rationnelles, celui de l'aliénation mentale et celui de la « faute ».

« Dans l'aliéné, a écrit Dupré, la société antique voyait une « victime, parfois un élu des dieux, et la société du Moyen Age un « possédé du diable. La société moderne, beaucoup moins dégagée « qu'on ne le suppose de ces superstitions, éprouve vis-à-vis de l'aliéné « un sentiment mixte de pitié et de terreur, de commisération et « d'effroi qui est comme le legs héréditaire, et en tout cas l'équivalent des émotions de l'humanité primitive en face de ce mal étrange « de la folie, de ce mal si différent des autres, qui transforme la per-

(4) D. 1867.I.296.

« sonnalité et qui, comme pour confirmer le vieux dualisme des philosophes spiritualistes, épargne le corps et trouble l'âme; de ce mal qui, s'imposant à l'homme sans se faire connaître de lui, s'empare de ses sens, de sa volonté et de sa raison, et lui laisse d'autant plus l'illusion de la liberté et de la puissance qu'il l'asservit et l'affaiblit davantage.

« L'humanité a donc, au fond, toujours éprouvé vis-à-vis de l'aliénation mentale le sentiment d'un mal singulier, d'une gravité mystérieuse et d'une nature fatale. Ce sentiment, né des croyances religieuses et des tendances métaphysiques de la foule, a aussi sa source dans l'émotion primordiale de la peur. Il représente la réaction naturelle de la société contre un danger social. En face d'un aliéné le sujet sain d'esprit éprouve instinctivement le sentiment d'insécurité et la réaction de défense qu'éveille l'apparition d'un étranger, d'un ennemi qui aurait dénoncé tous les traits » (5).

Il semble bien en effet que les juges et les juristes aient souvent cédé aux suggestions de l'étymologie et aient considéré comme un « alienus » le malade mental dont ils avaient à s'occuper. Les rédacteurs du Code pénal l'ont assimilé à un animal malfaisant ou féroce (art. 475, 7°) et les modalités de son irresponsabilité ont fait au siècle dernier l'objet de recherches passionnées dont le monument le plus curieux reste le fulminant ouvrage d'Elias Regnault (6). A l'inverse, depuis la loi du 30 juin 1838, la hantise de l'internement arbitraire, dont les seuls établissements officiels étaient paradoxalement suspectés, a fait regarder l'aliéné comme un opprimé et a inspiré d'innombrables pamphlets dont une thèse récente s'est fait l'écho bien anachronique (7). Les juridictions civiles n'ont pas échappé à cette ambivalence et on peut dire sans médire qu'elles n'ont pas toujours considéré le malade mental avec l'objectivité et le réalisme dont elles font habituellement preuve dans d'autres domaines; les attendus de nombreuses décisions le montrent surabondamment.

Mais pour comble de malheur, le malade mental et sa victime, couple déjà frappé d'une sorte de malédiction, se sont trouvés placés au premier rang de la bataille qui oppose depuis plus d'un demi siècle ceux qui professent que la faute est le fondement intangible de la responsabilité civile et ceux qui veulent trouver ce fondement dans le risque ou dans le simple fait. Par suite d'un malentendu fâcheux il semble que l'on ait craint que la reconnaissance de la responsabilité civile du « dément » n'amène à abandonner la doctrine orthodoxe de

(5) DUPRÉ (E.), *Définition médico-légale de l'aliéné*, Paris 1904.

(6) REGNAULT (E.), *Du degré de compétence des médecins dans les questions judiciaires relatives aux aliénations mentales*, Paris, 1828.

(7) PREVAILT (J.), *L'internement administratif des aliénés*, Paris, 1955.

la faute, et, pour ainsi dire, à sacrifier aux idoles. Bien que, comme nous le verrons, les zélateurs de la théorie du risque soient souvent partisans de l'irresponsabilité de l'insensé, alors que certains des tenants de la responsabilité de l'aliéné figurent parmi les plus chauds défenseurs de la théorie de la faute, la majorité de la doctrine a cru déceler dans toute concession sur ce terrain, et quelquefois d'ailleurs sans le dire expressément, un premier pas vers le « risque », c'est-à-dire vers l'hérésie.

Il nous semble donc qu'il faille voir dans le fait que la question de la responsabilité délictuelle du malade mental touche à la fois à deux sujets épineux et presque « tabous », celui de la folie et celui de la « faute », la raison des difficultés qu'éprouvent la doctrine et la jurisprudence à mettre sur pied un système qui satisfasse à la fois le droit et l'équité. Ces difficultés se reflètent dans les atténuations et les amodiations que les cours et les tribunaux ont souvent cherché à apporter au principe toujours réaffirmé de l'irresponsabilité du dément. Mais il est remarquable que ces aménagements aient reçu l'approbation presque unanime des auteurs, quelle que soit leur opinion sur la théorie de base.

Ceux qui tiennent pour la notion traditionnelle de la faute, impliquant l'irresponsabilité du « fou », se félicitent que l'on puisse ainsi satisfaire l'équité sans offusquer les principes qu'ils défendent et ceux qui sont partisans de la responsabilité de l'aliéné se félicitent également de ce que l'on puisse arriver au même résultat, mais malgré ces mêmes principes, qu'ils combattent. Les uns y voient un bien, les autres un moindre mal et presque personne ne proteste. Néanmoins, assez récemment, M. Starck s'est livré à une critique sévère, bien qu'assez superficielle (son sujet étant ailleurs), des moyens employés par la jurisprudence pour atténuer et souvent pour tourner le principe de l'irresponsabilité de l'aliéné (8).

C'est parce que nous avons été depuis longtemps frappé par les bizarreries et les contradictions de cette jurisprudence que nous avons voulu en entreprendre l'étude critique et tout particulièrement sur un point qui paraît avoir moins attiré l'attention des auteurs et qui mérite une discussion plus approfondie, celui de la responsabilité des tiers à l'occasion des délits ou quasi-délits commis par les malades mentaux. En effet un des procédés les plus habituels des juridictions qui veulent indemniser la victime d'un acte commis par un aliéné, sans engager la responsabilité personnelle de l'auteur de cet acte, consiste à rechercher si un « gardien » ne pourrait pas être mis en

(8) STARCK (B.), *Essai d'une théorie générale de la responsabilité civile*. Th. Paris, 1947.

cause et condamné pour avoir manqué à une « obligation de surveillance ».

Tantôt, si l'espèce s'y prête, on essaiera de faire jouer l'article 1384 du Code civil, tantôt on se rabattra sur les articles 1382 et 1383 et on cherchera à prouver une faute ou une négligence du « gardien », que celui-ci soit un parent, un particulier ou un établissement public. Ce que nous nous proposons de faire, c'est donc essentiellement l'étude de la jurisprudence en matière de responsabilité extra-contractuelle du fait de l'aliéné, dans les cas où on a voulu mettre en jeu la responsabilité d'un tiers.

4. — Il s'agit là de problèmes particulièrement actuels. C'est devenu un lieu commun de dire que d'année en année le nombre des malades mentaux s'accroît en France d'une manière inquiétante, mais la question est tellement complexe qu'on ne saurait se satisfaire d'une affirmation aussi élémentaire, car la seule certitude statistique que nous puissions avoir est celle de l'augmentation, très réelle, du nombre des consultations et des hospitalisations pour maladies mentales. Or il est fort probable que de nombreux facteurs, autres qu'une détérioration progressive de la santé psychique du pays, conditionnent cette augmentation. Citons seulement par exemple l'accroissement de la population dû en partie à une longévité qui entraîne l'élévation du taux de morbidité mentale, les progrès de la thérapeutique psychiatrique qui déterminent une plus grande confiance du public dans les services et établissements d'assistance, et aussi un abaissement du seuil de la tolérance à l'aliéné, à l'affaibli ou à l'arriéré intellectuel dans une société de moins en moins patriarcale et en voie d'urbanisation constante. Ce n'est donc peut-être pas tant le nombre des « déments » qui augmente, que le nombre de ceux qui risquent d'être considérés comme tels après avoir reçu cette sorte de consécration que donne encore, malgré qu'on en ait, le passage dans une formation d'assistance psychiatrique.

En outre les méthodes actuelles de traitement, de plus en plus opposées à la coercition et à la collocation prolongée, la multiplication des « permissions » et des « sorties d'essai » peuvent être la source de nombreux incidents ou accidents, difficilement évitables malgré toutes les précautions prises, mais qui ont ou qui auront des répercussions judiciaires et qui posent nettement la question de la responsabilité des tiers du fait des malades mentaux.

Espérons seulement que ce ne sera pas là un nouveau prétexte à cette fâcheuse mésentente entre médecins et juristes dont parlait très récemment M. Savatier : « Par une curieuse alternance médecins et juristes ont, tour à tour, les uns envers les autres le complexe

« des initiés et des mandarins, puis le complexe des profanes et des
 « ignorants. Comme les questions juridiques et les questions médica-
 « les sont d'ailleurs souvent inextricablement mêlées, les deux sortes
 « de complexes se mêlent aussi. Clercs et maîtres de l'une et l'autre
 « discipline ont alternativement l'agacement des propriétaires dont
 « un profane piétine gauchement le jardin, puis l'humiliation intime
 « du « patient », conscient de subir passivement et sans même être
 « reçu à la comprendre, la volonté de l'initié » (9).

5. — Nous n'avons pas voulu entreprendre de traiter dans son ensemble et sur le plan théorique le sujet de la responsabilité délictuelle de l'aliéné, d'abord parce qu'il nous paraissait trop vaste, étant intimement lié à la définition de la faute civile et aux problèmes fondamentaux de la responsabilité en général, et d'autre part parce qu'il semble qu'il y ait eu peu à en dire après les thèses de Neagu et de Limouzineau, et surtout après l'étude condensée mais très importante qu'en ont faite MM. H. et L. Mazeaud et Tunc dans la dernière édition de leur *Traité de la responsabilité civile*.

Nous nous contenterons dans un premier chapitre d'ordre général de rechercher sur quelles bases et d'après quels principes peuvent être caractérisés les troubles mentaux entrant en ligne de compte pour l'appréciation de la responsabilité civile et quelles applications la jurisprudence a fait de ces principes en ce qui concerne la responsabilité de l'aliéné.

Dans un second chapitre nous commencerons l'étude de la responsabilité encourue par les tiers du fait du malade mental par l'examen des solutions qui ont été données ou proposées dans le cadre de l'article 1384 du Code civil, qu'il s'agisse d'un mineur, d'un apprenti, d'un élève ou d'un préposé.

En bonne terminologie juridique c'est à cette hypothèse que l'on devrait limiter la « responsabilité du fait des malades mentaux ». En effet la responsabilité du fait d'autrui ou responsabilité pour autrui suppose que le civilement responsable répond d'un acte dommageable qu'il n'a pas commis, c'est-à-dire de la faute d'une autre personne. Encore a-t-on fait remarquer que dans ces conditions la seule véritable responsabilité du fait d'autrui était celle du commettant, la responsabilité du père ou de l'artisan étant en réalité une responsabilité pour faute personnelle simplement présumée. Mais dans notre matière, à côté de la responsabilité du fait d'autrui proprement dite, c'est-à-dire celle qui est prévue par l'article 1384 (et dont nous verrons d'ailleurs

(9) R. SAVATIER, « Au confluent de deux humanismes. Entente et mésentente entre médecins et juristes ». *Concours Médical*, 7 janvier 1956.

que la signification est ici très modifiée), il faudra faire une grande place à une responsabilité personnelle à l'occasion du fait d'autrui, cette responsabilité que M. Rodière appelle une responsabilité « par autrui ». Pour être précis, nous aurions dû intituler ce travail : « Responsabilité civile encourue par un tiers à l'occasion d'un fait du malade mental ». Nous avons pensé qu'il était néanmoins possible, pour simplifier, d'englober toutes les hypothèses sous la dénomination de « responsabilité du fait du malade mental », prise dans son sens large.

Dans un troisième chapitre nous rechercherons quels peuvent être les fondements d'une « obligation de garde » du malade mental telle qu'elle a été envisagée par la doctrine et par la jurisprudence, quelle est son étendue et comment elle peut être remplie; nous examinerons ensuite les diverses hypothèses possibles de « garde privée ».

Dans un quatrième chapitre nous étudierons dans quelles conditions la puissance publique peut être mise en cause à propos d'un acte dommageable commis par un aliéné, soit comme « gardienne » de cet aliéné, soit comme responsable de l'ordre public.

Enfin dans un dernier chapitre, à la lumière de cette revue de la jurisprudence nous ferons la critique générale du principe de l'irresponsabilité de l'aliéné et de la théorie du gardien, et nous rechercherons si des solutions plus satisfaisantes pour l'équité et pour la logique juridique pourraient être trouvées soit dans le cadre des lois actuelles soit dans des textes nouveaux, imitant ou non ceux qui sont en vigueur dans divers pays étrangers (10).

(10) Pour éviter de surcharger le texte ou de faire des notes trop nombreuses, nous avons réuni les références de toutes les décisions citées dans un index chronologique de la jurisprudence placé à la fin de ce travail. Par ailleurs, en ce qui concerne la bibliographie, les indications de tomaiison ou de numérotage données au texte se rapportent toujours, sauf indication contraire, à un ouvrage cité à l'index bibliographique ou, en cas de pluralité d'ouvrages du même auteur, à celui qui est indiqué par un astérisque.

CHAPITRE PREMIER

LES TROUBLES MENTAUX DANS LA RESPONSABILITE CIVILE

6. — Bien que ne traitant dans ce travail que de la responsabilité du fait des malades mentaux, il paraît indispensable d'examiner avant tout les conditions dans lesquelles les juridictions civiles qui adoptent le principe classique de l'irresponsabilité de l'aliéné sont amenées à admettre cette irresponsabilité, c'est-à-dire à déclarer qu'un individu ayant commis un fait dommageable ne peut en répondre civilement parce que ce fait ne lui est pas moralement imputable et ne constitue donc pas une faute au sens traditionnel du terme. La responsabilité des tiers du fait des malades mentaux n'est en effet, dans notre système jurisprudentiel, qu'une responsabilité subsidiaire qui n'est pas susceptible d'un cumul avec la responsabilité personnelle de l'auteur matériel de l'acte et qui n'intervient que si celui-ci est considéré comme civilement irresponsable. La mise en jeu de cette responsabilité est donc étroitement liée à la détermination des troubles mentaux chez l'auteur de l'acte incriminé et elle sera conditionnée par les conceptions plus ou moins restrictives que les tribunaux adopteront en cette matière. Très souvent d'ailleurs la victime d'un dommage causé par un prétendu aliéné mettra en cause simultanément l'auteur de l'acte et, pour le cas où celui-ci serait considéré comme irresponsable, un tiers qui, pour des raisons variables suivant les espèces, pourrait être tenu comme responsable de son fait.

Nous étudierons donc successivement les principes sur lesquels on peut se fonder pour déterminer les troubles mentaux qui seront pris en considération en matière de responsabilité civile et les applications que la jurisprudence a faites de ces principes.

SECTION I

BASES DE LA DÉTERMINATION DES TROUBLES MENTAUX EN MATIÈRE DE RESPONSABILITÉ CIVILE

7. — Alors que le Code pénal indique assez nettement dans son article 64 les causes de non-culpabilité qui suppriment la responsabilité pénale de l'auteur d'une infraction matérielle, rien de tel ne se trouve dans le Code civil au chapitre des délits et quasi-délits. Rien n'y indique notamment que les troubles mentaux peuvent ou doivent être pris en considération pour l'imputabilité de la faute civile et si l'on admet, selon la conception traditionnelle, que le mot « faute » qui figure dans l'article 1382 possède une composante morale, encore faut-il déterminer quels sont les éléments psychologiques de la faute et quels troubles mentaux sont susceptibles de les modifier ou de les supprimer. La question comporte donc un double aspect, celui de la définition de la faute et celui de la détermination des troubles mentaux.

En principe celui-ci nous intéresse seul ici, mais en l'absence de toute indication plus précise du Code civil, on peut être amené à déterminer ces troubles mentaux en quelque sorte *a contrario*, c'est-à-dire en indiquant seulement que l'auteur de l'acte dommageable n'était pas dans un état mental tel que les éléments psychologiques de la faute aient pu se trouver réunis chez lui. C'est un procédé souvent suivi par la jurisprudence qui se rapporte alors implicitement ou explicitement à une définition supposée admise de la faute. Mais on peut aussi, en se référant par analogie à des textes qui parlent de certains troubles mentaux et qui les définissent plus ou moins nettement, déclarer que ces états suppriment l'imputabilité civile et qu'il suffit de rechercher s'ils existaient chez l'auteur de l'acte. On peut donc déterminer les troubles mentaux en matière de responsabilité civile soit d'une manière positive en se référant à tel ou tel état mental défini dans une matière voisine, soit d'une manière négative en constatant seulement que les éléments de l'imputabilité morale ne sont pas réunis en l'espèce. On peut aussi employer les deux procédés à la fois, tout au moins lorsque les résultats de l'une et l'autre méthodes coïncident, ce qui n'est pas toujours le cas.

Nous allons donc avoir à rechercher si la détermination des troubles mentaux en matière de responsabilité civile peut être simplement basée sur les éléments psychologiques de la faute ou si l'on doit prendre comme référence des textes plus précis du Code civil ou du Code pénal définissant des états proprement pathologiques.

§ 1. — Détermination d'après les éléments psychologiques de la faute.

8. — Il ne peut être question d'entreprendre ici une étude de la faute civile. Les définitions qui en ont été données sont innombrables. M. Rabut, dans sa thèse sur *La notion de faute en droit privé*, en a reproduit les principales. Parmi ces définitions beaucoup ne font aucune place à l'élément moral ou à l'imputabilité; d'autres mentionnent simplement celle-ci, telle la définition de Sourdat (I.643) : « Tout fait illicite d'omission ou de commission qui cause à autrui un préjudice accompli avec ou sans intention de nuire, et imputable à son auteur », celle de Bosc : « La faute est tout acte illicite imputable à son auteur », ou celle de M. Rodière (1395) : « Il y a faute lorsque la violation d'un devoir est imputable à l'agent. » D'autres encore postulent plus ou moins nettement cet élément, comme la définition de Demogue (III.225) : « Pour constituer une faute deux conditions semblent indispensables, l'une objective, l'autre subjective, une atteinte au droit et le fait d'avoir aperçu ou pu apercevoir que l'on portait atteinte au droit d'autrui », celle de M. Savatier (I.2) : « La faute est l'inexécution d'un devoir que l'agent pouvait connaître ou observer », ou encore celle de M. Esmein dans le *Traité d'Aubry et Rau* (VI, 444 *bis*) : « La faute consiste à accomplir un acte interdit ou à s'abstenir d'un acte commandé dans des conditions telles que l'on soit sujet à reproche. »

Mais bien peu d'auteurs se sont appliqués à définir véritablement les éléments constitutifs de cette imputabilité. Pour F. Geny (*Revue trim.* 1902.838) « La faute n'est qu'une erreur de conduite, une défaillance d'attitude, en rapport de causalité avec le dommage, de la part d'un homme doué de liberté et de raison ». Pour Orsat et pour Fromageot les critères de l'imputabilité sont également la liberté et la raison. Pour Neagu c'est la possibilité de prévision de l'atteinte illicite. Pour Colin et Capitant (II.312) : « Là où il n'y a pas volonté et volonté consciente, capable de discernement, il ne peut y avoir faute. » Pour Ripert et Boulanger (II.968) « C'est sur l'usage de la raison qu'est fondée la responsabilité. »

9. — Volonté, conscience, discernement, liberté, raison, voici les mots que nous allons trouver aussi dans les nombreuses décisions de jurisprudence qui ont essayé de définir l'élément psychologique de la faute et qui l'ont pris comme base de détermination des troubles mentaux entrant en ligne de compte pour l'appréciation de la responsabilité civile. Nous ne citerons d'ailleurs que les plus caractéristiques :

« L'idée de faute présuppose la libre jouissance de la raison et du discernement » (Bruxelles, 3 juillet 1830).

« Par l'emploi de l'expression faute, la loi suppose évidemment un fait dépendant de la volonté » (Req., 14 mai 1866).

« Attendu que cet état d'aliénation le privait de l'exercice de sa raison et ne lui laissait pas le discernement nécessaire pour apprécier la moralité de l'acte qu'il commettait; que dès lors on ne peut soutenir qu'il y avait faute de sa part » (tribunal civil de Marseille, 20 mars 1866).

« Par l'emploi de l'expression faute, la loi suppose évidemment un fait omis ou accompli avec discernement, et un insensé n'ayant pas conscience de ses actes... » (Lyon, 22 février 1871).

« Les dispositions des articles 1382 et 1383 ne proclament la responsabilité du fait de l'homme qu'autant que ce fait a eu lieu par sa faute et présupposent par conséquent son libre arbitre » (Rouen, 17 mars 1874).

« L'article 1382 suppose un fait dépendant de la volonté » (Nancy, 25 août 1885).

« Aux termes de l'article 1382 un fait dommageable ne peut donner lieu à une réparation que tout autant qu'il est imputable à son auteur, c'est-à-dire qu'il peut être considéré comme le résultat d'une libre détermination de sa part » (trib. civ. de Nice, 17 juin 1889).

« Toute responsabilité suppose une faute et il n'y a pas de faute quand la volonté fait défaut » (Req., 21 octobre 1901).

« Attendu qu'en somme il apparaît comme ayant agi sans volonté raisonnée et qu'il ne saurait dès lors être rendu responsable du dommage causé... » (Lyon, 31 décembre 1904).

« Un délit ou un quasi-délit suppose essentiellement une faute imputable à celui qui le commet et par suite un fait dépendant de sa volonté, c'est-à-dire qui puisse être considéré comme le résultat d'une libre détermination de sa part » (trib. civil de Lyon, 16 janvier 1926).

« La faute impliquant manifestement l'existence de la volonté... » (Nancy, 13 décembre 1949).

10. — D'après ces quelques citations tant doctrinales que jurisprudentielles on peut se rendre compte que les termes ont été em-

ployés un peu au hasard et il ne saurait en être autrement si l'on réfléchit que la plupart d'entre eux ont plusieurs sens très différents et qu'il serait donc d'abord nécessaire de définir les mots servant à la définition de la faute.

La « volonté » à laquelle se réfèrent la doctrine et la jurisprudence est-elle celle des physiologistes qui opposent par exemple les mouvements volontaires, dépendant du cortex, aux mouvements automatiques ou réflexes, tels ceux du cœur ou ceux du muscle dont on a percuté le tendon, et qui sont « soustraits au contrôle de la volonté » ? Certainement pas, non plus que cette « puissance intérieure par laquelle l'homme se détermine à faire ou à ne pas faire » dont parle Littré, puisque cet auteur l'attribue aussi aux animaux. Est-ce la volonté que le Code pénal confond avec l'intention lorsqu'il différencie les blessures volontaires et les blessures involontaires ? Probablement pas, puisque nous savons que la faute civile, comme certaines fautes pénales, peut être « involontaire ». Est-ce la « volonté libre et éclairée » dont il est question au chapitre de la validité des conventions et des vices du consentement ou au contraire cette force d'âme, cette fermeté de caractère dont manquait Médée à qui Ovide fait dire *Video meliora proboque deteriora sequor* ? Il est bien difficile de le savoir et certains auteurs glissent d'un sens à l'autre sans même avoir l'air de s'en rendre compte. Que veut dire, par exemple, Demolombe (XXXI.485) lorsqu'il parle du « fou qui n'a pas de volonté, c'est-à-dire qui n'a pas la conscience morale de son acte » ?

Quant à la « conscience », elle est encore plus difficile à définir. La conscience du neurologue, c'est la vigilance organique qui s'affaiblit dans les états confusionnels et disparaît dans le sommeil ou dans le coma. Pour certains psychologues la conscience « n'est pas susceptible de définition en tant qu'elle désigne l'aspect subjectif et incommunicable de l'activité psychique dont on ne peut connaître en dehors de soi-même que les manifestations du comportement » (Pieron, *Vocabulaire de la Psychologie*) ; pour Bergson : « La conscience éclaire à sa lueur, à tout moment, cette partie immédiate du passé qui, penchée sur l'avenir, travaille à le réaliser et à se l'adjoindre » (*Matière et Mémoire*, p. 167), et pour Jean-Paul Sartre « La conscience est un être pour lequel il est dans son être question de son être en tant que cet être implique un être autre que lui » (*L'être et le néant*, p. 29). La conscience du moraliste ou du théologien, c'est la connaissance intuitive que chacun a de ce qui est bien et de ce qui est mal, connaissance que Jean-Jacques Rousseau qualifie d'« instinct divin » et André Gide de « maladie secrète ». La conscience des psychanalistes, c'est l'ensemble des pensées claires et « appropriées », qui ne s'opposent d'ailleurs pas à l'inconscient, mais au contraire trouvent leur source en lui. De toutes ces « consciences » quelle est celle dont le

juriste peut faire le critère de la responsabilité civile et que désignent les décisions que nous avons citées ? Il est impossible de le dire et on ne saurait imaginer, par exemple, pire confusion dans les différents sens du mot « conscience » que celle dont témoigne cet arrêt récent de la cour de Grenoble (24 avril 1956) :

« Attendu il est vrai que le tribunal motive sa décision de débouté en disant « qu'il n'y a faute que s'il y a violation d'un devoir... et que déclarer en faute une personne inconsciente de ses devoirs aboutirait à vider la notion de faute de toute signification morale », mais attendu que la notion de faute n'est pas liée aussi rigoureusement que l'indique le tribunal au concept de moralité, ni que celui-ci au concept de conscience; que l'auteur d'un acte dommageable est responsable même au cas où sa conscience est annihilée ou obscurcie par l'inattention ou l'ignorance et encore par l'ivresse ou par la colère, hypothèse proche du cas soumis à la cour puisque, suivant une définition célèbre, la colère est « une courte folie »; que dans de tels cas la notion de faute n'est d'ailleurs pas « vidée de toute signification morale » si l'on considère que, selon d'éminents auteurs, la moralité n'est pas uniquement fonction de la lucidité de la conscience, « petite chose à la surface de nous-même », mais qu'elle réside aussi dans notre volonté profonde plus ou moins subconsciente, mais expression directe de notre vraie nature. »

Comme le remarque le Dr J. Borel dans son ouvrage sur le « Déséquilibre psychique » (p. 366) : « Vraiment ces mots de conscience, de raison, de volonté ont des sens trop divers, un peu usés même, si l'on osait dire, trop chargés surtout de conceptions philosophiques. La raison est tout pour Descartes et rien pour Pascal; la volonté est aux uns une faculté supérieure de choix et de détermination réfléchie, aux autres l'expression en somme physiologique de la force réalisatrice des tendances et des désirs; la conscience est toute morale pour beaucoup et presque instinct avec Rousseau. Dans l'ambiguïté, on se demande à quels signes, visibles d'eux seuls, les auteurs se décident. »

S'il nous fallait absolument adopter un des termes que la jurisprudence emploie pour définir la condition psychologique de la responsabilité civile, c'est probablement à celui de discernement qu'irait notre préférence, bien qu'il soit assez imprécis et peut-être à cause de cette imprécision même. Mais le « manque de discernement » ne peut néanmoins suffire à qualifier toutes les situations psycho-pathologiques qui, si l'on accepte la conception subjective de la faute civile, sont susceptibles d'entraîner l'irresponsabilité. Peut-être serait-il plus simple d'admettre la formule de d'Aguesseau, qui l'avait lui-même empruntée à Cicéron, et qui exprime une conception « statistique » du trouble mental : « Un sage dans le sens des lois et des jurisconsultes est celui qui peut mener une vie commune et ordinaire, un insensé est

celui qui dans la société civile ne peut s'élever à la médiocrité du devoir général. »

11. — M. A. Breton, constatant l'extrême confusion qui règne en la matière, a tenté, dans une note au Sirey 1931.2.33, de classer d'après la jurisprudence « les états intellectuels susceptibles d'emporter l'irresponsabilité ». Cette classification a eu un certain succès puisqu'elle a été reprise par Limouzineau, par A. S. dans note au J.C.P. (1946.2.3299), par M. Rodière également dans une note au J.C.P. (1950.2.5855) et par Mme Freund-Froment dans une thèse récente.

D'après M. Breton, sont irresponsables civilement :

- 1° L'individu dont les facultés mentales étaient totalement abolies;
- 2° L'individu qui n'a pas conscience de ses actes, c'est-à-dire qui, au moment où il agit, ne sait pas ce qu'il fait;
- 3° L'individu qui, même pleinement conscient, a obéi à une impulsion irraisonnée et irrésistible.

Il ne nous semble pas qu'une telle classification soit de nature à apporter beaucoup de clarté, surtout parce qu'elle repose en partie sur le concept de conscience qu'il fallait préalablement définir et dont nous avons vu qu'il peut avoir des acceptions multiples. Dans sa première catégorie M. Breton range les épileptiques dont on peut dire qu'ils sont, lors d'un état critique, les seuls malades mentaux véritablement « inconscients » au sens biologique du terme. Dans la deuxième catégorie, si l'on en juge par les exemples donnés, M. Breton range des malades mentaux qui ne paraissent pas avoir été poussés par un mobile compréhensible, ce qui ne veut pas dire que ce mobile n'existait pas, et qui, quel que soit leur état de « conscience », semblent plutôt avoir agi de cette manière « irrésistible et irraisonnée » qui caractériserait au contraire les malades de la troisième catégorie. Ainsi, parmi les cas cités par M. Breton, cet homme qui, à Menton en 1888, guetta le passage d'un prêtre sur une place publique pour le blesser d'un coup de fusil et dont on ne peut vraiment pas dire qu'il n'ait pas eu « conscience de son acte » (trib. civ. Nice, 17 juin 1889). Quant à la troisième catégorie elle comprend surtout, toujours d'après les exemples cités, des délirants persécutés lucides, c'est-à-dire en effet « conscients », mais qui sont loin d'avoir « obéi à une impulsion irraisonnée et irrésistible » et qui ont accompli au contraire des actes très raisonnés, mais raisonnés par un jugement pathologiquement faussé, tel cet aliéné que cite M. Breton (Req., 30 juillet 1906) et dont l'acte dommageable consistait en un abus prolongé de procédure, qui peut difficilement être qualifié d'impulsif.

En définitive il semble bien que les notions de conscience, de vo-

lonté, de raison aient été employées presque au hasard pour caractériser les conditions psychologiques nécessaires à l'imputation d'une faute civile. Il est donc impossible de les utiliser sans abus pour déterminer les troubles mentaux générateurs d'irresponsabilité civile, car, en l'absence de toute base définie, le plus grand arbitraire risquerait de présider à une appréciation purement subjective de ces troubles. C'est d'ailleurs, comme nous le verrons plus loin, ce qui s'est produit à de nombreuses reprises.

Il faut donc maintenant nous tourner vers les différents textes du Code civil et du Code pénal pour rechercher si nous ne pouvons pas y trouver des bases de détermination plus précises et plus légitimes.

§ 2. — Détermination d'après les textes du Code civil.

12. — Si l'on excepte l'article 901 qui déclare que pour faire une donation entre vifs ou un testament il faut être « sain d'esprit », ce qui ne nous est d'aucune utilité, seul le chapitre de l'interdiction pourrait nous fournir quelques données, car nulle part ailleurs dans le Code civil on ne parle directement ou indirectement de troubles mentaux.

D'après l'article 489 doit être interdit le majeur « qui est dans un état habituel d'imbécillité, de démence ou de fureur ». On peut se demander d'abord, malgré les travaux préparatoires du Code civil, si ces termes ont une signification précise ou s'ils ne constituent pas une simple redondance. Il est permis d'hésiter car, si l'article 491 oppose le cas de fureur qui doit entraîner l'action du procureur de la République aux cas d'imbécillité et de démence qui n'entraînent cette action qu'à certaines conditions, l'article 504, qui traite de l'annulation des actes pour cause de démence, paraît désigner sous ce seul terme les trois motifs d'interdiction, à moins que le législateur n'ait pensé que le furieux ou l'imbécile ne sont pas matériellement capables de faire un acte juridique.

En fait ces termes ont une origine romaine elle-même fort imprécise; Cicéron (*Tusculanes*, III.5) distingue le *furiosus*, fou furieux extravagant et violent, mais présentant des intervalles lucides, du *mente captus*, dont la folie est continue, et du *fatuus* ou *insanus* (ou *imbecillus*) qui est un faible d'esprit dont la maladie poussée à l'excès peut dégénérer en *dementia*. Mais Cicéron confond tantôt *furor* et *dementia*, tantôt *dementia* et *insania* qu'il oppose à *furor* (*Furor in sapientem cadere possit, non possit insania*). Pour Paulus Zacchias, le père de la médecine légale, cité par Krafft-Ebing, *dementia* est un terme collectif qui désigne tous les états dans lesquels on constate de la faiblesse d'esprit ou du délire.

Joseph Daquin, médecin savoyard qui publia une *Philosophie de la folie* en 1804, c'est-à-dire à l'époque de la rédaction du Code civil, donne les définitions suivantes : « L'état de démence est celui où la raison est tellement affaiblie que celui qui en est atteint ne sait pas si ce qu'il dit ou ce qu'il fait est bien ou mal. Les mots de démence, d'imbécillité et de folie seraient donc à peu près synonymes avec cette différence cependant entre la démence et l'imbécillité que la première est une privation absolue de raison tandis que l'autre n'en est qu'un affaiblissement et que toutes deux diffèrent de la folie, en ce qu'elles indiquent un état habituel de privation ou de faiblesse du sens commun, au lieu que la folie ordinaire ne semble dénoter qu'un dérangement fougueux et passager de l'imagination qui, cessant par intervalles, paraît et disparaît alternativement. »

Avec de telles sources il ne faut guère chercher une signification précise aux termes employés par les rédacteurs du Code civil. Le tribun Tarrible dans son discours au Corps Législatif définissait l'imbécillité comme la faiblesse d'esprit causée par l'absence ou l'oblitération des idées, la démence comme l'aliénation qui ôte l'usage de la raison et la fureur comme une démence portée au plus haut degré et qui pousse le furieux à des actes dangereux.

Il n'y a rien à tirer aujourd'hui de ces définitions et la jurisprudence ne s'est jamais bien embarrassée de faire des distinctions, ayant depuis longtemps confondu les trois termes dans une acception pragmatique qui s'énonce presque toujours ainsi : « Doit être interdit celui que son état mental rend d'une manière habituelle inapte à conduire sa personne et à administrer ses propres affaires. » Il s'agit d'ailleurs beaucoup plus des biens que de la personne, la loi de 1838 sur les aliénés ayant enlevé à l'interdiction presque tout intérêt quant à la protection de la personne de l'interdit. La longueur et le coût de la procédure ont d'autre part fait tomber l'interdiction en désuétude, alors que dans l'esprit des rédacteurs du Code civil elle était certainement le « droit commun » de l'aliénation mentale (1).

Ce n'est donc pas vers l'interdiction qu'il faut nous tourner pour essayer de découvrir les bases psychologiques de la responsabilité civile. Tous les auteurs sont d'ailleurs d'accord pour distinguer l'incapacité résultant de l'interdiction, qui est un état de droit permanent et qui n'a d'effet que sur le plan contractuel, de l'imputabilité pénale ou civile qui s'apprécie en fait et au moment même de l'infraction ou du quasi-délit. L'interdiction, pas plus qu'elle n'entraîne *ipso facto* l'irresponsabilité pénale (Crim., 13 octobre 1853), ne peut être consi-

(1) En 1953, d'après les renseignements recueillis par M. Ballereau dans sa thèse sur *La protection du patrimoine de l'aliéné*, sur 53.851 malades placés dans les asiles de province, 532 seulement étaient interdits.

dérée comme dégageant automatiquement l'interdit des conséquences de sa responsabilité civile extra-contractuelle. Tout au plus pourrait-elle être tenue comme renversant la charge de la preuve, le demandeur ayant à prouver que l'interdit a agi pendant un intervalle lucide.

13. — La loi du 30 juin 1838 nous sera-t-elle plus secourable ? Certainement pas. Cette loi qui emploie pour la première fois le mot « aliéné », inconnu du Code civil, mais qui ne le définit pas, sinon par la nature des établissements où l'aliéné peut être placé, est surtout une loi de police, voire d'assistance, et si elle s'occupe de l'administration des biens des aliénés internés et même (art. 39) de leur capacité civile, elle est muette sur les questions de responsabilité, y compris celles qui concernent les dommages subis ou causés par les aliénés internés.

§ 3. — Détermination d'après les textes du Code pénal.

14. — N'ayant pas trouvé dans le Code civil non plus que dans les définitions psychologiques de la faute des bases utilisables pour la détermination des troubles mentaux entraînant l'irresponsabilité civile, il nous faut maintenant rechercher ces bases dans le Code pénal et examiner si les textes qui régissent la responsabilité pénale peuvent être appliqués à la responsabilité civile et si même cette assimilation n'est pas rendue nécessaire par la conception subjective de la faute civile, qui est actuellement adoptée par la jurisprudence et la majorité de la doctrine. Nous étudierons donc successivement les conditions générales de la responsabilité pénale et l'influence de la détermination pénale des troubles mentaux sur la responsabilité civile.

A. — CONDITIONS GÉNÉRALES DE LA RESPONSABILITÉ PÉNALE.

15. — En matière pénale l'imputabilité est définie par l'article 64 du Code pénal qui dispose qu'il n'y a ni crime ni délit lorsque le prévenu était en état de démence au temps de l'action ou lorsqu'il a été contraint par une force à laquelle il n'a pu résister. Tout le monde s'accordant pour déclarer que la force contraignante doit être une force extérieure à l'individu, seule la « démence » va constituer une cause proprement interne d'irresponsabilité pénale. C'est donc cette démence qu'il faut essayer de délimiter.

Nous avons vu que ni l'origine romaine du mot ni le sens qui lui est donné par les contemporains du Code pénal ne nous permettent d'attribuer au mot démence une signification bien nette. Pour com-

pliquer les choses la psychiatrie moderne, qui depuis Joseph Daquin, ci-dessus cité, a un peu perfectionné sa nosologie, donne maintenant au mot *démence* un sens assez précis mais restrictif, celui d'un affaiblissement global et progressif des facultés intellectuelles en général (*démence sénile* ou *démence artériopathique* par exemple). Si cette *démence* moderne entre bien dans le cadre de la *démence* du Code pénal, il est certain que cette dernière a un sens beaucoup plus étendu et désigne tous les troubles mentaux de quelque importance, qu'ils soient congénitaux ou acquis.

Il y a là un exemple de l'inconvénient de l'emploi dans la législation de termes scientifiques qui changent de sens au cours des années et qui finissent par perdre toute signification utilisable. Les juristes, dont le vocabulaire propre est presque immuable et qui se réfèrent sans difficulté à des arrêts datant d'une centaine d'années, se rendent quelquefois mal compte de l'évolution des autres langages techniques et il n'est pas rare de voir actuellement un avocat ou un commentateur juridique se rapporter à des ouvrages scientifiques du siècle dernier dont les médecins contemporains ne comprennent plus ou comprennent mal les termes. Ainsi en 1939 M. Roger à propos de la responsabilité pénale de l'aliéné écrivait (G.P. 1939.2. doct. 9.) : « La médecine légale, plus précise, divise l'aliénation mentale en deux grandes classes : l'imbécillité et la folie proprement dite, qui se divise elle-même en *démence* et en *manie* », ce qui était peut-être admis du temps de Tardieu, auquel M. Roger a vraisemblablement emprunté cette classification, mais qui n'avait absolument aucun sens pour un aliéniste de 1939.

Les psychiatres ont depuis longtemps renoncé à donner de la « *démence* » du Code pénal une définition trop contraignante et H. Verger félicite même le législateur d'avoir employé « un terme très vague et d'extension imprécise ». Pour H. Claude : « Il s'agit ici de toute maladie mentale qui enlève à l'individu le contrôle de lui-même et la critique de ses actes ».

Bien que Housset (Thèse Rennes, 1913) fasse observer non sans malice qu'« un expert qui est sage et soucieux de sa réputation ne devra jamais être amené à donner une définition de l'aliénation mentale », nous nous hasarderons à le faire ici pour essayer de serrer d'un peu plus près la signification de cette *démence* du Code pénal sans toutefois l'enfermer dans de trop étroites limites : le « *dément* » dirons-nous, est celui qui, sous l'effet de causes psycho-pathologiques, n'a pas ou n'a plus, d'une manière permanente ou transitoire, la possibilité d'apprécier correctement soit la valeur éthique de ses actes soit leur portée pratique, ou de contrôler efficacement la réalisation de ses tendances instinctives.

Quoi qu'il en soit de ces définitions, cent cinquante ans de pratique

médico-légale et d'innombrables travaux doctrinaux, tant médicaux que juridiques, ont réussi à créer une entité assez précise et la « démence-au-sens-de-l'article-64-du-Code-pénal », sorte de mot composé indivisible, ne suscite plus guère d'importantes discussions de principe, même si certaines divergences de fait peuvent donner quelquefois, assez spectaculairement, l'impression contraire.

Il semblerait donc qu'il puisse y avoir là pour les civilistes partisans d'une appréciation subjective de la faute, et malgré l'imprécision apparente du mot « démence » employé par le Code pénal, une base d'appréciation solide, répondant à des critères éprouvés, et qui d'ailleurs, pour des raisons juridiques que nous examinerons un peu plus loin, paraît s'imposer à eux dans la plupart des cas.

16. — Mais il faut cependant observer que la notion de responsabilité pénale, bien qu'inchangée dans les textes, subit depuis un demi-siècle une évolution progressive qui tient à une nouvelle conception de la peine ou plus exactement à une plus grande importance donnée à un des éléments traditionnels qui fondent cette notion. Dans tous les pays civilisés on ne base plus depuis longtemps la peine sur une idée d'expiation ou de vengeance. C'est là tout au moins le principe, car on voit fréquemment dans les procès criminels contemporains des parties civiles tapageuses réclamer à grands cris non des dommages-intérêts qui rendrait illusoires l'évidente impécuniosité des accusés, mais un châtiment dont le but ne peut être que la satisfaction d'une vengeance privée. Théoriquement la peine infligée à un criminel ou à un délinquant se justifie par une triple idée d'exemplarité, d'intimidation et d'amendement. Mais c'est sur cette dernière idée que l'accent a été mis depuis de nombreuses années et aux diverses mesures déjà anciennes d'individualisation de la peine sont venus se superposer les effets d'une politique pénale et pénitentiaire qui tend à rechercher davantage le reclassement ou le traitement du criminel que la punition de son crime. Il s'agirait en somme de faire pour l'adulte ce qui a été réalisé pour le mineur délinquant par l'ordonnance du 2 février 1945. Cette conception de la « défense sociale nouvelle » est notamment soutenue en France par M. Marc Ancel qui se propose de « déjuridiciser » le droit pénal pour mieux le rapprocher des données plus concrètes de la sociologie et de la criminologie. A quelques nuances près, c'est aussi celle de M. Levasseur, de M. Pinatel et de nombreux criminologistes contemporains.

Mais si la Belgique possède depuis 1930 une loi de défense sociale contre les criminels mentalement anormaux, qui prévoit des mesures intermédiaires entre la détention pénale et l'internement psychiatrique, rien de semblable n'existe en France où l'auteur d'une infraction

sera soit incarcéré pour une temps déterminé, s'il est déclaré responsable de son acte, soit interné pour un temps indéterminé, s'il est considéré comme ayant agi en état de démence au sens de l'article 64 du Code pénal. Aussi sous l'influence de ces idées de défense sociale nouvelle arrive-t-il quelquefois que s'établisse entre les juges et les experts psychiatres une sorte de collaboration visant à rechercher la mesure la plus adéquate à la fois pour l'amendement du criminel et pour la défense sociale, mesure qui sera quelquefois l'internement dans un hôpital psychiatrique. Pour réaliser cet internement force sera, en l'état actuel des textes, de déclarer l'inculpé « dément » et on en arrivera en fait à ce que l'internement ne soit pas la conséquence de la déclaration de démence, mais bien la déclaration de démence la conséquence de la décision d'internement. Autrement dit, ce ne sera pas parce que l'individu est « dément » qu'on l'internera, mais on le déclarera « dément » pour pouvoir l'interner. Certes les choses ne se passent pas toujours ainsi, ou tout au moins pas explicitement, mais elles y tendent et y tendront de plus en plus.

Il n'y aurait aucun inconvénient à cette manière de procéder si, très souvent, des questions civiles n'étaient annexées aux questions pénales et si, d'après la conception actuelle de la faute, la décision civile ne dépendait pas plus ou moins de la décision pénale. Or, si les juges d'instruction n'ignorent pas les conséquences que leurs ordonnances peuvent avoir sur les intérêts civils, nous pouvons affirmer que les médecins experts, de qui finalement dépend en fait la décision du juge, ne voient que le problème pénal pour lequel ils sont commis et ignorent, ou veulent ignorer, toutes les incidences civiles d'une conclusion d'irresponsabilité.

Bien que cette manière d'envisager la responsabilité pénale soit plus empirique que proprement juridique, elle a en pratique trop d'importance pour être passée sous silence parce qu'elle conditionne souvent, par l'irresponsabilité personnelle qu'elle entraîne, la responsabilité subsidiaire du fait du malade mental, qui est l'objet de ce travail.

B. — INFLUENCE DE LA DÉTERMINATION PÉNALE DES TROUBLES MENTAUX SUR LES DÉCISIONS CIVILES.

17. — Les délits ou quasi-délits commis par les malades mentaux constituent presque toujours des infractions pénales. Il s'agit en effet le plus souvent d'atteintes à la personne, qui sont toujours punissables, qu'elles soient volontaires ou non et quelle que soit leur gravité ; mais la destruction et la détérioration volontaires du bien d'autrui constituent également des délits ou même des crimes et beaucoup de dommages matériels involontaires sont sanctionnés par des contra-

ventions de police. Etant donné qu'il n'existe aucune situation de droit ou de fait qui puisse *a priori* exonérer un malade mental d'une poursuite pénale, on peut dire qu'en pratique la décision civile aura toujours été précédée d'une décision pénale, ordonnance de non-lieu, jugement ou arrêt de relaxe. Il n'en est autrement que lorsque l'auteur a été tué ou s'est suicidé immédiatement après avoir commis son acte (Montpellier 31 mai 1866 ; trib. civ. Cambrai 17 mai 1900 ; trib. civ. Perpignan 27 février 1906 et 15 mai 1907) ou lorsque les faits n'avaient pas un caractère pénal assez net ou une gravité suffisante pour justifier une poursuite criminelle (abus de procédure : Lyon 31 décembre 1904 et Req. 30 juillet 1906 ; dénonciation calomnieuse : Lyon 6 janvier 1928 ; injures : trib. civ. Pau 23 novembre 1951).

On doit alors se demander si, en vertu du principe de l'autorité sur le civil de la chose jugée au criminel, l'opinion du juge pénal concernant l'état mental de l'inculpé ne doit pas s'imposer au juge civil.

Il n'y aurait pas en principe de difficulté si la responsabilité pénale de l'auteur de l'acte avait été reconnue seulement atténuée, car la réparation civile du dommage doit comprendre l'intégralité du préjudice et « les circonstances de nature à atténuer la gravité d'une faute n'exercent pas d'influence sur la réparation qui est due à la victime du délit civil » (Civ., 21 octobre 1946). Avant cette affirmation très nette de la Cour de cassation, la cour de Nîmes (23 janvier 1930) avait déjà déclaré dans une affaire où étaient en cause des troubles mentaux que « l'atténuation de la responsabilité ne pouvait et ne devait jouer qu'en ce qui concerne les sanctions pénales, mais demeurait indifférente sur l'appréciation qu'il convenait de porter sur les conséquences dommageables des violences exercées ». Nous aurons l'occasion de voir que certaines juridictions civiles, condamnant des malades mentaux malgré leur irresponsabilité pénale, ont, en dépit de tous les principes, et sans prétexter une faute de la victime, accordé des circonstances atténuantes civiles en modérant le montant des dommages-intérêts. Néanmoins, et bien que M. Dereux pense que « les civilistes qui montrent tant d'indulgence pour le dément sont peut-être au contraire trop rigoureux pour le demi-aliéné », il n'y a pas théoriquement place dans notre système jurisprudentiel pour une responsabilité civile partielle.

18. — Dans la très grande majorité des cas la poursuite pénale ne va pas jusqu'aux juridictions de jugement et se termine par une ordonnance de non-lieu rendue par le juge d'instruction sur le vu d'une expertise mentale concluant à la démence au sens de l'article 64

du Code pénal. Une doctrine et une jurisprudence presque unanimes déclarent que les ordonnances de non-lieu n'ont pas l'autorité de la chose jugée, spécialement celles qui sont fondées sur l'état de démente au moment des faits. La chambre des requêtes, le 21 janvier 1929, en refusant d'accueillir un pourvoi contre un arrêt de la cour de Montpellier (29 décembre 1927) qui avait condamné à des dommages-intérêts un meurtrier dément et interné, à formellement déclaré que : « les ordonnances de non-lieu qui peuvent tomber en cas de surveillance de nouvelles charges n'ont qu'un caractère provisoire et ne sauraient exercer d'influence sur l'action en dommages-intérêts portée devant les tribunaux civils ». Depuis lors on retrouve cette formule dans un grand nombre de décisions (Montpellier, 22 janvier 1935 ; trib. civ. Fontainebleau 28 février 1936 ; trib. civ. Pau 19 octobre 1945 ; trib. civ. Seine 22 février 1955 ; Riom 12 décembre 1955 ; Grenoble 24 avril 1956). La Cour de cassation a récemment réaffirmé, d'une manière générale, le même principe (Civ. 2^e, 5 novembre 1954) (1).

Cette explication de l'absence d'autorité des ordonnances de non-lieu par leur caractère provisoire n'a cependant pas convaincu tous les auteurs, dont certains ont fait remarquer que le juge d'instruction est tenu, en vertu de l'article 128 du Code d'instruction criminelle (art. 177 du Code de procédure pénale), d'envisager le fait incriminé sous tous ses aspects, que son ordonnance de non-lieu peut faire l'objet de voies de recours et que, si l'instruction peut être reprise sur charges nouvelles, cette ordonnance s'impose à tous en attendant et qu'elle devrait dès lors exercer sur le civil la même autorité qu'elle exerce provisoirement sur le criminel. C'est, dit Beauchier cité par Valticos, « se payer de mots que de soutenir que l'ordonnance de non-lieu n'est pas un véritable jugement ». Pour M. Derupé, si les ordonnances de non-lieu n'ont pas autorité sur le jugement des intérêts civils, c'est « parce qu'elles ne tranchent pas le fond du litige, parce qu'elles ne donnent pas la solution qu'il importe de ne pas voir contredite ». En fait il s'agit surtout pour la jurisprudence de tourner par tous les moyens la règle gênante de l'autorité de la chose jugée au criminel sur le civil, règle qui n'est écrite nulle part, mais qui est aussi obstinément affirmée dans son principe que minimisée dans ses effets.

Néanmoins certaines juridictions civiles ont trouvé tout naturel de s'aligner sans discussion sur la décision pénale. Ainsi le tribunal civil de Béziers (27 avril 1899) déclare-t-il simplement : « Attendu qu'une ordonnance de non-lieu a été rendue au profit de D... déclaré

(1) Et à nouveau, à propos de troubles mentaux, Civ. 2^e, 11 décembre 1957, et Civ. 4 décembre 1958.

irresponsable et qu'il suit de là que la demande formée contre lui doit être rejetée ». Mais la cour de Nancy (13 décembre 1949) a été beaucoup plus explicite : « Attendu que pour justifier leur décision les premiers juges ont fait état de l'absence d'autorité de la chose jugée et du caractère essentiellement provisoire de toute ordonnance de non-lieu ; attendu que si ce principe est incontestable lorsque l'ordonnance de non-lieu est basée sur le fait que le crime ou le délit n'est pas suffisamment établi, il en est par contre autrement lorsque l'ordonnance de non-lieu est fondée sur la démence totale et absolue de l'auteur du crime ou du délit ; que cette ordonnance revêt alors nécessairement un caractère définitif, lorsque du moins il n'est pas allégué qu'elle ait été le résultat d'une erreur ou d'une fraude, le médecin-psychiatre qui a conclu à la démence ayant par exemple été trompé par une simulation. »

L'hypothèse de la simulation n'est nullement gratuite puisqu'elle a été soumise à la chambre criminelle qui, le 6 juillet 1923, a approuvé la reprise de l'information sur charges nouvelles. Mais dans ces conditions rien n'empêcherait la victime de se porter partie civile devant la juridiction pénale à nouveau saisie.

Nous pensons que, dans l'optique du système actuel de l'irresponsabilité civile du dément, la position adoptée en 1949 par la cour de Nancy est plus logique et plus juridique que celle de la Cour de cassation, mais nous devons reconnaître qu'elle a eu peu d'écho puisque le 28 novembre 1955 la même cour de Nancy déclarait dans une espèce analogue : « Attendu que l'autorité de la chose jugée attachée par la loi aux décisions définitives ne résulte pas d'une telle ordonnance susceptible d'être mise à néant en cas de survenance de charges nouvelles et qui, en raison de son caractère provisoire, ne saurait exercer d'influence sur l'action en dommages-intérêts portée devant la juridiction civile. »

19. — Mais si le « dément » au lieu d'avoir fait l'objet d'une ordonnance de non-lieu, comme c'est habituellement le cas, a été acquitté par une juridiction de jugement en vertu de l'article 64 du Code pénal, on pourrait penser que toute action civile est devenue impossible contre lui puisqu'il a été jugé au criminel qu'il n'avait commis ni crime ni délit. C'est ce qu'ont admis la chambre criminelle de la Cour de cassation (10 mai 1843 et 1^{er} avril 1848) et la cour d'assises de la Seine (27 mai 1872). Par contre la cour de Paris (6 juillet 1844) a confirmé un jugement du tribunal civil de la Seine qui condamnait à des dommages-intérêts un homme acquitté six ans auparavant pour cause de démence par un tribunal répressif, en déclarant que « bien que le juge criminel n'ait pas trouvé dans C... une volonté assez libre

pour encourir la pénalité, néanmoins il avait conservé une conscience suffisante de ce qu'il faisait en se livrant à des violences contre la demanderesse qui le rendaient passible des conséquences civiles de ses mauvais traitements ». Le Dr Charpentier rapporte également (*Inf. des aliénistes* 1911, p. 276) le cas d'un meurtrier acquitté par la cour d'assises des Ardennes le 21 mai 1907 après expertise concluant à la démence et qui fut ensuite condamné à des dommages-intérêts par le tribunal civil parce que la conviction des experts, « suffisante pour entraîner un acquittement au criminel, peut ne pas l'être au civil pour empêcher de prospérer l'action en dommages-intérêts ». Et la cour d'assises des Bouches-du-Rhône (29 juin 1912), après avoir acquitté comme dément un homme qui avait blessé deux avoués, l'a condamné non seulement à des dommages-intérêts mais encore à rembourser « les frais de l'instance criminelle au paiement de laquelle les avoués sont condamnés comme partie civile ayant succombé ». L'arrêt est motivé d'une façon révolutionnaire qui ne paraît pas avoir attiré l'attention des auteurs ni celle de la Cour de cassation : « Attendu que V..., ayant été déclaré non coupable par le jury, l'acte qui lui était reproché a perdu tout caractère criminel et délictueux ; mais en supposant même qu'il l'ait commis sous l'effet d'une influence morbide paralysant sa volonté, la matérialité de l'acte n'en subsiste pas moins et constitue une faute qu'il est tenu de réparer. » Cet arrêt est à notre connaissance le seul qui, en cent cinquante ans, ait non seulement déclaré que le critère de la faute civile était purement matériel, mais encore ait appliqué ce principe sans chercher de faux-fuyants tels que la « conscience suffisante ».

Notons enfin que la cour de Liège (10 janvier 1835) et le tribunal civil d'Avignon (23 novembre 1949) ont passé outre l'autorité d'un jugement de relaxe fondé sur la démence au moment de l'acte sous le prétexte, d'ailleurs très spécieux, d'une faute antérieure.

20. — Mais pour apprécier quelle devrait être l'influence sur le juge civil de la déclaration de « démence » faite par le juge criminel, il semblerait qu'il faille plutôt rechercher l'esprit de la règle qu'essayer de la tourner par des arguties. Il s'agit d'éviter, et tous les auteurs s'accordent sur ce point, que le juge civil ne contredise ce qui aura été tranché par la juridiction pénale. Cette autorité du criminel sur le civil s'explique par le caractère plus souple de la procédure pénale qui permet au juge répressif de rechercher lui-même la vérité par tous les moyens de preuve que la procédure civile laisse à la discrétion des parties, et par conséquent d'aboutir plus vite et plus sûrement à cette vérité ; mais elle se fonde aussi sur « les nécessités de l'ordre public qui s'oppose à ce que soit remis

en question dans un simple intérêt privé ce qui a été jugé dans l'intérêt social » (H. Lalou, n° 36). Or, quand un juge d'instruction a rendu une ordonnance de non-lieu constatant que l'inculpé n'a commis ni crime ni délit parce qu'il était en état de démence au moment de l'action, ordonnance dont le ministère public et la partie civile peuvent faire appel devant la chambre d'accusation, il paraît difficile de prétendre qu'il n'y ait pas là une véritable décision juridictionnelle ayant autorité de chose jugée et le fait qu'il ne s'agisse pas d'une « décision définitive sur le fond » a d'autant moins d'importance que la règle est purement prétorienne et que ce qui compte surtout, à notre avis, c'est son esprit et le but dans lequel elle a été établie.

En outre remettre en question devant la juridiction civile les ordonnances de non-lieu pour cause de démence aboutit à faire dépendre la responsabilité civile de l'attitude adoptée par le juge d'instruction : rien n'empêche en effet celui-ci, même après avoir reçu un rapport d'expertise concluant à la démence, de renvoyer le prévenu devant la juridiction de jugement qui l'acquittera inmanquablement, mais dont la décision aura alors, à peu près sans contestation, l'autorité de la chose jugée.

En cette matière l'autorité des décisions pénales devrait être d'autant plus incontestable qu'il s'agit presque toujours de faits qui peuvent être incriminés quelle que soit leur qualification exacte et pour lesquels l'infraction d'imprudence est punie aussi bien que l'infraction intentionnelle. Spécialement en cas de coups et blessures ou d'homicide, qui sont en cause dans 90 % des affaires où se pose le problème de la responsabilité extra-contractuelle de l'aliéné ou de la responsabilité du fait de l'aliéné, on admet qu'il y a identité parfaite entre la faute pénale et la faute civile des articles 1382 et 1383, la définition de la faute pénale étant si large qu'elle peut comprendre toutes les fautes civiles, puisqu'une simple imprudence, négligence, inattention ou maladresse suffit pour que soient constitués les délits prévus par les articles 319 et 320 du Code pénal. Ainsi « l'identité de la faute civile et de la faute pénale implique qu'elles soient soumises à un régime unique dans lequel le criminel recouvrera sa primauté » (J. Deprez).

21. — Il en serait évidemment autrement si l'on admettait que le mot « faute » n'a pas la même signification en droit pénal et en droit civil, et que la faute civile, débarrassée de son élément subjectif, doit s'apprécier *in abstracto* alors qu'au contraire la faute pénale, dont la résonance morale est admise à peu près par tous, doit être appréciée *in concreto* (H. et L. Mazeaud). Mais dès le moment où

l'on adopte la théorie classique et où l'on estime qu'en droit civil « la faute contient un élément psychologique et une appréciation morale de la conduite » (1) on ne voit pas sur quoi on pourrait se baser pour faire une discrimination entre les conditions de la responsabilité pénale et celles de la responsabilité civile et comment on pourrait refuser, en fait et même en droit, à la décision criminelle l'autorité sur les juridictions civiles lorsque « la faute civile est identique à la faute pénale ».

C'est ce qu'ont admis implicitement ou explicitement beaucoup de décisions de jurisprudence. Ainsi le tribunal civil de Marseille (20 mai 1866) qui déclare : « Attendu que le tribunal n'a d'autres preuves relatives à l'état mental de R... à l'époque des faits que celles fournies par l'instruction criminelle et qu'il doit en tirer les mêmes conséquences que le juge criminel », la cour de Nancy, qui, dans l'arrêt précédemment cité (13 décembre 1949), affirme avec netteté : « Que la notion d'aliénation mentale doit être considérée comme uniforme tant au point de vue pénal qu'au point de vue civil, qu'il n'est pas possible de dissocier la responsabilité pénale de la responsabilité civile, les deux responsabilités requérant les mêmes conditions de discernement et la liberté de la volonté ; que ces conditions n'étant pas remplies d'un côté ne doivent pas l'être davantage de l'autre » ; et le tribunal civil de Metz (8 février 1951) qui reprend en partie les mêmes termes : « Attendu que si une partie de la doctrine et quelques décisions de jurisprudence... se sont prononcées dans un sens différent, établissant une distinction entre l'irresponsabilité pénale du dément et les conséquences civiles de ses actes et en admettent que l'individu privé de raison peut commettre une faute civile et engager sa responsabilité... cette distinction de la faute civile et de la faute pénale dans notre droit positif actuel ne paraît guère acceptable, les deux responsabilités requérant les mêmes conditions de discernement et de liberté de la volonté » (1). Par contre le tribunal civil de Lyon (21 octobre 1938) a exposé longuement les raisons pour lesquelles « il échet de distinguer... la responsabilité pénale et la responsabilité civile, reposant sur des bases toutes différentes et ne s'appréciant pas de la même manière ».

Certains auteurs n'admettent pas non plus cette assimilation de la responsabilité pénale et de la responsabilité civile en ce qui concerne l'imputabilité. Mais si ce point de vue est évidemment compréhensible chez ceux qui nient l'élément moral de la faute civile, il l'est moins chez ceux qui ne peuvent concevoir une faute civile qu'appré-

(1) P. ESMEIN, « La faute et sa place dans la responsabilité civile », *Revue trimestrielle*, 1949, p. 481.

(1) V. aussi Aix, 1^{er} mars 1899 et Lyon, 16 janvier 1926.

ciée subjectivement. C'est ainsi que Demogue (III, 505) pense que si la loi pénale exige une pleine conscience de l'illégalité et de l'immoralité de l'acte, la loi civile se contenterait d'une conscience atténuée; mais il n'indique pas sur quoi il fonde cette opinion. Pour Neagu (p. 230) et pour Hebraud (Th. p. 205) la responsabilité pénale supposerait la connaissance du bien et du mal, la responsabilité civile supposant seulement celle des conséquences matérielles de l'acte; mais cette discrimination aboutirait pratiquement à déclarer le dément civilement responsable dans presque tous les cas. Pour M. Rodière (n° 1408) : « La préoccupation de redressement moral qui anime au moins partiellement toute infliction de peine est étrangère au droit civil. » Nous sommes bien de cette opinion mais à la condition d'en pousser les conséquences jusqu'à admettre la responsabilité civile de tous les aliénés, au lieu de procéder, comme le fait une certaine jurisprudence, à un tri qui est aussi arbitraire du point de vue juridique que du point de vue médical.

Par contre pour M. Breton (S. 1931.2.33) les conditions de la responsabilité civile sont les mêmes que celles de la responsabilité pénale; de même pour Valticos (Th. Paris 1948, n° 372) qui observe que « du moment qu'au civil comme au pénal on raisonne en appréciant *in concreto* le degré de discernement de l'auteur du dommage, on ne peut voir comment ce degré pourrait être jugé différemment dans un cas que dans l'autre; il ne suffit pas d'observer que les conséquences de la répression pénale sont particulièrement sévères, encore faudrait-il trouver une différence quelconque entre les deux notions de la démente. Cette différence, il est impossible de la relever tant qu'on se place dans les deux cas au même point de vue concret. Le minimum de conscience et de liberté que l'on peut déceler au civil pour déclarer l'agent responsable devrait en principe également suffire à faire naître sa responsabilité pénale ». Récemment encore M. Blanc-Jouvan (*Revue trim.* 1957, p. 45, note 58) exprimait la même idée : « D'après la jurisprudence la faute peut être définie, en toute hypothèse, comme un « acte illicite imputable à son auteur » : nous ne voyons pas pourquoi les conditions de l'imputabilité ne seraient pas les mêmes dans les deux cas, et pourquoi on n'exigerait pas le même degré d'intelligence chez celui que l'on veut frapper d'une sanction pénale et chez celui à qui on veut seulement imposer le versement de dommages-intérêts. Il nous semble, en vérité, tout à fait artificiel de considérer qu'il y a deux degrés dans l'existence du discernement et que la solution doit varier suivant que l'on se place sur le terrain de la faute civile ou sur celui de la faute pénale : comment peut-on soutenir alors que l'auteur de la faute civile doit être « sujet à reproche » ?

22. — En résumé nous pensons avoir montré que, en l'absence d'une définition psychologique précise et acceptable de la faute civile ou d'un texte du Code civil sur lequel s'appuyer autrement que par de vagues analogies, la seule base possible pour caractériser les troubles mentaux qui, d'après la théorie classique, déterminent l'irresponsabilité civile, était l'article 64 du Code pénal qui traite de l'imputabilité en matière répressive. Cette opinion trouve sa confirmation pratique dans le fait que la déclaration de « démence » prononcée par une juridiction pénale précède presque toujours le procès civil en responsabilité intenté au malade mental ou à ceux qui sont considérés comme responsables de son acte et que l'autorité de la chose jugée au criminel devrait dès lors s'imposer aux juridictions civiles. Dans une perspective d'appréciation subjective de la faute civile, il n'y a aucune raison valable pour différencier la responsabilité pénale et la responsabilité civile sur le plan de l'imputabilité. La notion de démence au sens de l'article 64 du Code pénal, telle qu'elle a été précisée par la doctrine médico-légale, doit donc être, à notre avis, la base de détermination des troubles mentaux en matière de responsabilité civile, comme en matière de responsabilité pénale.

Nous allons voir néanmoins que la jurisprudence est loin d'avoir toujours suivi les principes ci-dessus exposés et qui nous paraissent pourtant être la conséquence logique de l'appréciation subjective de la faute civile et de la théorie traditionnelle de l'irresponsabilité du malade mental.

SECTION II

APPLICATIONS JURISPRUDENTIELLES

§ 1. — Applications classiques.

23. — On trouve dans les recueils de jurisprudence de nombreuses décisions qui ont appliqué sans discussion, et en l'énonçant avec plus ou moins de netteté, le principe selon lequel le malade mental, considéré comme dément par la juridiction répressive, doit également être considéré comme civilement irresponsable. En outre beaucoup de décisions analogues — et nous en connaissons personnellement un certain nombre — n'ont pas été publiées, sans doute parce qu'elles étaient tout à fait classiques et ne présentaient aucune particularité notable. Parmi ces décisions certaines mettent purement et simplement hors

de cause l'aliéné seul poursuivi (par exemple, Bruxelles, 1^{er} mai 1849 ; Req. 18 janvier 1870 ; Lyon 22 février 1871 ; trib. civ. Nice 17 juin 1889 ; trib. civ. Bourg 15 juin 1920 ; trib. civ. Toulouse 3 novembre 1920 ; trib. civ. Lyon 16 janvier 1926 ; Req. 8 janvier 1935 ; Rouen 10 mai 1955).

D'autres, qui nous intéressent plus directement et que nous retrouverons ultérieurement, concernent des cas où le malade mental était poursuivi en même temps qu'un tiers, parent ou autre, considéré comme responsable subsidiairement de son fait, et où l'irresponsabilité de l'auteur de l'acte dommageable a été affirmée selon les principes classiques, tandis que le tiers était soit condamné du fait du malade (Bruxelles 3 juillet 1930 ; trib. civ. Marseille 20 mars 1866 ; trib. civ. Aubusson 2 juillet 1868), soit renvoyé lui aussi des fins de la poursuite (trib. civ. Avranches 14 février 1852 ; Agen 9 novembre 1864 et Req. 14 mai 1866 ; trib. civ. Wassy 4 février 1876 ; trib. civ. Nancy 27 août 1883 ; Nancy 25 août 1885 ; trib. civ. Seine 30 mai 1894 ; Rouen 16 décembre 1896 ; trib. civ. Béziers 27 avril 1899 ; Req. 21 octobre 1901 ; Nancy 13 décembre 1949 ; trib. civ. Metz 8 février 1951).

Mais à côté de ces décisions « orthodoxes » et de celles où l'absence d'une décision pénale antérieure laissait le champ libre à la juridiction civile, on rencontre de nombreux jugements ou arrêts qui, malgré la déclaration de démence pénale, ont condamné des aliénés soit parce qu'ils leur reconnaissaient une « conscience suffisante » pour répondre civilement de leurs actes, soit parce que leurs troubles mentaux étaient la conséquence d'une faute antérieure qui leur était imputable. Il est nécessaire d'examiner rapidement ces décisions parce qu'elles contiennent souvent de graves déviations par rapport aux principes qui, croyons-nous, doivent présider à la détermination des troubles mentaux entraînant l'irresponsabilité civile dans le système classique de la faute subjective, mais aussi parce qu'elles constituent un des procédés dont fait usage la jurisprudence pour atténuer ou tourner le principe de l'irresponsabilité du malade mental et qui est souvent employé lorsque la responsabilité d'un tiers, parent ou « gardien », ne paraît pas pouvoir être mise en jeu.

Tout se passe comme si certaines juridictions avaient adopté le principe avoué ingénument par le tribunal civil de Marseille (20 mars 1866) : « Attendu qu'il ne peut se faire que le dommage matériel causé par l'insensé ne soit réparé par personne... » Aussi tantôt cherchera-t-on à condamner le malade mental malgré le principe soigneusement affirmé de son irresponsabilité, tantôt cherchera-t-on autour de lui un responsable de ses actes. Il semble bien souvent que la direction de cette recherche soit déterminée beaucoup plus par les circonstances ou par des raisons pécuniaires que par l'existence d'une véri-

table faute au sens classique du terme. Il s'agit avant tout de trouver un responsable, autant que possible solvable, et un moyen juridique de le condamner. C'est ce qu'exprime par une phrase qu'a relevée M. Cornu dans une note au J.C.P. (1952.2.6930) le tribunal civil de Toulouse (19 novembre 1951) qui, après avoir admis l'impossibilité juridique de condamner un meurtrier dément sur la base de l'article 1382, ajoute : « Mais attendu que le tribunal trouve dans le mode de perpétration du crime une possibilité de faire application de l'article 1384 du Code civil » ; on ne saurait mieux reconnaître qu'il s'agit là d'un expédient. Souvent auteur de l'acte et tiers responsable seront poursuivis ensemble et le tribunal condamnera soit le premier (Caen, 9 novembre 1880), soit le second (Bruxelles, 3 juillet 1830), soit même l'un pour atteindre l'autre (dément condamné comme alcoolique, mais commettant civilement responsable : Rouen, 17 mars 1874).

Il y a donc intrication fréquente, voire balancement, entre la responsabilité personnelle du malade mental et la responsabilité encourue par un tiers de son fait, ce qui nous incite à apprécier les applications que fait la jurisprudence des principes qui servent de base à la détermination des troubles mentaux en cette matière.

§ 2. — Interprétations restrictives.

24. — Il semble que ce soit le tribunal civil de la Seine, suivi par la cour de Paris (6 juillet 1844), qui ait le premier condamné civilement un aliéné (« sa monomanie consiste à croire, avait relevé le juge répressif, que l'on veut glisser dans tous ses aliments des substances aphrodisiaques et c'est évidemment dans un accès de monomanie qu'il a porté des coups à la dame T... ») en prétendant « qu'il avait conservé une conscience suffisante de ce qu'il faisait ». La même formule fut reprise ultérieurement par le tribunal civil de Pau (30 juin 1898) pour un alcoolique épileptique qui avait abusé d'une fillette.

Puis la cour de Nancy (7 février 1867) déclara à propos d'un incendiaire qu'il ne suffisait pas d'établir « l'état général de démence » du défendeur au moment de l'acte, mais qu'il fallait que celui-ci ait été un « acte purement machinal » auquel la volonté libre et consciente de son auteur serait restée absolument étrangère. Cette formule eut un certain succès puisqu'elle fut reprise par un arrêt de Montpellier (23 décembre 1904), par deux jugements du tribunal civil de Perpignan (27 février et 19 juin 1906), par un autre arrêt de Montpellier (29 décembre 1927) à propos d'un délirant persécuté qui avait tué un

clerc d'avoué, par un troisième arrêt de Montpellier (30 juillet 1930), pertinemment critiqué par M. Breton, et par un arrêt de Toulouse (3 novembre 1937) concernant un délirant halluciné qui avait tué son persécuteur supposé.

Puis le tribunal civil de Lyon (21 octobre 1938) a exigé un « état d'insconscience absolue » et condamné un épileptique que la juridiction pénale avait acquitté comme « inconscient et irresponsable de ses actes ». Le tribunal civil de Pau (19 octobre 1945), textuellement copié par le tribunal civil d'Yvetot (25 avril 1946), a déclaré que « l'impulsivité malade qui n'atteindrait pas à l'automatisme laisse intacte la culpabilité de l'agent ». Le tribunal civil de la Seine (22 février 1955) a condamné un aliéné délirant « ayant médité, préparé et accompli l'acte dommageable de façon raisonnable et en pleine connaissance de sa nature et de ses conséquences, alors que l'aliénation mentale partielle dont il était atteint ne portait que sur la plus ou moins grande fausseté ou l'absurdité et le caractère obsessionnel des motifs qui l'ont incité à agir ». La cour de Riom (12 décembre 1955), jugeant au civil une femme que cinq experts avaient déclarée pénalement irresponsable, l'a condamnée en constatant simplement qu'elle n'avait pas agi « comme une automate ». Enfin la cour de Grenoble (24 avril 1956), réformant un jugement de Valence par un arrêt très longuement motivé, a condamné un homme qui avait donné des coups à sa voisine qu'il accusait de vouloir « emboucaner » sa mère avec des gaz délétères, en déclarant que « la santé de l'esprit et l'aliénation mentale ne sont pas des notions absolues, mais sont susceptibles de degrés, que dans leur comportement quotidien les aliénés peuvent accomplir des actes raisonnables et raisonnés, parallèlement à d'autres imputables dans une mesure plus ou moins grande ou même totale à la maladie mentale » et que « si c'est en tant que dément que V... a dénaturé l'attitude de la dame S... et s'est cru offensé par elle, il en a tiré vengeance avec la volonté, l'intention et la conscience de lui nuire, comme l'aurait fait un homme normal se vengeant de torts imaginaires ». De telles subtilités dépassaient évidemment la compétence de l'expert psychiatre qui avait déclaré V... « en état de démence au sens de l'article 64 du Code pénal », mais à qui l'arrêt a signifié qu'il avait été chargé « d'élucider un point de fait et non de dire le droit ». Nous voulons bien admettre que l'arrêt de la cour de Grenoble a « dit le droit », mais que penser alors du juge d'instruction qui a rendu une ordonnance de non-lieu pour un délinquant qui a agi « avec la volonté, l'intention et la conscience de nuire » ? Comme le dit un commentateur anonyme à propos d'un autre arrêt du même genre (G.P. 1946.I.111) : « Même en droit pénal est-ce que la connaissance de cette nocivité, jointe à ce minimum de liberté qui exclurait l'automatisme, ne suffirait pas à faire recon-

naître une responsabilité sans doute atténuée, mais non pas nulle ? Dans notre droit positif actuel il ne nous paraît pas aisé de séparer la responsabilité pénale de la responsabilité civile du dément, si ce n'est dans le cas du demi-aliéné. »

Il n'est pas nécessaire de critiquer longuement une telle jurisprudence que désapprouvent notamment M. Breton (note au S. 1931.2.33), MM. H. et L. Mazeaud (*Revue trim.*, 1956, p. 528 et 1957, p. 110) et M. Esmein (note au J.C.P. 1956,2.9565) qui parle à ce sujet de « raisonnements sophistiques ». Il suffira de faire remarquer qu'avec des critères du genre de ceux préconisés par les cours de Montpellier, de Riom et de Grenoble aucune maladie mentale ne pourrait plus pratiquement entraîner l'irresponsabilité civile. Seuls de très grands oligophrènes, tels que les « idiots », ou des déments complets (au sens psychiatrique du terme) peuvent être considérés comme ayant agi d'une façon « purement machinale » ou dans un état d'inconscience absolue; or la nocivité de ces malades est très faible, d'une part parce qu'ils sont presque toujours internés et d'autre part parce que l'indigence de leurs facultés intellectuelles et généralement aussi la faiblesse de leurs capacités physiques ne leur permettent aucun acte prémédité ou exécuté d'une manière tant soit peu élaborée. Quant aux épileptiques que l'on cite toujours comme l'exemple typique de déments agissant avec une inconscience totale, ils sont surtout le prétexte d'un raisonnement d'école sans grande portée pratique.

25. — Il est exact que l'épileptique qui agit au cours d'un épisode critique doit être considéré comme complètement inconscient, mais la crise d'épilepsie banale n'entraîne que très rarement des dommages corporels ou matériels et le cas le plus plausible, bien que très peu fréquent, est celui de l'épileptique qui a une crise en conduisant une automobile. Il est certes possible qu'un épileptique blesse ou tue au cours d'un raptus impulsif précédant ou suivant immédiatement une crise, ou au cours d'un « état second », véritable équivalent de la crise; mais ce sont là des faits rarissimes qui doivent être passés par les médecins légistes au crible de la critique la plus serrée et qui ne doivent pas être confondus avec les actes d'impulsivité coléreuse, fréquents chez les épileptiques en dehors des crises, actes qui n'entraînent généralement pas l'irresponsabilité pénale et qui de toute façon ne pourraient pas entrer dans la catégorie des actes « purement machinaux » de la jurisprudence.

Il est d'ailleurs curieux de constater que, bien que les auteurs mettent toujours les épileptiques au premier rang de ces inconscients complets qui constituent pour certains le dernier bastion de l'irresponsabilité civile du « dément », les décisions de jurisprudence ayant trait à des épileptiques se sont finalement soldées par une condamna-

tion de l'auteur de l'acte. On cite toujours à ce sujet une décision du tribunal de paix de Lagny (7 février 1908) déclarant civilement irresponsable un épileptique qui, au cours d'une crise, avait brisé dans sa chute la glace d'un magasin. Mais on oublie toujours de dire que cette décision a été infirmée par le tribunal civil de Meaux (29 mai 1908), qui, après avoir proclamé en principe que l'épileptique ne pouvait être tenu des actes commis au cours de sa crise, « événements étrangers à sa volonté et dont il ne peut être déclaré responsable », a disposé en fait « que pour échapper à l'obligation de réparer le dommage par lui causé, il était nécessaire que P... prouvât qu'il a été pris d'une attaque d'une gravité telle que sa volonté s'en est trouvée momentanément anéantie »; comme il est bien évident qu'une telle preuve est rigoureusement impossible (et le tribunal n'indiquait même pas comment elle aurait pu être apportée), l'épileptique a été en définitive condamné, contrairement à ce qu'ont souvent l'air de croire les auteurs qui citent ces décisions. De même un épileptique qui avait commis des violences et qui avait fait l'objet d'une ordonnance de non-lieu pour cause de démence a été condamné par le tribunal civil de Lyon (21 octobre 1938), confirmant un jugement du tribunal de paix qui avait déclaré que « si une personne atteinte d'aliénation mentale n'est pas responsable même civilement du dommage causé par son fait, cette jurisprudence doit être limitée quant à son interprétation et ne saurait s'étendre à des individus gérant eux-mêmes leurs affaires mais sujets de temps à autre à des malaises, crises de psychose ou d'épilepsie ». Ici ce n'est donc plus l'acte machinal qui est exigé mais au contraire l'état général de démence.

De même encore le tribunal civil d'Avignon (23 novembre 1949) dans un procès intenté à un automobiliste qui, atteint d'une absence épileptique, avait causé un accident mortel, sans nier l'authenticité du trouble mental et l'état de démence absolue au moment des faits, et ne pouvant invoquer la faute de l'article 1382 à cause d'un jugement correctionnel ayant autorité de chose jugée ni invoquer l'article 1384, alinéa 1^{er}, à cause d'un arrêt trop récent de la Cour de cassation en cette matière (28 avril 1947), a relevé que l'automobiliste avait zigzagué pendant quelques centaines de mètres avant l'accident et que « dès le début de son malaise, avant de franchir le carrefour de la Gare, P... qui n'avait pas perdu jusqu'alors le contrôle de son véhicule aurait dû s'arrêter; qu'en ne le faisant pas il a commis une faute... » Faire état d'une « faute antérieure » précédant de quelques secondes une crise d'épilepsie ou une absence, c'est méconnaître singulièrement cette affection ou plutôt c'est méconnaître le principe de l'irresponsabilité du dément qui avait été cependant solennellement affirmé au début du jugement.

26. — Mais la très grande majorité des malades mentaux qui commettent des actes antisociaux entraînant un préjudice grave appartiennent à l'espèce des délirants, interprétants ou hallucinés, persécutés-persécuteurs, qui sont d'autant plus dangereux qu'ils mettent une lucidité intacte au service de leurs conceptions pathologiques, et qui sont néanmoins d'incontestables aliénés. Si l'on admet en principe l'irresponsabilité civile des déments, éliminer de cette catégorie, par des jugements laborieusement motivés, des malades mentaux incontestables qui ont agi pour des motifs évidemment pathologiques et ont été considérés comme pénalement irresponsables de ce fait, revient à faire perdre toute signification au mot de démence et à se contenter d'affirmations rituelles, mais inefficaces, dont le seul but est d'éviter la censure de la Cour de cassation. Ainsi naguère certain théologien de salon, ne voulant pas contrister ses belles pénitentes mais n'osant aller trop délibérément contre le dogme, affirmait avec optimisme : « Certes l'Enfer existe, mais il n'y a personne. »

On ne peut mieux mettre en lumière la confusion qui règne dans cette matière qu'en citant les raisons que donne la cour d'Aix (1^{er} mars 1899), approuvée par la Cour de cassation (Req., 21 octobre 1901), pour exonérer civilement une vitrioleuse ayant fait l'objet d'une ordonnance de non-lieu motivée par la démence : « Attendu que les précautions prises par la dame V... pour arriver à consommer son attentat, la ruse à laquelle elle a eu recours pour attirer sa victime dans le piège qu'elle lui a tendu, la lucidité extraordinaire dont elle a fait preuve... la force irrésistible à laquelle elle a aveuglément obéi, le sang froid et la volonté qu'elle a manifestés, loin de servir la thèse des appelants ne font que démontrer d'une manière saisissante le degré de folie impulsive auquel sa monomanie presque latente l'avait sourdement conduite », et en les comparant avec les attendus de nombreuses décisions qui ont condamné civilement des déments justement parce qu'ils avaient agi avec sang froid et lucidité; ainsi par exemple la cour de Toulouse (3 novembre 1937) qui, faisant état d'un rapport du Pr Raymond Sorel qui déclarait qu'un meurtrier « est atteint d'un psychose chronique et définitive de persécution à base d'interprétations délirantes et d'hallucinations; au moment des faits il était dans un état mental tel qu'il a agi, non pas machinalement, mais avec la logique de tels aliénés, en vengeur de persécutions dont il se considérait comme la victime; sa conscience et sa volonté étaient alors aussi morbides qu'aujourd'hui, sa démence aussi absolue », a condamné ledit meurtrier à des dommages-intérêts en relevant : « Que l'expert déclare que P... n'a pas agi machinalement en abattant sa victime d'un coup de fusil mais qu'il a agi avec la logique des aliénés persécutés et que, dans ces conditions, on ne peut dire que son acte a

échappé totalement au contrôle de sa conscience et de sa volonté, malgré la gravité incontestable de leur morbidité. »

Si l'on pourrait à la rigueur contester en fait quelques déclarations de « démence » émanant des juridictions répressives, à propos de certains déséquilibrés à la limite de la pathologie, mais qui, à notre avis, n'en ont pas moins l'autorité de la chose jugée au criminel, il est impossible, tant pour les psychiatres que pour les magistrats, de se livrer à des discriminations spécieuses sur le degré de responsabilité morale d'aliénés avérés, délirants chroniques, schizophrènes ou paralytiques généraux. Comme le disait Colette dans une nouvelle (*La cire verte*) : « Les fous ne passent pas en jugement. Ou bien il leur faudrait des juges choisis parmi les fous. Ce ne serait pas si mal en y réfléchissant... Oui, des juges qui comprendraient ce qui entre de calcul dans la folie, qui délogeraient le grain de lucidité caché, frauduleux. » Mais faute d'un tel tribunal, il est préférable de laisser aux spécialistes le soin de déterminer les limites de la « démence » et de convenir avec M^e Maurice Garçon que : « Quoi qu'on pense, l'appréciation d'une aliénation mentale ressortit surtout au domaine médical » (1).

En réalité les décisions dont nous venons de parler ne peuvent se comprendre que comme une protestation à l'égard d'une théorie contraire à l'équité. « Ces jugements et arrêts, écrit M. Breton, ne sont que l'une des formes sous lesquelles s'est manifestée la résistance de la jurisprudence au principe de l'irresponsabilité des aliénés. » Ils n'en sont pas moins regrettables car ils offensent non seulement la logique juridique, mais encore le bon sens. Il en est souvent de même des décisions qui ont invoqué une « faute antérieure » pour condamner à des dommages-intérêts des aliénés pénalement irresponsables.

§ 3. — La faute antérieure.

27. — La première décision qui, en France, a fait état d'une faute antérieure pour justifier la condamnation civile d'un dément pénalement irresponsable émane du tribunal civil du Havre (13 février 1873) et la cour de Rouen (17 mars 1874) n'a fait que la confirmer. Les attendus de cette décision sont très explicites et ils ont été repris plus ou moins textuellement par toutes les décisions ultérieures qui se sont inspirées du même principe; il suffit de les reproduire pour exposer la théorie dite de la « faute antérieure » et aussi pour en montrer les points faibles; « Attendu que les dispositions des articles 1382 et

(1) Préface de l'ouvrage de M. PREVAULT : *L'internement administratif des aliénés*.

1383 ne proclament la responsabilité du fait de l'homme qu'autant que ce fait a eu lieu par sa faute et présupposent par conséquent son libre arbitre; attendu que si la doctrine et la jurisprudence ont pu, à de rares exceptions près, tirer de ces textes la conséquence que l'aliénation de l'agent effaçait sa responsabilité, même quant à ses biens, théorie au sujet de laquelle le tribunal fait toutes réserves et qu'il n'a point à examiner ici, il est certain toutefois que la loi n'a pas voulu proclamer l'irresponsabilité, d'une manière absolue, de tous ceux qui auraient causé un dommage dans un moment de surexcitation qui les aurait privés de la saine appréciation de leurs actes; qu'autrement la responsabilité ne deviendrait qu'un vain mot pour tous les actes commis sous l'empire d'une violente passion, de la colère ou de l'ivresse qui, aussi bien que la folie, oblitère l'intelligence; que si chacun doit répondre de sa faute, il doit répondre aussi de l'état de déraison dans lequel il s'est placé par sa faute; que, quelque obscurcie qu'ait pu être momentanément l'intelligence d'un agent, il n'échappe à la responsabilité qu'autant que l'atteinte qu'a subie sa raison est purement accidentelle et découle de causes sur lesquelles sa volonté n'a aucune prise; mais que du moment où il s'est volontairement exposé à la perte de sa raison, il ne saurait s'abriter derrière son insanité d'esprit pour se soustraire aux conséquences d'un acte mauvais qu'il aurait commis sous l'influence de cette aberration; que ce principe à l'admission duquel le texte de la loi n'est aucunement contraire et qui s'inspire non seulement des sentiments les plus élevés de la morale publique, mais encore de ce principe d'équité qui fait préférer la victime du fait d'autrui à l'auteur de ce fait, quelle qu'ait pu être l'impression sous laquelle il a agi, autorise le tribunal à rechercher dans quelles conditions s'est produit le trouble mental auquel F... et son équipage attribuent le coup de feu qui a blessé B... » Ces conditions étant liées pour le tribunal à des abus de boissons faits par l'auteur de l'acte, la conclusion est que « le fait qu'il a commis est donc imputable, sinon à sa volonté directe, du moins à sa faute et qu'il doit en subir les conséquences. » Mais le jugement se termine en déclarant le commettant civilement responsable du fait de son préposé.

On voit que le tribunal fait « toutes réserves » sur la théorie de l'irresponsabilité de l'aliéné, et qu'il se place surtout au point de vue de la morale et de l'équité; il est certain que cette recherche de la faute antérieure n'est pour lui qu'un moyen de tourner une règle qu'il déplore. Les attendus de fait montrent bien d'ailleurs que le capitaine de *La Mathilde*, qui avait tiré un coup de feu sur un de ses matelots, présentait depuis longtemps des idées délirantes d'empoisonnement et que l'alcool n'avait joué dans cette affaire qu'un rôle

secondaire. En outre il s'agissait surtout d'aboutir à déclarer l'armateur civilement responsable.

Cette décision a eu un grand retentissement et nombre de jugements ou d'arrêts ont par la suite invoqué la « faute antérieure » en matière d'ivresse ou d'alcoolisme chronique, soit pour l'admettre et condamner civilement l'auteur de l'acte dommageable (Caen, 9 novembre 1880; trib. civ. Mons, 31 juillet 1912; Paris, 14 mars 1935; trib. civ. Fontainebleau, 18 février 1936; trib. civ. Lyon, 21 octobre 1938; Nancy, 28 novembre 1955), soit pour la rejeter en fait (Nancy, 25 août 1885; Rouen, 16 décembre 1896; trib. civ. Auxerre, 10 février 1904; trib. civ. Seine, 27 novembre 1906; trib. civ. Bourg, 15 juin 1920; trib. civ. Metz, 8 février 1951). La Cour de cassation n'a jamais eu à se prononcer sur un cas semblable, mais elle a approuvé indirectement cette jurisprudence dans son arrêt du 28 avril 1947 où elle dit : « Attendu que l'arrêt attaqué déclare qu'il est constant que G... était en état de démence au moment où la balle du revolver qu'il tenait à la main a atteint et mortellement blessé E... et que cet état n'est pas la conséquence d'une faute antérieure de sa part. »

La jurisprudence a étendu cette conception de la faute antérieure à l'usage de la morphine (Alger, 11 juillet 1892), ce qui se conçoit, mais aussi à des fautes beaucoup moins convaincantes. Ainsi la cour de Liège (10 janvier 1835) a considéré, dans le cas d'un meurtrier acquitté par la cour d'assises pour cause de démence, que le port d'une arme prohibée constituait une faute entraînant la responsabilité civile « si la démence de l'appelant n'existait pas au moment où il se serait muni de cette arme ». Un siècle après le tribunal civil de la Seine (18 décembre 1920) a fait écho à cette décision en condamnant un délirant halluciné qui avait tué son persécuteur d'un coup de revolver, parce que « la cause déterminante de l'accident qui a entraîné la mort du sieur B... se trouve dans le fait que M... portait sur lui hors du domicile, en contravention avec la loi, depuis une dizaine d'années, époque à laquelle il l'avait acheté alors qu'il était entièrement sain d'esprit et responsable, un revolver chargé. » M. Carel, dans une note au J.C.P. (1956.2.9191) a regretté que la cour de Riom (12 décembre 1955) n'ait pas utilisé cet argument pour condamner civilement l'auteur d'un attentat commis avec un revolver. Par ailleurs nous avons vu que si la faute antérieure pouvait remonter à une dizaine d'années, elle pouvait également, pour le tribunal civil d'Avignon, remonter à quelques secondes.

23. — Cette théorie de la faute antérieure a été admise sans discussion par la plupart des auteurs à la suite de Pothier qui écrivait (*Oblig.*, n° 119) : « Quoique l'ivresse fasse perdre l'usage de la raison,

une personne ne laisse pas d'être obligée à la réparation du tort qu'elle fait à quelqu'un dans l'état d'ivresse ; car c'est sa faute de s'être mise volontairement dans cet état et, en cela, un homme ivre diffère des enfants et des insensés auxquels on ne peut imputer une faute. » Demolombe (VII, 491), Larombière (VII, 1885), Labbé, Willems, Sourdat (I, 19), Demogue (III, 307), Muteau, Orsat, Neagu, Josserand (II, 457), Ripert (*La règle morale*, n° 125), Colin et Capitant (II, 313), Ripert et Boulanger (II, 269), Savatier (I, 201), Rodière (1408), Lalou (829) ont admis le principe sans restriction. M. Esmein, dans la 6^e éd. d'Aubry et Rau (444 bis) et MM. H. et L. Mazeaud (471) font des réserves. Mais pour Germette, Bosc, Deschamps, Corbesco, Limouzi-neau et Starck cette théorie ne peut être acceptée.

C'est également notre avis et pour plusieurs raisons. Nous n'invoquons pas le patronage du P. Cury S.J. (cité par Paul Bert) qui estime dans un de ses « cas de conscience » que l'homme ivre qui cause un dommage ne peut être exonéré d'un grave pêché, mais qu'on ne peut l'obliger à réparer sa faute car il est évident qu'il n'a pas prévu le mal qu'il a fait dans son ivresse. Mais il semble d'abord que, si le lien de causalité peut être retenu quelquefois en cas d'ivresse, ce lien devient beaucoup plus problématique lorsqu'il s'agit d'alcoolisme chronique. Pour M. B. Starck « c'est bien le type même de la causalité indirecte que celle qui établit un lien entre l'excès alcoolique ou morphinique et l'accident causé aux tiers des dizaines d'années plus tard peut-être ». Et Rabut fait observer justement que : « Dans d'autres domaines la Cour Suprême a nié l'existence du lien de causalité alors qu'il était beaucoup moins ténu, notamment en ce qui concerne la faute du propriétaire d'une voiture dont la négligence entraîne le vol et l'accident causé par le voleur. »

En outre, dès que l'on sort du domaine de l'alcool et des stupéfiants, on est un peu effrayé par les causalités vagues dont parlent les auteurs et dont heureusement la jurisprudence n'a fait jusqu'à présent qu'un usage limité. Faire dépendre la responsabilité d'un aliéné du port d'une arme prohibée aboutirait à absoudre celui qui tue avec un canif et à condamner celui qui tue avec un couteau à cran d'arrêt, de même que la solution justement repoussée par la Cour de cassation dans son arrêt du 28 avril 1947 aurait abouti à condamner comme gardien de la chose, sur la base de l'article 1384, aliéna 1^{er}, l'aliéné qui tue avec un revolver, tandis que celui qui tue avec ses poings aurait été considéré comme irresponsable.

Parler de la « débauche » comme faute antérieure génératrice du trouble mental, comme le font encore couramment les auteurs et la jurisprudence, c'est employer un terme redoutable par son imprécision et se référer à des conceptions morales qui n'ont plus cours en psychiatrie depuis près d'un siècle et dont on est étonné de trouver

l'écho dans une thèse de 1932 (Limouzineau) où on lit : « Il ne faut pas oublier que les accès de délire sont, à notre époque, trop souvent le résultat de pratiques immorales. » De même quand le tribunal civil de Clermont-Ferrand (sous Riom, 12 décembre 1955) se propose de demander à des experts si « à l'époque où elle était lucide dame R... n'a pas contracté des habitudes de débauche, d'homosexualité ou d'intempérance dont les conséquences seraient en rapport avec l'état mental où elle se trouvait au moment de l'acte dommageable », on ne peut que le féliciter de chercher à s'informer, mais on peut craindre que d'autres juridictions n'appliquent de leur propre chef de telles idées de causalité. Et quand la cour de Paris (14 mars 1935) condamne civilement un meurtrier dément « atteint d'alcoolisme chronique et de syphilis cérébrale diffuse » parce que « l'état de démence du sieur V... et la perte de sa raison sont la conséquence directe de sa conduite antérieure répréhensible et de ses excès de débauche dont il pouvait prévoir les suites dangereuses », on peut se demander avec inquiétude si la cour n'a pas considéré la syphilis comme le résultat honteux et fatal de la débauche et sans même se préoccuper des circonstances dans lesquelles elle avait été contractée.

D'autre part l'idée simpliste que l'alcoolisme ou les toxicomanies sont obligatoirement dus à des « habitudes vicieuses » ne peut plus guère être admise aujourd'hui. Esquirol disait déjà au début du siècle dernier que « l'ivresse est bien moins souvent la cause que le premier symptôme de la folie » et il est maintenant reconnu par tous les psychiatres qu'un grand nombre d'alcooliques sont des malades mentaux chez qui l'alcoolisation n'est que secondaire et doit être considérée comme la conséquence d'une maladie préexistante (1). Certains tribunaux l'ont bien vu, tel celui d'Auxerre (10 février 1904) qui parle de dégénérescence héréditaire, celui de Bourg (15 juin 1920) qui constate que, bien qu'ayant agi en état d'ivresse, l'auteur de l'acte est atteint de délire raisonnant sur fond de débilité mentale, celui de Metz (8 février 1951) qui admet que les excès de boisson sont dûs, dans l'espèce, à une « psychopathie constitutionnelle » et enfin celui d'Espalion, confirmé par Montpellier (11 mars 1953), qui nomme un expert pour rechercher si l'intéressée est ou non responsable de ses actes et si son penchant pour l'alcool est la cause ou la conséquence de sa déficience mentale ».

Il existe enfin une dernière raison pour repousser cette théorie de la faute antérieure en matière civile : presque toujours, comme nous l'avons dit, le procès civil a été précédé d'une décision pénale où

(1) V. notamment à ce sujet : *L'alcoolisme aigu et chronique*, par DEROBERT et DUCHENE (1942) ; *L'alcoolisme*, par P. PERRIN (1950) et *Le vrai problème de l'alcoolisme*, par J. BOREL (1957).

la responsabilité de l'inculpé a été appréciée au moyen de critères qui ne diffèrent guère de ceux que préconisent les juridictions civiles. L'ivresse notamment, mis à part certains cas d'ivresses dites « pathologiques », n'a jamais été considérée ni par les médecins légistes (H. Verger, H. Claude, Derobert et Duchene), ni par les pénalistes (Garraud I, 219; Donnedieu de Vabres, 348 et suiv.; Bouzat, 241 et suiv.; Thèse Barbier, 1930) ni par la jurisprudence (notamment Luxembourg, 28 octobre 1898; Crim., 29 janvier 1921 et Besançon, 12 juin 1931) comme une cause d'irresponsabilité pénale. Ce n'est d'ailleurs pas une théorie moderne puisqu'elle est déjà exprimée dans la « Grande Morale » d'Aristote et dans l'Ordonnance de François I^{er} du 31 août 1536.

De même dans beaucoup de cas l'alcoolisme chronique, tout au moins tant qu'il n'a pas produit des lésions irréversibles qui font de l'alcoolique un véritable malade mental dont les troubles échappent à la dépendance directe des causes qui les ont fait naître, n'est pas considéré comme une cause d'irresponsabilité pénale. Dans ces conditions pourquoi la juridiction civile reconsidérerait-elle une question qui a déjà été tranchée par la juridiction criminelle d'après des principes analogues aux siens? Si le capitaine de *La Mathilde*, qui est à l'origine de cette jurisprudence, n'avait été qu'un vulgaire ivrogne qui, comme l'a dit la cour de Rouen, « malgré les occasions qu'il avait eues de constater par lui-même combien les boissons alcooliques avaient d'influence sur sa santé et sur sa raison, n'en a pas moins persisté à s'y livrer avec excès », la juridiction pénale n'aurait pas manqué de le condamner; si elle ne l'a pas fait, c'est qu'elle a pensé qu'il s'agissait d'un aliéné authentique et, si par hasard elle avait commis sur ce point une erreur de fait, il n'appartenait pas à la juridiction civile de redresser cette erreur.

29. — En résumé nous avons montré que les principes que nous avons cru pouvoir dégager en recherchant les bases de détermination des troubles mentaux en matière de responsabilité civile ont été bien souvent méconnus par des juridictions plus souvent soucieuses de satisfaire l'équité en indemnisant la victime de l'acte d'un malade mental que de tirer les conséquences logiques d'un postulat qu'elles ont néanmoins toujours affirmé en tête de leurs jugements, celui de l'irresponsabilité civile du dément, qui ne peut commettre de faute, la faute supposant la conscience, ou le discernement, ou la volonté libre. Tantôt par une interprétation restrictive de la notion de démente, que n'autorisent ni les textes ni le principe de l'autorité de la chose jugée au criminel, tantôt en appliquant la théorie dite de la faute antérieure, qui n'est pas moins irrecevable en droit et en fait,

certaines juridictions ont condamné à des dommages-intérêts des aliénés avérés dont elles ont nié, malgré l'évidence, le trouble mental.

Mais elles ne les ont généralement condamnés que faute de trouver un tiers qui puisse être considéré comme responsable du fait du malade, tandis qu'au contraire d'autres juridictions condamnaient ce tiers responsable faute de pouvoir mettre en jeu la responsabilité personnelle de l'aliéné. Il était donc indispensable, avant d'entamer l'étude de la responsabilité du fait du malade mental, de déterminer comment, dans beaucoup de cas, on était amené à la mettre en jeu, d'une manière subsidiaire et par exclusion de la responsabilité personnelle.

CHAPITRE II

LA RESPONSABILITE DU FAIT DES MALADES MENTAUX BASEE SUR L'ARTICLE 1384 DU CODE CIVIL

GÉNÉRALITÉS

30. — L'étude que nous venons de faire des principes pouvant servir de base à la détermination des troubles mentaux en matière de responsabilité civile nous a montré combien était incertaine la jurisprudence et quelles difficultés la doctrine elle-même éprouvait à définir les conditions d'application d'une théorie dont les conséquences inévitables ne sont que trop évidentes. Les termes que nous emploierons pour désigner les auteurs d'actes dommageables qui sont l'objet de ce travail ne viseront donc à aucune précision scientifique, puisque aussi bien aucune définition nette ne peut en être donnée. La dénomination de « malade mental » est très générale et peut englober ceux qui, présentant des troubles mentaux, auront été considérés comme responsables pénalement ou civilement de même que ceux qui auront été déclarés irresponsables, tandis que la dénomination d'aliénés devrait être réservée à ceux d'entre eux qui sont justiciables de la loi du 30 juin 1838 et celle de « déments » à ceux qui auraient été déclarés tels par la juridiction répressive en vertu de l'article 64 du Code pénal. En fait nous emploierons souvent ces termes les uns pour

les autres, et sans inconvénient, croyons-nous, le contexte indiquant suffisamment ceux dont il s'agit en réalité.

La responsabilité civile est toujours en principe une responsabilité du fait personnel; c'est celle des articles 1382 et 1383 du Code civil. La responsabilité « du fait des personnes dont on doit répondre » ne peut présenter qu'un caractère exceptionnel. Etre présumé responsable de l'acte dommageable commis par autrui est en soi quelque chose d'anormal, surtout si l'on admet que la responsabilité ne peut provenir que d'une faute et que la faute implique un blâme moral. Cette responsabilité du fait d'autrui ou pour autrui, qui est différente de la responsabilité encourue pour une faute personnelle à l'occasion d'un acte dommageable commis par autrui (nous avons expliqué pour quelles raisons pratiques nous avons dans l'intitulé de ce travail confondu ces deux responsabilités différentes sous le terme général de « responsabilité du fait du malade mental ») est prévue par l'article 1384 du Code civil et tout le monde s'accorde aujourd'hui à reconnaître que l'énumération que renferme cet article a un caractère strictement limitatif.

Il n'entre pas dans nos intentions de faire ici l'exégèse de l'article 1384 et du principe de son interprétation restrictive. Indiquons seulement que celle-ci semble bien s'imposer d'après les travaux préparatoires du Code civil et aussi parce que les conditions de responsabilité étant différentes pour chacune des catégories de responsables en cause, il n'est pas possible d'ajouter des catégories nouvelles auxquelles on ne saurait quel régime attribuer. C'est d'ailleurs l'avis unanime de la doctrine contemporaine (notamment Aubry et Rau par Esmein, VI n° 447; Planiol et Ripert, n° 626; Ripert et Boulanger, II n° 1104; Colin et Capitant, II n° 337; Josseland, II n° 494, Lalou, n° 1093; H. et L. Mazeaud et Tunc, n° 712).

Quelques auteurs néanmoins, alléchés par le caractère très général de l'alinéa 1^{er} de l'article 1384 ont esquissé un parallèle entre « les personnes dont on doit répondre » et « les choses qu'on a sous sa garde » et, en accord avec la tendance moderne à l'extension progressive du domaine de la responsabilité civile, se sont demandé si on ne pourrait pas appliquer au fait des personnes les principes admis depuis longtemps par la jurisprudence pour le fait des choses. Ainsi Demogue (V, n° 819), dans le but de faire appliquer plus facilement sa théorie du « poste social », écrit que rien n'empêcherait en principe l'interprétation extensive de l'article 1384 et que « la voie est libre pour le premier tribunal qui osera faire ici le même travail déjà accompli pour le fait des choses ». En 1930 le procureur général Matter dans ses conclusions à propos de la célèbre affaire Jand'heur (Chambres réunies, 13 février 1930) affirmait que : « L'article 1384, après avoir posé dans son premier alinéa le principe que chacun doit répondre

des personnes et des choses dont il a la garde, donne une longue énumération simplement énonciative comprenant certaines de ces personnes et choses... » Nous verrons ultérieurement l'importance que l'on peut attribuer à l'erreur commise par M. Matter dans la citation qu'il a faite de l'alinéa 1^{er} de l'article 1384; contentons-nous ici de noter qu'il n'a été suivi ni par la Cour de cassation ni par la doctrine dans sa proposition d'étendre aussi loin les conditions de la responsabilité pour autrui. Peu après, M. Savatier, dans une chronique intitulée « La responsabilité générale du fait des choses que l'on a sous sa garde a-t-elle pour pendant une responsabilité générale du fait des personnes dont on doit répondre ? », faisait une tentative analogue, mais cet auteur devait néanmoins adopter par la suite le point de vue classique dans son *Traité de la Responsabilité* (I, n° 255).

31. — En réalité si le caractère limitatif de l'énumération de l'article 1384 n'a guère été sérieusement contesté, on a cependant tenté des assimilations par analogie, telle que celle du tuteur au père, du nourricier à l'instituteur ou de l'administrateur au commettant.

Ces tentatives ont été spécialement fréquentes dans le domaine de la responsabilité des malades mentaux. Elles ont eu généralement peu de succès. Toutes les juridictions ont repoussé l'assimilation du dément à un mineur pour mettre en cause la responsabilité du père d'un majeur aliéné en vertu de l'article 1384 (trib. civ. Avranches, 14 février 1852; Grenoble, 15 décembre 1859 qui réforme un jugement ayant condamné la mère d'un aliéné majeur sur la base de l'article 1384; Agen, 9 novembre 1864; Chambéry, 6 février 1874; trib. civ. Clamecy, 9 juin 1949; Caen, 9 décembre 1946). Par contre trois notes anonymes du Recueil Dalloz (sous Caen, 2 décembre 1853; sous Req., 14 mai 1866 et sous Agen, 16 mars 1872) soutiennent avec obstination que : « Il importe peu que l'enfant soit majeur, car, si l'article 1384 déclare seulement les père et mère responsables du dommage de leur enfant mineur, il porte en outre qu l'on est tenu du dommage causé par les personnes dont on doit répondre. » De même l'application de l'article 1384 au conjoint de l'aliéné a été refusée par le tribunal civil de Marseille (20 mars 1866) et par la cour de Nancy (8 novembre 1902).

Néanmoins quelques juridictions n'ont pas craint de faire des assimilations plus ou moins hardies : la cour d'Agen (16 mars 1872) a assimilé le directeur d'un asile à un père de famille pour rechercher sa responsabilité sur la base de l'article 1384 à propos d'un incendie allumé par un mineur évadé; la cour de Nancy (12 juillet 1930) a assimilé au père le commettant d'un mineur aliéné; le tribunal civil de Dôle (9 juillet 1897) avait condamné le directeur d'un asile comme commettant de son malade, mais ce jugement a été réformé par la cour de

Besançon (16 août 1897) et cette assimilation a été également repoussée par le tribunal civil de Toulouse (15 décembre 1911); enfin le tribunal civil d'Avranches (4 février 1946) avait condamné à la fois le père et la mère d'un mineur dément sur la base de l'article 1384, mais la cour de Caen (9 décembre 1946), a réformé son jugement sur ce point.

Tout récemment encore la Cour de cassation vient de réaffirmer nettement un principe qui ne saurait plus faire de doute : « Attendu que ledit article (1384) établit contre les personnes qu'il énumère une présomption de faute qui est de droit étroit; qu'il s'ensuit que ses dispositions doivent être interprétées restrictivement et ne sauraient être étendues d'un cas à l'autre » (Civ. 2^e, 15 février 1956).

Dans le cadre de la responsabilité pour autrui proprement dite, c'est-à-dire de celle qui est prévue par l'article 1384 du Code civil, nous n'aurons donc à nous préoccuper que de la responsabilité encourue par le père, l'artisan ou l'instituteur du fait d'un mineur aliéné et de celle du maître ou du commettant du fait de son domestique ou préposé considéré comme dément. En fait il s'agit surtout de la responsabilité du père et de celle du commettant, la responsabilité de l'artisan étant à peu près assimilable à celle du père et celle de l'instituteur n'étant plus une véritable responsabilité pour autrui depuis la loi du 5 avril 1937.

SECTION I

RESPONSABILITÉ DES PÈRE ET MÈRE DU MINEUR ALIÉNÉ

32. — Le père, et la mère après le décès du mari, sont-ils responsables du dommage causé par leur enfant mineur dément habitant avec eux ? Cette question a peu préoccupé la doctrine et la jurisprudence au siècle dernier et elle a généralement été résolue par l'affirmative sans grande discussion. Elle n'est pourtant pas si simple et elle met en cause le fondement même de la responsabilité pour autrui. Si celle-ci suppose une faute de l'auteur de l'acte dommageable et si la faute est un acte moralement blâmable, le mineur aliéné, ne pouvant commettre de faute, n'engagera pas la responsabilité civile de son père. Cette responsabilité, n'étant plus présumée, ne pourra découler que d'une faute prouvée selon le droit commun des articles 1382 et 1383. Il n'y aura plus de responsabilité pour autrui, mais éventuellement une responsabilité du fait personnel à l'occasion du fait d'autrui. Cette différence équivaut à un renversement de la charge de la

preuve, qui rendra plus mauvaise la situation de la victime du mineur aliéné. Au lieu de bénéficier de la présomption de l'article 1384, présomption qu'il appartient au défendeur de détruire en prouvant « qu'il n'a pu empêcher le fait qui donne lieu à cette responsabilité », le demandeur devra prouver la faute du père et le lien de causalité qui existe entre cette faute et le dommage. La différence sera d'autant plus sensible que la jurisprudence se montre en général assez difficile pour admettre la preuve contraire de l'alinéa 7 et que la présomption de responsabilité serait très secourable à la victime. La question se pose d'ailleurs de la même façon en cas de dommage causé par un infans.

Nous envisagerons successivement le problème de principe, c'est-à-dire celui du fondement et des conditions de la responsabilité des père et mère du fait de leurs enfants, et la manière dont il a été résolu par la jurisprudence en ce qui concerne la responsabilité du fait des mineurs aliénés.

§ 1. — Fondement et condition de la responsabilité.

33. — La Cour de cassation a déclaré d'une manière lapidaire que « la responsabilité du père repose sur un manquement présumé au devoir d'éducation et de surveillance attaché à la puissance paternelle » (Crim., 6 juin 1946) (1). Pour MM. H. et L. Mazeaud et Tunc (n° 767), ce qui est présumé, c'est surtout le manquement au devoir de garde; il serait en effet incompréhensible, si la mauvaise éducation était également présumée, que la responsabilité cessât avec la cohabitation. Le mineur qui passe ses vacances chez ses grands parents ou qui est placé en apprentissage reste sous l'influence de l'éducation qu'il a reçue et pourtant la présomption de responsabilité du père ne joue plus. Il serait peut-être préférable d'adopter la formule employée plus récemment par la 2^e chambre civile de la Cour de cassation (12 octobre 1955) : « La responsabilité du père, en raison du dommage causé par son enfant mineur habitant avec lui, découle de ses obligations de surveillance et de direction sur la personne de ce dernier », bien que M. Rodière (note au D.1956.301) lui reproche de trop rappeler celle de la garde attachée « à la direction et à la surveillance de la chose » et propose de revenir à « surveillance et éducation ».

(1) M. Em. BLANC fait remarquer à juste titre que cette formule est peu exacte en ce sens que la responsabilité est attachée par la jurisprudence à l'exercice du droit de garde, qui découle de la puissance paternelle, mais qui peut en être dissocié en cas de divorce. Voir aussi à ce sujet H. et L. MAZEAUD et TUNC, n° 738.

Quoi qu'il en soit, ce qui est certain, c'est que cette responsabilité repose sur une présomption de faute et la meilleure preuve qu'on puisse en donner c'est qu'elle disparaît si le père prouve qu'il n'a commis aucune faute. S'il en était autrement seule la preuve de la force majeure pourrait exonérer le père. Les travaux préparatoires du Code civil ne montrent pas sur ce point une pensée bien ferme puisque Bertrand de Greuille dit que « la garantie » disparaît lorsque les pères, mères, instituteurs ou artisans parviennent à prouver qu'ils ont été dans l'impossibilité d'empêcher le fait dont on se plaint, parce que l'impossibilité bien constante équivaut à la force majeure, qui ne donne ouverture à aucune action au profit de celui qui en est la victime » (1), alors que Tarrible dit que cette responsabilité « ne peut atteindre ceux qui sont exempts de tout reproche » (2). Mais la jurisprudence emploie constamment en cette matière l'expression de présomption de faute ainsi que l'a fait encore récemment la 2^e chambre civile de la Cour de cassation (30 mai 1956).

MM. H. et L. Mazeaud et Tunc pensent que la responsabilité édictée par l'alinéa 4 de l'article 1384 se fonde aussi, outre bien entendu l'idée de faute, sur une « idée de garantie, destinée essentiellement à obliger le père de famille à une grande vigilance et accessoirement à éviter des discussions sans fin », mais, bien que Treilhard ait écrit que « la responsabilité des pères, des instituteurs, des maîtres est une garantie et souvent la seule garantie de la réparation des dommages » (3), il semble que cette base soit bien subsidiaire, car on comprendrait mal pourquoi cette « garantie des défauts de caractère de l'enfant » disparaîtrait avec la cohabitation. D'ailleurs, comme le reconnaissent MM. Mazeaud et Tunc, « même si l'on admet qu'une certaine obligation de garantie prolonge la responsabilité pour faute, il faut rejeter, au moins dans ce domaine, la théorie du risque ».

34. — Mais si la responsabilité des parents n'est pas la simple garantie du fait dommageable du mineur, si elle repose sur une faute présumée, il faut bien évidemment qu'elle ait pour condition une faute préalable du mineur, le père ne pouvant être fautif de n'avoir pas empêché un fait non fautif de l'enfant. La faute de l'agent est d'ailleurs la condition générale de tous les cas de responsabilité pour autrui, même quand, comme nous le verrons pour le commettant, la faute personnelle du civilement responsable n'est pas présumée. Si un mineur, poursuivi pour coups et blessures devant le tribunal pour

(1) « Discours au Corps Législatif », 19 pluviôse an XII. LOCRÉ XIII, p. 58.

(2) « Rapport au Tribunat », 16 pluviôse an XII, LOCRÉ XIII, p. 42.

(3) « Exposé des motifs », 9 pluviôse an XII, LOCRÉ XIII, p. 31.

enfants, prouve qu'il a agi en état de légitime défense et est acquitté, le père ne saurait être condamné à des dommages-intérêts ni par la juridiction des mineurs ni ultérieurement par un tribunal civil. Cette hypothèse, plus pratique que celle toujours citée du mineur séducteur sans faute (Civ. 1^{re}, 19 mai 1953), montre bien que le simple fait dommageable ne saurait suffire à fonder la responsabilité civile du père. Ce principe de la nécessité d'une faute du mineur aurait certainement été admis sans difficulté par tous les auteurs s'il n'avait impliqué l'irresponsabilité des parents du fait de l'infans ou du mineur dément. D'après la théorie traditionnelle, la faute nécessitant le discernement (ou la volonté, ou la conscience, etc.) il devenait impossible de rendre responsable le père du fait d'un aliéné ou du fait d'un enfant de quatre ou cinq ans. Certes en cette matière la jurisprudence met beaucoup de bonne volonté à reculer à l'extrême les limites de l'infantia puisque récemment un arrêt de la Cour de cassation parle d'une « imprudence » commise par des fillettes de cinq à six ans (30 mai 1956) mais, en ce qui concerne la démence, il était encore plus difficile que chez l'adulte de tourner les conséquences logiques du principe, un enfant considéré comme « dément » étant, si l'on peut dire, doublement irresponsable.

Seul parmi les anciens auteurs Toullier, sans parler d'ailleurs du malade mental, admet que « pour s'excuser de la responsabilité le père n'a donc en ce cas rien autre chose à prouver, si ce n'est que son enfant était en trop bas âge pour agir avec discernement » (XI, p. 270). Mais aucun autre civiliste du XIX^e siècle n'est de cet avis. Pour Larombière (VII, n° 44) : « L'auteur du fait a-t-il agi sans discernement, comme un enfant, un insensé, les personnes civilement responsables n'en doivent pas moins répondre dans les termes de l'article 1384 du Code civil »; pour Marcadé (V, p. 300) : « La responsabilité dont il s'agit existe, quoiqu'en ait dit Toullier, sans qu'il y ait à distinguer si le fait qui a causé le dommage est imputable à son auteur »; pour Demolombe (VII, n° 596) : « Les père et mère sont responsables de droit envers les tiers dans tous les cas. » Sourdat (II, n° 824) s'élève vigoureusement contre l'opinion de Toullier : « La responsabilité est d'autant plus forte que l'enfant a plus besoin d'être surveillé. La faute du père existe par le seul fait du manque de surveillance. La responsabilité du père n'est pas, comme le croit Toullier, le cautionnement de la responsabilité de l'enfant, une obligation subsidiaire. Le fait dommageable est émané physiquement de l'enfant ou du préposé, mais la faute appartient tout entière au père ou au commettant. » Baudry-Lacantinerie et Barde sont plus précis (IV, 2930) : « La responsabilité est encourue même pour dommage résultant d'actes illicites dont les auteurs ne sont pas en faute, notamment quand ces actes ont été commis par des enfants ou par des insensés. En vain

a-t-on objecté qu'un fait ne saurait être imputé à celui qui l'accomplit sans discernement. Dans notre hypothèse ce n'est pas à l'agent que la loi impute le fait, mais à la personne qui est en faute, soit pour avoir mal surveillé cet agent, soit pour lui avoir confié certaines fonctions. » Dans le même sens Ripert et Boulanger écrivent (II, n° 1108) : « La faute des parents qui est présumée par la loi n'est qu'une cause lointaine et indirecte du dommage. La faute ou le simple fait du mineur sert à retrouver cette faute éloignée et fait présumer la causalité. » Le même argument a été repris récemment par M. Nerson (note au S. 1947.2.25).

Parmi les auteurs contemporains, c'est Demogue (V, n° 820) qui devait le premier trouver une formule nette, sinon satisfaisante : « Dès qu'il y a un dommage illicite, c'est-à-dire atteignant le droit d'autrui et qu'un majeur aurait pu prévoir ce résultat, ou même dommage en état de nécessité, les parents sont responsables. Peu importe que l'enfant soit trop jeune pour que l'acte lui soit imputable. Il suffit d'un acte illicite objectivement. » C'est à cet avis que se rangent Planiol, Ripert et Esmein (VI, 630), Savatier (I, 248) et aussi Aubry et Rau (6^e éd. par Esmein, VI, n° 447) qui écrivent : « La responsabilité en l'absence de faute prouvée de leur part suppose une faute de l'enfant. Toutefois l'acte d'un enfant trop jeune pour être personnellement responsable, mais qui serait une faute de la part d'un adulte, donne lieu à responsabilité. » Pour Espinasse (p. 54) : « L'article 1384 ne fait aucune distinction entre le dommage imputable ou non à l'enfant et il serait illogique d'exonérer les parents d'un devoir de surveillance à prodiguer plus que jamais, l'enfant étant encore incapable de distinguer le bien et le mal; n'est-on pas d'ailleurs responsable du fait d'un animal ou des choses inanimées ? » Il faut reconnaître que tous ces arguments ne sont pas très convaincants.

Par contre M. Lalou (986 *bis*) admet que : « Tous les cas de responsabilité du fait d'autrui supposant une faute de celui dont on répond, il en résulte que pour que les père et mère soient responsables il faut prouver une faute à la charge de l'enfant... Il faudrait déduire de là que quand l'enfant n'a commis aucune faute, par exemple parce qu'il est privé de raison ou dément, la responsabilité des parents ne peut plus jouer. » Pour MM. Mazeaud et Tunc (n° 763), il n'y a évidemment aucune difficulté à ce que la faute de l'enfant soit nécessaire pour entraîner la faute des parents puisqu'ils apprécient la faute *in abstracto* et que rien n'empêche pour eux l'infans ou le dément d'être personnellement responsable de ses actes dommageables. Mais pour M. Rodière, qui reste attaché à la notion traditionnelle de la faute, il est plus méritoire de reconnaître, et avec beaucoup de netteté, que, la faute étant le support de la responsabilité pour autrui, l'acte de l'infans ou du mineur aliéné ne peut donner lieu qu'à une responsa-

bilité pour faute prouvée de son père ou de toute autre personne en ayant la garde (*Responsabilité civile*, n° 1454). Dans une note au J.C.P. (1941.2.1698) M. Rodière précise : « La faute du père est rendue vraisemblable par la faute du fils. Ce n'est pas parce que le fils a été le jouet de forces mauvaises de la nature ou l'instrument d'un événement de force majeure que le père est recherché, mais bien parce que son enfant s'est conduit comme un galopin. C'est sa mauvaise conduite qui rend équitable l'accusation plus ou moins explicite de mauvaise éducation ou de surveillance négligée portée contre le père. Le père n'est tenu qu'accessoirement et la dette du fils débiteur principal, ne naît qu'avec sa faute. » Enfin M. Blanc, dans une thèse récente qui tend à restreindre à l'extrême la responsabilité des parents du fait de leurs enfants mineurs, se range bien entendu dans le camp de ceux qui exigent une faute caractérisée du mineur à la base de la responsabilité paternelle (pp. 23 et suiv.).

Si nous avons cité un peu longuement toutes ces opinions pour ou contre la nécessité de la faute comme condition de la responsabilité pour autrui, c'est d'abord parce que cette question se trouve au centre de notre sujet, comme de celui de la responsabilité de l'infans (1), et ensuite parce qu'elle nous paraît significative des contradictions d'une certaine doctrine qui, ayant fermement posé le principe de l'appréciation morale de la faute et celui, corrélatif, de l'irresponsabilité de l'aliéné, refuse d'en tirer les conséquences logiques, élude les difficultés ou fait semblant de les résoudre en utilisant une expression commode, mais vide de sens. M. Rodière a critiqué très justement ce procédé : « Certes par l'emploi de ces formules on pense éviter la contradiction lorsqu'en cas de dommage causé par un mineur insensé on soutient la responsabilité du père sur la base de l'article 1384, alinéa 4. Tous ces mêmes auteurs en conviennent, ce qui ne leur paraît pas contradictoire puisqu'ils n'ont pas parlé de faute, mais d'actes objectivement illicites, expression singulière sous la plume de ceux qui ont montré à quel point la sève morale alimentait notre conception de la faute. »

En ce qui nous concerne, nous pensons avoir suffisamment indiqué que la faute de l'auteur de l'acte dommageable nous paraissait la condition nécessaire à la mise en jeu de la responsabilité du père (sans parler de la condition de cohabitation inscrite dans le texte) et il nous semble alors évident, si l'on adopte la théorie « morale » de la faute, que l'acte de l'aliéné, non plus que celui de l'infans, ne peut

(1) Néanmoins dans un article récent de la *Revue trimestrielle de droit civil* sur la responsabilité de l'infans, M. BLANC-JOUVAN ne consacre qu'une note à cette question.

déclencher cette responsabilité. Examinons maintenant comment la jurisprudence a résolu cette question.

**§ 2. — Solutions jurisprudentielles
fondées sur l'article 1384 du Code civil.**

35. — En ce qui concerne le mineur considéré comme jouissant d'un discernement suffisant (et nous avons vu que la Cour de cassation n'hésite pas à trouver ce discernement chez des enfants extrêmement jeunes) les contestations portant sur la nécessité d'une faute à la base de la responsabilité pour autrui ont surtout été soulevées à propos de mineurs dont la responsabilité personnelle était fondée sur l'alinéa 1^{er} de l'article 1384 et c'est beaucoup plus en réalité l'interprétation de cet alinéa qui est en jeu dans les décisions en question que celle de l'alinéa 4 du même article. On s'est demandé alors, non pas tellement si la faute du mineur était nécessaire pour entraîner la responsabilité de son père, mais si la responsabilité du gardien de la chose était ou non une responsabilité pour faute. Dans des espèces de ce genre la cour d'Amiens (2 janvier 1935) a affirmé « que l'on prétendrait en vain que la faute des parents, présumés avoir mal gardé ou mal éduqué l'enfant, implique celle de l'enfant lui-même et qu'on ne saurait les rendre responsables que d'un dommage résultant d'une faute prouvée de l'enfant », mais la cour de Besançon (15 juillet 1940) a déclaré au contraire que « si le père est responsable du fait dommageable de son fils mineur, c'est à la condition que la partie qui poursuit contre lui la répression du dommage rapporte la preuve d'un fait personnel du mineur et celle de la relation entre ledit fait et la réalisation du dommage invoqué ». Plus récemment la Cour de cassation a posé nettement le principe que « la responsabilité des père et mère suppose une faute du fils mineur » (Civ. 1^{er}, 19 mai 1953).

Mais il ne semble pas que ce principe ait été poussé jusqu'à ses conséquences logiques en ce qui concerne l'infans dont les parents supportent la responsabilité des actes dommageables dans les mêmes conditions que s'il avait commis une véritable « faute ». Ainsi dans un arrêt du 9 février 1942 la cour de Paris à propos d'un accident causé par des enfants de trois et quatre ans, après avoir constaté « qu'en matière de responsabilité toute imputabilité dans l'état actuel du droit est inconcevable en dehors d'une volonté consciente à laquelle elle puisse être rattachée, qu'une telle volonté dont sont privés les enfants en bas âge est nécessairement à la base de toutes les obligations non légales, fussent-elles d'origine délictuelle ou quasi délictuelle », n'en envisage pas moins la responsabilité des parents sur la

base de l'article 1384, alinéa 4, quitte à la rejeter parce que le père a prouvé qu'il n'a pu « prévoir ni empêcher l'accident ». MM. H. et L. Mazeaud, tout en approuvant en fait la solution donnée par la cour de Paris, n'en soulignent pas moins les contradictions doctrinales que renferme cet arrêt (*Revue trim.* 1942, p. 285).

36. — La jurisprudence par contre paraît s'orienter plus logiquement en ce qui concerne la responsabilité des parents du fait du mineur dément. Elle n'est malheureusement pas toujours très nette, comme nous allons le voir.

Il est d'abord assez remarquable que la question de la responsabilité des père et mère du fait de leur enfant considéré comme aliéné ne se soit pas posée, à notre connaissance du moins, avant 1928. Peut-être s'occupait-on peu jadis de l'état mental des mineurs, mais peut-être aussi considérait-t-on que la responsabilité des parents allait de soi dans ce cas comme dans les autres et n'a-t-on pas éprouvé le besoin de publier les décisions relatives à des espèces de ce genre (1).

D'ailleurs devant le tribunal civil de Lille (22 mai 1928) la mère, veuve, d'un mineur cambrieleur considéré comme ayant agi en état de démence, ne plaidait nullement l'absence de faute de l'auteur de l'acte, mais demandait seulement à être exonérée sur la base de l'alinéa 7 en prétendant qu'elle n'avait pu empêcher le fait dommageable; bien que le tribunal ait déclaré qu'elle « avait commis la faute, étant prévenue de l'état maladif de son fils, de lui laisser une liberté que son état de santé et son âge rendaient particulièrement dangereuse », il ne fait pas de doute que la condamnation soit basée sur l'article 1384 et non pas sur l'article 1382 : « Attendu que la veuve R... est dans ces conditions responsable des agissements de son fils et ne peut utilement soutenir qu'elle n'aurait pu les empêcher malgré une stricte discipline. »

De même la cour de Caen (9 décembre 1946) a condamné les parents d'un mineur de 16 ans, alcoolique et meurtrier, considéré comme dément et interné, la mère sur la base de l'article 1382, en relevant à sa charge des fautes précises, et le père sur la base de l'article 1384, en refusant d'admettre qu'il n'avait pu empêcher les faits dommageables, mais en ajoutant à son sujet que « loin de rapporter la preuve des faits l'exonérant de la responsabilité qui lui incombe en vertu de l'article 1384 du Code civil, P... a commis des fautes qui enga-

(1) Certaines juridiction ont même semblé ignorer l'alinéa 7 de l'article 1384 et condamné les parents *ipso facto* dès que le mineur était l'auteur d'un dommage. Ainsi le tribunal civil de Coulommiers, justement censuré par la Cour de cassation à ce sujet (Civ. 2^e, 12 octobre 1955).

gent sa responsabilité dans les termes de l'article 1382 ». La cour de Caen paraît avoir pensé que deux articles valent mieux qu'un seul pour échapper à une éventuelle cassation.

Par contre le tribunal civil de Nice (13 novembre 1953) a envisagé sans réticence la responsabilité du père d'un mineur meurtrier, ayant fait l'objet d'une ordonnance de non-lieu pour démence, qui avait allégué d'une part que son fils, aliéné, n'avait commis aucune faute et d'autre part que lui-même avait rempli normalement son obligation de surveillance. Le tribunal a déclaré que « le fait dommageable commis par P... F... étant objectivement illicite, c'est à tort que le père prétend être dégagé de toute responsabilité par la seule démence dont il est atteint », mais a néanmoins exonéré le défendeur en admettant qu'il avait fait la preuve contraire prévue par l'alinéa 7 de l'article 1384. MM. H. et L. Mazeaud, commentant ce jugement dans la *Revue trim.* (1954, p. 304), se demandent « sur quoi se baser ici pour relever le caractère illicite du dommage sinon sur la faute de l'enfant ? ». Bien que le tribunal ait soigneusement évité d'employer le mot faute, tant pour le fils que pour le père, il n'a pu échapper à la contradiction que parce qu'il n'a pas eu à envisager simultanément le cas du meurtrier et celui du civilement responsable.

37. — La Cour de cassation a eu à se prononcer tout récemment sur cette question; on peut regretter qu'elle ne l'ait pas fait très clairement, mais nous pensons qu'il est néanmoins possible de découvrir son opinion en comparant le texte de son arrêt avec celui de l'arrêt soumis à son contrôle. La cour de Grenoble (5 novembre 1952) avait confirmé un jugement du tribunal de Vienne condamnant à des dommages-intérêts, sur la base de l'article 1384, le père d'un mineur incendiaire ayant fait l'objet d'un non-lieu pour cause de démence; l'appelant soutenait que le demandeur devait prouver la faute du mineur, mais que celui-ci étant dément, l'article 1384, alinéa 4, ne saurait être retenu contre le père. La cour avait repoussé son appel parce que « l'irresponsabilité du mineur, qu'il s'agisse d'un aliéné ou d'un enfant en bas âge, exclut seulement le recours dirigé contre le mineur, qu'aux termes de l'article 1384, alinéa 4, M. C... demeure responsable du dommage causé par son fils mineur demeurant avec lui, que seule peut l'exonérer la preuve à sa charge qu'il n'a pu empêcher le fait dommageable ». La cour ajoutait que non seulement l'appelant ne faisait pas cette preuve, mais que « au contraire s'étant abstenu volontairement de traiter son fils avec les ménagements qui s'imposaient, son comportement fautif à cet égard est à l'origine du préjudice dont réparation lui est demandée ». Il était donc net, nous semble-t-il, que le père était condamné sur la base de l'article 1384, alinéa 4, le com-

portement fautif n'étant invoqué que pour montrer, un peu surabondamment, qu'il n'apportait pas la preuve contraire de l'alinéa 7.

La Cour de cassation (25 janvier 1957), saisie d'un pourvoi contre cet arrêt, a mis au premier plan le « comportement fautif » et a fondé sa condamnation sur l'article 1382 dont ne parlait pas l'arrêt d'appel. Et elle a ajouté : « Attendu que l'arrêt étant ainsi justifié, il serait vain d'examiner au point de vue des alinéas 1, 3 et 7 de l'article 1384 du Code civil les autres critiques au pourvoi visant des dispositions qui peuvent être tenues pour surabondantes. » Nous eussions évidemment préféré que la Cour de cassation ne trouvât pas vain d'examiner l'affaire sous l'angle de l'article 1384, c'est-à-dire sous celui où l'avait vue la cour de Grenoble, mais on peut supposer que si elle a éprouvé le besoin de changer les motifs de l'arrêt d'appel, c'est parce qu'elle a pensé que la responsabilité pour autrui de l'article 1384 devait être, comme le soutenait le pourvoi, fondée sur une faute personnelle du mineur et que le mineur dément n'avait pu commettre de faute. Quelle autre raison aurait-elle eue de repousser l'article 1384 alors que les conditions de cohabitation et de puissance paternelle étaient remplies ? D'autant plus que, si les faits d'ordre très général relevés par la cour de Grenoble comme constituant un comportement fautif du père (brutalités et mauvais traitements « qui auraient inspiré à ce débile mental un désir de vengeance ») pouvaient suffire pour tenir en échec la tentative de preuve contraire de l'alinéa 7, il devenait beaucoup plus douteux, comme l'ont fait remarquer MM. H. et L. Mazeaud dans leur commentaire de la *Revue trim.* (1957, p. 335), que ces faits puissent constituer une faute ayant un lien de causalité directe avec le dommage (incendie chez un voisin).

Il est donc permis de penser que ce n'est pas pour de pures raisons d'élégance juridique que la Cour de cassation, dans son arrêt du 25 janvier 1957, a substitué l'article 1382 à l'article 1384, mais bien parce qu'elle a estimé que ce dernier ne pouvait pas s'appliquer en l'espèce par suite de l'absence de faute de l'auteur de l'acte. Cette solution est d'ailleurs parfaitement logique : elle est la conséquence, à notre avis inévitable, du principe de l'appréciation subjective de la faute et de celui de l'irresponsabilité de l'aliéné. Il n'est pas douteux néanmoins qu'elle peut aboutir à des résultats déplorables puisque la victime d'un mineur aliéné se trouvera dans l'obligation de prouver la faute du père sur le terrain des articles 1382 et 1383 et ne pourra pas bénéficier de la présomption établie par le Code civil. Il nous reste à examiner maintenant cette éventualité.

§ 3. — La responsabilité personnelle des père et mère.

38. — Il ne s'agit plus ici de responsabilité pour autrui ou du fait d'autrui basée sur une faute présumée, mais d'une responsabilité personnelle, basée sur une faute prouvée et mise en jeu à l'occasion du fait d'autrui. MM. H. et L. Mazeaud et Tunc (n° 763) trouvent « inadmissible » que les parents puissent ne pas être responsables aux termes de l'article 1384, alinéa 4, chaque fois que l'enfant n'a pas atteint l'âge de raison ou est dément. Ils pensent que c'est justement dans de tels cas que la présomption est le plus utile et que, dès lors qu'une présomption de surveillance insuffisante existe, elle doit nécessairement s'appliquer à des mineurs susceptibles à tout moment de causer un dommage et non pas seulement à l'enfant « raisonnable ». Ils craignent en outre que l'article 1382 ne soit pour la victime qu'une ressource insuffisante.

M. Rodière par contre (note au J.C.P. 1941.2.1698) ne considère pas comme tellement plus mauvaise la situation de la victime qui ne peut invoquer que l'article 1382. Pour lui la faute sera facile à prouver car l'enfant insensé à besoin d'une surveillance particulière et ne doit avoir à sa disposition aucun objet dangereux ; il existe donc, en fait sinon en droit, une sorte de présomption de faute à l'égard des parents d'un mineur aliéné : « l'acte présume une faute de garde ».

Il nous paraît exact que, sur le terrain de l'article 1382, la victime aura généralement peu de difficulté à prouver la faute du père d'un mineur aliéné. Si, comme nous l'indiquerons dans le chapitre suivant, nous sommes très réticent pour admettre une « obligation de garde » à la charge des parents du majeur présentant des troubles mentaux, il en va tout différemment en ce qui concerne le mineur. La puissance paternelle comporte un droit de garde (qui peut d'ailleurs en être dissocié en cas de divorce ou de séparation des parents), qui implique des devoirs inéluctables ; le mineur non plus que son père ne peuvent s'y soustraire. Le père peut faire rechercher par la police son fils en fuite, le ramener de force et le maintenir au domicile familial, il peut demander la correction paternelle, placer son fils dans tel ou tel établissement convenable. Cette garde est une garde légale, qui est obligatoire pour le père, et la loi met à sa disposition les moyens de l'exercer. On pourra donc tout naturellement exiger du père d'un mineur des précautions et une surveillance qui ne seraient pas de mise à l'égard d'un majeur. Sans aller jusqu'à parler, comme M. Rodière, de présomption de faute, il est certain que, dès que la victime aura pu prouver que le père avait connaissance de l'état mental anormal de son enfant, l'absence de précautions ou

d'une surveillance spéciale, les sorties nocturnes non accompagnées, le libre usage d'objets pouvant être dangereux entre les mains d'un malade alors que leur emploi serait normal chez un mineur sensé (fusil de chasse, motocyclette, par exemple) constitueront des fautes suffisantes pour entraîner la condamnation du père.

Les limitations de l'article 1384 ne jouant plus, ce ne sera d'ailleurs pas forcément le père qui sera poursuivi, mais ce pourra être celui ou celle qui exerçait en fait l'autorité sur le mineur ou qui a commis une faute dans sa garde. Ici, répétons-le, le mot de garde prend un sens parfaitement clair et légitime. C'est ainsi que la mère, même du vivant du père, pourrait être considérée comme responsable, par sa faute personnelle, de l'acte de son enfant mineur. Un arrêt de Caen que nous avons déjà cité (9 octobre 1946) a même condamné la mère conjointement avec le père, l'un sur la base de l'article 1384, l'autre sur la base de l'article 1382 (n° 36). De même les grands-parents ou le tuteur, qui ne figurent pas dans l'énumération de l'article 1384, peuvent être recherchés sur la base de l'article 1382 s'ils ont en fait la garde d'un mineur aliéné. Enfin la condition de cohabitation n'est même plus nécessaire. La plus grande difficulté devrait être d'établir le lien de causalité entre la faute et le dommage, mais nous avons vu que la Cour de cassation dans son arrêt du 25 janvier 1957 ne s'était pas montrée particulièrement exigeante sur ce point (n° 37).

La position de la victime sera évidemment beaucoup moins bonne si les troubles mentaux du mineur ont eu un début brusque et imprévisible, contemporain de l'acte dommageable. Aucune présomption de fait ou de droit ne jouant plus, la faute sera beaucoup plus difficile à prouver, la surveillance d'un mineur tenu jusqu'alors pour normal, surtout s'il est assez âgé, ne pouvant être l'objet d'exigences trop strictes.

39. — La jurisprudence n'est pas très abondante en cette matière, mais il existe néanmoins, outre l'arrêt de la Cour de cassation précité (25 janvier 1957) qui s'analyse finalement comme une condamnation basée sur l'article 1382, deux autres arrêts de la Cour de cassation, l'un très net, l'autre plus douteux.

La chambre des requêtes (9 janvier 1935), rejetant un pourvoi contre un arrêt de la cour de Bordeaux dans une affaire où un mineur âgé de 20 ans, manifestement atteint de troubles mentaux sérieux, avait blessé un voisin de deux coups de fusil, a fondé la condamnation du père sur une faute très nette et sans faire intervenir l'article 1384 : « Attendu, a dit la Cour, que des faits souverainement constatés la cour d'appel a déduit à bon droit que G..., père a commis une faute en n'exerçant pas sur son fils, qui pouvait devenir

dangereux pour autrui, la surveillance que comportait son état, faute qu'il a aggravée en autorisant celui-ci à prendre un permis de chasse et à sortir librement avec son fusil... » Dans cette affaire la chambre des requêtes relève essentiellement la connaissance certaine que le père avait des troubles mentaux de son fils mineur, qui venait d'être interné et était encore en traitement, et la faute non moins certaine que constituait l'usage d'un fusil.

Dans une affaire récente la 2^e chambre civile de la Cour de cassation (4 février 1954) a condamné le père d'un mineur émancipé âgé de 17 ans, présentant des troubles mentaux, qui avait blessé un passant d'un coup de revolver au cours d'une promenade nocturne. Mais après avoir déclaré que l'article 1384 ne faisait aucune distinction entre le mineur émancipé et le mineur non émancipé, la cour a relevé soigneusement la faute commise par le père en laissant sortir seul le soir un garçon « très nerveux et qui deux ans auparavant avait fait l'objet de poursuites pour vols », de telle sorte qu'il n'est pas possible de savoir si la condamnation est fondée sur l'article 1384 ou sur l'article 1382.

On voit donc que dans l'ensemble la jurisprudence paraît admettre assez facilement la faute du père toutes les fois que le mineur qui a commis un acte dommageable présente des troubles mentaux. L'exclusion de la présomption de l'article 1384 par le jeu des principes traditionnellement admis en matière de faute et de responsabilité des malades mentaux peut donc ne pas être trop défavorable à la victime, sauf circonstances exceptionnelles.

40. — Signalons cependant en terminant une conséquence juridique de cette substitution d'une responsabilité pour faute personnelle à une responsabilité pour autrui : l'action récursoire du civilement responsable contre le personnellement responsable devient ici impossible. Il est de principe général, pour tous les cas de responsabilité basés sur l'article 1384, que celui qui a payé pour autrui a un recours pour le tout contre l'auteur du dommage, sauf s'il y a faute de sa part, bien entendu. Le père, qui a payé des dommages-intérêts à la suite du délit ou du quasi-délit de son enfant mineur, peut lui en réclamer le remboursement, pour autant que le mineur possède un patrimoine, ce qui est relativement rare. Mais si le père a été condamné sur la base de l'article 1382 pour une faute personnelle commise par lui, il n'aura jamais qu'un recours partiel contre le mineur, puisqu'il a été personnellement condamné et non pour autrui. Dans le cas du mineur dément il n'aura même aucun recours car, d'après la théorie dominante, il n'y a aucune faute à retenir contre

l'auteur de l'acte. Cette seule raison devrait d'ailleurs bien inciter les juridictions civiles, et même la Cour de cassation, à préciser plus soigneusement le fondement de leurs condamnations en matière de responsabilité des parents. Pour M. Blanc, il y a là une preuve de la nécessité d'une faute du mineur à la base de la responsabilité pour autrui ; en effet, dit cet auteur, s'il en était autrement, « comment imaginer que le père pourrait avoir un recours contre son fils aliéné ou son enfant âgé de trois ans et demi ? ». Nous devons avouer que cette idée ne nous paraît pas plus monstrueuse que celle du recours du père contre son fils non aliéné et âgé de dix ans. En fait, pour des raisons tant morales que pécuniaires, ce recours est rarement exercé entre parents et enfants et ne présente pas l'importance qu'il peut avoir entre commettants et préposés.

SECTION II

RESPONSABILITÉ DES ARTISANS

41. — La responsabilité des artisans du fait de leurs apprentis, naguère confondue avec celle des instituteurs du fait de leurs élèves, a été conçue par le législateur comme une responsabilité substituée à celle des parents, lorsque le mineur, pour les nécessités de son instruction, se trouve sous la surveillance effective d'un artisan ou d'un « instituteur ». C'est ce qui ressort nettement du rapport de Bertrand de Greuille au Tribunat (1) : « La même garantie est prononcée par l'article 1384 contre les instituteurs et les artisans pour les dommages causés par leurs élèves ou apprentis pendant le temps qu'ils sont sous leur surveillance. En voici la raison : c'est que les instituteurs ou artisans remplacent alors les parents ; c'est que la loi leur délègue une portion d'autorité suffisante pour retenir les enfants ou ouvriers qui sont sous leur direction dans les bornes de la circonspection et du devoir ; c'est qu'ils doivent à ces enfants et ouvriers de bonnes instructions et de bons exemples ; c'est qu'il faut qu'ils se garantissent de toute faiblesse envers eux ; c'est enfin qu'ils ont la faculté de renvoyer ceux d'entre ces enfants ou ouvriers qui leur paraissent pervers ou incorrigibles. »

Il est donc normal que cette responsabilité obéisse aux mêmes conditions que celles des parents et, si les instituteurs, pour des raisons d'opportunité, ont été soumis à un régime spécial, les artisans,

(1) S. du 16 pluviôse an XII, LOCRÉ XIII, p. 41.

par le jeu des alinéas 6 et 7 de l'article 1384 du Code civil, restent tenus comme les père et mère, tout au moins pendant le temps que le mineur est sous leur surveillance, sauf à prouver qu'ils n'ont pu empêcher le fait dommageable. Les seules difficultés pratiques consistent dans la discrimination de la qualité d'artisan d'avec celle d'instituteur ou de commettant, puisque la responsabilité du commettant et celle de l'instituteur, depuis la loi du 5 avril 1937, sont soumises à des régimes différents, et aussi dans la détermination du « temps de surveillance » en dehors duquel reparaît la responsabilité des père et mère.

Mais il nous paraît certain, bien que cela n'ait généralement été envisagé ni par la doctrine ni par la jurisprudence, que le problème de la nécessité d'une faute de l'auteur de l'acte à la base de la responsabilité de l'artisan se pose dans les mêmes conditions que pour la responsabilité du père et doit recevoir la même solution. Il est donc inutile de répéter ici l'argumentation donnée précédemment et on peut penser que, dans le système actuel de l'appréciation subjective de la faute, l'acte du mineur considéré comme aliéné ne peut pas plus servir à fonder la présomption de responsabilité de l'alinéa 6 de l'article 1384 qu'il ne peut fonder la présomption de l'alinéa 4. La victime devra donc prouver la faute de surveillance de l'artisan sur la base des articles 1382 et 1383 du Code civil.

Néanmoins la situation de cette victime sera ici nettement moins favorable en fait que lorsqu'il s'agira de prouver la responsabilité du père. Certes l'obligation de garde n'aura pas besoin d'être établie car on peut considérer que les droits et les devoirs du père ont été momentanément transmis à l'artisan, mais il sera beaucoup plus difficile en général de prétendre que l'apprenti, parce qu'il présentait des troubles mentaux, devait être soumis à une surveillance particulièrement stricte, car on ne peut guère supposer qu'un artisan ait accepté de conserver un apprenti dont il connaissait l'état mental anormal. Les parents ne choisissent pas leurs enfants, mais les artisans choisissent leurs apprentis et ont, comme le dit Bertrand de Greuille, « la faculté de renvoyer ceux d'entre ces enfants ou ouvriers qui leur paraissent pervers ou incorrigibles ». La victime sera donc souvent privée de cette sorte de présomption de fait qui joue contre le père, lequel ne peut en général ignorer les troubles mentaux de son enfant mineur habitant avec lui et doit se comporter en conséquence. Et comme un apprenti « normal » jouit normalement d'une assez grande liberté et se trouve souvent de par son métier en possession d'instruments dangereux, il sera sans doute difficile de prouver la faute de surveillance lorsque celle-ci ne sera plus présumée.

42. — Heureusement les apprentis « déments » sont rares et nous n'avons trouvé dans les recueils de jurisprudence qu'une seule espèce où l'article 1384, alinéa 6 ait été invoqué contre un artisan dont l'apprenti aurait commis un acte dommageable et aurait été considéré comme pénalement irresponsable. Il s'agissait d'un jeune incendiaire qui avait mis le feu à l'atelier de son patron ; la compagnie d'assurance du propriétaire de l'atelier recherchait la responsabilité du locataire tant comme artisan, sur la base de l'article 1384, alinéa 6, que comme preneur, sur la base de l'article 1733 du Code civil. Mais la cour d'Aix (28 avril 1952) a refusé de considérer l'artisan comme civilement responsable de son apprenti parce que l'incendie avait été allumé un quart d'heure avant la reprise du travail « alors que le mineur n'était pas encore sous la surveillance de son patron » ; la question qui nous occupe n'a donc pas été tranchée à cette occasion. Mais les motifs de la décision, qui a aussi exonéré l'employeur sur la base de l'article 1733, laissent penser que, même si l'acte avait été commis un quart d'heure plus tard, la responsabilité de l'artisan n'aurait pas été retenue par la cour, qui dit en effet : « Qu'il est certain que le sieur C... ne connaissait pas suffisamment les antécédents du jeune homme pour exercer sur lui une surveillance particulière et que le geste de ce jeune dément, mettant le feu dans une dépendance de l'atelier en dehors des heures de travail, peut et doit être considéré au regard de C..., envisagé en tant que preneur, comme un fait imprévisible, ne pouvant être empêché, assimilable dès lors à un cas de force majeure suivant des notions jurisprudentielles bien établies. »

Les motifs de cet arrêt nous paraissent montrer suffisamment que, comme nous l'indiquions, la faute de l'artisan doit être assez difficile à prouver sur la base de l'article 1382 et que l'exclusion, regrettable mais logique, de la présomption de l'article 1384 rendrait certainement mal aisé le recours de la victime. Celle-ci néanmoins pourrait mettre en cause, toujours sur la base de l'article 1382, le père du mineur qui, s'il connaissait l'état mental de son enfant, a pu commettre une faute en le plaçant en apprentissage ou en n'avertissant pas l'artisan des précautions spéciales à prendre à son égard. Puisque l'on sort du domaine des présomptions de l'article 1384 et qu'il faut prouver la faute, rien n'empêchera de mettre en cause en même temps le père et l'artisan, lesquels d'ailleurs pourraient avoir commis une faute chacun de son côté.

SECTION III

RESPONSABILITÉ DES INSTITUTEURS

43. — La responsabilité des instituteurs du fait de leurs élèves n'est plus, depuis la loi du 5 avril 1937, une véritable responsabilité pour autrui puisque l'alinéa 8 de l'article 1384 déclare maintenant que « en ce qui concerne les instituteurs les fautes, imprudences ou négligences invoquées contre eux comme ayant causé le fait dommageable devront être prouvées conformément au droit commun par le demandeur à l'instance ». Rien ne distingue donc cette responsabilité de celle encourue par n'importe qui selon les termes des articles 1382 et 1383, mais, puisque l'inadvertance du législateur a laissé subsister le mot d'instituteur dans l'alinéa 6 de l'article 1384 et que les jugements en cette matière font toujours état de cet article, il convient d'envisager ici la responsabilité des instituteurs en ce qui concerne les actes dommageables commis par leurs élèves atteints de troubles mentaux.

La question se pose d'ailleurs à peu près dans les mêmes termes que pour le père ou l'artisan puisque nous avons vu que la théorie de l'irresponsabilité de l'aliéné ramenait en fait la responsabilité de ceux-ci dans le droit commun en obligeant la victime à prouver contre eux, de même que contre l'instituteur, une faute ou une imprudence. Remarquons aussi que la question de savoir qui est « instituteur » ne se pose plus comme avant 1937 puisque tous ceux qui ont, pour des raisons diverses, la charge de surveiller des mineurs sont soumis au même régime de responsabilité, à l'exception toutefois des artisans et des commettants dont la responsabilité est en principe particulière, mais qui, en ce qui concerne les mineurs déments, ne répondent également que de leurs fautes prouvées. Par ailleurs la différence, importante à d'autres égards, que la loi de 1937 établit entre les membres de l'enseignement public et ceux de l'enseignement privé est sans intérêt dans notre matière.

44. — Il n'existe pas, à notre connaissance, de décision de jurisprudence où ait été mise en cause la responsabilité d'un « instituteur » à propos d'un acte commis par un mineur véritablement considéré comme dément, si l'on excepte de la catégorie des instituteurs les directeurs d'établissements où sont justement traités des mineurs atteints de troubles mentaux et dont la responsabilité sera examinée ultérieurement. Mais il existe quelques décisions qui font état de

« troubles nerveux » chez des élèves ayant commis un acte dommageable et qui permettent de prévoir quelle serait la position de la jurisprudence si des troubles mentaux plus graves étaient en cause. Ce n'est ici qu'une question de degré.

Le tribunal civil de Versailles (25 janvier 1941) a eu à statuer sur une demande de dommages-intérêts formulée par les parents d'un enfant qui, à l'école publique de garçons de Houilles, avait été brutalement frappé par un de ses camarades ; le tribunal, faisant état de la rapidité et de la brusquerie de l'attaque, avait estimé qu'il n'était pas possible de l'empêcher. Mais la cour de Paris (22 janvier 1943) a réformé cette décision en relevant que « l'élève P... était considéré comme brutal et que plusieurs fois il avait été puni pour ce motif » et que dans ces conditions « il appartenait au directeur de l'école de prendre à l'égard de P..., connu comme dangereux pour ses camarades, des mesures de surveillance spéciales et au besoin des sanctions appropriées telles que l'isolement ou même l'expulsion ».

Plus récemment la Cour de cassation (Civ. 2^e, 18 janvier 1957), dans une affaire concernant un élève qui avait été blessé d'un coup de porte-plume par un autre élève « dont le comportement nerveux et brutal était connu de ses professeurs », a estimé que le devoir du maître était d'écarter cet enfant de ses voisins et d'exercer sur lui une surveillance spéciale pendant les leçons d'écriture où le manieement du porte-plume qui lui était confié créait un risque supplémentaire et qu'ainsi « en laissant un élève exposé aux gestes brusques de son jeune camarade, dont la turbulence et la nervosité avaient été constatées, l'institutrice a commis une imprudence de nature à engager la responsabilité de l'Etat » (1).

Ces décisions, la dernière surtout, permettent de penser que la victime d'un acte commis par un élève présentant des troubles mentaux et considéré comme « dément » aurait peu de peine à prouver la faute de l'instituteur. Il est hors de doute que, comme le souligne l'arrêt de la cour de Paris précité, les éducateurs sont « investis du droit de garde des enfants qui leur sont confiés » et que par ailleurs ils sont plus capables que les artisans, et même souvent que les parents, de déceler les anomalies mentales qui peuvent exister chez leurs élèves. Ils doivent donc prendre les précautions nécessaires ou au besoin exclure de leur classe les enfants dangereux. Il nous semble que ce n'est qu'au cas où les troubles se seraient révélés très soudainement, ou lorsque l'accident se serait produit bien que des

(1) Par contre la cour de Nancy (12 novembre 1947), dans une affaire identique où l'acte avait été brusque et imprévisible, avait retenu la responsabilité personnelle du mineur à l'exclusion de celle de l'Etat et de celle de son père.

précautions suffisantes eussent été prises, que les instituteurs pourraient être exonérés de leur responsabilité.

Il serait d'ailleurs possible que l'Etat ou le directeur d'institution privée, condamnés civilement pour un acte dommageable commis par un mineur aliéné, se retournent contre les parents si ceux-ci pouvaient être considérés comme fautifs d'avoir envoyé dans un établissement d'enseignement non spécialisé un enfant présentant des troubles mentaux dont ils auraient omis de signaler l'existence ou l'importance. Rien n'empêche non plus la victime, qui croirait plus facile de prouver la faute des parents que celle de l'instituteur, d'agir uniquement contre le père et cela bien que le dommage ait eu lieu pendant que l'enfant se trouvait à l'école. Dès le moment où on se place uniquement sur le terrain de l'article 1382, et où les présomptions de faute ne sont plus invoquées, les diverses responsabilités possibles ne s'excluent plus et peuvent même au contraire se cumuler.

SECTION IV

RESPONSABILITÉ DES COMMETTANTS

45. — La responsabilité des maîtres et commettants du fait de leurs domestiques et préposés, bien qu'apparemment très proche de la responsabilité des pères et de celle des artisans puisqu'elle est traitée dans l'alinéa 5 de l'article 1384 du Code civil entre l'une et l'autre, en diffère en fait profondément parce que, n'étant pas mentionnée dans l'alinéa 7, elle ne peut être écartée par la preuve de l'absence de faute et se trouve ainsi fondée sur une présomption irréfragable. Aussi a-t-on pu dire qu'alors que la responsabilité du père et de l'artisan était en réalité une responsabilité du fait personnel puisqu'elle reposait sur une présomption de faute personnelle qu'il était possible d'écarter, la responsabilité des maîtres et commettants était au contraire la seule véritable responsabilité pour autrui, la faute du personnellement responsable entraînant automatiquement la responsabilité du civilement responsable.

La mise en jeu de la responsabilité du commettant du fait de son préposé aliéné devra donc être examinée à la lumière de principes différents de ceux qui ont été exposés pour la responsabilité du père, même si, comme nous allons le voir, le résultat pratique est finalement à peu près le même. Nous étudierons successivement le fondement et les conditions de la responsabilité du commettant en les appliquant au cas du préposé dément, les solutions jurisprudentielles qui

ont été données en notre matière et les moyens pratiques de mettre en œuvre la responsabilité d'un commettant dont le préposé aliéné a commis un acte dommageable.

§ 1. — Fondement et conditions de la responsabilité.

46. — Il ne paraît guère douteux que les rédacteurs du Code civil aient entendu fonder la responsabilité des maîtres et commettants sur une présomption de faute bien qu'il soit difficile de discerner d'après les travaux préparatoires s'il s'agissait d'une faute dans le choix des préposés ou d'une faute dans leur surveillance (H. et L. Mazeaud et Tunc, n° 930). Certains auteurs, à la suite de Pothier qui disait que cette règle « a été établie pour rendre les maîtres attentifs à ne se servir que de bons domestiques » (*Obli.* 121), ont mis spécialement l'accent sur cette *culpa in eligendo* que sanctionnerait la responsabilité du commettant (Demolombe, VIII, n° 610 ; Baudry-Lacantinerie et Barde, IV, n° 2911) ; d'autres ont surtout insisté sur le défaut de direction et de contrôle (Beudant, n° 1211) ; mais beaucoup ont dû reconnaître que l'idée de faute n'était pas suffisante pour justifier une présomption irréfragable. Il est en effet difficile d'admettre que le commettant puisse être présumé en faute sans que la possibilité lui soit donnée de prouver son absence de faute. Aussi de nombreux auteurs, s'autorisant de Bertrand de Greuille qui écrivait : « N'est-ce pas le service dont le maître profite qui a produit le mal qu'on le contraint à réparer ? » (1), ont pensé pouvoir expliquer la responsabilité du commettant par la théorie du risque-profit (Demogue, V, n° 882 ; Josserand, II, n° 513 ; Savatier, I, n° 284), même si par ailleurs ils restent fermement attachés à la conception traditionnelle de la faute (Planiol et Ripert, II, n° 911 ; Aubry et Rau par Esmein, VI, n° 447 ; Lalou, n° 1019).

Si l'on adopte ces théories il paraîtrait logique de tenir le commettant pour responsable de l'acte causé par son préposé dément. Ne peut-on pas supposer qu'il a commis une faute dans le choix ou la surveillance, ou tout au moins ne doit-on pas le considérer comme garant des faits qui se rattachent à une activité dont il profite ? Ainsi font Larombière (VII, art. 1384) et Sourdat (II, n° 824). De même aussi, logiquement, M. Esmein (note au J.C.P. 1956.2.9297), après avoir constaté que pour la jurisprudence la responsabilité du commettant est typiquement une responsabilité sans faute, remarque-t-il : « On le déclare en somme responsable des vices de ses préposés

(1) « Rapport au Tribunat », S. du 16 pluviôse an XII. Locré XIII, p. 41.

comme on le déclare responsable des vices des choses inanimées dont il a la garde. Alors on se demande pourquoi la démente du préposé n'est pas assimilée au vice d'une pièce de métal d'une machine qui, quand il est cause d'un accident, entraîne la responsabilité du gardien même s'il lui était impossible de le connaître. »

Par contre Demogue (V, n° 928), bien qu'admettant l'idée de risque à la base de la responsabilité du commettant, écrit : « Il faudra que le préposé ait causé un dommage et qu'il l'ait causé par un acte fautif. Cet acte devra être tel non seulement au point de vue objectif, mais même au point de vue subjectif. Si le préposé avait eu des facultés mentales troublées au moment de l'acte et n'était pas de ce chef responsable, le commettant ne le serait pas non plus. » De même M. Savatier (I, n° 285) et M. Lalou (n° 1047 *bis*) admettent qu'il n'y a pas de responsabilité si le préposé, étant dément, n'a commis aucune faute.

Mais MM. H. et L. Mazeaud réfutent la conception qui fonde la responsabilité du commettant sur l'idée du risque, en faisant notamment remarquer (n° 233) qu'exiger, comme le font la majorité des auteurs, une faute du préposé pour engager la responsabilité du commettant est en contradiction certaine avec cette idée (ce qui rejoint l'opinion de M. Esmein ci-dessus citée) ; ils proposent de considérer que le préposé est « le prolongement du commettant » lorsqu'il agit dans l'exercice de ses fonctions ; il se produirait ainsi à l'égard des tiers une véritable confusion entre le préposé et le commettant, ce qui fait que la faute du préposé est la faute du commettant. Ceci explique que la victime doive démontrer la faute du préposé et que, ceci fait, le commettant ne puisse en aucune façon s'exonérer de sa responsabilité. Ce sont des idées analogues qu'expriment sous le nom de représentation MM. Ripert et Boulanger (II, n° 1125) et M. Julliot de la Morandière dans la 10^e édition de Colin et Capitant (II, n° 350) ou sous le nom de cautionnement M. Ripert (« La règle morale », n° 126) et M. Rodière (n° 1473). Il est évident que d'après cette théorie la responsabilité du commettant suivra le sort de celle du préposé ; si celui-ci est dément, et donc irresponsable d'après la conception dominante, la responsabilité du commettant sera *ipso facto* dégagée. C'est ce qu'admet sans difficulté M. Rodière (note au J.C.P. 1950.2.5855) pour qui « la responsabilité du commettant est accessoire à l'obligation principale et ne saurait exister sans elle ».

47. — Mais si la faute du préposé est le support indispensable de la responsabilité du commettant, ce qui d'ailleurs suffirait à régler la question dans le cas où des troubles mentaux feraient considérer ce préposé, dans l'état actuel de la jurisprudence, comme irresponsable

de ses actes, il n'en est pas moins nécessaire que cette faute ait été commise « dans les fonctions » auxquelles il est employé.

Cette expression, sur laquelle les travaux préparatoires du Code civil ne donnent que des indications assez peu précises, a suscité des interprétations jurisprudentielles extrêmement variées. A la limite on peut prétendre d'une part que, le préposé n'ayant généralement pas été chargé de commettre un délit ou un quasi-délit, le commettant ne répondra de ses fautes que si elles résultent directement des ordres donnés, et d'autre part que le commettant répondra de toutes les fautes que le préposé a commises pendant le temps de son travail. Mais entre ces deux extrêmes on peut vouloir limiter la responsabilité du commettant aux dommages causés par le préposé « dans l'exercice des fonctions », ou au contraire l'étendre aux dommages causés « à l'occasion des fonctions », ce qui risque d'aller assez loin. Si certains auteurs se montrent résolument partisans du système restrictif (Rodière, n° 1486 ; H. et L. Mazeaud, 4^e éd., n° 905 et suiv.), d'autres ont cru pouvoir sans inconvénient étendre la responsabilité du commettant jusqu'à l'abus de fonctions (notamment R. Savatier, I, n° 318).

La jurisprudence de la Cour de cassation semblait donner raison à ces derniers puisque la chambre civile estimait avec régularité jusqu'en 1954 que « les maîtres et commettants sont responsables non seulement du dommage causé par leurs domestiques ou préposés dans l'exercice normal et régulier des fonctions auxquelles ceux-ci sont employés, mais encore de celui qui résulte de l'abus de ces fonctions » ; de même la chambre criminelle a récemment encore employé cette formule (29 novembre 1956). Mais en 1954 un arrêt de la 2^e chambre civile était déjà plus restrictif (1^{er} juillet 1954) et en 1957 un autre arrêt de la même chambre (14 juin 1957) est venu déclarer que « si le commettant peut, en dehors du dommage causé par le préposé dans l'exercice de ses fonctions, être également déclaré responsable des conséquences dommageables de l'activité de son employé lorsque celle-ci s'exerce vers le but qui lui a été fixé ou, plus exceptionnellement et suivant les circonstances, lorsque le préposé a utilisé à des fins étrangères les moyens mis à la disposition, c'est toutefois à la condition que le fait dommageable se rattache, par un lien de causalité ou de connexité, à l'exercice des fonctions et que le préposé puisse être réputé avoir agi pour le compte du commettant ; qu'il n'en est pas ainsi lorsque l'acte dommageable a trouvé sa source dans un abus de fonctions de la part du préposé, ledit abus supposant nécessairement que l'acte est étranger à la fonction ».

D'après cette évolution jurisprudentielle nettement restrictive et qui a certainement été longuement préméditée par la Cour de cassation, puisque l'arrêt du 14 juin 1957 aurait aussi bien pu casser la décision qui lui était soumise pour au moins deux autres motifs

(note Savatier au D. 1958.53), il sera assez rare que l'acte d'un préposé aliéné puisse être considéré comme se rattachant « par un lien de causalité ou de connexité » à l'exercice de ses fonctions. C'est ce qui ressort d'ailleurs de la plupart des décisions qui ont été rendues en cette matière et que nous allons examiner maintenant.

§ 2. — Solutions jurisprudentielles fondées sur l'article 1384 du Code civil.

48. — De même que pour la responsabilité du père du fait de son enfant atteint de troubles mentaux, la question de la responsabilité du commettant du fait de son préposé dément ne paraît s'être posée qu'assez tardivement devant les tribunaux, sous son véritable aspect tout au moins.

En 1874 un jugement du tribunal civil du Havre, confirmé par la cour de Rouen (17 mars 1874), a condamné un armateur comme civilement responsable d'un meurtre commis par un de ses capitaines au cours d'un accès de démence, mais seulement après avoir déclaré le meurtrier personnellement responsable à cause des excès de boisson qui auraient été, d'après le tribunal, à l'origine de ses troubles mentaux. Faire supporter au commettant, et sans relever aucune faute à sa charge, les effets d'une « faute antérieure » du préposé constituait une hardiesse qui n'eut, semble-t-il, pas de lendemain.

En 1898 le tribunal d'Agen fut saisi d'une demande de dommages-intérêts dirigée contre la Compagnie des C.F. du Midi à propos d'un garde-barrière qui, une nuit, sans raison, avait frappé mortellement une sage-femme qui traversait le passage à niveau ; considéré comme dément, le meurtrier avait été interné. Le demandeur se prévalait des articles 1382 et 1383 et plaidait la faute de la Compagnie qui avait laissé en fonctions un agent alcoolique ayant déjà donné des signes non équivoques d'aliénation mentale. Le tribunal déclara assez témérairement que les articles 1382 et 1383 ne concernaient que la responsabilité personnelle, que seul l'article 1384 était théoriquement applicable, mais qu'en l'espèce l'acte ne pouvait être la conséquence d'un fait de fonctions ni même avoir été commis à l'occasion des fonctions. La cour d'Agen (3 février 1898) déclara au contraire que l'acte avait été manifestement commis dans les fonctions. Mais ni le tribunal ni la cour n'ont fait la moindre allusion à l'influence éventuelle de l'état de démence du préposé sur la responsabilité du commettant.

En 1930, la cour de Nancy (12 juillet 1930), réformant un jugement de première instance, a refusé d'admettre la responsabilité d'un boucher à propos d'un incendie allumé par son préposé mineur

considéré comme ayant agi en état de démence. Mais elle a envisagé la responsabilité du patron sous deux aspects, comme commettant et comme substitué au père « par une sorte de délégation de la puissance paternelle », et elle l'a exonéré tant sur la base de l'alinéa 3 (aujourd'hui 5) de l'article 1384, parce que l'acte n'avait pas été commis « dans les fonctions », que sur la base de l'alinéa 2 (aujourd'hui 4), parce qu'il avait apporté la preuve qu'il n'avait pu empêcher le fait dommageable. Cette solution qui étendait abusivement la portée de l'article 1384 était manifestement erronée (la Cour de cassation l'a nettement condamnée récemment encore : Civ. 2^e, 15 février 1956). Mais ici également aucune importance n'était attribuée à l'état de démence du préposé dans le raisonnement de la cour.

De même la cour d'Angers (19 mars 1952) a examiné la responsabilité du commettant du fait de son préposé aliéné en se basant uniquement sur la question de l'exercice des fonctions. Il s'agissait d'un domestique agricole « qui avait abandonné son travail pour se livrer sur un coq à des actes de bestialité » et qui, surpris par une passante qui lui avait fait des reproches, avait tué celle-ci ainsi que le jeune enfant qu'elle portait sur les bras, puis avait eu un rapport sexuel avec le cadavre de la mère. Le meurtrier avait été considéré comme aliéné et la cour a déclaré, bien que le crime ait été commis avec un instrument aratoire, que l'ensemble des faits ne constituait ni un acte de la fonction ni un abus de fonctions.

49. — Il semble que ce soit la cour de Paris qui ait pour la première fois (23 juin 1950) tiré les conséquences logiques du principe de l'irresponsabilité du dément. Il s'agissait d'un charretier qui avait assommé un vacher à coups de bâton et qui avait été l'objet d'une ordonnance de non-lieu pour démence. La cour ne s'est pas contentée pour exonérer le commettant du charretier de dire qu'il n'existait « aucun lien, aucun rapport direct entre les fonctions et le meurtre », elle a également déclaré « que la responsabilité du fait d'autrui pré-suppose nécessairement la responsabilité personnelle de celui dont on répond, que le civilement responsable ne répond pas du fait, mais du quasi-délit des personnes dont la loi le rend responsable » et que, en l'espèce, le préposé n'ayant commis aucun quasi-délit puisque lors du fait dommageable il était « privé de volonté », la responsabilité du fait d'autrui ne pouvait être invoquée. Le pourvoi formé contre cet arrêt a été rejeté par la 2^e chambre civile de la Cour de cassation (15 mars 1956) qui a confirmé que « la responsabilité du commettant ne peut être engagée qu'en cas de faute imputable au préposé ».

Cet arrêt, sans ambiguïté, paraît bien fermer la porte à toute

tentative de mettre en cause la responsabilité du commettant dès le moment où la démente du préposé est admise. On peut certes la nier ou parler d'une faute antérieure, comme l'a fait la cour de Rouen en 1874, mais on peut aussi employer des procédés juridiques plus corrects et rechercher dans certains cas la responsabilité personnelle du commettant.

§ 3. — La responsabilité personnelle du commettant.

A. — RESPONSABILITÉ DÉLICTEUELLE.

50. — Comme la responsabilité du père la responsabilité du commettant, à défaut de la présomption de l'article 1384, peut être mise en cause sur la base des articles 1382 ou 1383 si la victime prouve que le commettant a commis une faute ou une imprudence ayant un lien de causalité directe avec le dommage. Mais il ne faut pas oublier que les obligations du commettant sont bien différentes de celles du père ou même de celles de l'artisan. Le père est investi d'un droit de garde légale sur son enfant mineur et, si l'artisan et l'instituteur ne doivent pas être assimilés au père par interprétation extensive de l'article 1384, il n'en subsiste pas moins que, sur le terrain de l'article 1382, ils peuvent être considérés comme ayant reçu de celui-ci une sorte de délégation de pouvoir et être ainsi, eux aussi, légalement chargés de surveiller le mineur. Il en serait de même pour le commettant d'un préposé mineur car, comme l'a déclaré la 2^e chambre civile de la Cour de cassation (15 février 1956) « même en dehors des cas prévus par l'article 1384, le mineur n'est pas indépendant et est nécessairement sous la surveillance de celui auprès de qui il est placé ». Ce principe s'applique aussi bien au mineur dément qu'au mineur normal puisque dans cette hypothèse c'est la faute du commettant qui est directement recherchée et non plus la faute de l'auteur de l'acte dommageable. Ainsi la cour de Nancy (12 juillet 1930), au lieu d'assimiler au père le commettant chez qui réside le mineur, eût-elle été mieux inspirée en recherchant la responsabilité du patron sur la base de l'article 1382, l'employeur d'un mineur ayant le devoir de surveiller celui-ci même en dehors des heures de travail, s'il habite chez lui.

Il en va tout autrement dans le cas, le plus habituel, d'un préposé majeur. Malgré l'inadvertance commise par le Procureur général Matter (n° 30), l'article 1384, alinéa 1^{er} ne parle pas de garde des personnes et le commettant n'a pas la garde de son préposé. Le lien de droit qui les unit porte sur le travail et non sur la personne. Le père peut faire rechercher son fils mineur qui s'est soustrait à sa

surveillance, mais le préposé peut quitter à tout moment son employeur sans que celui-ci puisse le faire ramener par la police ; la rupture inopinée du contrat pourra permettre à l'employeur d'obtenir des dommages-intérêts, mais jamais de contraindre physiquement l'ouvrier à continuer ou à reprendre son travail. De même d'ailleurs un employeur peut toujours à tout moment renvoyer son employé, quitte à être obligé de lui payer une indemnité plus ou moins élevée selon les cas. Il n'existe aucun droit de l'un sur la personne physique de l'autre et, comme nous le verrons plus en détail dans le chapitre suivant, une simple autorité morale ne peut suffire à fonder une véritable obligation de garde.

Mais le commettant peut avoir commis une faute personnelle en embauchant ou en gardant à son service un préposé dont il aurait dû ou pu connaître l'état mental anormal et si l'acte dommageable est en rapport avec les fonctions auxquelles celui-ci était employé.

L'employeur peut être en faute, par exemple, s'il a mis ou maintenu en rapport avec ses clients ou avec ses autres employés un préposé qui aurait déjà à sa connaissance manifesté des troubles mentaux de caractère inquiétant ; il peut même être en faute si, avant de lui confier des fonctions délicates, il avait omis de prendre des renseignements ou de faire pratiquer des examens qui auraient révélé ces troubles mentaux. Il pourrait être également en faute si, connaissant certaines particularités mentales de son préposé, il lui avait confié des machines et des outils sans lesquels celui-ci eût été inoffensif. Ainsi un cultivateur qui emploie un débile mental, dont il ne peut ignorer l'arriération, serait en faute de confier à ce débile la conduite d'un tracteur ou de l'armer d'un fusil pour détruire des animaux nuisibles.

Mais encore faudrait-il que l'acte dommageable accompli par le préposé ait quelque rapport avec les fonctions dans lesquelles il était employé. Sur le terrain de l'article 1382 la restriction de l'alinéa 5 de l'article 1384 ne s'applique pas en droit, mais elle s'applique plus ou moins en fait puisqu'il n'existe, nous l'avons dit, aucune obligation de garde à la charge de l'employeur et que celui-ci ne peut être en faute que s'il est pour quelque chose dans l'acte du préposé, c'est-à-dire pratiquement si l'acte est en rapport avec les fonctions de celui-ci. Il faut un lien de causalité entre la faute et le dommage. Lorsqu'un domestique agricole travaillant dans un champ commet un crime sadique, comme celui de l'arrêt d'Angers précité (19 mars 1952), on peut évidemment prétendre que si le domestique n'avait pas été envoyé dans ce champ par son patron, il n'aurait pas rencontré sa victime à cette heure et dans ce lieu, mais ce serait là un raisonnement de causalité abusif et la théorie de l'équivalence des conditions ne peut se soutenir dans un tel cas. Même si le patron avait connu les tendances instinctives de son domestique, le fait de l'envoyer

travailler dans un champ n'impliquait aucune imprudence particulière de sa part, et, comme l'a déclaré très justement la cour, les faits n'avaient aucun rapport avec les fonctions. Il en serait autrement, par exemple, d'un directeur d'institution privée d'enseignement qui emploierait un préposé déjà condamné pour attentats aux mœurs, si celui-ci commettait des actes dommageables sur les enfants qui lui sont confiés et était ensuite considéré comme dément. La présomption de l'article 1384, alinéa 5 ne pourrait pas jouer, mais on prouverait dans ce cas sans difficulté, sur le terrain de l'article 1383, la faute d'imprudence du directeur, véritable *culpa in eligendo*.

51. — Dans l'ensemble les quelques décisions qui ont envisagé la responsabilité du commettant du fait de son préposé aliéné sur la base de l'article 1382 ne paraissent pas avoir été très favorables à la victime. Mais il faut remarquer que ce sont les mêmes qui avaient préalablement éliminé l'application de l'article 1384 parce que le fait dommageable ne présentait pas de connexité avec les fonctions.

Si la décision du tribunal civil d'Agen qui refuse d'envisager toute possibilité de l'application de l'article 1382 à l'égard du commettant ne peut être tenue pour exacte et a été, très timidement d'ailleurs sur ce point, réformée par la cour d'Agen (3 février 1898) et si la décision de Nancy (12 juillet 1930) ne fait aucune allusion à une faute personnelle éventuelle du commettant, la cour d'Angers (12 mars 1952) et celle de Paris (23 juin 1950) ont l'une et l'autre été appelées à statuer sur l'existence d'une faute personnelle à la charge du commettant dont le préposé aliéné avait commis un acte dommageable. La première a exonéré le commettant parce que rien ne lui permettait de supposer des troubles mentaux chez son préposé ; la deuxième l'a exonéré également, mais parce que, s'étant rendu compte de l'état d'excitation morbide de son charretier, il avait décidé de la congédier, mais n'avait pu l'expulser lui-même sur le champ. Dans cette dernière affaire la Cour de cassation a confirmé qu'aucune faute ne pouvait être reprochée au commettant (Civ. 2^e, 15 mars 1956).

B. — RESPONSABILITÉ CONTRACTUELLE.

52. — Dans un certain nombre de cas la responsabilité du commettant pourra être recherchée non plus sur le terrain délictuel des articles 1382 et 1383, mais sur le terrain contractuel. MM. H. et L. Mazeaud (n^o 965 et suiv.) ont attiré l'attention sur la nécessité de distinguer la responsabilité contractuelle pour autrui de la responsabilité délictuelle de l'article 1384, alinéa 5. De même M. Savatier,

dans une note très récente (D. 1958.53) insiste sur l'intérêt qu'il y a à délimiter le champ délictuel, notamment en matière d'abus de fonctions. Lorsque le commettant d'un préposé aliéné sera lié par un contrat à la victime de l'acte dommageable commis par ce préposé, il y aura lieu d'envisager sa responsabilité à la lumière des obligations qu'entraînent pour lui le contrat. On sait qu'en principe « lorsqu'un contrat met à la charge du commettant une obligation de sécurité relative à une personne ou à une chose, ou même une obligation de soins à son égard, il ne peut se décharger sur un préposé sans continuer à répondre même des abus par lesquels le préposé compromettrait la sécurité ou les soins promis » (Savatier). Mais dans les cas qui nous occupent la démence du préposé ne constituerait-elle pas le cas de force majeure qui libérerait le débiteur de son obligation ?

Des opinions diverses ont été émises sur le caractère de la démence en matière contractuelle. Labbé a soutenu avec vigueur qu'elle constituait un cas de force majeure dans toutes les circonstances, aussi bien sur le plan délictuel que sur le plan contractuel. En 1864 la chambre civile de la Cour de cassation (16 mars 1864) a jugé le contraire à propos d'une déchéance de brevet, mais en 1870 la chambre des requêtes (18 janvier 1870), à propos d'un incendie commis par un dément et dont la cour de Rouen avait dit qu'il était le résultat d'une véritable force majeure, a usé d'une formule assez remarquable en déclarant « qu'en assimilant l'incendie produit dans de telles circonstances à celui résultant d'un cas fortuit ou de force majeure, l'arrêt attaqué n'a pu violer aucune loi, puisque aucune loi ne définit le cas fortuit et la force majeure ». Par la suite, généralement dans les affaires d'incendies volontaires, le tribunal civil de Nancy (27 août 1883), le tribunal civil de Saint-Jean-d'Angély (25 mai 1904), la cour de Lyon (28 juillet 1941) et la cour d'Aix (28 avril 1952) ont également assimilé la démence à la force majeure. Par contre le tribunal civil de Pau (23 novembre 1951), reprenant la formule employée en 1864 par la Cour de cassation, a déclaré que « la démence ou la maladie d'une partie ne constitue pas la cause étrangère, le cas de force majeure extérieur au débiteur de l'obligation le faisant échapper à sa responsabilité ».

En matière de responsabilité contractuelle du fait d'autrui on peut comparer le cas du préposé dément à celui du préposé d'un transporteur qui, pris d'une syncope, cause un accident dommageable aux voyageurs transportés. Dans une affaire de ce genre un jugement du tribunal civil de Lyon, confirmé par la cour d'appel (Lyon, 20 novembre 1909), a dit que « l'accident ayant sa cause dans un cas fortuit indépendant de toute faute, aucun principe de responsabilité

ne peut être admis ». Plus récemment un arrêt de la cour de Paris avait retenu la responsabilité du commettant d'un chauffeur de taxi mort à son volant, en déclarant que le transporteur était responsable de l'état physique de son chauffeur et « pouvait trouver dans un examen médical obligatoire le moyen sinon d'éviter, du moins d'atténuer les dangers pouvant résulter de la conduite de ses voitures par des chauffeurs atteints de lésions cardiaques ». Mais la Cour de cassation (1^{er} août 1944) a cassé cet arrêt parce qu'il n'autorisait pas le transporteur à établir que dans l'espèce la mort du préposé avait été « imprévisible et inévitable » et constituait dès lors le cas fortuit ou la force majeure libérant le transporteur de son obligation contractuelle.

Il est bien vraisemblable qu'en matière de démence la Cour de cassation, après ses arrêts des 28 avril 1947, 15 mars 1956 et 25 janvier 1957, parlerait aussi de force majeure. Néanmoins là encore une faute personnelle du débiteur, notamment dans le choix ou la surveillance de son préposé, entraînerait sans aucun doute sa responsabilité contractuelle. La seule décision que nous connaissions à ce sujet est un jugement du tribunal civil de Besançon (23 novembre 1954) rapporté par MM. Mazeaud dans la *Revue trim.* (1955, p. 304) : il s'agissait d'un cuisinier d'hôtel, qui, dans une crise de « demi-folie », avait aspergé les clients de graisse bouillante ; le tribunal a retenu la responsabilité contractuelle de l'hôtelier, mais a constaté que le cuisinier avait déjà donné des signes de déséquilibre mental et que l'hôtelier avait commis un défaut de surveillance.

53. — Enfin la responsabilité contractuelle du commettant du fait de son préposé dément peut être mise en cause en matière de baux ruraux dans un cas spécial qui a donné lieu récemment à d'intéressantes décisions. Par dérogation à l'article 1733 du Code civil, l'article 854 du Code rural (ex-alinéa 2 de l'article 41 de l'ordonnance du 17 octobre 1945) décide que : « En cas de sinistre ni le bailleur ni les compagnies d'assurance ne pourront invoquer un recours contre le preneur s'il n'y a faute grave de sa part. » La jurisprudence a combiné cette disposition avec celle de l'article 1735 du Code civil qui dispose que « le preneur est tenu des dégradations et des pertes qui arrivent par la faute des personnes de sa maison », et a décidé que le preneur était, en matière rurale, tenu non seulement de ses fautes graves, mais aussi des fautes graves des personnes de sa maison. Un dément ne pouvant, d'après la théorie dominante et la jurisprudence de la Cour de cassation, commettre de faute, ni légère ni grave, le preneur n'est pas responsable du fait d'un incendie causé par un préposé dément. C'est ce qu'a admis la chambre civile (section

sociale) de la Cour de cassation, le 4 mai 1951. Par contre si, malgré ses troubles mentaux, le domestique n'était pas totalement irresponsable ni par suite hors d'état de commettre une faute grave, il engagerait la responsabilité de son patron au regard de l'article 41 du statut du fermage (Civ. sect. soc., 21 mars 1952).

Mais si le dément ne peut commettre de faute grave, son patron peut certainement en avoir commis une en l'engageant ou en ne le surveillant pas. Il faut donc envisager la faute grave du commettant à défaut de celle du préposé. C'est ce que dit l'arrêt du 4 mai 1951, qui ne relève d'ailleurs en l'espèce aucune faute grave à la charge du fermier, et aussi d'autres arrêts concernant des « infantes » incendiaires, à propos desquels on peut raisonner par analogie, et qui relèvent une faute grave du preneur ou des personnes de sa maison qui n'ont pas surveillé l'enfant (Civ. soc., 25 novembre 1954, 29 mars 1955, 31 janvier 1957).

Donc si, en ce qui concerne la responsabilité contractuelle pour autrui comme en ce qui concerne la responsabilité délictuelle pour autrui, il paraît douteux que la responsabilité du commettant du fait de son préposé dément puisse être engagée dans les conditions du droit commun, dans certains cas cette responsabilité pourra être mise en jeu directement à l'occasion d'une faute personnelle délictuelle ou contractuelle du commettant. Mais il est bien évident qu'en cette matière comme à propos de la responsabilité du père, et plus encore peut-être, la situation de la victime est rendue beaucoup plus précaire par l'impossibilité d'user des présomptions de l'article 1384.

**

54. — La conclusion de cette étude sur la responsabilité pour autrui du fait d'un délit ou d'un quasi-délit commis par un dément est, paradoxalement, que cette responsabilité n'existe pas en l'état actuel de la jurisprudence.

Si l'on admet que le dément ne peut commettre de faute et que la responsabilité pour autrui suppose une faute de l'auteur de l'acte dommageable, il paraît difficile de donner dans le même raisonnement deux sens différents au même mot « faute » et de le prendre d'abord dans une acception subjective et ensuite dans une acception objective. En acceptant le principe classique de l'irresponsabilité civile du malade mental on doit donc logiquement admettre que la présomption de l'article 1384 ne pourra jamais jouer contre le civilement responsable lorsque l'auteur de l'acte sera considéré comme ayant agi en état de démence, et que le père du mineur dément ou le commettant du préposé aliéné ne pourront être tenus que s'ils ont

commis personnellement un faute ou une imprudence au sens des articles 1382 et 1383, ce qui équivaut pratiquement à un renversement de la charge de la preuve.

Cette solution peu équitable n'a pas été admise sans discussion par les auteurs, sauf peut-être par M. Rodière qui y voit, à juste titre d'ailleurs, la conséquence normale des principes posés par la doctrine et par la jurisprudence. Mais elle paraît bien ressortir indiscutablement des récents arrêts de la Cour de cassation du 15 mars 1956 et du 25 janvier 1957, et si, comme nous l'avons vu, la responsabilité du père du fait du mineur aliéné peut être sans trop de difficulté recherchée sur la base de l'article 1382, il n'en va pas toujours de même de celle de l'artisan ou de celle du commettant. Cette dernière s'apparente d'ailleurs au cas plus général du « gardien » de l'aliéné qu'il faut maintenant étudier en détail.

CHAPITRE TROISIEME

LA RESPONSABILITE DES « GARDIENS » PRIVES DU FAIT DU MALADE MENTAL

55. — Dans de nombreux cas, en dehors des hypothèses prévues par l'article 1384 du Code civil, la doctrine et la jurisprudence ont cru pouvoir rendre responsable de l'acte dommageable commis par un malade mental une personne privée ou publique sur qui pèserait une obligation de garde à l'égard de ce malade. C'est cette responsabilité que nous allons maintenant envisager, mais il nous paraît nécessaire de séparer nettement la responsabilité du « gardien privé », professionnel ou non, de celle du « gardien » public, autorité ou établissement public, et cela non seulement pour des raisons de compétence et de jurisprudence, mais aussi parce que les obligations en cause ont généralement des fondements très différents.

La responsabilité du « gardien » n'est d'ailleurs pas la seule que l'on pourrait théoriquement invoquer. Certains auteurs ont envisagé de rendre responsable de l'acte commis par un individu en état d'ivresse celui qui l'aurait enivré par surprise. C'est une hypothèse sans grande importance pratique en dehors du cas d'un très jeune homme ou d'un débile mental avéré ; on pourrait surtout alors tenir compte d'une faute de la victime si celle-ci était le responsable des abus de boisson (trib. corr. de Nice, 21 novembre 1958). La responsabilité de l'hypnotiseur, qui a fait couler beaucoup d'encre aux environs de 1900, n'a plus aucun intérêt depuis que l'on a abondam-

ment prouvé que la supercherie ou l'hystérie étaient à l'origine des « crimes de laboratoire » que l'on faisait complaisamment commettre aux hypnotisés. On pourrait d'ailleurs dans des cas de ce genre parler plutôt de complicité au sens pénal du terme et il n'est pas exceptionnel que les déficients mentaux soient utilisés par des individus astucieux qui tablent sur l'irresponsabilité d'un débile suggestible pour accomplir par son intermédiaire et sans trop de risques des délits ou des quasi-délits. Nous connaissons ainsi plusieurs affaires de mouillage de lait, mises au compte de « l'idiot de la ferme » dont le patron était censé ignorer les activités et que son arriération mentale ne permettait pas de condamner. Mais il ne s'agit pas ici véritablement d'hypothèses de responsabilité civile du fait d'autrui.

Par contre il n'y aurait rien d'extraordinaire à mettre en cause la responsabilité de l'auteur d'un accident à la suite duquel se seraient produits chez l'accidenté des troubles mentaux qui seraient à leur tour à l'origine d'un acte dommageable. Il s'agirait là d'une sorte de faute antérieure non plus à la charge de l'auteur du délit, mais à la charge d'un tiers. Cette hypothèse a été envisagée théoriquement par la cour de Bordeaux (3 juillet 1956), qui l'a d'ailleurs rejetée, à propos du suicide d'une femme qui avait été victime d'un accident de la circulation et qui présentait depuis lors des troubles mentaux ; les héritiers poursuivaient l'auteur de l'accident comme responsable du suicide, mais, a dit la cour, « pareil raisonnement conduirait à déclarer L... responsable de tous les actes dommageables quelconques que la veuve P... eût pu éventuellement commettre et devant s'expliquer par son état de démence, tels qu'un meurtre ou un incendie ». Néanmoins la responsabilité a été admise dans un cas de suicide survenu après accident du travail (Req., 25 octobre 1905) et on peut se demander si la victime d'un acte dommageable commis par un dément dont les troubles mentaux seraient imputables à un accident du travail ou à une blessure de guerre n'aurait pas une possibilité de recours contre l'assurance ou contre l'Etat.

Mais ce sont là des cas d'exceptions et c'est surtout la « garde », réelle ou prétendue, du malade mental qui a été l'occasion, tant pour la jurisprudence que pour la doctrine, et surtout d'ailleurs pour cette dernière, de rechercher la responsabilité d'un tiers à l'occasion du fait dommageable commis par le malade. Avant d'envisager les diverses hypothèses où la responsabilité d'une personne privée, parent ou « gardien » professionnel, a pu être mise en cause, il nous faut d'abord préciser l'existence et le fondement d'une notion de « garde » du malade mental.

SECTION I

LA NOTION DE GARDE DU MALADE MENTAL

56. — La plupart des auteurs ont admis sans discussion, et comme allant de soi, qu'une « obligation de garde » pesait sur ceux qui s'étaient chargés ou qui étaient chargés de surveiller un aliéné soit par « devoir de famille » soit par devoir professionnel. Fort peu ont essayé de rechercher quel était le fondement de cette obligation, dans quelles conditions elle naissait et surtout de quelle manière on devait ou on pouvait y satisfaire. L'assimilation explicite ou implicite du malade mental à un animal ou à une chose a paru généralement très suffisante pour qu'il ne soit pas nécessaire d'envisager à quel moment se faisait cette extraordinaire transmutation ni comment, en pratique, il fallait s'y prendre pour garder un aliéné. Pour bien garder son chien il suffit de le tenir en laisse ou de le mettre à la niche et pour bien garder une automobile on peut toujours la laisser au garage. Malheureusement, ou heureusement, les choses sont plus compliquées quand il s'agit d'une personne et il est curieux de constater que les auteurs les plus sourcilleux sur le chapitre de la liberté individuelle ou de la dignité humaine, ceux même qui sont toujours inquiets de la possibilité d'un internement arbitraire, ne se sont jamais demandé quels moyens un particulier devait employer pour éviter qu'un malade mental ne commette un acte dommageable pour autrui et pour éviter ainsi d'encourir personnellement cette responsabilité du « gardien » qu'ils attribuent si généreusement et dont certains s'inquiètent même qu'elle ne soit pas plus souvent retenue par la jurisprudence.

Nous étudierons donc d'abord le principe d'une obligation de garde du malade mental tel qu'il a été exposé par les auteurs et les conditions que lui ont assignées ceux d'entre eux qui ne se sont pas contentés de l'affirmer ; nous rechercherons ensuite quelles sont éventuellement les bases légales de cette obligation et nous analyserons enfin, d'une manière aussi réaliste que possible, le contenu et les limites d'une telle obligation en général, réservant pour les sections suivantes les applications particulières aux différentes catégories de « gardiens ».

§ 1. — Principe d'une obligation de garde.

Il ne fait pas de doute que le droit romain imposait aux proches parents de l'aliéné le devoir de veiller sur lui et de l'empêcher de

nuire ; une faute dans cette surveillance pouvait entraîner leur responsabilité à l'égard des tiers. Labbé cite à ce sujet un rescrit de Marc-Aurèle qui est tout à fait probant : « Cum autem ex litteris tuis cognoverimus tali eum loco atque ordine esse et a suis vel etiam in propria villa custodiatur : recte facturum nobis videris, si eos, a quibus illo tempore observatus esset, vocaveris et causam tantæ negligentiae excusseris : et in unumquemque eorum, prout tibi levare vel onerari culpa ejus videbitur, constitueris : nam custodes furiosis non ad hoc solum adhibentur, ne quid perniciosius ipsi in se moliantur, sed ne aliis quoque exitio sint : quod si committatur non immerito culpæ eorum adscribendum est, qui negligentiores in officio suo fuerint. » Cette obligation est bien dans la ligne des tendances paternalistes du droit romain, mais nous verrons plus loin que les empereurs n'eurent pas seulement à sanctionner des fautes dans la garde du malade mental, mais aussi certaines gardes abusives.

Bartole, cité également par Labbé, approuve nettement ce principe : « parentes nempe teneri pecunialiter de delicto per furiosos cognatos comisso, ut attentius curent ne quis de agnatione aut vicinia delinquat ».

Dans le *Dictionnaire universel de police* de Des Essarts (V° Folie) on lit : « Ceux qui ont le malheur d'être attaqués de folie, démence ou fureur doivent être gardés par leurs parents ou à leurs frais de manière que la tranquillité publique ne soit pas troublée par ces infirmités. Les parents peuvent être poursuivis pour les dommages occasionnés par des personnes folles, furieuses ou en démence, mais on n'a contre eux qu'une action civile. »

Dareau, dans le *Répertoire de Guyot* (V° Démence), recopié par Merlin (V° Blessé), cite l'article 150 de la Coutume de Normandie : « Les parents doivent avoir soin de tenir en sûre garde ceux qui sont troublés d'entendement pour qu'ils ne fassent mal à d'autres, sinon ils seront tenus civilement des dommages-intérêts qui en pourront arriver », et « s'il n'y a parents, les voisins seront tenus de les garder sous les mêmes peines. » Dareau ajoute : « C'est en effet un devoir de famille et d'humanité de prendre soin de ceux qui ont eu le malheur de tomber dans une aliénation d'esprit. Leurs proches parents, habiles à leur succéder, se rendent coupables tant envers la société qu'envers ces malheureux lorsqu'ils les abandonnent et qu'il en résulte des accidents. »

58. — Mais pour Merlin ces dispositions seraient « inconciliables tant avec l'article 490 du Code civil, qui autorise bien mais n'oblige pas les parents des insensés ou des furieux à provoquer leur interdiction, qu'avec l'article 1384 du même Code suivant lequel on ne peut

être responsable des dommages causés par d'autres personnes que lorsque ces personnes sont du nombre de celles dont on doit répondre. » C'est aussi l'avis de Labbé qui ajoute : « Notre législateur a craint probablement que la règle imposée aux parents n'entraîne des mesures de rigueur contre l'aliéné » (*Rev. crit.*, 1870, p. 109).

Laurent (XX, 559) n'envisage que la responsabilité des parents d'un aliéné majeur : « En gardant chez eux un enfant aliéné, ils s'obligent à le soigner et à empêcher sa divagation; cette dernière obligation est légale. La partie lésée doit donc être admise à prouver que le dommage est arrivé par la faute des père et mère. » On suppose qu'en parlant d'obligation légale Laurent fait allusion à l'article 475, 7° du Code pénal.

Demolombe (XXXI, 575) est moins affirmatif : « Le fait d'avoir laissé divaguer leur enfant insensé majeur habitant avec eux constituerait-il une faute déterminée de nature à engendrer la responsabilité entre les père et mère ? Cela pourrait bien n'être pas impossible, eu égard à la nature de sa folie, s'il avait commis des actes dommageables. »

Pour Willems (p. 513) : « La présomption qu'un dommage causé par un inconscient ou par un non-majeur est dû à la faute de celui qui a autorité sur lui nous semble aussi logique que la présomption qui atteint les instituteurs et les artisans. » Mais qui a autorité sur l'inconscient majeur ?

Pour Sourdat (II, 828) : « La nature et la loi » font un devoir aux parents de l'insensé de garder celui-ci et « cette garde appartient en première ligne au père et mère lorsqu'ils connaissent l'état mental de leur fils et que celui-ci n'a pas de domicile séparé ».

Baudry-Lacantinerie et Barde (*Oblig.* IV, 2903) n'envisagent eux aussi que la responsabilité des parents du dément majeur et la limitent à l'hypothèse d'une faute prouvée. Mais à la même époque Ripert (*Revue Crit.*, 1908, p. 196), constatant la tendance jurisprudentielle qui ressort de l'arrêt de la chambre des requêtes du 30 juillet 1906, fait quelques réserves : « On en arrive ainsi, il faut bien le dire, à une responsabilité légale de celui qui a la garde de l'aliéné... N'est-il pas toutefois à craindre qu'elle n'établisse une responsabilité bien lourde pour celui qui, spontanément, bénévolement, a déjà assuré la lourde charge de la garde d'un aliéné ? Quand il s'agit de la responsabilité légale établie par l'article 1384, on permet à la personne civilement responsable de prouver que le fait dommageable n'a pu être empêché. Mais si la faute consiste dans le fait d'avoir assumé la surveillance de l'aliéné, la responsabilité du gardien existera toujours et la garde volontaire entraînera une responsabilité plus rigoureuse que la garde légale. »

Demogue va beaucoup plus loin et trouve ici une application idéale de sa théorie du « poste social » : « Quiconque assume le poste social de garder celui qui ne peut se garder : celui qui soigne un fou, qui élève un enfant, sont présumés en faute si ces personnes causent préjudice, à moins de prouver l'impossibilité d'empêcher le fait... Techniquement nous avons ici des responsabilités non pas indirectes, mais directes » (V, 819). Le poste social, s'il donne des devoirs donne aussi des droits : « Celui qui a, qu'il se le soit donné ou qu'on le lui ait confié, une mission qui, dans l'usage commun, peut être considérée comme un poste social et qui ne fait que remplir cette mission ou fonction, ne commet pas d'actes illicites dans les atteintes qu'il peut porter aux droits déterminés d'autrui » (III, 235). Appliquée dans le cas du malade mental, cette théorie donne au gardien des justifications opportunes, dont les autres auteurs se sont généralement peu préoccupés.

Pour Aubry et Rau (6^e éd. par Esmein, VI, 447), la responsabilité du fait de l'aliéné a également un caractère très général : « Toute personne qui assume une tâche, même à titre gracieux, est tenue de la bien remplir, à la fois à l'égard de l'intéressé et des tiers. Par suite celui qui a assumé la garde d'un enfant ou d'un aliéné est responsable des dommages qu'ils causent à des tiers quand il est constaté qu'ils ont été rendu possibles par sa négligence dans la surveillance. »

M. Savatier a donné plus de développement à cette question du gardien (I, 204) : « De même qu'il y a imprudence à ne pas surveiller un animal dangereux, de même il y a faute à ne pas garder certains fous. Mais alors que l'animal a pour gardien légal son propriétaire ou celui qui s'en sert, il n'y a pas nécessairement de gardien à un aliéné majeur. » Etudiant ensuite les différents cas de responsabilité, M. Savatier invoque l'obligation alimentaire comme fondement d'un devoir de garde des parents du malade mental, mais il va plus loin : « Si l'on peut attacher à l'obligation alimentaire une obligation de surveillance à l'égard de l'aliéné dangereux, nous croyons encore plus certain que le simple fait d'une prise en charge, même tacite, oblige le gardien volontaire de l'aliéné, parent ou non, à le surveiller. Ce devoir s'impose à tous ceux qui, sauf le cas de passagère nécessité, reçoivent et conservent chez eux l'aliéné dangereux et, à plus forte raison, à la la personne qui, pour le recevoir, l'a fait sortir de l'asile. Prendre chez soi un fou susceptible de nuire, sans le garder efficacement, est une imprudence caractérisée. »

MM. H. et L. Mazeaud et Tunc (718), tout en reconnaissant qu'il n'y a pas de responsabilité du fait d'autrui édictée contre le gardien d'un dément, ne sont pas loin de mettre à la charge de celui-ci une présomption de fait voisine de la présomption de droit de l'article 1384 : « Le seul fait que le dément ait pu causer un dommage établit

le plus souvent la faute de son gardien. Ce dernier, en se chargeant de la garde du dément, n'assume-t-il pas l'obligation (délictuelle ou contractuelle) de l'empêcher de causer un dommage aux tiers ? Ne peut-on pas dire que le dément ne cause un dommage que dans la mesure où le gardien a manqué à son obligation et rapprocher le gardien du dément de celui d'un animal ou d'une chose inanimée ?... En fait, c'est sur ce gardien que pèsera la charge de prouver qu'il était dans l'impossibilité par une vigilance plus grande d'empêcher le dommage de se produire. »

Mme Freund-Froment, dans une thèse récente (Lyon, 1949) se montre hostile à ce renversement de la charge de la preuve : « Nous nous élevons, si cela nous est permis, contre cette tendance qui aboutirait à créer une véritable présomption de faute à l'égard du gardien : La victime en effet aurait suffisamment prouvé son imprudence ou sa négligence dans le fait de ne pas avoir provoqué une mesure contre l'aliéné et la position du gardien qui assume déjà une lourde charge en serait trop aggravée. »

59. — Mais c'est surtout Neagu, suivi en cela par Limouzineau, qui s'est efforcé de définir la responsabilité du gardien. Il ne cache pas d'ailleurs qu'il s'agit surtout d'une théorie de circonstance, destinée à pallier les conséquences inévitables de l'irresponsabilité civile du malade mental : « Il s'agit de trouver une tierce personne qui, quoique n'étant pas activement engagée dans l'acte, ait eu une action ou ait omis d'en commettre une de façon à ce que cette action ou cette omission apparaisse comme la cause du fait dommageable, une tierce personne qui a plus participé à la causation de l'acte que ne l'a fait la victime. » En cherchant bien cette tierce personne on finira toujours par la trouver, surtout si les conditions de sa responsabilité sont aussi larges que celle que lui assigne Neagu.

Certes cette garde doit être acceptée : « On n'est pas obligé d'assumer cette garde, l'obligation de surveiller est purement facultative. » Mais cette acceptation n'a pas besoin de se manifester d'une manière définie : « Le droit naît dans le fait. » Deux seules conditions sont requises pour que naisse cette obligation, la cohabitation et la connaissance de l'état dangereux (Neagu). Pour la deuxième condition Limouzineau se contente de la connaissance du trouble des facultés mentales de façon générale « Sinon, dit-il, on arrive à supprimer en pratique de manière presque totale la responsabilité des tiers résultant d'un manquement à l'obligation de garde. »

L'obligation, pour Neagu, pèsera en premier lieu sur la famille : Les liens de parenté, la vie commune, la connaissance continue que chaque membre de la famille a de l'activité des autres, l'idée d'une autorité morale, d'un droit de remontrance que certains parents ont envers les autres établissent entre les divers membres d'une même

famille une série de devoirs d'assistance mutuelle et de surveillance. » Pour les parents « l'acceptation de la surveillance sera indiquée par le fait de ne pas se désister de la garde entre les mains de l'autorité publique par le moyen de l'interdiction. » Mais l'obligation de surveillance peut peser également sur n'importe quel « gardien accidentel »; on ne pourra alors reprocher à ce gardien de n'avoir pas provoqué l'interdiction car il n'avait pas qualité pour le faire, mais : « Conformément à la loi du 30 juin 1838, quiconque a eu des relations avec un aliéné a le droit d'introduire une demande en admission d'internement. Ne peut-on pas dire que ce droit est une obligation pour l'individu décrit ? Ou plus exactement que son obligation de surveillance étant née, le fait de ne pas demander l'internement constitue une imprudence ? Nous croyons que la jurisprudence peut l'admettre... C'est là considérablement étendre la théorie de la faute, mais pour un bien minime effort personnel, la société voit son intérêt satisfait. » Néanmoins Neagu reconnaît que la jurisprudence « semble ne pas avoir encore admis l'idée d'un poste social aussi étendu ».

Limouzineau est tout aussi formel : « Tout individu qui recueille chez lui ou qui cohabite avec une personne qu'il sait atteinte d'aliénation mentale contracte tacitement l'obligation de la surveiller. »

Mais, ce qu'il y a d'important dans cette théorie du gardien telle qu'elle est exposée par Neagu et Limouzineau, ce n'est pas seulement la remarquable extension de l'obligation de garde à tout l'entourage du malade mental, c'est surtout la facilité avec laquelle la responsabilité du gardien peut être mise en jeu. Neagu et Limouzineau commentent l'un et l'autre par déclarer que l'article 1384 n'est pas applicable dans des cas de ce genre et que la responsabilité du gardien est basée sur les articles 1382 et 1383, mais par ailleurs non seulement ils dispensent la victime de prouver autre chose que l'obligation et le dommage, mais encore ils refusent au gardien la possibilité de prouver qu'il n'a pu empêcher le fait dommageable; tout ce qu'il peut faire, c'est de prouver qu'il n'était pas « gardien ». Ainsi Neagu écrit-il : « En partant de l'idée que celui qui assume une obligation de surveillance peut s'en décharger dans les mains de l'autorité publique, nous ne saurions admettre d'empêchement à son obligation que son propre état d'aliénation, la violence ou la force majeure, c'est-à-dire une impossibilité certaine, directe et actuelle de procéder à ce déchargement. Ce sera à la jurisprudence de décider en quel cas il y aura à considérer qu'on est en présence d'une force majeure de nature à exclure toute faute de la part du gardien. »

Limouzineau de son côté affirme : « L'obligation de garde repose sur une acceptation tacite, ce qui suppose qu'il était possible de s'en exonérer, par exemple en confiant l'aliéné à l'autorité publique. Dès l'instant où nous avons préféré à ce dernier moyen la charge d'assurer

à nous seuls la surveillance du fou, nous devons être déclarés responsables des conséquences préjudiciables de ses actes, même s'il nous a été impossible de les empêcher. »

On pourrait donc résumer ainsi cette thèse : tout malade mental qui ne vit pas seul a un gardien; ce gardien est, dans tous les cas, responsable de l'acte dommageable commis par le malade si celui-ci n'en répond pas lui-même, et sans qu'il lui soit possible de prouver qu'il n'a pu l'empêcher, puisque, par définition, il est en faute soit de ne pas avoir exercé la surveillance convenable, soit de ne pas avoir provoqué l'internement.

Il est difficile, pensons-nous, d'aller plus loin dans la voie de la responsabilité du fait du malade mental et de telles outrances obligent à rechercher maintenant quels sont les fondements possibles d'une obligation de garde d'un aliéné mise à la charge d'une personne privée, qu'il s'agisse d'un parent ou d'un tiers quelconque.

§ 2. — Fondement d'une obligation de garde.

60. — Les auteurs se sont en général peu préoccupés de fonder sur un texte l'obligation de garde qu'ils faisaient peser sur les familiers du malade mental. On n'a évoqué l'article 1384 du Code civil que pour en repousser l'application et si quelques traités ou quelques décisions de jurisprudence font allusion à l'article 475, 7° du Code pénal, c'est sans jamais le citer complètement ni l'analyser. L'obligation n'est finalement fondée que sur un « devoir naturel » ou quelquefois sur un contrat et c'est vers les articles omnibus 1382 et 1383 qu'on se tourne pour caractériser une faute dans la garde, même quand, comme c'est le cas le plus souvent, on outrepassé délibérément les conditions habituelles d'application de ces articles. Nous allons envisager dans quelle mesure on peut, à notre avis, utiliser les textes que nous venons de citer pour fonder une obligation de garde du malade mental à la charge d'un tiers.

A. — L'ARTICLE 1384 DU CODE CIVIL

61. — Pour tous ceux, et ils sont nombreux, qui veulent absolument trouver un gardien responsable du fait dommageable commis par le malade mental et qui veulent le condamner *ipso facto*, sans être obligé de prouver une faute contre lui, la tentation était grande d'utiliser l'article 1384 du Code civil, seul texte qui consacre une véritable responsabilité pour autrui. Mais nous avons vu au chapitre précédent que le principe de l'interprétation restrictive de l'énumé-

ration qu'il comporte a été souvent affirmé solennellement par la Cour de cassation et que dans ces conditions il était vain de vouloir l'appliquer au gardien, même professionnel, de l'aliéné majeur, puisque aucune mention n'en est faite dans cet article et que toute assimilation est prohibée. Ainsi Laurent (XX,559), Demolombe (XXXI, 575), Labbé, Willems, Sourdat (II, 828), Baudry-Lacantinerie et Barde (IV, 2903), Aubry et Rau (VI, 447), Rodière (1445), H. et L. Mazeaud et Tunc (719) reconnaissent-ils qu'il est impossible de faire application de l'article 1384 au gardien d'un dément, tout au moins s'il est majeur. (Nous avons vu que cela ne l'était guère davantage pour un mineur.)

Un arrêt de la cour d'Agen (16 mars 1872), aussi ancien qu'aberrant, paraît néanmoins avoir créé une équivoque persistante. Un mineur, placé à l'asile privé de Leyme, dans le Lot, s'était évadé et avait allumé un incendie. Le sinistré demandait des dommages-intérêts au directeur sur la base de l'article 1384. La cour déclara que : « Le sieur C..., en sa qualité de directeur de l'établissement de Leyme, a été substitué au père de famille par les dispositions de la loi de 1938..., que cette responsabilité rentre dans les termes de l'article 1384 du Code civil, qu'elle résulte également de l'esprit de cette même disposition appliquée sans contestation au tuteur, parce qu'il a légalement commis au directeur d'une maison d'aliénés la garde et la surveillance exclusive de la personne qui lui est confiée et dont il doit répondre. » Néanmoins comme, « au même titre que les père et mère ou instituteur qu'il remplace », le directeur pouvait prouver qu'il n'avait pas pu empêcher le fait dommageable et qu'aux yeux de la cour il avait fait cette preuve, le demandeur fut débouté. L'arrêt était accompagné dans le *Recueil Dalloz* (D.72.2.153) d'une note qui préconisait plutôt l'assimilation du directeur à l'instituteur.

Cet arrêt isolé et manifestement entaché d'erreurs diverses (V. note S. 1873.3.113) a néanmoins été recueilli par Neagu (1927), par Limouzinéau (1932), par Vadiakas (1931) et par Mme Freund-Froment (1949) comme la preuve que « la jurisprudence » basait la responsabilité des directeurs d'asiles sur l'article 1384 et les assimilait aux instituteurs (sans doute par confusion de l'arrêt et de la note), même s'il s'agissait de majeurs. Ainsi Limouzinéau écrit-il en citant l'arrêt d'Agen : « Les directeurs d'hospices d'aliénés sont responsables de plein droit du préjudice causé par les fous, même majeurs, internés dans leur établissement », et Mme Freund-Froment : « La loi n'a pas établi de présomption de faute à l'encontre du directeur de maison de santé, mais la jurisprudence, soucieuse de faciliter le rôle de la victime des dommages commis par une personne enfermée dans ces maisons, l'a assimilée longtemps à l'instituteur » (« longtemps » est expliqué par le contexte et signifie jusqu'à la loi du 5 avril 1937).

Si nous avons signalé cette interprétation abusive d'un arrêt lui-même discutable, c'est pour montrer les effets fâcheux de certaines généralisations, que nous retrouverons encore par la suite : parti d'une assimilation déjà hardie du directeur d'un asile au père de famille à propos d'un mineur, assimilation qui se termina d'ailleurs par l'exonération du directeur, on parle d'instituteur, puis de majeur, et enfin de responsabilité « de plein droit ».

62. — Plus subtile et plus dangereuse est l'erreur commise par le procureur général Matter dans ses conclusions de l'arrêt Jand'heur, erreur que nous avons déjà citée (n° 30). M. Matter, parlant de l'article 1384, dit qu'il pose dans son premier alinéa « le principe que chacun doit répondre des personnes et des choses dont il a la garde ». Or l'alinéa 1^{er} de l'article 1384 dispose en réalité qu'on est responsable du dommage causé « par le fait des personnes dont on doit répondre ou des choses que l'on a sous sa garde ». Donc non seulement le Code civil ne vise pas la garde des personnes, comme paraissait le croire M. le procureur général Matter, mais encore il fait une différence entre les choses, que l'on garde, et les personnes, dont on répond seulement.

On chercherait d'ailleurs vainement dans les textes préparatoires l'emploi du mot garde à propos des personnes. Treilhard, Bertrand de Greuille et Tarrille ne parlent de garde que pour les animaux; en ce qui concerne le père, l'instituteur ou l'artisan, ils emploient les mots de surveillance, d'autorité, en ce qui concerne le commettant de discipline et de vigilance. Cela n'a-t-il aucune importance et peut-on souscrire à la formule raccourcie employée par le procureur général Matter ? Nous ne le pensons pas : le mot de garde a un sens très fort et que l'on n'emploie qu'exceptionnellement en parlant des personnes; il implique non seulement une surveillance stricte, mais encore la possibilité d'une véritable coercition; on dit que la bonne garde les enfants ou que le surveillant de prison garde les détenus, un peu comme on dirait que le berger garde les moutons et que le soldat garde une poudrière; mais on ne penserait pas à dire que le professeur de philosophie garde ses élèves ou que le patron garde ses ouvriers. C'est probablement la raison pour laquelle le législateur n'a pas parlé des personnes que l'on a sous sa garde dans l'énumération de l'article 1384, car, si on peut à la rigueur employer ce mot pour un mineur, on ne le peut, à notre avis, pour un domestique ou un préposé. Nous nous sommes d'ailleurs expliqué là-dessus à propos de la responsabilité du commettant (n° 50).

Mais il semble bien que dans le langage de certains juristes le terme de gardien ait, en matière de personnes, pris de nos jours un sens très

extensif; sans doute y a-t-il là une contamination due au sens, nouveau et imprévu, que l'on donne à ce mot dans l'expression « gardien de la chose ». Ce dernier « gardien » ne garde souvent que de fort loin et il est surtout en réalité celui qui répond du fait de la chose. C'est probablement dans ce sens que M. Esmein a pu écrire que « à côté du gardien contractuel des choses on songe naturellement au gardien des personnes » (1). Les exemples que donne M. Esmein montrent bien d'ailleurs qu'il s'agit d'une garde très théorique puisque à côté de « l'enfant mis en nourrice ou en pension ou simplement envoyé en classe », il dit que « le transporteur est gardien du voyageur; tout tenancier d'un établissement public est gardien de ceux qu'il y admet à prix d'argent; le patron est gardien de l'ouvrier qui travaille dans ses ateliers ». En fait l'obligation de ces « gardiens » est de veiller à la sécurité des « gardés », mais si ceux-ci font fi des précautions prescrites et passent outre aux avertissements ou aux mises en demeure, la seule chose que puisse faire le « gardien » est de se débarrasser d'eux au plus vite, ce qui est en réalité le contraire de la garde, telle que nous la comprenons tout au moins. Si un voyageur s'obstine à rester sur le marchepied du tramway, le conducteur, « gardien » du voyageur, ne pourra pas l'attacher ou l'enfermer de force à l'intérieur de la voiture, mais seulement l'obliger à descendre; c'est qu'il n'y avait pas là une véritable garde, mais un contrat qui cesse dès qu'une des parties n'en respecte plus les clauses; il suffit de comparer cette situation avec celle du père qui a la garde de son enfant ou celle du gendarme qui garde un détenu pour voir les sens très différents que peuvent revêtir les mots de « garde » et de « gardien ».

On ne pourrait donc, à notre avis, même si l'énumération de l'article 1384 n'était pas aussi strictement limitative que l'admet actuellement la jurisprudence, se livrer sans inconvénient à des confusions plus ou moins volontaires comme celle de M. Matter ou à des extensions de sens comme celles de M. Esmein et il nous semble que le mot « garde » doit, en matière de personnes tout au moins, conserver le sens fort qui est le sien dans le langage courant. Cela est tout particulièrement important en matière de malades mentaux et nous aurons l'occasion d'y revenir. Certes l'aliéné, comme l'enfant ou le détenu, fait bien partie de la catégorie des personnes que l'on peut et que l'on doit garder, mais cette garde, qui a un caractère coercitif, n'a pas grand chose de commun avec la garde du commettant ou celle du transporteur qui ne sont que des obligations contractuelles de sécurité et l'on s'exposerait à certaines erreurs en les confondant, comme nous le verrons à propos des maisons de santé.

(1) « Le fondement de la responsabilité contractuelle rapprochée de la responsabilité délictuelle », *Revue trimestrielle*, 1933, p. 627.

B. — L'ARTICLE 475, 7° DU CODE PÉNAL

63. — Nous avons vu que divers auteurs (Laurent, Demolombe et Sourdat notamment) fondaient, en partie tout au moins, l'obligation de garde qu'ils mettaient à la charge de la famille de l'aliéné sur l'article 475, 7° du Code pénal. Deux décisions anciennes y font aussi allusion (trib. civ. Marseille, 20 mars 1866 et Chambéry, 29 octobre 1889). Mais depuis longtemps ni la doctrine ni la jurisprudence ne parlent plus guère de l'article 475, 7°. Peut-être en a-t-on un peu honte. Il y aurait de quoi d'ailleurs. Néanmoins c'est le seul texte où il soit question de la garde des malades mentaux et il a, ou devrait avoir, en notre matière une importance primordiale.

L'article 475, 7° punit d'une amende « ceux qui auraient laissé divaguer des fous ou des furieux étant sous leur garde, ou des animaux malfaisants ou féroces; ceux qui n'auront pas retenu leurs chiens lorsqu'ils attaquent ou poursuivent les passants, quand même il n'en serait résulté aucun mal ni dommage ».

L'article 479, 2° punit d'une amende plus forte « ceux qui auront occasionné la mort ou la blessure des animaux ou bestiaux appartenant à autrui par l'effet de la divagation des fous ou furieux ou d'animaux malfaisants ou féroces ou le chargement excessif de voitures, chevaux, bêtes de trait, de charge ou de monture ».

Il était nécessaire de citer intégralement ces articles pour en montrer le caractère archaïque, assez peu en rapport avec l'assistance psychiatrique moderne. Ce ne sont d'ailleurs par les rédacteurs du Code pénal qui ont fait les premiers cette assimilation entre « les fous ou furieux » et « les animaux malfaisants ou féroces ». On la trouve également dans la loi des 19-24 août 1790 (titre IX, art. 3) qui confiait à l'autorité et à la vigilance des corps municipaux le soin « d'obvier ou de remédier aux événements fâcheux qui pourraient être occasionnés par les insensés et les furieux laissés en liberté et par la divagation d'animaux malfaisants ou féroces », dans la loi sur la police municipale et correctionnelle des 19-22 juillet 1791 (titre I, art. 15) qui punissait de peines de police ceux qui auraient laissé divaguer les insensés ou les furieux ou des animaux malfaisants ou féroces, et dans le Code des délits et des peines de brumaire an IV qui répétait ces dispositions (art. 605, 4°).

Une des particularités les plus curieuses de cet article 475, 7° est qu'il n'a presque jamais été appliqué en ce qui concerne les fous ou les furieux et bien que les contraventions eussent pu être nombreuses. Il existe en tout et pour tout dans la littérature juridique un arrêt de la chambre criminelle (28 juin 1913), ce qui est peu en cent cinquante ans; nous en avons néanmoins trouvé deux autres cas d'application,

cités dans des ouvrages médicaux. Quant à l'article 479, 2°, il ne semble pas avoir jamais été utilisé à propos d'aliénés.

64. — Mais il est non moins curieux de constater que cette carence de la jurisprudence, jointe au laconisme du texte, n'a nullement empêché les commentateurs, qui jusqu'à 1913 n'avaient pas la moindre décision sur laquelle s'appuyer, de gloser abondamment sur les quelques mots de l'article 475 qui concernent les fous et furieux et de définir avec de nombreux détails, et généralement sans la moindre hésitation, les éléments d'une infraction que l'on pourrait qualifier de fantôme sans le bienheureux arrêt de 1913 (Chauveau et Hélie, 6^e éd. par Villey, IV, 2837; Blanche, VII, 347 et suiv.; Faustin Hélie, par Depeiges, II, 1181; Le Poitevin, II, 82; Garraud, 2^e éd., VI, 2838; E. Garçon, par Rousselet, Patin et Ancel, III, 2^e fasc., p. 148).

Pour Blanche : « Laisser divaguer un fou ou un animal c'est le laisser aller çà et là à l'abandon, par les chemins et les voies publiques »; pour E. Garçon : « La jurisprudence a surtout précisé le sens du mot divagation à propos des animaux malfaisants et féroces, mais les solutions en ce qui concerne les fous et les furieux seraient les mêmes. C'est ainsi qu'il faudrait considérer comme étant en état de divagation l'aliéné trouvé hors de son domicile, alors même qu'il serait resté à proximité de chez lui, l'aliéné trouvé dans une cour attenante à son habitation si elle était ouverte au public ou commune à plusieurs propriétaires, l'aliéné qui sortirait accompagné si la surveillance de la personne qui l'accompagnait était insuffisante. »

En ce qui concerne les gardiens visés par le texte, Chauveau et Hélie écrivent : « Cette contravention se présente dans deux hypothèses. Il se peut en premier lieu que le gardien d'une maison de fous laisse sortir par négligence les personnes qu'il était chargé de garder : dans ce cas aucune difficulté ne se présente. Les fous et les furieux sont régulièrement détenus, leurs gardiens sont responsables. Mais si les aliénés ne sont ni frappés d'interdiction ni dans un état régulier de détention, cette responsabilité doit-elle atteindre les personnes de leur famille ou de leur service qui leur donnent les soins habituels ? Cette question est délicate car cette obligation n'a pas de cause légale; cette surveillance n'est pas forcée; et cependant la loi a pu imposer à toutes les personnes qui se trouvent chargées, par une cause quelconque, de la garde d'un furieux, le soin d'empêcher la divagation de cet individu; l'intérêt général peut exiger cette responsabilité qui se puise alors, non dans une cause légale, mais dans le fait de la surveillance qui pèse sur elle. » E. Garçon est beaucoup moins dubitatif et dresse une liste de tous ceux « qui ont la garde des aliénés, soit par l'effet de la loi, comme un devoir de leurs fonctions ou comme un

devoir de famille, soit parce qu'en fait, moyennant salaire ou même gratuitement, elles se sont chargées de surveiller les aliénés. » Cette liste comprend, outre les professionnels, le tuteur du mineur, l'époux ou l'épouse de l'aliéné marié et ceux qui, si l'aliéné est majeur et célibataire, avaient en fait sa garde et l'autorité nécessaire pour l'exercer ou qui s'en seraient chargés pour diverses raisons, y compris les serviteurs de l'aliéné lui-même.

65. — Il existe un singulier arrêt de la chambre criminelle de la Cour de cassation (6 juin 1806), qui se situe avant la promulgation du Code pénal, sous l'empire du Code des délits et des peines de brumaire an IV. Le tribunal de police de Caen avait enjoint à une femme de « contenir à l'avenir son mari », qui troublait journellement l'ordre public par ses insultes et ses violences, et l'avait condamnée à une amende pour ne l'avoir pas fait précédemment. La condamnation était fondée sur l'article 605, 7° et 8° du Code de brumaire an IV. Ces numéros visent les auteurs de voies de fait et d'injures verbales. La Cour de cassation déclara que la dame G... « n'a pas commis personnellement les délits prévus par l'article 605 de la loi du 3 brumaire an IV, 7° et 8°, et qu'elle n'y a coopéré d'aucune façon ». C'était certes exact, mais on peut se demander si le tribunal de police n'avait pas fait une erreur de numéro, car le n° 4 de l'article 605 punit d'une amende « ceux qui auraient laissé divaguer des insensés ou furieux » et c'est bien cette infraction qu'il paraissait viser puisqu'il enjoignait à la femme de « contenir » son mari. Mais ce qui est plus curieux, c'est que le procureur général Merlin, qui avait placé la question sur son véritable terrain, celui de la garde de l'insensé, s'efforça de démontrer que l'article 150 de la Coutume de Normandie, qui dispose que « les parents doivent avoir soin de tenir en sûre garde ceux qui sont troublés d'entendement », n'était plus applicable, mais il ne se demanda pas si l'article 605, 4° du Code de brumaire an IV était ou non applicable en l'espèce. Il ne le cita même pas. Cet article semble avoir été aussi ignoré que son successeur du Code pénal.

L'arrêt de la chambre criminelle du 28 juin 1913 n'a pas apporté de bien vives lumières sur l'article 475, 7°. Il s'agissait d'un aliéné qui avait tué un de ses voisins d'un coup de fusil; la femme et les quatre enfants de l'aliéné, dont deux mineurs, avaient été condamnés par le tribunal de simple police d'Avignon, puis par le tribunal correctionnel d'Avignon, en vertu de l'article 475, 7° du Code pénal, chacun à deux francs d'amende et tous solidairement à des dommages-intérêts. La Cour de cassation, après avoir déclaré que « en punissant ceux qui auraient laissé divaguer des fous ou des personnes (*sic*) étant sous leur garde, l'article 475, 7° du Code pénal vise uniquement les per-

sonnes qui sont légalement tenues ou qui ont accepté d'exercer une surveillance sur un aliéné; que les membres de la famille d'un aliéné, même habitant avec lui, ne sauraient être considérés comme ayant à raison de cette seule qualité et de ce seul fait cet aliéné sous leur garde ni être passible par suite, le cas échéant, de la pénalité édictée par le texte sus-visé », a estimé « que la femme de l'aliéné peut, en l'absence de toute personne ayant sur son mari une autorité légale, être considérée, à raison même des devoirs réciproques de secours et d'assistance dont les époux sont tenus aux termes de l'article 212 du Code civil, comme chargée d'exercer une surveillance sur son mari et l'ayant par suite sous sa garde au sens de l'article 475, 7° du Code pénal ». Mais, après avoir confirmé la condamnation de l'épouse, la cour a cassé la condamnation prononcée contre les enfants, le tribunal « ayant omis d'indiquer les raisons de fait ou de droit pour lesquelles les autres prévenus, dont aucun n'avait sur R... une autorité légale, ont été considérés comme chargés de la surveillance de cet aliéné ».

Pour la chambre criminelle l'obligation de secours et d'assistance de la femme, dont on aurait pu penser que seul le mari pouvait se prévaloir, suffit donc pour fonder une condamnation pénale, mais on remarquera la formule dubitative « peut être considérée » qui est inhabituelle en matière répressive où les éléments constitutifs de l'infraction sont généralement énoncés avec plus de fermeté. Si l'on suit la Cour de cassation, étant donné que l'obligation de secours et d'assistance, indépendante de toute cohabitation, persiste jusqu'à la dissolution du mariage, une femme séparée, habitant à mille kilomètres de son mari aliéné, sera-t-elle passible d'une contravention pour « divagation de fous » si l'aliéné se promène seul et même s'il ne commet aucun dommage, ce qui suffit à caractériser l'infraction ? Nous ne pensons pas que la chambre criminelle ait voulu aller jusque là et pourtant les éléments d'une contravention sont purement matériels et ne réclament aucune intention spéciale.

Outre cet arrêt, signalons un jugement du tribunal correctionnel de la Seine (6 octobre 1915) cité par Raynier et Beaudoin (2^e éd., p. 421), concernant un infirmier de l'asile de Villejuif qui avait fait évader deux malades et était parti avec eux en emportant des vêtements de l'asile; il fut condamné à la fois pour abus de confiance et « divagation de fous », la contravention étant ici très justifiée. Justifiée également était la condamnation d'un infirmier du Dr Picard (1) qui, par une négligence grave et délibérée, avait laissé évader un malade. Ce sont là les deux seuls exemples que nous connaissions de l'application de l'article 475, 7° à de véritables gardiens de l'aliéné.

(1) J. PICARD, « Lacunes de la loi de 1838 en cas d'évasions », *Annales médico-psychologiques*, 1938.II. 571.

En définitive il nous semble que la doctrine et la chambre criminelle de la Cour de cassation ont étendu un peu plus qu'il n'était permis la portée d'un article qui date d'une époque où rien n'était organisé en matière de garde des malades mentaux. La garde privée ou officieuse du début du XIX^e siècle a fait place depuis la loi du 30 juin 1838 à une garde officielle et il paraît difficile d'exposer à la contravention de l'article 475, 7^o, toute une série de personnes qui n'ont aucune obligation légale de garde d'un aliéné. Nous verrons plus loin que, à notre avis, sauf permission ou commandement exprès de la loi aucune personne ne peut exercer sur une autre une contrainte physique et qu'il n'y a pas de garde efficace sans contrainte possible. Comment dès lors fonder une infraction pénale sur une obligation de garde qui ne serait pas uniquement une garde légale ? Seuls les mineurs, les interdits et les malades placés sous le régime de la loi de 1838 peuvent être soumis à la garde légale et c'est, croyons-nous, aux seuls responsables de ces catégories de « fous et furieux » qu'il faut réserver l'application éventuelle de l'article 475, 7^o du Code pénal. Aller plus loin serait raisonner par analogie et enfreindre la règle de l'interprétation restrictive des lois pénales.

66. — L'exhumation, si l'on peut dire, de cet article 475, 7^o du Code pénal aurait d'ailleurs en matière civile une conséquence curieuse : celle d'interdire pratiquement bon nombre d'action dirigées contre le « gardien » de l'aliéné. En effet ces actions sont presque toujours tardives puisqu'elles sont généralement précédées d'un procès pénal qui se termine, au bout d'un temps plus ou moins long, par une ordonnance de non-lieu ou par une décision de relaxe pour cause de démence ; ce n'est qu'une fois l'affaire pénale définitivement réglée que la victime, souvent partie civile mais ne pouvant plus alors obtenir aucune indemnité de la juridiction répressive, va entamer contre le gardien un procès purement civil. Mais la faute dans la garde dont elle se prévaut constitue presque toujours en même temps l'infraction prévue par l'article 475, 7^o du Code pénal, qui se prescrit en un an. Si donc plus d'un an s'est écoulé entre le fait dommageable et le début de l'instance civile, la prescription devra être opposée à la victime en vertu des articles 6, 9 et 10 du Code de procédure pénale et il ne saurait être question d'une interruption du délai par le procès pénal, puisqu'il ne s'agissait alors ni des mêmes faits, ni du même auteur, ni de la même infraction, et que d'ailleurs les actes de poursuite n'interrompent pas la prescription en matière de contravention. Le défendeur pourrait donc enfermer son adversaire dans ce dilemme : « Ou bien le malade mental auteur de l'acte dommageable était sous ma garde et en le laissant « divaguer » j'ai commis l'infraction

de l'article 475, 7°, mais alors il y a prescription; ou bien il n'était pas sous ma garde et je n'ai pu dans ces conditions commettre aucune faute au sens de l'article 1382 du Code civil. »

On voit que les victimes n'ont aucun intérêt à ce que l'on élargisse trop les éléments de l'infraction sanctionnée par l'article 475, 7°, qui risque de leur être plus nuisible qu'utile, et ce n'est certainement pas sur cet article que peut se baser l'obligation de garde que la doctrine et la jurisprudence civiles cherchent à mettre à la charge de l'entourage d'un malade mental ayant commis un acte dommageable.

C. — LES ARTICLES 1382 ET 1383 DU CODE CIVIL

67. — Ce sont donc finalement les seuls articles 1382 et 1383 du Code civil qui pourront fonder la responsabilité du gardien d'un aliéné. Mais il importe de faire à ce sujet quelques distinctions. La mise en œuvre de la responsabilité civile sur la base des articles 1382 et 1383 suppose, de l'avis général, une faute. Cette faute, selon la célèbre définition de Planiol, doit être « le manquement à une obligation préexistante », mais il est certainement nécessaire d'étendre un peu cette définition, car toutes les obligations ne sont pas strictement délimitées par un texte légal et beaucoup de « devoirs » sanctionnés par les tribunaux n'ont qu'une existence jurisprudentielle. Comme le font remarquer MM. H. et L. Mazeaud et Tunc (103-2 et suiv.) il serait préférable de réserver le terme d'obligation au domaine contractuel et celui de devoir au domaine délictuel. Mais en pratique il y a peu d'inconvénient à parler d'obligations en matière délictuelle aussi bien qu'en matière contractuelle. Ce qui est important, c'est de fixer la rigueur de l'obligation ou du devoir. En ce sens il y a parallélisme entre le domaine de la responsabilité délictuelle et celui de la responsabilité contractuelle. A des obligations contractuelles de résultat, telles que l'obligation du vendeur de livrer la marchandises ou celle du transporteur terrestre d'amener sans dommage le voyageur à destination, correspondent des devoirs déterminés comme celui du gardien de la chose que seuls peuvent exonérer la force majeure ou le fait irrésistible d'un tiers. A des obligation contractuelles de moyens telles que celles du médecin correspondent des devoirs de prudence et de diligence que l'article 1382 et l'article 1383 imposent à l'égard d'autrui. Et encore à ce dernier point de vue faut-il établir des degrés dans la prudence et la diligence nécessaires qui ne sont pas exigées avec une égale sévérité lorsqu'il s'agit de l'intégrité de la personne d'autrui ou de celle de ses biens.

En ce qui concerne le « gardien » du malade mental, sa responsabilité à l'égard des tiers ne peut être que délictuelle, même s'il est

ersonnellement lié au malade par un contrat, comme l'est par exemple le directeur d'une maison de santé. (Il y a cependant quelques cas où la responsabilité délictuelle doit céder le pas à la responsabilité contractuelle, ainsi lorsqu'un pensionnaire d'un établissement psychiatrique privé commet un acte dommageable au détriment d'un autre pensionnaire.)

Mais l'obligation de garde qui fonde cette responsabilité ne peut être considérée comme étant la même dans tous les cas. Faute de pouvoir invoquer l'article 1384 du Code civil, on ne peut certainement pas parler ici, en aucune façon, d'une obligation déterminée qui, en cas de dommage causé par le malade, entraînerait une condamnation du gardien sans qu'il soit nécessaire de prouver une faute à sa charge, mais les différentes situations du gardien et les modalités de l'obligation de garde devront entraîner des appréciations nuancées en ce qui concerne une responsabilité civile éventuelle. Si l'on peut admettre que la garde du malade confié à un établissement public ou privé sous le régime de la loi du 30 juin 1838 et qui, à notre avis, constitue la seule véritable garde, entraîne de la part de cet établissement des obligations assez strictes, il n'en sera pas de même pour la maison de santé privée où le malade est entré spontanément et d'où il peut sortir librement, et encore moins pour les parents qui assumeront plus ou moins volontairement, et en tout cas bénévolement, un rôle assez ingrat de surveillance et qui ne peuvent être véritablement qualifiés de « gardiens ».

68. — La victime d'un acte dommageable causé par un malade mental considéré comme irresponsable et qui veut rechercher la responsabilité civile d'un gardien de ce malade en vertu des articles 1382 et 1383 devra donc toujours prouver d'une part l'obligation ou le devoir de garde qui pèserait sur le défendeur, et, d'autre part, la faute ou l'imprudence commise par celui-ci. En cette matière, mis à part les cas de garde légale, aucun texte pénal ou civil n'intervient pour fixer l'importance de la faute nécessaire pour entraîner la responsabilité. Il est évident que plus l'obligation semblera stricte, plus la faute à retenir sera légère et vice versa. Mais de toute façon la victime ne saurait se soustraire à la nécessité de prouver une faute et il ne nous paraît pas possible d'éluder cette obligation comme le laissent entendre certains auteurs que rend audacieux le caractère très général des articles 1382 et 1383. Ainsi Neagu écrit-il à propos de la responsabilité du gardien du malade mental : « Juridiquement il semble que, le Code n'ayant rien précisé, la jurisprudence puisse aller aussi loin qu'elle le voudra dans cette application, car elle ne sera jamais contraire aux textes du Code », et Limouzineau, lui faisant écho : « Par

leur souplesse, leur largeur, les articles 1382 et 1383 permettent d'aller dans cette voie aussi loin que cela puisse devenir nécessaire. Les seules limitations résultent de quelques textes précis du Code et de la nécessité de demeurer toujours dans les bornes de la justice et de l'équité. »

Nous avons vu comment, au nom de la justice et de l'équité, les auteurs tout en parlant d'une responsabilité civile pour faute ou imprudence basée sur les articles 1382 et 1383 en arrivaient à construire une responsabilité pour autrui plus stricte encore que celle de l'article 1384, puisque le gardien considéré comme civilement responsable ne pouvait même plus, comme le père ou l'artisan, s'exonérer en prouvant qu'il n'avait pas pu empêcher le fait dommageable.

Quelles que soient la « largeur » et la « souplesse » des articles 1382 et 1383, il ne nous paraît pas possible de leur faire cautionner une sorte de responsabilité basée sur l'idée de garantie ou de risque et nous pensons qu'il est indispensable de maintenir, à la base d'une éventuelle responsabilité du gardien, la notion d'une faute dont la preuve est à la charge de la victime. Il ne faut pas oublier que l'on se trouve ici dans un cas de responsabilité personnelle assez spécial. Ce n'est pas le gardien qui a en fait commis l'acte dommageable dont la victime demande réparation. C'est seulement une imprudence de sa part qui est supposée avoir permis la réalisation de cet acte. Il faut déjà pas mal de bonne volonté pour admettre un lien de causalité entre cette imprudence, souvent lointaine, et le dommage, et on peut bien dire que ce lien est généralement plus présumé que prouvé. Si l'on présumait aussi l'obligation de garde, du fait par exemple de la parenté et de la cohabitation, et la faute dans la garde, du fait de l'acte dommageable lui-même, on arriverait à une accumulation de présomptions qui permettrait de rendre n'importe qui responsable de n'importe quoi.

Pour nous en tenir strictement au domaine des articles 1382 et 1383 il nous faut maintenant analyser l'obligation de garde, ce qui nous permettra ensuite de passer en revue les différentes fautes qui ont été relevées dans les diverses hypothèses de garde privée qui peuvent se présenter.

§ 3. — Analyse d'une obligation de garde.

69. — Les conditions mises par les auteurs, tout au moins par ceux qui ont envisagé la question avec quelques détails, à la naissance d'une obligation de garde du malade mental et surtout les conditions dans lesquelles celle-ci doit être exécutée sont, malgré certaines apparences, assez imprécises et en tout cas beaucoup trop générales.

Non seulement elles ne tiennent aucun compte de la qualité du gardien, mais encore elles ignorent la personnalité du malade, volontiers considéré comme un animal, et, ce qui est plus grave, un animal idéal, toujours le même et réagissant toujours de la même manière. Or il y a de nombreuses catégories de malades mentaux et la garde d'un idiot n'a rien de commun avec celle d'un délirant persécuté. Il faut donc essayer de serrer de plus près cette notion de garde d'un malade mental et l'examiner non d'une manière purement théorique, mais dans sa réalité concrète. Le droit ne peut envisager uniquement des situations juridiques et le droit de la responsabilité, tout particulièrement, ne peut faire abstraction de l'individu, que ce soit la victime, l'auteur de l'acte dommageable ou celui qui en est civilement responsable.

Nous rechercherons successivement, dans cette analyse de la notion de garde du malade mental, qui doit être gardé, qui décide de cette garde, qui peut ou doit être gardien et enfin comment peut s'effectuer cette garde.

A. — QUI DOIT ÊTRE GARDÉ ?

70. — A cette question on pourrait répondre avec E. Garçon : « Toutes personnes qui, n'étant pas saines d'esprit, sont susceptibles, livrées à elles-mêmes, de causer des dommages » (*Code pénal annoté*, art. 475, p. 178). En pratique ce n'est pas si simple. L'aliénation est une question de fait et aucune ligne de démarcation ne sépare la folie de la santé mentale. C'est après coup que la justice décide si l'auteur d'un crime ou d'un délit était en état de démence au moment de l'acte. S'il ne l'était pas ou si les troubles mentaux qu'il présente n'étaient pas suffisants pour entraîner l'irresponsabilité pénale, personne ne s'occupera de savoir si quelqu'un aurait pu le surveiller. Mais si, par la vertu d'une expertise mentale et souvent non sans hésitation, il est déclaré « dément », on recherchera si une personne de son entourage n'avait pas à son égard une « obligation de garde ». Or il n'y a pas entre le « dément » et le non-dément une différence telle qu'elle puisse s'imposer à tous indiscutablement. L'idée qu'on se fait volontiers du « fou », et qui concernerait surtout le « furieux » des codes, est celle d'un individu agité, bruyant et incohérent que tout le monde peut reconnaître de loin. Si cette variété de « dément » existe bien, elle est rare et d'ailleurs relativement inoffensive. L'aliéné le plus dangereux ne se signale extérieurement par aucune extravagance et agit souvent avec beaucoup de méthode.

Certes les auteurs et la jurisprudence déclarent qu'on ne saurait être considéré comme gardien d'un malade mental si l'on n'avait pas

connaissance des troubles mentaux qu'il présente. Mais comment acquérir cette connaissance et en quels cas peut-on être présumé l'avoir acquise ? En outre, bien que Limouzineau prétende que pour que naisse l'obligation de garde il suffit que le tiers connaisse « le trouble des facultés mentales de façon générale », il semble nécessaire que le gardien puisse prévoir la possibilité de réactions dangereuses de la part du malade. Beaucoup de malades mentaux sont habituellement inoffensifs et il serait abusif de prendre à leur égard des précautions injustifiées. On dira que, s'ils sont inoffensifs, la responsabilité du gardien n'aura jamais l'occasion d'être mise en cause et que, s'ils commettent un acte dommageable, c'est qu'ils n'étaient pas inoffensifs. Un tel raisonnement est inadmissible car il revient à établir une présomption pratiquement irréfutable à l'encontre du gardien. On ne peut reprocher une faute à celui-ci que si le fait dommageable était normalement prévisible, c'est-à-dire si le malade pouvait être considéré comme **dangereux**.

Mais cette notion de dangerosité est elle-même difficile à préciser. Un malade mental peut ne pas être « universellement » dangereux. Un délirant persécuté est souvent un père irréprochable, mais un redoutable voisin; par contre un mélancolique, parfaitement inoffensif pour les étrangers, risque d'entraîner toute sa famille dans la mort; tel grand arriéré n'est dangereux que pour les petites filles, tandis que son congénère, bonne d'enfants modèle, à une tendance inquiétante à mettre le feu dans les bois. On ne peut évidemment toujours tenir compte de ces « spécialisations » pour évaluer le caractère dangereux d'un malade mental et beaucoup d'entre eux sont à ce point de vue des « polyvalents », mais c'est là une question de fait qu'il y a lieu éventuellement d'envisager et on ne peut reprocher à la cour d'Aix (1^{er} mars 1899) d'avoir exonéré le mari d'une vitrioleuse en déclarant que : « La santé mentale de sa femme lui causait depuis quelque temps sans doute des préoccupations, mais qu'elles étaient exclusivement tournées vers la crainte qu'il éprouvait de la voir attenter à ses jours. »

En pratique les choses se présentent très différemment selon les cas : le malade peut n'avoir jamais encore eu de réactions inquiétantes (a), il peut avoir été hospitalisé et être sorti depuis plus ou moins longtemps (b), il peut aussi se trouver en traitement au moment de l'acte dommageable (c).

71. — (a) Un malade mental qui vit dans sa famille peut présenter brutalement des troubles mentaux imprévisibles; personne ne pensera alors à rendre responsable un quelconque gardien; on ne peut d'ailleurs dans ces conditions parler de gardien. Ainsi la cour de Chambéry (6 février 1874) a exonéré le père d'un meurtrier majeur

qui avait agi dans un accès de folie furieuse, en déclarant « qu'il résulte des documents du procès que la vigilance du père de famille n'a pu être éveillée par des symptômes antérieurs et que les événements du 31 octobre se sont produits inopinément ». Dans d'autres cas des troubles mentaux mineurs se sont progressivement ou brusquement aggravés; mais celui qui vit avec un malade mental se rend quelquefois difficilement compte des progrès de la maladie et un optimisme bien naturel le porte souvent à en minimiser les dangers. La jurisprudence paraît tenir compte assez volontiers de ces éléments; la cour d'Agen (9 novembre 1864), par exemple, a refusé de retenir la responsabilité du père d'un meurtrier de 49 ans parce que, entre autres raisons d'ailleurs, « il n'était pas justifié que D... père connût le caractère dangereux de la maladie de son fils, dont, avant le 9 janvier 1863, personne ne savait bien la nature ni la gravité ». De même la cour de Nancy (13 décembre 1949), à propos de l'épouse d'un meurtrier ayant agi en état de démence a déclaré que : « Si son mari pouvait avoir un caractère impulsif ou irritable, ainsi qu'il ressort des pièces de l'instruction, rien dans son comportement avant le drame n'avait décelé chez lui un symptôme de dérangement cérébral susceptible d'attirer l'attention des membres de sa famille et de justifier des mesures particulières de surveillance ou de protection contre des excès possibles. »

Par contre la jurisprudence considère comme devant être « gardés » des majeurs qui, sans avoir déjà été internés, ont manifesté des troubles mentaux caractérisés et des réactions dangereuses, spécialement si elles étaient du même ordre que celles qui leur sont reprochées. Ainsi le tribunal civil de Clamecy (9 juin 1943) a retenu la responsabilité du père d'un jeune homme, majeur, qui avait provoqué la mort d'une jument « en introduisant un morceau de bois dans le corps de celle-ci », mais qui s'était déjà signalé à l'attention par le « meurtre sadique d'une oie », et le tribunal civil de Muret (30 mars 1944) a également condamné le père d'un garçon majeur qui avait assommé un passant et qui avait déjà molesté plusieurs personnes, en déclarant « qu'il n'était pas possible de dire que la scène du 29 juin constituait une manifestation isolée et que rien ne laissait prévoir, et qu'en effet depuis sa jeunesse L... avait donné vis-à-vis de ses parents et de plusieurs personnes des signes de dérangement mental présentant un certain caractère de gravité. »

72. — (b) Lorsque le malade a été placé dans un établissement psychiatrique et qu'il a été « repris par sa famille », on reproche volontiers à celle-ci, en cas d'acte dommageable commis par l'aliéné, non seulement son manque de surveillance, mais encore l'imprudence

commise en recueillant un malade insuffisamment guéri (notamment tribunal civil de Corbeil, 4 avril 1895; Lyon, 31 décembre 1904 et Req., 30 juillet 1906). Il est certain que celui qui « fait sortir » son parent ou un ami d'un établissement d'hospitalisation psychiatrique ne peut ignorer que celui-ci a présenté des troubles mentaux, mais ces troubles peuvent être améliorés, ou en rémission ou inoffensifs. Il est donc impossible de présumer dans un cas de ce genre la connaissance du caractère dangereux de la maladie. On peut même en général présumer le contraire. En effet si le malade a été interné sous le régime de la loi de 1838, il ne peut pratiquement sortir que sur avis médical favorable : en cas de placement d'office l'arrêté de sortie ne sera signé par le préfet que sur proposition du médecin, et en cas de placement volontaire le médecin doit, lorsqu'il est saisi d'une réquisition de sortie émanant d'un membre de la famille mais qu'il est d'avis que l'état mental du malade pourrait compromettre l'ordre public ou la sûreté des personnes, surseoir à la sortie en demandant au préfet la transformation du placement volontaire en placement d'office (art. 14 et 21 de la loi du 30 juin 1838). Dans ces conditions on peut dire qu'un malade ne sort d'un établissement psychiatrique « fermé » (c'est-à-dire soumis à la loi de 1838) que sur l'assurance donnée implicitement ou explicitement par le médecin qu'il n'est pas ou qu'il n'est plus dangereux. Le médecin peut certes se tromper, mais peut-on exiger de la famille des connaissances plus assurées que celles d'un spécialiste des maladies mentales ? Quant aux malades placés dans des établissements « ouverts », on ne les fait pas sortir, ils sortent tout seuls; en principe tout au moins.

73. — (c) Reste le cas des malades qui commettent un acte dommageable alors qu'ils sont placés dans un établissement consacré au traitement des maladies mentales. Il peut paraître superflu de se demander si le « gardien » a ou non connaissance du caractère dangereux de leurs troubles mentaux. S'il s'agit de malades placés dans un hôpital psychiatrique la question ne se pose pas en effet; il suffit de prendre les précautions nécessaires en attendant d'être fixé. Mais s'il s'agit d'un établissement ouvert il en va différemment. Nous verrons que dans ces établissements le malade est censé être libre, mais que la jurisprudence n'en retient pas moins la responsabilité du directeur ou du médecin, considérés comme « gardiens »; on pourra donc leur reprocher d'avoir mal surveillé un malade dangereux ou plutôt, à notre avis, de l'avoir accepté. Il n'est pas inutile de signaler ici que l'appréciation de la dangerosité d'un malade mental est souvent difficile, même pour un médecin spécialiste. Comme l'écrivait

Doutrebente en 1898 (1) : « La division des aliénés en dangereux et non dangereux est sujette à caution, subtile et indéterminée pour le médecin aliéniste. Pour les magistrats la chose est simple : sont dangereux tous les aliénés ayant commis un meurtre ou une tentative de meurtre; ne sont pas dangereux ceux qui ne le sont pas encore et ont jusqu'alors pratiqué l'abstention; ils jugent après la faute commise, après le délit, après l'acte accompli; à nous de prévoir et d'éviter le scandale, les accidents, le suicide, le meurtre ou les simples tentatives. » Dans beaucoup de cas seuls des renseignements précis et sincères donnés par la famille peuvent laisser prévoir, avant une observation prolongée, le caractère dangereux de certains troubles; mais souvent, pour des raisons diverses, ces renseignements manquent ou sont erronés. Il peut y avoir là une cause d'exonération ou d'atténuation de la responsabilité civile du gardien professionnel. Ainsi la cour de Lyon (7 janvier 1952) a admis, dans le cas d'un suicide survenu dans une maison de santé, que la réticence du conjoint du suicidé, passant sous silence des tentatives de suicide antérieures, pouvait constituer une faute à sa charge qui atténuerait la responsabilité du directeur de la clinique et aurait effet sur le montant des dommages intérêts.

B. — QUI DÉCIDE DE LA GARDE ?

74. — Les auteurs ou les décisions de jurisprudence rendent souvent responsable de l'acte commis par un malade mental un tiers dont ils déclarent qu'il était chargé ou qu'il s'était chargé de la garde du malade ou encore qu'il assumait une obligation de garde. Mais on ne dit jamais de qui il tenait cette charge ou pour le compte de qui il l'exerçait ou vis-à-vis de qui il assumait cette obligation. Un père est chargé par la loi de la garde de son enfant mineur, un éducateur se charge par contrat d'exercer cette garde pour le compte du père, mais qui a chargé les parents de garder leur enfant majeur aliéné ou de le faire garder par autrui ? A cette question Sourdat répond : « La nature et la loi ». Pour ce qui est de la loi, le seul texte invoquable est l'article 475, 7° du Code pénal et nous avons vu qu'il ne prescrit en réalité rien de précis; quant à la nature on peut évidemment lui faire dire ce que l'on veut. D'autres parlent de « devoir de famille », mais ces devoirs ont été limitativement indiqués dans les titres V, VII et IX du Livre premier du Code civil et il ne paraît pas possible de les étendre par analogie en rattachant une obligation de garde de l'aliéné

(1) Congrès des aliénistes et neurologistes, Toulouse 1898.

soit à l'obligation de secours et d'assistance, comme l'a fait la chambre criminelle de la Cour de cassation (28 juin 1913), soit à l'obligation alimentaire, comme le fait M. Savatier (I, 204). En effet l'exécution de ces obligations ne peut être réclamée que par ceux qui en sont créanciers, c'est-à-dire ceux qui ont besoin d'être assistés, et elles ne créent aucun droit pour le débiteur, si ce n'est un droit de réciprocité éventuelle, ni surtout aucun droit pour les tiers. Il n'en serait pas de même pour l'obligation de garde de l'aliéné dont l'exécution ne serait nullement réclamée par celui qui a besoin d'être gardé, mais par des tiers et qui donnerait en outre, paradoxalement, au débiteur des droits sur son « créancier ».

Seule la théorie du « poste social », avancée par Demogue, donne à la question posée une réponse apparemment satisfaisante. C'est la Société qui charge telle ou telle personne de garder un aliéné. Mais cette théorie est fort dangereuse car rien n'indiquant comment va se concrétiser cette mission, qui, remarquons-le, ne donne pas seulement des devoirs mais aussi des droits (III, n° 235), on peut craindre que n'importe qui s'arroge abusivement un prétendu poste social pour lequel aucun contrôle n'est prévu puisqu'il n'a pas d'existence légale. Ce qu'il y a en effet de remarquable dans cette théorie appliquée au malade mental, c'est que, si elle envisage bien les intérêts de la Société ainsi que les droits et les devoirs du gardien, elle fait complètement abstraction du « gardé », considéré comme un sujet purement passif ou comme une simple chose dangereuse. Or, et nous reviendrons ultérieurement sur ce point, garder quelqu'un c'est forcément restreindre sa liberté, décision grave qui ne peut être prise par n'importe qui, même au nom d'un poste social qu'on se confie à soi-même.

A quoi serviraient les minutieuses formalités édictées par le Code civil dans ses articles 489 et suiv. pour l'interdiction des déments si un quelconque parent ou ami peut, sous prétexte de garde, s'arroger sur la personne et même les biens d'un malade mental des pouvoirs beaucoup plus larges que ceux d'un tuteur et en outre incontrôlés ? A quoi serviraient les multiples précautions, encore insuffisantes pour certains, prises par le législateur de 1838 pour éviter les internements abusifs et pour sauvegarder les droits tant personnels que patrimoniaux de l'aliéné interné, si par un système de garde privée ou d'internement officieux le malade mental peut être colloqué plus étroitement encore que dans un établissement officiel et laissé, corps et biens, à l'absolue merci de ses gardiens ? Or donner ou plutôt laisser prendre à quelqu'un un poste social, c'est lui accorder en même temps les droits nécessaires pour bien remplir ce poste, car, comme le dit Demogue, « celui qui ne fait que remplir cette mission

ne commet pas d'actes illicites dans les atteintes qu'il peut porter aux droits déterminés d'autrui ».

75. — Il est donc nécessaire d'examiner en vertu de quel droit une personne privée peut être considérée comme chargée de la garde d'un malade mental.

La question ne se pose pas lorsque le malade est placé soit par l'autorité publique, soit par un membre de sa famille dans un établissement psychiatrique soumis au régime de la loi de 1838, même s'il s'agit d'un établissement privé ; ici il y a un texte légal et la garde est parfaitement régulière pourvu que les dispositions de la loi aient été respectées, ce qui est d'ailleurs très habituellement le cas.

76. — Lorsque les malades sortent de l'hôpital ou de la maison de santé on dit quelquefois qu'ils sont « confiés » à leur famille. C'est une formule qu'emploient volontiers les psychiatres des établissements publics et que l'on trouve même au bas de certains arrêtés de sortie signés par les préfets. En fait c'est une pure clause de style et le malade régulièrement sorti d'un hôpital psychiatrique ou de tout autre établissement régi par la loi de 1838 recouvre immédiatement son entière liberté, peut en faire l'usage qu'il veut et n'a aucune obligation légale de rester avec celui ou ceux à qui il a été « confié ». S'il disparaît ou ne se soumet pas aux conditions mises à sa sortie, ou plus exactement aux recommandations qui lui avaient été faites car une sortie définitive ne peut être assortie de véritables conditions (nous verrons plus loin qu'il en va différemment pour les sorties d'essai), l'autorité administrative peut toujours le faire rechercher et faire surveiller son comportement, mais on ne pourra l'interner à nouveau, si nécessaire, qu'en recommençant les formalités d'admission. La formule « confié à » n'est en somme qu'un moyen de pression exercé sur le malade et sur ses parents pour inciter l'un à la docilité et les autres à la vigilance, mais, même si elle figure sur l'arrêté du préfet, elle n'a aucune véritable valeur légale car elle n'est prévue par aucun texte. Il en est d'ailleurs de même de la déclaration que l'on fait quelquefois signer au parent ou à l'ami à qui le malade est confié en indiquant qu'il le prend « sous sa responsabilité ». Il s'agit d'un papier sans grande valeur qui ne peut, restant entre les mains du médecin, être invoqué par des tiers victimes d'un acte dommageable commis ultérieurement par le malade et qui constitue surtout aussi une sorte d'engagement moral à se montrer attentif. Donc, en aucune manière, la famille

d'un malade qui sort d'un hôpital psychiatrique ne peut être considérée comme investie officiellement d'une obligation de garde (un des projets de réforme de la loi de 1838 prévoyait cette responsabilité sur une base légale).

Dans ce cas, comme dans le cas d'un malade qui n'a jamais été hospitalisé, il s'agit donc d'une garde de fait, exercée sans droit comme sans contrôle et à qui pourtant la jurisprudence civile attache des effets juridiques. On se trouve là dans une situation très anormale où une personne exerce sur une autre, majeure et libre de ses droits, une autorité que ne justifient ni la loi ni le contrat, mais que l'on peut lui reprocher de n'avoir pas exercée.

77. — La garde assurée par un professionnel n'est pas plus justifiable, si elle se situe en dehors du cadre de la loi de 1838. Lorsqu'un malade entre dans une maison de santé non autorisée, il est censé passer avec le directeur un contrat sur la nature duquel on peut discuter, mais qui ne saurait en aucun cas porter sur sa liberté. Un contrat par lequel quelqu'un mettrait sa personne physique entre les mains d'autrui serait nul comme contraire à l'ordre public ou tout au moins pourrait être constamment remis en question. Le malade qui doit subir une intervention chirurgicale donne bien au chirurgien l'autorisation d'attenter à son intégrité physique, mais il a toujours, jusqu'au dernier moment, la possibilité de changer d'avis et de refuser l'opération. Il n'est pas possible d'admettre un contrat par lequel un malade donnerait à un médecin le pouvoir de disposer de sa personne pour une durée d'un mois ou d'un an ; le malade pourrait à tout moment reprendre sa liberté et dans ces conditions il ne peut être question d'un « contrat de garde » passé avec le directeur d'une maison de santé, car un tel contrat ou bien serait « immoral » ou bien, pouvant être constamment rompu, n'aurait aucune efficacité. Comme le dit l'article 1128 du Code civil : « Il n'y a que les choses qui sont dans le commerce qui puissent être l'objet des conventions » ; ni la liberté individuelle, ni la personne humaine, serait-elle celle d'un aliéné, ne sont dans le commerce. M. Ripert, examinant les conventions immorales (« La règle morale », n° 24) écrit très justement que : « La liberté d'une personne ne doit pas être livrée à l'arbitraire domination d'autrui » ; on peut seulement s'étonner que dans les exemples qu'il donne il ne soit pas question des malades mentaux.

On peut s'étonner également des motifs d'un jugement du tribunal civil de Toulouse (5 février 1945) à propos d'un malade qui était entré de lui-même dans une maison de santé : « Attendu, dit le tribunal, qu'il était libre de le faire et qu'on était libre de l'accepter,

qu'il était ainsi tacitement entendu qu'il se soumettrait pendant qu'il y séjournerait au régime de la maison, mais qu'aucune convention tacite ou expresse n'est justifiée être intervenue pour limiter son droit de quitter la maison quand bon lui semblerait ; qu'on pourrait tout au plus admettre que pour se mettre à l'abri de ses propres actes, il accepterait de ne pas être libéré s'il paraissait dangereux pour autrui ou pour lui-même... » Les conventions auxquelles fait allusion le tribunal de Toulouse nous paraissent radicalement impossibles comme contraires à l'ordre public (art. 6 du Code civil).

78. — Pour les mêmes raisons on ne peut admettre un contrat passé par le directeur d'une maison de santé et la famille d'un malade mental et portant sur la garde de celui-ci, tout au moins au sens où nous entendons le mot garde et qui implique une restriction éventuelle de liberté et non une simple surveillance médicale. Les parents ou le conjoint d'un majeur n'ont aucun droit sur la personne physique de celui-ci et ne sauraient donc transmettre à un directeur de maison de santé un droit qu'ils n'ont pas. Lorsque le « devoir de famille » les oblige à intervenir, ce ne peut être que dans les conditions fixées par la loi et sous le contrôle de celle-ci (placement volontaire des articles 8 et suiv. de la loi du 30 juin 1838). Quant à un contrat portant sur la personne physique et la liberté d'autrui, il est encore plus immoral, si possible, que celui qui porterait sur la propre liberté du contractant. Le directeur de maison de santé autorisée, qui garde un malade placé « volontairement » sous le régime de la loi de 1838, le garde en vertu de la loi ; le contrat qu'il peut avoir passé avec la famille n'est pas un contrat de garde, mais un contrat d'hôtellerie et de soins, qui se superpose à la garde légale.

C. — QUI DOIT ÊTRE GARDIEN ?

79. — Certains auteurs (Demogue, Neagu, Limouzincau, notamment) admettent que n'importe qui peut être déclaré gardien d'un malade mental pour peu qu'il ait, non pas même accepté positivement cette garde, mais seulement omis de signifier qu'il la refusait. C'est sans doute aller un peu loin et il faut faire quelques distinctions entre les diverses catégories de gardiens possibles. On peut distinguer les gardiens légaux, des gardiens officieux et les gardiens de pur fait.

Les gardiens légaux sont : 1° Ceux qui exercent le droit de garde à l'égard du mineur ; 2° Le tuteur de l'interdit ; 3° Les établissements privés ou publics soumis à la loi du 30 juin 1838. Aucune

difficulté ne se présente pour ces diverses catégories de gardiens. Les articles 372, 373 et 374 du Code civil établissent l'autorité du père et subsidiairement de la mère sur la personne de l'enfant mineur ; les articles 450 et 468 fondent l'autorité du tuteur du mineur et les articles 509 et 510 celle du tuteur de l'interdit. Nul doute que ces diverses personnes aient non seulement le droit, mais encore le devoir de surveiller ou de garder la personne du mineur ou de l'interdit. De même lorsque l'aliéné est placé dans un établissement public ou privé répondant aux exigences des articles 1 et 5 de la loi du 30 juin 1838, il y sera légalement « retenu », quel que soit le mode de placement.

80. — Les gardiens officieux sont sans doute ceux que l'arrêt de la chambre criminelle du 28 juin 1913, désigne, à côté de ceux qui sont « légalement tenus », comme « ayant accepté d'exercer une surveillance sur un aliéné ». On peut ranger dans cette catégorie les directeurs de maison de santé privées non autorisées ou d'établissements publics « ouverts » et ceux qui, parents ou amis, recueillent un aliéné sortant d'un hôpital psychiatrique. Nous avons vu que ni les uns ni les autres n'avaient de titre légal à la garde du malade, mais la situation de fait dans laquelle ils se sont volontairement placés et la manifestation nette de leur intention de s'occuper du malade mental, sinon de le garder véritablement, constituent une apparence suffisante pour les faire considérer comme des gardiens officieux dont la responsabilité civile peut être au moins envisagée valablement en cas d'actes dommageables commis par le malade dont ils se sont chargés.

81. — Enfin il existe, au moins aux yeux de la jurisprudence civile, des gardiens de pur fait dont le seul titre est la cohabitation ou le lien de parenté avec le malade mental. La cohabitation est-elle un élément nécessaire à la responsabilité du gardien ? Oui, répondent la plupart des auteurs et notamment Neagu et Limouzineau. Mais on ne voit pas pourquoi, si l'on admet la possibilité d'une responsabilité civile du père à propos d'un acte dommageable commis par son fils majeur aliéné, le fait que celui-ci soit logé dans une maison voisine du même village supprimerait la responsabilité de son père. Cette condition permettrait par une manœuvre habile d'éluder une éventuelle responsabilité et inversement, dans les circonstances actuelles, la cohabitation résulte quelquefois plus d'une nécessité que d'un choix. Certains jugements qui ont retenu la responsabilité d'un tiers gardien du malade mental ont d'ailleurs omis de mentionner la

cohabitation du malade et de son gardien prétendu (par exemple : trib. civ. de Clamecy, 9 juillet 1943, et trib. civ. de Muret 30 mars 1944).

Quant au lien de parenté, il ne paraît nullement indispensable à certains auteurs qui vont, dans certains cas, jusqu'à retenir une obligation de garde à la charge des domestiques de l'aliéné (E. Garçon). Nous envisagerons ultérieurement les diverses hypothèses qui peuvent se présenter à ce point de vue, mais signalons ici que personne ne paraît s'être préoccupé d'établir un ordre de préséance parmi les divers membres de la famille qui peuvent être amenés à assurer, d'après la jurisprudence, la garde d'un aliéné. On parle volontiers d'un « devoir de famille », d'une « charge de famille », mais les juristes sont bien placés pour savoir que la famille ne constitue pas forcément un bloc cohérent et que ses membres ne sont quelquefois unis que par des haines féroces ou par des intérêts sordides ; les médecins pourraient ajouter que les familles de psychopathes sont encore bien plus inquiétantes, car l'aliénation mentale ne surgit que rarement d'une manière inopinée dans un milieu parfaitement équilibré. Le Code civil originel n'employait d'ailleurs guère le mot de famille, par trop vague, et il énumère toujours avec précision les divers parents ou alliés, dans un ordre significatif, toutes les fois qu'il est nécessaire d'attribuer à chacun des droits ou des devoirs qui ne peuvent s'exercer concurremment. Mais en matière de garde de l'aliéné rien n'a été prévu, et pour cause, puisque cette garde n'a aucune existence légale. Si un aliéné vit avec son père et son fils majeur, ou s'il vit avec son père et sa femme, ou avec ses deux frères, qui choisir comme gardien ? Peut-être pourrait-on prendre conjointement tous les proches parents habitant avec le malade, mais s'ils ne sont pas d'accord entre eux sur la conduite à tenir envers lui, ce qui est fréquent ? Le tribunal civil de la Seine (25 novembre 1885) a eu à trancher un différend entre une mère et une épouse qui se disputaient un aliéné ; la mère avait emmené son fils en Russie, et l'épouse, restée en France, réclamait son mari. Le tribunal a très sagement fait remarquer que, aliéné ou pas, il s'agissait d'un homme considéré comme libre et que, s'il était parti en Russie, c'était probablement parce qu'il l'avait bien voulu et que ni sa femme ni sa mère n'avaient de droits sur sa personne. Les attendus de cette décision auraient pu être médités ultérieurement par le même tribunal en d'autres circonstances : « Attendu en droit que sous l'empire de la loi française tout individu majeur, fut-il même atteint d'aliénation mentale, conserve la libre disposition de sa personne à moins que son interdiction n'ait été prononcée ou que, l'interdiction étant simplement provoquée, il n'ait été pourvu d'un administrateur provisoire conformément à l'article 497 du Code civil ou encore qu'il

ne soit placé dans un établissement d'aliénés conformément à la loi du 30 juin 1838... » Un tel motif, à notre avis inattaquable, suffit à condamner la théorie du gardien de pur fait ou plutôt à montrer que cette théorie n'est qu'un moyen de fortune pour pallier les conséquences inévitables du principe de l'irresponsabilité civile extra-contractuelle de l'aliéné.

D. — COMMENT GARDER ?

82. — Si les auteurs n'ont pas eu l'air de se douter que cette notion de garde, telle qu'ils l'entendaient, était contraire aux principes élémentaires de respect de la personne humaine, c'est qu'ils l'ont envisagée comme s'exerçant abstraitement à l'égard d'un individu également abstrait. Si garder un aliéné, c'est se contenter de lui donner de bons conseils, de lui signifier quelques interdictions verbales et d'éviter de laisser traîner à sa portée revolvers et fioles de poison, la notion de garde perd toute espèce de signification, car c'est bien rarement alors qu'on relèvera une faute à la charge du gardien et celui-ci n'empêchera guère que ce qui ne devait pas arriver. Il y a certainement des malades mentaux dociles, accessibles à la persuasion et sensibles à une autorité morale, comme il y a des enfants sages qui obéissent à leurs parents et tiennent comptent des recommandations qu'on leur fait, mais ce ne sont pas les enfants sages qui cassent les carreaux du voisin ni les aliénés dociles qui tuent les passants ou violent les petites filles.

Il n'y a de garde efficace que celle qui peut faire appel éventuellement à la contrainte physique. Comment garder par exemple un grand débile mental qui vit à la campagne avec ses parents ? On peut évidemment s'abstenir de l'approvisionner en allumettes ou en couteaux de poche, mais il sera plus difficile de mettre constamment dans un lieu inaccessible pour lui toutes les allumettes et tous les couteaux de la maison. Veiller sur ses moindres gestes et ses moindres allées et venues, de jour comme de nuit, sera pratiquement impossible et il ne lui faudra qu'une seconde pour, s'il en a envie, « échapper à la surveillance de ses gardiens », comme disent les décisions de justice. Il n'y aura donc en pratique qu'à enfermer le débile, au moins pendant une bonne partie de la journée, et autant que possible dans un lieu d'où il ne puisse s'échapper et où il ne trouve aucune occasion de mal faire ; de là à le mettre dans une étable et à l'y enchaîner, il n'y a qu'un pas. Beaucoup heureusement ne le franchisse pas et se contentent surtout de compter sur un hasard favorable ; mais, si un accident arrive, ils se verront reprocher une faute de surveillance qu'ils n'ont en réalité pas commise, car une surveil-

lance stricte n'est réalisable que dans des conditions techniques spéciales, qui ne sont pas à la portée des particuliers, ou alors en employant des procédés inadmissibles. Reprocher à une femme de n'avoir pas surveillé son mari alcoolique et de ne pas l'avoir empêché de boire, mis à part le cas où elle lui aurait elle-même complaisamment fourni les litres de vin, c'est lui reprocher de ne pas l'avoir enfermé, voire attaché, et supposer en outre qu'elle avait la force suffisante pour le faire. Reprocher à un père (Req., 30 juillet 1906) de ne pas avoir empêché les abus de procédure commis par son fils, paranoïaque revendicateur, c'est lui reprocher de ne pas l'avoir mis au secret dans la plus imperméable des gèoles.

En réalité, comme nous essayerons de le montrer, la jurisprudence ne voit pas si loin. Sous le prétexte d'une faute dans la garde, seul possible à la rigueur dans l'état de la législation, elle a surtout cherché à créer une responsabilité automatique, une responsabilité sans faute, véritable garantie pour les tiers contre les actes dommageables commis par les malades mentaux. Mais le procédé technique qu'elle emploie se heurte à de nombreuses objections qui ne sont pas seulement d'ordre moral, car il est fréquent que ce qu'elle reproche au gardien de n'avoir pas fait, c'est justement ce que d'autres juridictions pourraient lui reprocher d'avoir fait.

83. — Les malades placés dans un hôpital psychiatrique ou dans un établissement privé « autorisé » y sont légalement « retenus ». C'est le terme qu'emploie la loi du 30 juin 1838 (art. 13 et 14). Cela ne veut pas dire évidemment qu'ils y sont constamment et strictement enfermés, mais la surveillance exercée par le personnel de service et l'organisation matérielle des locaux permettent à tout moment de restreindre leur liberté, de les isoler et même de les « maintenir » lorsque cela devient nécessaire, sans qu'il y ait là rien d'illégal, sauf en cas de sévices bien entendu. Tout se passe ici « sous la direction » ou « sous la surveillance » de l'autorité publique (art. 2 et 3 de la loi de 1838) et on pourra dès lors reprocher valablement, le cas échéant, une faute dans la garde aux responsables de ces établissements puisqu'ils avaient à leur disposition tous les moyens nécessaires pour assurer efficacement cette garde.

84. — Il n'en va pas du tout de même pour les établissements publics qui ne sont pas « spécialement destinés à recevoir des aliénés » et pour les établissements privés qui n'ont pas satisfait aux prescriptions de l'article 5 de la loi de 1838 et aux articles 17 et suiv. de l'ordonnance du 18 décembre 1839, c'est-à-dire en fait la grande

majorité des « maisons de santé ». Nous envisagerons ultérieurement plus en détail la responsabilité de ces établissements, mais il faut souligner ici avec force que les malades sont censés y entrer librement et pouvoir en sortir librement dès qu'ils le veulent et à tout moment, comme dans n'importe quelle autre formation hospitalière. Il est regrettable que la jurisprudence fasse une confusion constante entre ces deux catégories d'établissements psychiatriques, ceux qui sont soumis aux dispositions de la loi de 1838 et ceux qui ne le sont pas ; la plupart des décisions que nous avons pu consulter et concernant des malades placés dans une maison de santé n'indiquent pas le régime légal de cet établissement ni la situation légale du malade, ce qui devrait, nous semble-t-il, figurer en tête du jugement comme une précision liminaire indispensable. On parle couramment de malades que se sont « évadés » ou « enfuis » d'établissements « ouverts », alors qu'il est par définition impossible de s'évader si l'on n'est pas enfermé. Récemment encore un arrêt du Conseil d'Etat (département du Rhône, 7 octobre 1955), a retenu la responsabilité du département à propos du suicide d'un malade « placé au service libre de l'hôpital du Vinatier » et qui s'était « enfui » du véhicule qui le ramenait à l'hôpital ; le Conseil d'Etat ne paraît pas avoir vu qu'il y avait incompatibilité entre « fuite » et « service libre ». Est-ce à dire que la responsabilité des directeurs de maison de santé ne peut jamais être retenue en cas d'accident arrivé au malade ou du fait du malade sous le prétexte qu'il doit être considéré comme libre de ses actes ? Certainement pas et nous nous expliquerons là dessus, mais il nous paraît choquant que certaines décisions civiles, telle celle de la cour de Paris du 1^{er} juin 1935, fassent reproche à un directeur de maison de santé de n'avoir pas verrouillé les chambres de ses malades alors que légalement rien n'aurait dû empêcher ceux-ci de sortir librement.

85. — La chambre des requêtes (14 décembre 1926) a justement refusé de suivre le directeur d'une maison de santé qui, pour s'exonérer d'une faute de surveillance manifeste, alléguait que retenir sa malade eût constitué une séquestration arbitraire ; la cour a déclaré que « la surveillance qu'il y a lieu parfois d'exercer sur un malade pour l'empêcher de se nuire ne peut à aucun égard être assimilée, comme le prétend le pourvoi, à une séquestration arbitraire ». On ne peut que souscrire à cette opinion, étant donné que le crime et le délit de séquestration arbitraire sont des infractions intentionnelles ; mais il est moins sûr que la Cour ait tout à fait raison lorsqu'elle ajoute « qu'aucun obstacle légal ne s'opposait donc à ce qu'il fut usé de ce mode de protection à l'égard de la demoiselle de L... » L'obstacle

légal, que le défendeur était d'ailleurs mal placé pour invoquer, ce sont les articles 5 et 41 de la loi du 30 juin 1838 qui interdisent de traiter des aliénés dans un établissement non autorisé à cet effet.

Le tribunal correctionnel de Nantes (2 janvier 1929) a condamné à une amende le directeur d'une maison de santé parce qu'il enfermait ses malades ; sans doute le tribunal civil l'eût-il condamné à des dommages-intérêts s'il ne l'avait pas fait. « Attendu, dit le jugement, que la clinique du P... renfermait dans le pavillon dit « villa N... » des aliénés, c'est-à-dire suivant l'étymologie des malades étrangers à eux-mêmes, incapables par suite de privation de leur raison de se reconnaître, de se guider ou d'administrer leur personne et dont, dans leur propre intérêt, l'internement et la surveillance constante paraissait s'imposer... que plusieurs de ces malades, rigoureusement internés, ne sortaient jamais de l'établissement, étaient soumis à une surveillance étroite et permanente et parfois même enfermés dans des chambres d'isolement solidement closes, aussi bien d'ailleurs dans l'intérêt de leur traitement que pour les empêcher de prendre la fuite ». Le même tribunal, dix ans après (12 décembre 1938) condamnait à nouveau un directeur de maison de santé (peut-être le même d'ailleurs) qui plaçait ses malades « sous une surveillance stricte » dans « des chambres avec fenêtres grillagées, portes renforcées munies de judas, comprenant des radiateurs au plafond et des lits scellés sans barreaux qui servaient de chambres d'isolement ». Retenons que ces fenêtres grillagées sont les mêmes que celles dont la cour de Paris reprochait l'absence à un autre directeur de maison de santé « libre ». Il est vrai que la cour de Rennes (26 juillet 1939) a réformé cette dernière décision du tribunal correctionnel de Nantes, pour des motifs d'ailleurs incompréhensibles, étant donné les faits précis mentionnés dans le jugement, et que, pour des raisons plus plausibles mais dubitatives, le tribunal correctionnel de la Seine (10 juillet 1924) a également absout deux directeurs de maison de santé, parce qu'on « ne saurait affirmer que les deux prévenus en connaissance de cause auraient enfreint les prescriptions de l'article 5 de la loi du 30 juin 1838 ».

De son côté le Conseil d'Etat (arrêt Arsimoles du 27 avril 1951) a refusé d'annuler un arrêté du préfet de la Charente qui avait disposé que « aucune clinique publique ou privée ni aucune maison de santé, quelle qu'elle soit, ne pourra recevoir, même provisoirement, un malade atteint d'une affection mentale, si elle n'est préalablement agréée à cet effet par les services du ministère de la Santé publique ». C'était d'ailleurs purement et simplement rappeler la loi de 1838.

Les directeurs de maison de santé se trouvent donc placés dans une situation particulièrement inconfortable puisqu'il peut leur être aussi bien reproché de n'avoir pas assez surveillé leurs pensionnaires

que de les avoir trop bien surveillés, étant donné qu'une surveillance efficace, et l'on s'excuse de le répéter, ne peut se comprendre que si elle suppose la possibilité de restreindre éventuellement la liberté du malade.

M. P. Esmein, dans un commentaire de l'arrêt de la chambre des requêtes du 14 décembre 1926 (S. 1927.I.105), écrit : « Il y a des cas où la personne qui a la garde d'un malade, qu'elle l'ait assumée par devoir de famille, à titre d'ami ou en vertu d'un contrat, a le droit en même temps que le devoir d'employer à son égard la contrainte soit pour empêcher le malade de se nuire à lui-même, soit pour le soumettre à un traitement nécessaire. La question de principe ne peut, croyons-nous, faire difficulté. L'homme dont le corps ou la volonté sont affaiblis ou dont l'esprit est troublé par la maladie a besoin d'assistance et de direction et, s'il est nécessaire, celles-ci peuvent comporter la contrainte. Les cas d'espèces soulèveront parfois des problèmes délicats quand il s'agit de savoir s'il y a nécessité d'empêcher l'acte ou d'appliquer le traitement... Nous ne méconnaissions pas d'ailleurs le danger qu'il y a à reconnaître aux médecins et aux directeurs de maison de santé le droit de retenir des malades comme atteints de troubles de l'esprit. La pratique s'en accommode. Elle préfère cela à l'application aux maisons de santé d'un régime de surveillance analogue à celui des établissements d'aliénés. Aussi bien le régime actuel de ces derniers est critiqué comme ne donnant pas toutes les garanties à la liberté individuelle. Et aucune réglementation n'empêchera complètement les abus possibles d'internement. » Se prévaloir de l'insuffisance, réelle ou non, de la réglementation pour prôner l'absence de réglementation est un raisonnement pour le moins spécieux.

86. — Mais si, abstraction faite de cette question irritante et trop souvent passionnée des internements abusifs ou arbitraires, on peut reconnaître que les maisons de santé privées, légalement ou non, disposent en général des moyens suffisants pour satisfaire à l'obligation de garde que la jurisprudence, légitimement ou non, met à leur charge, il n'en va pas de même pour les simples particuliers dont on déclare souvent un peu facilement qu'ils assument la garde d'un malade mental. Nous avons dit combien il était difficile en pratique pour des parents ou pour toute autre personne non professionnelle de garder efficacement un malade mental sans recourir à des procédés que tout le monde s'accorde à reconnaître barbares dans les conditions où ils sont appliqués, séquestration ou même contention. Il n'y a donc rien de très étonnant à ce que, très fréquemment, l'opinion

publique soit émue par des séquestrations apparemment monstrueuses d'aliénés au domicile familial.

Déjà un rescrit des empereurs Marc-Aurèle et Commode (Macer D.1, 18.1.14) et une Constitution de Zénon (Cons. 1, C 9.5 de *privatis carceribus inhibendis*), confirmée par deux édits de Justinien (C. 1,4 Const. 22 et 23), réprimaient les séquestrations à domicile : « Jubeamus, nemini penitus licere per Alexandrinam splendidissimam civitatem, vel Aegypticam diocesim, aut in quibuslibet imperii nostri provinciis, vel in agris suis, aut ubicumque domi privati carceris exercere custodiam », dit notamment la Constitution de Zenon (citée par Legrand du Saulle et par Gangneron).

En 1848, le docteur Renaudin, inspecteur général de l'administration, pouvait écrire (1) : « A moins d'un danger bien notoire les familles ne sont point obligées d'avoir recours au placement dans un asile public ou privé. Elles peuvent même bien souvent dissimuler ce danger en mettant à la liberté morale des malades des entraves de diverses natures. Le domicile de l'aliéné ou la maison dans laquelle il réside devient un lieu de séquestration arbitraire et les abus les plus criants peuvent résulter de cette situation devant laquelle la loi n'intervient pas... L'infortuné qui a perdu la raison se trouve sans protection et s'il est des familles dont nous devons admirer le dévouement sublime, il en est d'autres qui peuvent abuser de cette position et la loi ne saurait être trop vigilante pour prévenir même la possibilité des abus. » En 1903, Izard, dans une thèse de médecine sur « Les séquestrations des aliénés dans la famille », avait relevé une cinquantaine d'observations particulièrement probantes ; en 1912, Frantz Adam en a cité d'autres dont « le cas d'un évêque devenu paralytique général et que sa famille tenait enfermé dans une écurie où il mourut ». Dans les douze derniers mois nous avons relevé dans la presse quotidienne quatre cas de séquestration d'aliénés au domicile familial, en particulier celui d'une femme âgée séquestrée par son fils, notaire, et celui d'un jeune homme séquestré par son père, médecin.

Plusieurs projets tendant à modifier la loi du 30 juin 1838 ont inclus des dispositions concernant les aliénés traités à domicile. Ainsi les articles 7 et 8 du projet Roussel, adopté par le Sénat en 1887, les articles 8 et 9 du projet Dubief, adopté par la Chambre des députés en 1907 et l'article 9 du projet Gerente, présenté au Sénat en 1911, prévoyaient une déclaration obligatoire au procureur de la république, accompagnée d'un rapport du médecin traitant. Plusieurs législations étrangères (notamment la loi italienne du 14 février 1904 dans son

(1) « Commentaire médico-légal sur l'isolement et l'interdiction des aliénés », *Annales médico-psychologiques*, 1848.I.77.

art. 1^{er}, la loi belge sur les aliénés du 18 juin 1850 dans son art. 25 et la loi uruguayenne sur l'organisation de l'assistance aux malades mentaux du 8 août 1936 dans son art. 11), ont réglementé le traitement des aliénés à domicile, mais les projets français n'ont jamais pu aboutir.

87. — Par contre les pénalistes ne semblent pas avoir été particulièrement émus par des faits de ce genre et, s'ils écartent avec raison l'incrimination de séquestration arbitraire des articles 341 et suiv. du Code pénal qui exige une intention coupable qui fait habituellement défaut, ils justifient volontiers les séquestrations d'aliénés à domicile par les articles 475, 7^o et 479, 2^o du Code pénal (Garraud, 3^e éd. IV, 2189; Faustin Hélie et Depeiges, 4^e éd. II, 784; E. Garçon, par Rousselet, Patin et Ancel, II, pp. 314 et suiv. et III fasc. 2, p. 148). Ainsi on lit dans le *Code pénal annoté* de E. Garçon (art. 475, 7^o) que « l'interdiction faite à ceux qui ont la garde d'aliénés de les laisser divaguer a pour corollaire nécessaire le droit et même le devoir de s'assurer de leurs personnes et notamment de les retenir dans une chambre en prenant des mesures nécessaires pour la sûreté et la décence publiques et la propre sécurité du malade. » Ce qui est réaffirmé et précisé à propos de l'article 341 : « Lorsque le malade n'a pas été placé dans un établissement d'aliénés ceux qui ont assumé sa garde ont certainement le droit de le retenir dans un domicile privé. » Ainsi après avoir de sa propre autorité attribué au nom de l'article 475, 7^o du Code pénal, qui ne dit rien de tel, une obligation de garde de l'aliéné à un nombre considérable de personnes qui n'en sont pas légalement tenues, E. Garçon en déduit-il pour ces personnes un droit de séquestration, qu'il considère évidemment comme parfaitement légitime. Il va d'ailleurs plus loin encore en déclarant (art. 341, n^o 40) que : « Celui qui aurait retenu un parent enfermé ne serait pas punissable s'il avait cru qu'il était aliéné, si par erreur de fait il avait pu raisonnablement penser que, pour éviter un danger ou un scandale public, il était nécessaire de ne point le laisser aller et venir... En vain on démontrerait que la personne séquestrée était saine d'esprit ou tout au moins qu'il n'y avait pas nécessité de la retenir : l'intention ferait défaut si l'agent avait commis une erreur et s'il avait agi de bonne foi. » Bien que cette dernière phrase n'existe que dans l'édition de 1901 et ait été supprimée dans celle de 1956, on voit, sans qu'il soit nécessaire d'insister, jusqu'à quels excès peut conduire une telle doctrine.

88. — De son côté la jurisprudence s'est montrée très éclectique dans les affaires de séquestration à domicile. Dans certains cas, d'ail-

leurs anciens, l'incrimination de séquestration arbitraire a été retenue par les magistrats et les accusés condamnés à diverses peines criminelles (5 ans de réclusion dans une affaire jugée par la cour d'assises de la Seine-Inférieure en 1848 (1) ; travaux forcés à perpétuité dans une affaire jugée par la cour d'assises de la Sarthe en 1865 (2) ; 10 ans de réclusion dans une affaire jugée par la cour d'assises du Morbihan en 1873 (3). Dans d'autres cas furent seulement retenues des inculpations de coups et blessures volontaires (par exemple trib. corr de Parthenay, 1^{er} mai 1922). L'arrêt le plus surprenant en cette matière est celui prononcé par la cour de Poitiers (20 novembre 1901) dans l'affaire *Blanche Monnier*, rendue célèbre par André Gide et son livre *La séquestrée de Poitiers*. Alors que le tribunal correctionnel (11 octobre 1901) avait retenu les coups et blessures, la cour a déclaré que « les faits de la cause ne peuvent tomber sous le coup d'une inculpation pénale » et, ce qui est plus intéressant pour notre matière, que « l'internement ou la séquestration de la demoiselle M... étaient nécessités par son état mental ». Ainsi la cour de Poitiers, conformément d'ailleurs à la doctrine pénale ci-dessus citée, considérerait-elle comme normale la séquestration incontrôlable d'un aliéné à domicile. Il est à craindre qu'elle n'ait pris trop à la lettre la formule lapidaire de E. Garçon : « On ne séquestre pas un fou, on le garde. » Mais alors on peut se demander à quoi sert la loi du 30 juin 1838.



87. — Au terme de cette étude de la notion juridique de garde du malade mental, il nous semble que nous pouvons conclure que cette notion, d'origine purement doctrinale et jurisprudentielle, ne repose en réalité sur aucun texte légal. En dehors de certains cas limitativement prévus par la loi (garde du mineur, garde de l'interdit, garde de l'interné sous le régime de la loi de 1838) personne ne peut exercer légalement sur un aliéné une autorité suffisante pour qu'une véritable « obligation de garde » puisse être retenue à sa charge. Il est indiscutable qu'en fait de nombreux malades mentaux se trouvent sous la surveillance de personnes privées, mais quand il s'agira d'apprécier la responsabilité encourue par ces personnes à propos d'un acte dommageable commis par le malade, il ne faudra pas oublier que le rapport qui les unit à celui-ci n'est pas un rapport de droit, que personne ne les a ni n'a pu les charger de le garder au sens

(1) G.T. 13 octobre 1848.

(2) Cité par IZARD.

(3) Cité par BAUME.

strict du mot et que les fautes ou imprudences qu'ils auraient pu commettre dans cette pseudo-garde doivent être appréciées en tenant compte de leur situation particulière.

Nous allons examiner maintenant comment, dans les diverses hypothèses qui peuvent se présenter, la doctrine et la jurisprudence ont pu envisager la responsabilité d'une personne privée à l'occasion d'un fait dommageable commis par un malade mental. Nous distinguerons la responsabilité du gardien non professionnel, membre de la famille ou étranger, et celle du gardien professionnel, directeur de maison de santé ou d'asile privé.

SECTION II

RESPONSABILITÉ DU GARDIEN NON PROFESSIONNEL

Il faut étudier séparément d'une part la responsabilité des parents ou du conjoint à qui la possibilité que leur offre la loi de provoquer l'interdiction ou l'internement donne un aspect particulier et d'autre part la responsabilité, beaucoup moins souvent invoquée d'ailleurs, de tiers étrangers à la famille du malade mental.

§ 1. — Responsabilité des parents et du conjoint de l'aliéné majeur.

Avant d'envisager les cas particuliers où la responsabilité des membres de la famille de l'aliéné a été mise en cause, nous examinerons quelles sont les fautes que l'on peut théoriquement relever à leur charge; elles sont les mêmes pour les divers parents du malade que pour son conjoint.

A. — ÉLÉMENTS DE LA FAUTE ÉVENTUELLE

88. — De nombreux auteurs et plusieurs décisions de jurisprudence ont considéré comme une faute à la charge des parents le seul fait de ne pas provoquer l'interdiction d'un malade mental; d'autres, plus rationnellement, ont vu une faute dans le fait de ne pas provoquer l'internement. Souvent d'ailleurs la notion d'interdiction et celle d'internement ont été l'objet de regrettables confusions. L'avantage qui résulterait pour la victime de l'adoption d'une telle théorie est évident : la faute est prouvée automatiquement à la charge de tous ceux,

et ils sont nombreux, qui auraient pu provoquer l'interdiction ou l'internement et qui ne l'ont pas fait. En faisant porter la faute sur cette simple omission qui existe toujours, par hypothèse, lorsqu'il s'agit d'un fait dommageable commis par un aliéné qui n'est ni interdit ni interné, on crée sans le dire une véritable responsabilité présumée qui repose beaucoup plus sur une idée de garantie que sur une idée de faute. Nous allons examiner successivement si l'on peut véritablement considérer comme une faute le seul fait de ne pas avoir provoqué l'interdiction (a), ou l'internement de l'aliéné (b) ou si au contraire la faute entraînant la responsabilité d'un membre de la famille du malade doit résulter d'un manquement prouvé dans la surveillance de celui-ci (c).

89. — (a) L'article 489 du Code civil déclare que *doit* être interdit le majeur qui est dans un état habituel d'imbécillité, de démence ou de fureur, mais l'article 490 indique que tout parent est *recevable* à provoquer l'interdiction de son parent et qu'il en est de même de l'un des époux à l'égard de l'autre.

De ces textes on a conclu dès 1806 « qu'aucune loi n'impose à une femme de provoquer l'interdiction de son mari » (Crim., 26 juillet 1806). Le procureur général Merlin indiquait alors dans ses conclusions que « entre donner un droit et imposer un devoir la différence est très grande ». Depuis lors, qu'il s'agisse du conjoint ou d'un autre parent, toutes les décisions de jurisprudence (1) et tous les auteurs (2) ont convenu qu'il n'y avait aucune obligation pour la famille d'un aliéné à provoquer son interdiction, et donc aucune faute à sa charge de ce seul fait en cas de dommage causé par l'aliéné à un tiers. La Cour de cassation a résolu deux fois cette question par prétérition : dans un arrêt du 14 mai 1866 elle exonère le père d'un aliéné « sans qu'il soit besoin d'examiner si le père est ou non responsable des actes commis par son fils majeur dont il n'a pas provoqué l'interdiction », et dans un arrêt du 30 juillet 1906 elle rejette un moyen parce que « l'arrêt attaqué ne décide pas en principe que le père est responsable des quasi-délits commis par son fils en état d'insanité d'esprit et dont il aurait négligé de provoquer l'interdiction ».

(1) Notamment Bruxelles, 3 juillet 1830 ; trib. civ. d'Avranches, 14 février 1852 ; Grenoble, 15 décembre 1859 ; Agen, 9 novembre 1864 ; trib. civ. d'Aubusson, 2 juillet 1868 ; trib. civ. de Wassy, 4 février 1876.

(2) Notamment LAURENT (XX, 559), LAROMBIÈRE (VII. art. 1384, n° 7), LABBÉ (*Revue crit.*, 1870), DEMOLOMBE (XXXI, 575), SOURDAT (II, 828), BAUDRY-LACANTINERIE et BARDE (*Oblig.* IV, 2903), SAVATIER (I, 204).

90. — Néanmoins cette question s'est posée très fréquemment à propos de la responsabilité des parents lorsqu'un de leurs proches avait commis un acte dommageable pour autrui. Et en vérité on se demande bien pourquoi. L'interdiction est une mesure qui vise essentiellement la protection du patrimoine de l'aliéné. Le Code civil ne s'est guère préoccupé de la personne de l'interdit qu'il assimile à un mineur (art. 509) ; mais comme il ne s'était guère préoccupé non plus de la personne du mineur, il en résulte que les droits et les devoirs du tuteur sur la personne de l'interdit sont des plus vagues. L'article 510 qui dispose que « selon le caractère de sa maladie et l'état de sa fortune le conseil de famille pourra arrêter qu'il sera traité dans son domicile ou qu'il sera placé dans une maison de santé ou même dans un hospice », a pu faire penser que, avant la loi de 1838, l'interdiction était le préalable indispensable de l'internement. C'est peu vraisemblable si l'on songe aux innombrables formalités que nécessite l'interdiction et qui, pour peu que le défendeur résiste, peuvent durer des années. Certes l'article 497 indique : « après le premier interrogatoire le tribunal commettra, s'il y a lieu, un administrateur provisoire pour prendre soin de la personne et des biens du défendeur », mais les pouvoirs de cet administrateur sur la personne ne sont définis nulle part et par ailleurs il ne peut être nommé qu'à une phase déjà avancée de la procédure. Dans ces conditions comment a-t-on pu penser que le fait de provoquer l'interdiction d'un malade mental était susceptible de l'empêcher de nuire à autrui ?

« En quoi cette mesure, écrit Sourdat (II, 828), aurait-elle profité aux tiers et comment dès lors peuvent-ils se plaindre de ce que les parents avaient omis de la provoquer ? L'interdiction ne serait qu'une raison de plus pour éviter au dément une condamnation personnelle et sur ses propres biens, mais elle n'offre aucune garantie à ceux que l'insensé peut blesser ou atteindre d'une manière quelconque dans ses moments de fureur. On ne trouve donc pas dans le seul fait de cette omission la faute qui doit nécessairement servir de base à toute responsabilité. »

90 bis. — Néanmoins la cour de Bruxelles (3 juillet 1830) après avoir reconnu que l'interdiction d'un dément est facultative pour les parents, ajoutait : « Mais il serait contraire à l'intérêt de la société et par suite au but du législateur d'induire de ces dispositions que lorsqu'un père ou un parent, ne voulant pas user du mode de sûreté établi par la loi, préfère garder chez lui l'aliéné sans le faire interdire, il n'y aurait de recours contre personne du chef du dommage que l'aliéné cause et qui très vraisemblablement n'aurait point eu lieu si l'on avait employé ce moyen légal. » La cour de Lyon (27 mai

1840) a dit d'une mère qu'elle a « à s'imputer la négligence d'avoir laissé des armes à feu à portée de son fils et de n'avoir pas provoqué son interdiction ». La cour de Lyon également (31 décembre 1904) a dit d'un père que « dans le cas où son autorité morale est impuissante à empêcher les plus fâcheux écarts, la loi lui fournit le moyen de dégager sa responsabilité par une instance en interdiction; qu'il est vrai que la loi laisse à son libre arbitre et à son initiative l'usage de cette faculté, mais que ce ne peut être qu'à ses risques et périls; que le pouvoir discrétionnaire qui lui est ainsi consenti ne saurait être considéré comme un blanc-seing qui l'absout d'avance de son inertie et de son incurie et qu'en renonçant malgré les justes motifs qui l'y appelaient à exercer le droit qui lui est légalement conféré, il accepte de se substituer en quelque sorte au mandataire responsable qu'il lui appartient de faire commettre par qui de droit ».

91. — En réalité il semble bien qu'il y ait eu souvent une confusion entre interdiction et internement. Neagu écrit par exemple : « L'acceptation de la surveillance sera indiquée par le fait de ne pas se désister de la garde dans les mains de l'autorité publique au moyen de l'interdiction » et Limouzineau : « Tous parents peuvent être rendus responsables du jour où ils ont sciemment accepté l'obligation de garde de leurs proches aliénés. Ceci étant, si le dément échappe à la surveillance et produit un dommage, ils en devront répondre, car le seul fait de ne pas avoir provoqué son interdiction alors qu'il était en leur pouvoir de le faire constitue une imprudence. » Ces phrases sont incompréhensibles si on ne lit pas « internement » à la place de « interdiction ». Ce n'est pourtant pas la même chose.

Le seul avantage que pourrait procurer l'interdiction à la victime d'un acte dommageable commis par un aliéné serait de lui désigner un responsable possible de cet acte. Mais le tuteur n'étant pas compris dans l'énumération de l'article 1384, il faudra prouver une faute contre lui dans les mêmes conditions que contre n'importe quel autre gardien. Aussi quand Neagu écrit : « L'obligation de provoquer l'internement ou l'interdiction appartient aussi à l'époux », si l'on se souvient que, d'après l'article 506, « le mari est de droit le tuteur de sa femme interdite », on ne voit pas en quoi l'interdiction d'une femme mariée changera quoi que ce soit dans la responsabilité encourue par le mari du fait de ses actes dommageables.

Mais depuis déjà plusieurs décades les décisions ne font plus allusion à l'imprudence que constituerait pour un parent le fait de n'avoir pas provoqué l'interdiction de son parent aliéné, sans doute parce que l'interdiction n'est utilisée que de plus en plus rarement, étant donné la lenteur et le coût de la procédure.

92. — (b) Par contre il est beaucoup plus souvent question de la faute qui serait à la charge de ceux qui auraient négligé de provoquer l'internement de l'aliéné. C'est évidemment beaucoup plus compréhensible. L'internement est une mesure de sûreté qui met les tiers à l'abri des actes dommageables du malade ou qui, tout au moins, déplace sans équivoque possible les responsabilités. Mais comme pour l'interdiction, l'internement est, de l'avis général, une mesure facultative pour la famille. Il ne peut d'ailleurs en être autrement puisque, par une disposition, peut-être critiquable, de la loi de 1838, le placement peut être réclamé par n'importe qui, en indiquant seulement, à défaut du degré de parenté, la « nature des relations » qui existent entre celui qui demande le placement et le malade (art. 8 de la loi de 1838). En réalité, ainsi que l'a rappelé jadis un arrêt de la cour de Grenoble (15 décembre 1859), l'internement n'est obligatoire que pour l'autorité publique dès que l'état d'aliénation compromet « l'ordre public et la sûreté des personnes ».

Dans une affaire soumise à la chambre des requêtes et où se posait la question de la responsabilité du mari à l'occasion d'un acte accompli par sa femme en état de démence, l'avocat général Feuilloley déclarait que : « Aucune des dispositions de la loi de 1838 n'oblige le parent d'un aliéné à provoquer son internement dans une maison spéciale; l'abstention de l'usage d'un droit ne saurait constituer une faute » et le conseiller Letellier dans son rapport (D.1901.I.524) protestait également contre l'idée d'un internement obligatoire : « Autant dire que le sieur V... devait de toute nécessité faire interner sa femme, mais une telle prétention n'est pas soutenable quand on songe au trop grand nombre de malades qu'on est obligé de garder dans les familles. » Dans le même sens Demogue écrit (III, 313) : « Il est assez osé de dire qu'il y a faute à ne pas provoquer les mesures de l'autorité et surtout à soigner l'aliéné à domicile de sorte que l'intervention de l'autorité soit inutile. »

Néanmoins la jurisprudence, sans prétendre que le seul fait de ne pas avoir provoqué l'internement d'un malade mental constitue une faute, a souvent admis qu'il suffisait à rendre la famille responsable si un fait dommageable se produisait et a enfermé les parents dans ce dilemme : « Ou vous faites interner votre malade ou vous assumez personnellement la responsabilité de ses actes. » C'est ainsi que le tribunal civil de Marseille (20 mars 1866) a déclaré que : « La femme R... en conservant son mari auprès d'elle au lieu de le faire conduire dans l'asile d'aliénés a volontairement et sciemment assumé toute la responsabilité des événements qui pourraient être la conséquence de cette résolution », que la cour de Chambéry (29 octobre 1889) à propos du père d'un majeur aliéné a dit que : « S'il en conserve personnellement la garde sans recourir aux mesures auto-

risées par la loi et sans prendre les dispositions exceptionnelles que son état comporte, il commet par ce seul fait une imprudence et assume la responsabilité générale édictée par l'article 1382 du Code civil », que le tribunal de Clamecy (9 juin 1943) a déclaré « qu'il appartenait à D... père soit de provoquer l'internement de son fils, soit d'exercer sur lui une surveillance suffisante pour l'empêcher de nuire au lieu de le laisser circuler librement » et le tribunal civil de Muret (30 mars 1944) : « Que les époux L... auraient dû surveiller plus étroitement (leur fils) ou provoquer son internement. »

MM. H. et L. Mazeaud et Tunc (719) admettent également cette manière de voir : « Sans doute, écrivent-ils, il est pénible à certaines personnes : conjoint, père et mère ou autres proches parents du dément de faire interner ce dernier dans un asile, mais ceux qui ne s'y résolvent pas et qui n'ont pas les moyens d'assurer une garde absolue de l'insensé commettent une imprudence dont les tiers ne peuvent supporter les conséquences. »

Il ne nous paraît pas possible d'adopter ce point de vue beaucoup trop strict, qui par un moyen détourné revient à créer une présomption de faute que la loi paraît très justement avoir écartée en cette matière, comme le remarquait Labbé (*Revue crit.*, 1870) qui, après avoir indiqué que l'article 1384 n'était pas applicable aux parents ou au conjoint de l'aliéné, ajoutait : « Notre législateur a craint probablement que la responsabilité imposée aux parents ne détermine des mesures de rigueur contre l'aliéné. La séquestration serait employée non seulement comme un moyen curatif et bienfaisant pour l'insensé, mais encore comme un moyen pour les parents de se prémunir contre les chances de la responsabilité. »

93. — (c) Nous avons suffisamment insisté précédemment (n° 67) sur la nécessité de fonder la responsabilité du gardien du malade mental sur les seuls articles 1382 et 1383 pour qu'il ne soit pas nécessaire d'y revenir ici. Nous venons de voir qu'il n'était pas possible à notre avis, en ce qui concerne les parents de l'aliéné, de prétexter d'un prétendu devoir de provoquer l'interdiction ou l'internement pour ressusciter, en déplaçant le point d'application de la faute, la présomption de l'article 1384. De même qu'il n'est pas possible de parler d'une obligation déterminée de garde qui entraînerait la responsabilité automatique du gardien pour tout manquement à sa prétendue garde.

La victime d'un malade mental personnellement irresponsable devra donc prouver une faute dans la conduite de celui qu'elle entend rendre responsable de fait de l'aliéné, faute dans la surveillance ou simple faute dans la prudence et la diligence que toute personne doit mettre dans ses rapports avec autrui. Mais nous allons voir en exami-

nant plus en détail les différents cas qui ont été soumis aux cours et aux tribunaux que bien souvent, et malgré les affirmations de principe, la responsabilité familiale a été plus présumée que prouvée et que certaines fautes reprochées aux parents ou au conjoint de l'aliéné n'avaient rien de bien manifeste.

B. — JURISPRUDENCE

1° Responsabilité du père et de la mère.

94. — La responsabilité du père ou de la mère de l'aliéné majeur est celle qui a le plus souvent été mise en avant, peut-être parce que beaucoup de malades mentaux qui commettent un acte dommageable sont des jeunes célibataires habitant avec leurs parents et peut-être aussi parce que la responsabilité des père et mère du majeur a paru le prolongement naturel de la responsabilité de l'article 1384, alinéa 4.

Mais ici aucun texte impératif n'impose en premier lieu la responsabilité du père, et celle de la mère seulement après le décès du mari. Aussi certaines instances ont-elles été dirigées conjointement contre le père et la mère. Mais si le tribunal civil de Muret (30 mars 1944) a condamné à la fois le père et la mère sans relever d'ailleurs une faute distincte à l'encontre de chacun, la cour de Chambéry (6 février 1874) a déclaré que la responsabilité, si elle était retenue, « incomberait exclusivement au mari, chargé, comme chef de famille, du gouvernement de la maison et que l'action, dès qu'elle ne repose pas sur une faute personnelle de la mère ne saurait atteindre celle-ci » ; le tribunal civil de Wassy (4 février 1876) a repris exactement la même formule et la cour de Chambéry (29 octobre 1889) a retenu la responsabilité du père en tant que « maître dans son domicile. »

Nous classerons les décisions dont nous avons pu avoir connaissance selon qu'elles déboutent le demandeur (a), qu'elles condamnent le père ou la mère sur la base d'une faute précise (b), ou qu'elles condamnent en présumant plus ou moins la faute (c).

95. — (a) Les décisions qui ont exonéré le père ou la mère d'un majeur aliéné auteur d'un acte dommageable ne se distinguent guère que par la part plus ou moins importante qu'elles réservent, dans leurs motifs, au droit ou au fait. Les plus anciennes sont surtout motivées en droit.

Le tribunal civil d'Avranches (14 février 1852) a refusé de retenir la responsabilité d'une mère veuve dont le fils, âgé de 33 ans, et qui avait été précédemment interné, avait tué un voisin à coups de fusil :

« Considérant qu'aucune loi n'imposait à une mère l'obligation de surveiller son fils majeur ou de poursuivre son interdiction, on ne pourrait déclarer la dame S... coupable de négligence ou d'imprudence, lors même, ce qui n'a pas eu lieu, qu'il serait établi qu'elle aurait pu empêcher le malheur qui donne lieu au procès, et qu'il faudrait pour rendre la dame S... responsable du dommage causé par son fils majeur atteint de démence que la garde lui en eût été confiée, mais qu'il n'existe aucune preuve à cet égard. » Le tribunal ajoute que les dispositions de l'article 475, 7° du Code pénal ne lui sont pas applicables. Mais cette décision a été infirmée par la cour de Caen (2 décembre 1853).

La cour de Grenoble (15 décembre 1859), infirmant un jugement qui avait condamné sur la base de l'article 1384 le père d'un meurtrier dément, a déclaré que cet article était sans application possible en l'espèce, l'enfant étant majeur, et que seul l'article 1383 pouvait être invoqué. Mais qu'il n'y avait aucune obligation pour les parents ni de provoquer l'interdiction ni de demander l'internement et qu'aucune imprudence spéciale ne pouvait leur être reprochée en fait.

La cour d'Agen (9 novembre 1864), infirmant un jugement du tribunal de Figeac, a refusé de retenir la responsabilité du père d'un meurtrier de 49 ans, et ce malgré la cohabitation, en repoussant successivement l'application des articles 1384, 1382 et 1383 : « Attendu que l'article 1384 n'oblige un père à veiller sur ses enfants et ne le rend responsable de leurs actes que tant qu'ils sont mineurs; que du jour où le père perd tout droit de coercition, il n'est pas possible de l'astreindre à une surveillance inefficace et ensuite à une obligation qui n'a plus de fondement parce qu'à cet âge l'autorité a disparu, que l'autorité morale a également cessé en ce qui concerne les actes de la vie extérieure et physique par lesquels un dommage peut être causé à des tiers; que la surveillance étendue au-delà de ces sages limites deviendrait même ridicule et surtout trop pesante pour le père de famille. » La chambre des requêtes (14 mai 1866), saisie d'un pourvoi contre cet arrêt, l'a rejeté sans être toutefois aussi catégorique que la cour d'Agen dans les affirmations de principe : « Attendu, a dit seulement la Cour de cassation, qu'il est déclaré en fait que D... fils, âgé de 49 ans, marié et père de famille, était depuis longtemps soustrait à l'autorité paternelle et qu'il n'est pas justifié que le père connût le caractère dangereux de la maladie de son fils. »

La cour de Chambéry (6 février 1874) n'a pas voulu retenir, pour des raisons surtout de fait, la responsabilité d'un père dont le fils majeur, dans un accès de folie furieuse, avait tué un voisin et blessé deux autres personnes; la cour, après avoir rappelé que l'article 1384 n'était pas applicable, a dit que la faute des articles 1382 et 1383 « pourrait se rencontrer dans l'espèce si le père, connaissant l'état de

démence de son fils, avait négligé les précautions nécessaires pour en prévenir les funestes conséquences », mais que ce n'était pas le cas. Le tribunal civil de Wassy (4 février 1876), à propos d'un incendiaire, a repris textuellement les attendus de la cour de Chambéry.

Enfin le tribunal civil de la Seine (30 mai 1894) a également exonéré le père d'un homme de 35 ans, meurtrier d'un concierge, en déclarant que « les personnes qui ont une autorité sur l'aliéné ou qui sont chargées de sa surveillance ne sauraient être l'objet d'une action en responsabilité qu'autant qu'elles ont connu le caractère de la folie dont cette personne était atteinte et, connaissant ce caractère, ont commis une faute ou négligence ayant été la cause directe ou indirecte de l'acte préjudiciable à autrui commis par l'aliéné ». On voit que le tribunal, s'il avait relevé une faute, ne se serait pas montré très exigeant sur le lien de causalité.

96. — (b) Une seconde catégorie de décisions a condamné le père ou la mère d'un meurtrier dément pour avoir commis une faute manifeste, toujours la même d'ailleurs, celle d'avoir laissé des armes à la disposition du malade.

La cour de Bruxelles (3 juillet 1830), dans un arrêt extrêmement touffu et sans qu'il soit possible de savoir exactement quel a été le motif déterminant de la condamnation, a retenu la responsabilité du père en partie parce que : « Il est prouvé que l'aliéné avait eu en son pouvoir des choses aussi dangereuses qu'une arme à feu et ce qui est nécessaire pour s'en servir, ce qui démontre un défaut de soin et de précaution dans le chef de l'appelant. »

La cour de Lyon (27 mai 1840), dans un arrêt au contraire très laconique, a condamné la mère d'un aliéné qui avait « à s'imputer la négligence d'avoir laissé des armes à feu à la portée de son fils ».

Enfin la cour de Caen (2 décembre 1853), réformant le jugement du tribunal d'Avranches cité plus haut, a condamné la mère d'un meurtrier qui, après avoir caché les armes de son fils, artilleur de la garde nationale, « lui avait remis sa carabine pour aller assister au service qui se célébrait ce jour-là » et négligé de la lui retirer ensuite.

97. — (c) Mais à côté de ces décisions qui relèvent une faute nette à l'encontre du père ou de la mère de l'aliéné, d'autres n'en établissent aucune si ce n'est celle de n'avoir pas empêché le dommage, et notamment en ne provoquant aucune mesure d'ordre judiciaire ou administratif.

Le tribunal civil d'Aubusson (2 juillet 1868) dans une sombre histoire de viol, suivi d'assassinat et de dépeçage, mise sur le compte d'un « idiot », décédé lors de l'instance, mais habitant lors des faits

avec sa mère veuve, a déclaré : « Qu'on ne pourrait par application de l'article 1383 faire résulter la responsabilité de la veuve G... soit de ce qu'elle n'a pas fait interdire son fils, soit de ce qu'elle n'a pas pris, pour le faire interner, des mesures que pouvait lui conseiller la prudence; que ses devoirs de mère lui rendaient peut-être difficile et pénible l'emploi de ces moyens rigoureux, mais que si, en ne s'y soumettant pas, elle ne commettait pas une imprudence dans le sens légal du mot, elle s'imposait ainsi une plus exacte surveillance. » Mais il ne s'agissait là que d'une décision de principe puisque les demandeurs devaient d'abord prouver la culpabilité du fils, qui n'était pas établie.

La cour de Chambéry (29 octobre 1889), dans un arrêt beaucoup plus rigoureux pour le défendeur que celui du 6 février 1874, a retenu, en principe tout au moins, la responsabilité du père d'un aliéné en déclarant que : « Le père qui a légalement qualité pour provoquer soit l'interdiction soit même l'internement de son enfant dans une maison d'aliénés et qui, maître dans son domicile, s'y trouve naturellement investi d'un droit et d'une obligation de surveillance sur tous ceux qui y résident, devient en fait gardien de l'enfant, même majeur, mais aliéné, auquel il a ouvert son domicile. »

Le tribunal civil de Corbeil (4 avril 1895) a également retenu le principe de la responsabilité de la mère d'une aliénée de 34 ans qui avait blessé de deux coups de couteau la bonne de la maison, en relevant que : « La demoiselle L... a été internée à trois reprises différentes dans des maisons de santé... qu'elle en est sortie sur les instances de sa mère qui aurait commis une imprudence en la reprenant et en la conservant chez elle. » Mais il est curieux de constater qu'ici la surveillance familiale était excellente et que la demoiselle L... était strictement séquestrée à domicile, puisque c'est en voulant sortir « pour se jeter sur un prêtre qui passait avec des enfants », qu'elle a blessé la bonne qui refusait de lui donner les clefs de la porte. Dans cette affaire la malheureuse bonne, transformée par sa patronne en « gardienne » d'une aliénée, avait surtout été victime d'un accident du travail.

98. — Mais l'espèce la plus intéressante en matière de responsabilité civile du père à l'occasion de faits dommageables commis par un majeur aliéné est bien celle qui a donné lieu à l'arrêt de la chambre des requêtes du 30 juillet 1906, d'abord parce qu'elle est toujours citée par les auteurs et ensuite parce que c'est la dernière en date où la Cour de cassation ait statué en cette matière. Il importe donc de l'examiner avec attention.

Un sieur L..., qui avait été interné à l'asile privé de C... (on ne dit

pas dans quelles conditions légales), avait poursuivi sans succès les médecins de cet établissement, tant devant les juridictions répressives que civiles, pour faux certificats, séquestration arbitraire, etc. L'un d'eux, le Dr D..., lassé de ces procédés, avait assigné L... et son père devant le tribunal civil pour abus de procédure. Il avait été débouté. La cour de Lyon (31 décembre 1904), infirmant le jugement, mit hors de cause le fils qui « ayant agi sans volonté raisonnée ne saurait dès lors être rendu responsable du dommage causé par lui »; puis elle retint la responsabilité du père en déclarant « qu'il est avec raison soutenu que L... père n'a pu ignorer le caractère dangereux de la maladie de son fils et que, si cette insanité n'atteint pas aux degrés extrêmes de la folie, elle n'en est pas moins manifestée sous ses yeux comme susceptible de porter le malade à des actes nuisibles à l'égard des tiers; que dans ces conditions bien qu'il ne soit plus légalement revêtu de la puissance paternelle, le père de famille, qui a repris et retenu l'insensé à son foyer, ne peut se prétendre dispensé de toute surveillance ». La cour déclare ensuite que le père aurait dû provoquer l'interdiction de son fils et que, ne le faisant pas, il s'est rendu coupable d'une négligence dont les suites lui sont imputables.

La Cour de cassation, sans déclarer que le père était en principe responsable des quasi-délits de son fils dont il aurait négligé de provoquer l'interdiction, a repris les motifs de l'arrêt attaqué et décidé également « qu'en abandonnant son fils à ses errements, sans prendre contre lui des précautions nécessaires et en ne prévenant pas ou en n'empêchant pas le préjudice... le père s'était rendu coupable d'une négligence dont les suites lui sont imputables ».

99. — Ces décisions appellent plusieurs remarques. D'abord en ce qui concerne la responsabilité personnelle de L... fils. Pendant des années celui-ci a plaidé sans que personne ne le considère comme dément et ce n'est que lorsqu'il a dû rendre compte de ses actes que la justice s'est enfin aperçue qu'elle avait affaire à un fou. Il n'est pas inutile de citer à ce sujet certains motifs de la cour de Lyon : « Attendu qu'il suffit de rappeler qu'après avoir actionné civilement le Dr R... et s'être vu débouter de son action avec condamnation aux dépens à titre d'indemnité reconventionnelle, L... a récidivé dans ses poursuites et assigné conjointement les Dr D... et R... pour séquestration arbitraire et violation de la loi de 1838, que D... a dû comparaître à trois reprises devant la juridiction pénale, qui, après plusieurs renvois, l'a relaxé des fins de la plainte ainsi que son coprévenu; que L... s'est rendu appelant de cette décision et a traduit de nouveau D... devant la chambre des appels correctionnels qui s'est déclarée incompétente sur la séquestration et a débouté le plaignant par ailleurs; que

L... a porté plainte contre D... pour crime de séquestration; que l'instance ouverte en conséquence s'est terminée par une ordonnance de non-lieu et que, sur opposition du plaignant, admise en la forme, et sur nouvelle instruction, la chambre des mises en accusation a clos cette longue procédure par un non-lieu définitif à la date du 24 avril 1904. »

M. Huguency (*Ann. de méd. lég.*, 1927, 453) a parfaitement bien défini le dilemme que pose l'aliéné revendicateur au psychiatre qui l'attaque reconventionnellement : « Je suis fou ou je ne suis pas fou. Si je ne suis pas fou, c'est vous qui avez eu tort de déclarer que je l'étais. Mon action n'est pas téméraire et je ne vous dois rien. Si je suis fou, je ne suis pas responsable et je ne vous dois rien non plus. »

Mais en l'espèce pourquoi le père aurait-il considéré comme insensées des procédures que la justice accueillait avec autant de complaisance (renvois, supplément d'information, etc.) et au service desquelles se sont mis pendant plusieurs années, outre les juges, des avoués, des avocats et des huissiers ?

Par ailleurs comment L... père aurait-il pu s'y prendre pour faire cesser cet abus, en admettant qu'il ait été obligé de le considérer comme tel ? La cour de Lyon lui reproche de ne pas avoir demandé l'interdiction de son fils. Une procédure en interdiction, dirigée contre un défendeur processif, et le fils L... l'était assez manifestement, risque de mettre des années pour aboutir et l'administrateur provisoire qui peut être nommé en vertu de l'article 497 du Code civil ne peut dépouiller le futur interdit « des actions attachées à sa personne » (Paris, 7 mars 1924), ce qui est bien le cas d'une constitution de partie civile dans une plainte pour séquestration arbitraire. La cour reproche aussi à L... père un manque de surveillance. Mais pour empêcher L... fils de plaider, il eût fallu non seulement l'empêcher de sortir, mais encore, car on peut parfaitement agir par correspondance, lui interdire toute communication avec l'extérieur. Alors qu'un directeur de maison de santé a été condamné pour avoir seulement retardé une lettre d'un de ses clients destinée à un avocat (Civ., 6 mai 1936), il serait curieux de reprocher à un père de n'avoir pas supprimé une correspondance de ce genre, émanant de son fils majeur, ni interdit, ni interné.

En réalité ni la cour de Lyon, ni la Cour de cassation n'ont véritablement relevé de faute à l'égard du père; elles l'ont condamné, sans le dire, en tant que civilement responsable de son fils, comme elles l'auraient fait sur la base de l'article 1384 si ce fils avait été mineur et personnellement fautif. Cette décision, toujours citée, mais rarement analysée, est un parfait exemple du malaise des juridictions civiles devant le principe de l'irresponsabilité de l'aliéné et des efforts, juridiquement peu heureux, qu'elles font pour y échapper.

100. — Plus récemment le tribunal civil de Clamecy (9 juin 1944) et le tribunal civil de Muret (30 mars 1944), dans des affaires assez voisines et avec des attendus absolument identiques, ont condamné l'un le père, l'autre le père et la mère d'un aliéné majeur sans relever une faute précise à leur charge, sinon que, connaissant l'état mental de leur fils, ils auraient dû ou le faire interner ou exercer sur lui une surveillance suffisante pour l'empêcher de nuire. Ces jugements sont exactement dans la ligne de l'arrêt de cassation de 1906.

De l'examen de ces décisions en matière de la responsabilité des père et mère à l'occasion d'actes dommageables commis par leur enfant majeur, il semble ressortir que la jurisprudence paraît s'être orientée progressivement vers une responsabilité sans faute prouvée. Les décisions les plus récentes ne relèvent qu'une absence générale de précautions, dont la seule preuve est en fait la réalisation du dommage, et sans préciser comment, en dehors de l'internement, eût pu être empêché le fait dommageable. Elles aboutissent à fonder la responsabilité du père de l'aliéné majeur sur une présomption de faute analogue à celle de l'article 1384, avec cette différence néanmoins qu'on ne paraît même pas l'autoriser à faire la preuve de l'absence de faute. Nous allons voir par contre que, on ne sait pourquoi, la jurisprudence s'est montrée beaucoup moins rigoureuse à l'égard du conjoint de l'aliéné.

2° Responsabilité du conjoint.

a) Responsabilité du mari.

101. — Pothier (*Oblig.*, n° 454) assimilait les femmes mariées aux mineurs au point de vue de la responsabilité du « père de famille ». Aujourd'hui tous les auteurs s'accordent pour déclarer que le mari n'est pas responsable des délits ou quasi-délits commis par sa femme puisqu'il n'est pas compris dans l'énumération limitative de l'article 1384. Mais, avant la loi du 18 février 1938 qui a supprimé la puissance maritale, certaines décisions avaient pu condamner le mari comme n'ayant pas usé de son autorité pour empêcher l'acte dommageable et comme ayant commis de ce fait une faute ou une imprudence sanctionnable au titre des articles 1382 et 1383 du Code civil. Ainsi, sans remonter à l'arrêt de la chambre des requêtes du 23 décembre 1818 qui avait condamné comme civilement responsables les maris de glaneuses abusives parce que « ne prouvant pas qu'ils n'avaient pu les empêcher de commettre le délit », ni à un arrêt de Req. du 8 juillet 1872, la cour de Colmar en 1936 a condamné le mari d'une femme escroc pour « défaut d'autorité et de surveillance » (19 mai 1936).

Pour Sourdat (II, 851) : « Il est difficile de méconnaître que l'au-

torité du mari en lui donnant les moyens de diriger dans une certaine limite les actions de sa femme ne lui impose en même temps d'empêcher les délits dont elle pourrait se rendre coupable quand il les voit ou sait se commettre et quand il peut par conséquent y mettre obstacle. » Mais, ajoutait Sourdat, « prenons garde de ne pas aller trop loin dans ce système. Le mari n'est pas tenu d'exercer sur sa femme la même surveillance que sur un enfant; ce serait aussi ridicule qu'impossible ». Perreau de même (*Revue crit.*, 1902, p. 401) estime que le mari est évidemment responsable en même temps que sa femme quand on peut établir à sa charge l'existence d'une faute personnelle. « Il ne s'agit pas de présumer la faute du mari en cas de délit de la femme, mais de savoir s'il est obligé légalement de l'empêcher de nuire à autrui... Si exorbitante que paraisse cette théorie au premier aspect, elle est pourtant bien naturelle; le mari gardant l'inaction quand il peut prévenir un délit de sa femme ne s'en fait-il pas le complice ? »

Mais quelle que soit la rigueur que l'on préconise pour l'obligation du mari à l'égard de sa femme, il est certain que sa responsabilité du fait des actes dommageables commis par une femme aliénée ne peut résulter que d'une faute personnelle prouvée, faute d'omission ou faute de commission. La jurisprudence à ce sujet n'est pas très abondante, sans doute parce que la délinquance féminine est moins importante que la délinquance masculine.

102. — La cour de Rouen (16 décembre 1896) a refusé de retenir la responsabilité d'un mari dont la femme « atteinte d'hystérie avec accès de somnambulisme et actes inconscients » avait frappé une jeune fille « sous l'influence d'une impulsion automatique et inconsciente », en déclarant que « s'il n'est pas méconnu qu'antérieurement et à diverses reprises la dame D... avait éprouvé des troubles nerveux dont son mari ne conteste pas avoir eu connaissance, il n'en reste pas moins constant que ces troubles nerveux auxquels elle était sujette ne présentaient aucun caractère de gravité de nature à justifier une surveillance spéciale à son égard ».

La cour d'Aix (1^{er} mars 1899) a de même exonéré le mari d'un vitrioleuse parce que « rien ne l'autorisait à supposer que sa femme fût sur le point de se livrer à l'acte dont on voudrait en désespoir de cause lui imputer la faute de n'avoir pas empêché l'exécution en provoquant lui-même son internement ». La chambre des requêtes (21 octobre 1901), saisie d'un pourvoi formé contre cet arrêt, a déclaré notamment que : « En ce qui concerne le sieur V..., l'article 1384 ne mentionnant pas le mari parmi les personnes qui répondent du fait d'autrui, le défendeur éventuel ne pouvait être recherché qu'à l'occa-

sion d'un fait personnel de négligence ou d'imprudence dans les termes du droit commun »; étant donné que, par ailleurs, d'après l'arrêt attaqué, le mari n'avait commis aucune imprudence et que, comme l'a dit l'avocat général Feuilloley dans ses conclusions, « que ces constatations soient vraies ou fausses, elles sont souveraines », la Cour de cassation a rejeté le pourvoi.

Le tribunal civil de Cambrai (17 mai 1900), dans une affaire complexe où un mari, blessé à coups de hache par sa femme qui s'était suicidée aussitôt après, réclamait des dommages-intérêts aux héritiers de la défunte, a décidé que la femme ne présentait pas des troubles mentaux suffisamment importants pour être civilement irresponsable, mais que ces troubles étaient néanmoins suffisants pour obliger le mari à certaines précautions et que, faute de les avoir prises, il ne pouvait prétendre à la réparation de l'intégralité du préjudice. Que se serait-il passé si la femme avait blessé un tiers au lieu de son mari ? Les conjoints eussent-ils été tous deux considérés comme solidairement responsables, ou la femme, seule poursuivie, aurait-elle eu un recours contre son mari ?

Enfin dans deux affaires identiques où des compagnies d'assurances prétendaient qu'un mari avait commis une faute lourde entraînant la déchéance, en ne surveillant pas suffisamment sa femme aliénée et incendiaire, la cour de Nancy (8 novembre 1902) et le tribunal civil de la Seine (29 mai 1935) ont, pour des questions de pur fait, conclu l'un à la responsabilité et l'autre à la non-responsabilité du mari. La cour de Nancy, relevant les précautions prises par le mari dont la femme avait déjà été internée et qui s'apprêtait à la faire réinternier, a déclaré que : « Tout en admettant que ces précautions n'aient pas été absolues et qu'une surveillance plus stricte ait pu être exercée, il n'y a pas lieu en tout cas d'assimiler l'insouciance relative de J... à la faute lourde équivalente à une véritable complicité de fait dont la jurisprudence exige la démonstration comme condition essentielle de la responsabilité »; mais, s'il s'était agi d'une responsabilité délictuelle, « l'insouciance relative » aurait-elle été retenue comme une imprudence au sens de l'article 1383 ? Par contre le tribunal de la Seine a retenu la responsabilité du mari qui savait que sa femme était atteinte de troubles mentaux, qui ne pouvait donc soutenir que son acte constituait un cas fortuit et qui avait commis la faute lourde de la laisser seule, sans garde-malade ni personne pour la surveiller.

b) Responsabilité de l'épouse.

103. — Il semble que, avant la loi de 1938 tout au moins, l'idée de puissance maritale aurait dû s'opposer à une obligation de garde pesant sur la femme d'un aliéné non interdit, cette obligation étant

toujours plus ou moins fondée sur une autorité morale supposée. C'est sans doute ce qu'avait pensé la chambre criminelle de la Cour de cassation (26 juin 1806) en déclarant que non seulement aucune loi n'impose à une femme l'obligation de provoquer l'interdiction de son mari, mais que celui-ci jouissant de la plénitude de ses droits civils, son épouse n'avait aucune autorité sur lui. « Bien loin de là, déclarait même le procureur général Merlin, aux termes de l'article 213 du Code civil elle lui devait obéissance, et certes il n'est écrit nulle part que l'on puisse répondre, même civilement, des délits d'une personne à qui on est tenu d'obéir. » C'est en vertu de ce même principe que le tribunal civil de Semur (16 janvier 1861) s'indignait que l'on voulût donner une femme comme conseil judiciaire à son mari et déclarait que « confier à la femme le soin de protéger le mari contre l'entraînement de ses passions et de ses faiblesses, ce ne serait pas seulement se mettre en opposition avec la nature même, avec l'institution du mariage, avec l'ordre social, avec ce précepte de saint Paul : *Mulieres viris suis subditae sint*, sur lequel sont fondés les articles 213, 214, 215, 217 et suiv. du Code et par suite avec ces dispositions elles-mêmes, mais ce serait faire une chose chimérique et dangereuse ».

104. — Néanmoins le tribunal civil de Marseille (20 mars 1866) a retenu la responsabilité de la femme d'un dément ayant commis une tentative de meurtre, pour l'unique raison qu'elle n'avait pas fait interner son mari et qu'elle l'avait laissé divaguer au sens de l'article 475, 7° du Code pénal. Mais la cour d'Aix (7 décembre 1866) a infirmé cette décision en relevant que la dame R... avait fait des démarches infructueuses pour faire interner son mari et que « en conséquence la femme R..., qui ne pouvait mettre son mari en état de séquestration et qui, faute de pouvoir le faire enfermer dans une maison d'aliénés, a veillé sur lui autant qu'elle a pu, n'a aucune faute à s'imputer et qu'elle n'a encouru aucune responsabilité civile ».

Le tribunal civil de Nancy (27 août 1883) a déclaré que : « La femme d'un fou furieux ne peut être personnellement responsable des actes commis par lui en liberté qu'autant qu'au moment où il a commis lesdits actes elle l'avait effectivement sous sa garde », ce qui n'était, paraît-il, pas le cas.

Nous avons vu précédemment qu'un arrêt de la chambre criminelle (28 juin 1913) avait admis la culpabilité pénale et la responsabilité civile d'une femme qui avait laissé « divaguer » son mari aliéné et meurtrier, en se fondant sur l'obligation de secours et d'assistance des époux qui entraînerait une obligation de garde; nous avons dit également combien ce point de vue nous paraissait critiquable (n° 65).

La cour de Nancy (13 décembre 1949) a refusé d'admettre la res-

ponsabilité civile d'une femme à propos d'un meurtre commis par son mari en voyage loin d'elle, en déclarant qu'en fait elle n'avait eu aucune raison de soupçonner chez lui des troubles mentaux, mais en ne prenant aucune position de principe à ce sujet. De même le tribunal civil de Metz (8 février 1951) n'a relevé aucune faute quasi délictuelle à la charge de la femme d'un dément incendiaire qui avait déjà fait interner précédemment son mari, lequel était sorti de l'asile contre son gré, et qui en outre avait déposé une requête en divorce avant les faits.

Il ressort, nous semble-t-il, de ces diverses décisions que la jurisprudence n'admet pas facilement la responsabilité du conjoint de l'aliéné, mais il est bien difficile de dire s'il s'agit d'une position systématique, contrastant avec celle adoptée à l'égard des père et mère, ou s'il n'y a là qu'un hasard qu'explique le petit nombre des décisions recueillies. Toutes ces décisions néanmoins paraissent exiger nettement une faute prouvée pour engager la responsabilité du conjoint et on ne trouve pas trace ici de présomptions de responsabilité camouflées comme celles que nous avons relevées à propos de la responsabilité des père et mère.

3° Responsabilité des enfants.

105. — La responsabilité des descendants à l'occasion d'un acte dommageable commis par leur ascendant aliéné se heurte à certains scrupules tenant à l'autorité paternelle qui rendrait délicate une obligation de garde mise à la charge des enfants vis-à-vis de leurs parents. Mais, pour Limouzineau, « doit être rejetée l'idée qu'un fils ne peut empêcher l'acte préjudiciable commis par son père parce qu'il ne peut avoir sur ce dernier aucune emprise morale. Cette idée est superficielle. On ne peut concevoir d'emprise morale sur un dément, qui, par définition, est incapable de faire état de considération d'ordre moral ». On ne saurait mieux dire qu'en la matière seules comptent la force et la contrainte. « De plus, ajoute Limouzineau, même sans emprise morale, il est possible au fils d'empêcher le dommage : il n'a qu'à faire interdire ou du moins faire interner son père. » Si l'on en juge par le nombre de vieillards qui encombrant souvent sans véritable nécessité les hôpitaux psychiatriques, il semble que le conseil de Limouzineau ait été très largement suivi.

106. — La responsabilité des enfants du fait de leur ascendant aliéné n'a été évoquée que trois fois, à notre connaissance, dans la jurisprudence française, et chaque fois repoussée.

La chambre criminelle (28 juin 1913) a refusé de considérer com-

me responsables de la « divagation » de leur père les quatre enfants d'un dément meurtrier, âgés respectivement de 24, 22, 20 et 17 ans; le tribunal correctionnel d'Avignon avait retenu leur culpabilité au regard de l'article 475, 7° du Code pénal mais la Cour de cassation a cassé le jugement en ce qui les concernait en déclarant que « ce jugement avait omis les raisons de fait ou de droit pour lesquels les autres prévenus (les enfants), dont aucun n'avait sur R... une autorité légale, ont été considérés comme chargés de la surveillance de cet aliéné ».

La cour de Nancy (13 décembre 1949) a également refusé de prendre en considération la responsabilité d'un garçon de 17 ans qui « n'avait pas eu la possibilité de déceler les troubles psychiques subits de son père ni de s'opposer aux deux actes rapides et parfaitement imprévisibles auquel il se livra dans sa soudaine démence : écrasement de la voiture contre un rocher et achèvement de M..., blessé, de trois coups de revolver ».

Le tribunal civil de Toulouse (19 novembre 1951) a eu à résoudre un problème plus complexe : un aliéné avait tué son gendre d'un coup de fusil; la veuve, fille du meurtrier, réclamait à son père des dommages-intérêts, mais le représentant de l'aliéné arguait d'une part que celui-ci était civilement irresponsable et d'autre part que la fille avait la garde de son père. Le tribunal a condamné le dément, comme gardien de l'arme (en dépit de l'arrêt de cassation du 28 avril 1947), et a déclaré : « Que l'on ne saurait opposer à la demanderesse qu'elle avait la garde de son père; que l'âge de celui-ci, son caractère méchant, qui n'était pas notoirement pathologique avant le meurtre, la subordination dans laquelle il tenait sa fille empêchaient de considérer que celle-ci en fût la gardienne. »

Malgré ces trois décisions négatives il semble bien que la jurisprudence n'ait aucune objection de principe contre une obligation de garde à la charge des enfants de l'aliéné; c'est sans doute surtout une question de fait. Mais on peut penser qu'elle ne fondera pas cette responsabilité sur l'article 1384 du Code civil comme paraît l'avoir fait un arrêt de la Cour de cassation de Rome (3 avril 1905), rapporté dans la *Revue trim. de droit civil* (1908, p. 743), qui a assimilé la responsabilité des enfants du fait de leurs parents à la responsabilité des parents du fait de leurs enfants, prévue par l'article 1153 du Code civil italien, et a condamné un fils qui n'avait pas empêché son père, habitant chez lui, de commettre un meurtre; le commentateur indique justement qu'il eût été préférable de relever une faute à la charge du fils, ce n'eût pas été très difficile puisqu'il avait laissé une arme à la disposition de son père dont il n'ignorait par l'état de folie.

4° Responsabilité des frères, sœurs et autres parents.

107. — La responsabilité du frère d'un aliéné du fait d'un acte commis par celui-ci n'a été recherchée qu'une fois à notre connaissance. Il s'agissait d'un jeune soldat chez qui « l'horreur invincible qu'il avait pour la vie militaire avait transformé en folie furieuse un état manifesté auparavant par de la faiblesse d'esprit et par des actes d'insanité inoffensive ». Son frère étant venu lui rendre visite dans la ville où il était en garnison, tous deux allèrent coucher à l'hôtel, mais, au cours de la nuit, le militaire, pris d'une crise d'agitation, sauta par la fenêtre et mordit le nez d'un octogénaire, que la frayeur rendit épileptique. Le malheureux soldat étant mort au cours de son accès de délire aigu, la victime demanda des dommages-intérêts tant à la veuve qu'au frère de l'aliéné. La cour de Nancy (25 août 1885) repoussa la première demande en indiquant que la femme « n'avait pas la garde de son mari pendant qu'il était sous les drapeaux », ce qui allait de soi. Quant au frère, qui eût pu dire comme Caïn : « Suis-je le gardien de mon frère ? », la cour estima qu'il n'avait commis « aucune faute, ni négligence ni imprudence pouvant engager sa responsabilité ».

108. — Le tribunal civil de la Seine (30 mai 1894) a eu à envisager la responsabilité d'un cousin à qui un aliéné de 35 ans avait été confié par son père pendant que celui-ci faisait des démarches en vue de l'internement. Après une longue pérégrination dans Paris, l'aliéné, suivi du cousin qui ne voulait ni le contrarier ni le perdre de vue, transperça un concierge avec une canne-épée qu'il portait avec lui, mais qui n'avait, paraît-il, jamais voulu s'ouvrir avant cette occasion. Le tribunal n'a pas retenu la responsabilité du cousin dont la bonne volonté n'est pas en cause, mais dont la conduite était néanmoins critiquable. Il s'agissait pourtant là d'un « gardien » indiscutable et qu'il n'eût pas été difficile de déclarer fautif.

Il semble bien en définitive que, pour les parents autres que les père et mère, la jurisprudence soit très exigeante pour retenir une responsabilité du fait du malade mental, tant en ce qui concerne l'obligation de garde qu'en ce qui concerne la faute.

5° Responsabilité du tuteur (1).

109. — Le tuteur du mineur, assimilé aux père et mère par Pothier (*Oblig.* n° 121), puis par Marcadé (V, a. 1384, p. 300), Larombière (VII, a. 1384, n° 6) et même jusqu'à un certain point par

(1) Nous avons rangé le tuteur parmi les parents pour ne pas multiplier les catégories et parce que, comme eux, il est uni à l'aliéné par un lien légal.

Aubry et Rau (5^e éd., VI, n^o 447), ne peut cependant en vertu de l'interprétation restrictive de l'article 1384 être compris parmi ceux que la loi présume responsables pour autrui. En dehors de cet argument de texte, MM. H. et L. Mazeaud (746) soulignent d'ailleurs très justement que le tuteur n'exerce pas forcément la puissance paternelle et que ses droits sur la personne du mineur sont beaucoup plus limités que ceux des père et mère puisqu'ils sont soumis pour une part à l'autorisation du conseil de famille (notamment art. 468 en ce qui concerne le placement du mineur qui donne « des sujets de mécontentement graves »). La responsabilité du tuteur du mineur aliéné doit donc être subordonnée à une faute de sa part, mais il n'y a là rien de bien différent de la responsabilité des père et mère du mineur aliéné qui, nous l'avons vu, ne peut guère être mise en jeu, d'après la jurisprudence actuelle, sur la base de l'article 1384 du Code civil. Néanmoins le tuteur devant impérativement « prendre soin de la personne du mineur » (art. 450), il pourrait être facilement regardé comme fautif s'il négligeait de prendre ou de faire prendre par le conseil de famille les mesures nécessaires pour le traitement et la surveillance de son pupille atteint de troubles mentaux. Ici la garde se fonde sur un texte et l'obligation de garde est, sinon déterminée, du moins beaucoup plus stricte et beaucoup plus facile à invoquer que lorsqu'il s'agit d'un majeur. La jurisprudence n'a pas eu à se prononcer, semble-t-il, sur la responsabilité civile d'un tuteur du fait d'un acte dommageable commis par un mineur aliéné. Dans le seul cas où il soit question d'un tuteur (trib. civ. de Pau, 19 octobre 1945) la victime recherchait la responsabilité personnelle du mineur, bien que celui-ci ait été déclaré irresponsable par la juridiction pénale, et le tuteur ne figurait dans l'instance que comme administrateur légal des biens de son pupille, qui fut d'ailleurs condamné.

110. — La responsabilité du tuteur de l'interdit ne semble pas non plus avoir jamais été recherchée à l'occasion d'un acte dommageable commis par le malade. Labbé pense qu'il doit être responsable « à moins que sa diligence ait été sans reproche ». Pour Demolombe (XXXI, n^o 576) le tuteur n'est pas responsable de plein droit et la responsabilité, toute de fait, devrait en ce cas peser sur celui, quel qu'il fût, à la garde duquel l'interdit aurait été confié. C'est également l'avis de Demogue (V. 836) qui estime que le système contraire eût cependant été plus rationnel. Pour tous les auteurs contemporains (notamment MM. H. et L. Mazeaud, Neagu, Mme Freund-Froment) la responsabilité du tuteur ne peut être mise en jeu que s'il a commis une faute personnelle dans l'exécution de ses obligations de tutelle.

Celles-ci sont d'ailleurs assez vagues et en principe analogues à celles du tuteur du mineur (art. 609). Néanmoins il y a, pensons-nous, une certaine différence, en ce sens que le tuteur de l'interdit ne peut pas ignorer que son pupille présente des troubles mentaux, puisqu'il a été nommé justement pour cette raison. Certes l'interdit ne peut être considéré comme irresponsable de droit, tant au point de vue pénal qu'au point de vue civil. L'interdiction pouvant être prononcée ou maintenue même s'il existe des intervalles lucides (art. 489), la responsabilité de l'interdit non interné ayant commis un délit ou un quasi-délit devra être appréciée en fait dans chaque cas particulier et en tenant compte de l'état mental au moment de l'acte. On peut seulement se demander si l'interdiction ne constituerait pas une sorte de présomption de démence qui obligerait le demandeur à faire la preuve de l'intervalle lucide lors des faits. Mais pour son tuteur, l'interdit doit être certainement considéré *a priori* comme un malade mental et on aurait sans doute peu de peine à relever une faute à la charge du tuteur de l'interdit qui aurait omis de surveiller ou de faire surveiller son pupille, ou de convoquer le conseil de famille pour arrêter les mesures prévues par l'article 510, alinéa 2 du Code civil. Remarquons en outre que le tuteur de l'interdit est la seule personne qui puisse requérir sa sortie en cas de placement volontaire dans un établissement d'aliénés (art. 14, dernier alinéa, de la loi du 30 juin 1838). Même en cas de sortie ordonnée par le préfet, l'interdit comme le mineur ne pourra être remis qu'à son tuteur (art. 17). Toutes ces dispositions paraissent bien fonder nettement l'autorité du tuteur sur la personne de l'interdit et par conséquent sa responsabilité civile en cas d'acte dommageable commis par celui-ci.

Il faudrait néanmoins se garder de rien exagérer. En pratique l'interdiction n'intervient, et de plus en plus rarement, que lorsque le malade a des biens importants dont il faut assurer la gestion. Le tuteur est presque toujours le plus proche parent du malade, son père, son frère ou son conjoint (et c'est d'ailleurs pourquoi on comprend mal l'insistance que mettait jadis la jurisprudence à reprocher au père ou au conjoint de n'avoir pas provoqué l'interdiction) et, si c'est un étranger, la surveillance de la personne est généralement laissée par lui aux familiers du malade lorsque celui-ci n'a pas été interné. Lorsque l'aliéné est célibataire et n'a pas de parents proches, il est rare que le tuteur se charge personnellement de lui et il est habituellement interné ; le tuteur se comporte alors surtout comme un administrateur de biens, qui a seulement plus de pouvoirs que l'administrateur légal ou judiciaire des biens de l'aliéné interné.

La question de la responsabilité du tuteur de l'interdit, qui ne se posera d'ailleurs que très exceptionnellement, devra donc surtout

être appréciée en fait, bien qu'en droit il ne soit pas douteux qu'une obligation de garde très stricte, sinon déterminée, pèse sur lui plus encore que sur le père ou le tuteur du mineur aliéné, puisqu'il ne peut arguer de son ignorance de l'état mental de l'auteur de l'acte. De toute façon d'ailleurs, rappelons-le, il faudra prouver qu'il a commis une faute et on ne peut retenir contre lui une présomption analogue à celle de l'article 1384.

§ 2. — Responsabilité des tiers étrangers du fait d'un aliéné.

111. — La responsabilité des tiers étrangers à la famille d'un malade mental du fait des actes dommageables commis par celui-ci ne sera évidemment engagée que par une faute de leur part. Mais les situations peuvent être extrêmement variées et les fautes ou imprudences commises devront être appréciées selon que les devoirs du tiers à l'égard de l'aliéné seront plus ou moins rigoureux. Entre l'obligation de garde légale du père du mineur ou du tuteur de l'interdit et le simple devoir de prudence qui s'impose à un armurier en présence d'un client d'allure exaltée, il y a d'innombrables degrés qui doivent être l'objet d'un examen particulier dans chaque cas. On ne peut qualifier de « gardien » toute personne qui cohabite accidentellement avec un aliéné, comme on ne peut exonérer automatiquement tous ceux qui n'habitent pas avec lui. Le fait que, d'après la loi de 1838, n'importe qui peut demander l'internement d'un aliéné avec qui il est « en relations » ne peut rendre responsables des actes de cet aliéné, comme paraissent le penser Neagu et Limouzineau, tous ceux qui, pouvant légalement le faire interner, ne l'ont pas fait. Ce serait aller beaucoup trop loin et on ne peut pas exiger des particuliers qu'ils fassent la police eux-mêmes et qu'ils se substituent aux autorités publiques qui seules ont le devoir de faire interner un aliéné qui compromettrait l'ordre public et la sûreté des personnes.

Il est bien difficile d'établir une classification rationnelle de toutes les situations où un tiers non professionnel, c'est-à-dire dont le métier n'est pas de s'occuper des malades mentaux, peut se trouver rechercher comme responsable d'un acte commis par un aliéné. Il y a d'ailleurs fort peu de décisions de jurisprudence qui puissent venir à l'appui d'une quelconque classification. On peut cependant envisager des tiers gardiens bénévoles (a), des tiers liés au malade par un contrat (b), et des tiers absolument étrangers (c).

112. — (a) En ce qui concerne la responsabilité des « gardiens » qui cohabitent avec l'aliéné ou qui s'occupent de lui sans remplir

ce faisant un devoir de famille, il n'y a rien de très particulier. Nous avons vu qu'il n'y avait de garde légale, en dehors des établissements d'aliénés, que celle du père du mineur et du tuteur de l'interdit. Dans ces conditions toute garde officieuse devrait être soumise aux mêmes règles, que ce soit la garde du père du majeur, celle de la concubine ou celle d'un ami. Aucun devoir légal n'obligeant le gardien officieux à surveiller la personne de l'aliéné, les seules différences que l'on puisse faire dans les multiples cas qui peuvent se présenter tiennent à des considérations de fait. Nous avons dit qu'il n'y avait pas en cette matière à attacher d'importance aux questions d'interdiction et c'est pour de simples raisons de commodité que nous avons séparé l'étude de la responsabilité des gardiens qui ont qualité pour provoquer l'interdiction de celle des tiers étrangers qui n'ont pas cette qualité. A défaut de règle légale l'équité veut que, pour apprécier la faute ou l'imprudence éventuellement commises, on envisage non les rapports juridiques qui peuvent unir le malade et son gardien, mais les rapports de fait. Deux frères qui habitent ensemble parce qu'ils n'ont pas pu vendre la maison familiale peuvent être beaucoup moins liés que deux concubins de longue date qui ont conservé officiellement des domiciles séparés.

C'est surtout en effet la responsabilité des concubins qui devrait être la plus souvent recherchée en matière de « gardiens privés » ne faisant pas partie de la famille de l'aliéné car, s'il est relativement rare que de simples amis hébergent des malades mentaux, les concubines d'alcooliques dangereux ou les concubins de paranoïaques délirantes sont légion. Il n'y a néanmoins aucune décision de jurisprudence à ce sujet. Il serait d'ailleurs un peu paradoxal que la juridiction civile, qui refuse obstinément de reconnaître les concubins quand ils figurent à titre de demandeurs dans des actions en dommages-intérêts, les charge en d'autres circonstances de responsabilités nées du concubinage.

Par contre il ne paraît pas possible d'admettre, sauf circonstances absolument exceptionnelles, la responsabilité d'un domestique du malade mental. Passant en revue tous ceux qu'il charge de la garde d'un aliéné au sens de l'article 475, 7° du Code pénal, E. Garçon écrit : « Enfin la loi vise encore les personnes qui se sont volontairement chargées de la garde d'un insensé moyennant salaire ou même gratuitement, infirmiers, garde-malades ou serviteurs, mais seulement parmi ces derniers ceux qui ont le devoir de veiller sur lui et se sont mis à même d'exercer cette surveillance ». Si le domestique est au service d'un parent « gardien » de l'aliéné, c'est son maître qui sera éventuellement responsable de ses fautes en vertu de l'article 1384, alinéa 5, mais s'il est au propre service du malade on ne voit pas comment il pourrait à la fois garder son maître et être

sous ses ordres. Néanmoins le domestique qui procurerait à un aliéné, fût-il son maître, des objets dangereux dont il aurait lieu de penser qu'il vont lui servir à commettre un acte dommageable serait en faute comme n'importe qui dans le même cas. Mais dans ces conditions on quitte le domaine de l'imprudance pour tomber dans celui de la complicité.

113. — (b) Il est plus intéressant d'envisager la responsabilité de ceux qui, en dehors des professionnels médicaux et paramédicaux, ont en vertu d'un contrat, fût-ce un contrat de bienfaisance, assumé certaines obligations à l'égard de personnes qui, sous l'influence d'une maladie mentale, commettraient des actes dommageables pour des tiers.

Les enfants, par exemple, sont souvent placés par leurs parents chez des nourriciers ou chez des particuliers qui se chargent de les garder, mais qui ne rentrent ni dans la catégorie des instituteurs, ni dans celle des artisans. Quelle influence la maladie mentale de ces enfants peut-elle avoir sur la responsabilité de ces gardiens à l'égard des tiers ? De toute façon ces personnes n'étant pas comprises dans l'énumération de l'article 1384 ne sont responsables que de leurs fautes prouvées dans les conditions du droit commun des articles 1382 et 1383. Mais il nous semble que si les troubles mentaux de l'enfant sont connus du gardien, cette connaissance doit lui imposer une vigilance plus stricte et l'appréciation de la faute devra se faire en conséquence. Tel jeu, par exemple, qui pourrait être permis à un enfant normal devra être interdit à un enfant nerveux ou impulsif, qui risque de blesser volontairement ou involontairement ses camarades. Au contraire si le gardien n'a pas été mis au courant ou n'a pas pu s'apercevoir lui-même des troubles mentaux de l'enfant, il ne devra pas être considéré comme fautif s'il a pris les précautions ordinaires que l'on doit prendre à l'égard d'un enfant normal. Ainsi la cour de Lyon (19 avril 1945) a refusé de considérer un cultivateur comme responsable d'un incendie allumé par un enfant qui lui avait été confié par la Croix Rouge, parce qu'on ne pouvait lui imputer aucun défaut de surveillance et d'autre part « l'enfant était depuis trop peu de temps chez lui pour qu'il puisse se rendre compte de ses tares mentales ».

114. — En ce qui concerne les adultes, quelle serait la responsabilité de l'hôtelier ou celle du transporteur du fait d'un client aliéné ? Le tribunal civil de Béziers (27 avril 1899) a eu à examiner la question de la responsabilité d'un aubergiste qui avait logé un

client inconnu dans la chambre d'un domestique, « promiscuité fréquente et admise dans les auberges de village » ; au cours de la nuit le client donna huit coups de couteau audit domestique ; il fut ensuite déclaré irresponsable et interné. Le tribunal, après avoir repoussé l'application de l'article 1953 du Code civil curieusement invoqué en l'espèce puisqu'il ne concerne que le vol ou le dommage des effets, a déclaré que « les faits de la cause ne permettent pas davantage d'invoquer la responsabilité de droit commun dérivant de l'article 1382 », car l'aubergiste n'avait commis aucune faute, rien ne pouvant lui faire supposer qu'il avait affaire à un aliéné.

Pour Limouzineau : « On en déduit que l'hôtelier qui garderait dans son établissement un individu le sachant aliéné contracterait l'obligation de le surveiller ; si un dommage résultait de la mauvaise exécution de cette obligation il en serait responsable. » Nous ne pensons pas que ce raisonnement soit exact. L'hôtelier n'a aucune obligation de surveillance à l'égard de ses clients ; il a une obligation de sécurité, ce qui est bien différent. Si un aliéné vivant dans un hôtel tue une personne de l'extérieur, on ne pensera certainement pas à retenir la responsabilité de l'hôtelier (sauf peut-être dans le cas exceptionnel de l'article 73 du Code pénal, s'il avait omis de l'inscrire sur son registre), ce qui prouve bien qu'il n'en était pas gardien ; les clients d'un hôtel pouvant aller et venir à leur guise, on ne voit d'ailleurs pas très bien comment l'hôtelier pourrait s'y prendre pour les « garder ». Mais si cet aliéné tue un client de l'hôtel, dans l'hôtel, l'hôtelier pourra être responsable non parce qu'il avait une obligation de garde vis-à-vis de l'auteur de l'acte, mais parce qu'il avait une obligation de sécurité vis-à-vis de la victime ; il s'agira d'une responsabilité contractuelle et non délictuelle. La seule question qui se posera alors sera de savoir si l'obligation de sécurité de l'hôtelier quant à la personne de son client est une obligation déterminée ou une simple obligation de prudence et de diligence. Si la démence du client était connue et l'acte dommageable plus ou moins prévisible, l'hôtelier sera certainement responsable quelle que soit la position adoptée sur son obligation de sécurité, car, en toute hypothèse, il a été au moins imprudent en admettant et en conservant chez lui, un malade mental avéré ; mais son tort ne sera pas de ne pas avoir « gardé » l'aliéné, il sera de ne pas l'avoir mis dehors, ce qui est en définitive le contraire (1). Mais

(1) La question se poserait peut-être un peu différemment actuellement dans certains hôtels où le client occupe une position inexpugnable. L'hôtelier n'aurait alors qu'à prévenir la police. Il en serait de même d'ailleurs si l'état de l'aliéné ne permettait pas qu'il fut expulsé sans danger pour lui-même. C'est alors l'obligation de sécurité de l'hôtelier vis-à-vis de son client aliéné qui pourrait être invoquée en cas d'accident arrivé au malade, mais non une obligation de garde.

si l'accès de démence est imprévisible, la responsabilité de l'hôtelier sera dégagée parce qu'il n'a commis aucune faute, si l'on admet toutefois que son obligation n'est que de prudence et de diligence ; si l'on admet que l'obligation est déterminée, il faudra se demander si la démence de son client constitue pour lui le cas de force majeure qui seul pourrait l'exonérer de sa responsabilité.

Dans l'espèce de Béziers la question ne se posait pas parce que la victime n'était pas un client de l'auberge. La responsabilité était délictuelle et on devait rechercher si l'aubergiste avait été en faute d'introduire un aliéné dans la chambre du domestique et non s'il avait été en faute de mal « garder » son client aliéné. Nous pensons qu'il y a là une importante différence et que l'hôtelier n'est pas gardien de son client, même aliéné. Néanmoins il pourrait commettre une faute, comme toute personne en rapport avec un malade mental, s'il facilitait d'une manière ou d'une autre l'acte dommageable ou s'il ne l'empêchait pas alors que cela est en son pouvoir. Mais ces hypothèses se rapprochent beaucoup soit de la complicité, soit de l'infraction prévue par l'alinéa 1^{er} de l'article 63 du Code pénal qui vise « quiconque, pouvant empêcher par son action immédiate, sans risque pour lui ou pour les tiers, soit un fait qualifié crime, soit un délit contre l'intégrité corporelle de la personne s'abstient volontairement de le faire ».

115. — La responsabilité du transporteur n'a jamais été évoquée, à notre connaissance, en matière d'actes dommageables commis par un aliéné transporté. Les solutions seraient d'ailleurs comparables à celles que nous avons indiquées pour l'hôtelier. Le transporteur n'est pas gardien de l'aliéné transporté, mais seulement garant de la sécurité de ses clients, aliéné compris, pendant le temps du transport. Néanmoins dans certains cas le transporteur pourrait bien devenir, malgré lui, gardien d'un aliéné ; c'est ce qui se passerait par exemple dans un voyage au long cours où un capitaine de navire ayant embarqué sans le savoir un malade mental devrait l'amener à destination non seulement en le protégeant contre lui-même, mais encore en protégeant les tiers, même si ceux-ci, aux escales par exemple, n'étaient pas les passagers vis-à-vis desquels il est tenu d'une obligation de sécurité.

On peut rapprocher cette hypothèse d'une affaire jugée par le tribunal civil de la Seine (1^{er} juillet 1937), qui a retenu la responsabilité du commandant d'un paquebot qui n'avait pas pris les précautions nécessaires vis-à-vis d'une passagère qu'on lui avait signalée comme présentant des troubles mentaux et qui s'était suicidée. Mais il s'agissait là d'une responsabilité contractuelle.

Par contre la responsabilité du capitaine n'a pas été recherchée dans une affaire où elle paraissait pourtant bien engagée (trib. civ. du Havre, 29 mars 1855) : un riche Mexicain, passager de la *Jeune Amélie*, avait tué sans aucune raison une apprentie modiste voyageant sur le même bateau et le jugement signalait qu'il donnait depuis le départ du Havre des signes de démente manifeste.

116. — Dans la catégorie des tiers unis au malade mental par un lien contractuel il faut signaler les « nourriciers » qui hébergent les aliénés des « Colonies familiales ». Ces établissements placent chez des particuliers des malades mentaux en principe tranquilles qui vivent en famille avec leurs « nourriciers » mais restent attachés à la Colonie par une dépendance administrative et une surveillance médicale ; les nourriciers ont un contrat avec l'établissement, mais ils n'en sont pas les préposés et ne peuvent être considérés comme des « gardiens » professionnels de l'aliéné. Ils n'en ont pas moins à son égard une obligation de garde au sens où l'entend la doctrine, c'est-à-dire que, n'ignorant pas les troubles mentaux de leurs pensionnaires et vivant avec eux, ils sont tenus de prendre à leur égard certaines précautions. En cas d'acte dommageable commis par un malade la responsabilité du nourricier pourrait certainement être recherchée par la victime si celle-ci pouvait prouver une faute de sa part, mais, s'agissant de malades internés sous le régime de la loi de 1838, une victime éventuelle s'adresserait plutôt à la Colonie familiale à qui on reprocherait d'avoir placé chez des particuliers un aliéné qui n'était pas inoffensif. Mais l'établissement qui aurait indemnisé la victime pourrait évidemment se retourner contre le nourricier si celui-ci avait commis une faute manifeste. Cette situation assez spéciale n'a pas donné lieu cependant, à notre connaissance, à des instances judiciaires ou administratives.

117. — (c) Enfin il faut pour terminer évoquer une dernière catégorie de tiers, ceux-là tout à fait étrangers à l'aliéné, mais dont la responsabilité a cependant pu être recherchée à l'occasion d'un acte dommageable commis par celui-ci. Ce sont ceux qui, en contact fortuit avec un malade mental dont ils ne pouvaient ignorer les troubles, n'ont pas agi avec la prudence et la diligence qui sont un devoir pour chacun dans ses rapports avec autrui. Ainsi devant la cour de Caen (9 novembre 1880) a été mise en cause la responsabilité d'un armurier qui avait vendu à un « dément » le revolver qui lui avait servi presque aussitôt après pour commettre un meurtre. La cour exonéra l'armurier pour des motifs d'ailleurs très contes-

tables : « Attendu en ce qui concerne M... (l'armurier) qu'il connaissait B... (le meurtrier) pour être un de ses clients depuis une année environ ; que toutes les fois que ledit B... s'est présenté chez M... pour y faire des emplettes, il était dans un état d'exaltation aussi grand que celui dans lequel il se trouvait le 14 novembre au soir, lorsqu'il acheta son revolver et ses cartouches ; que cependant il n'avait commis antérieurement aucun acte de violence contre les personnes ; que M... a pu croire de bonne foi que ledit B... ne ferait pas un mauvais usage de l'arme qu'il lui vendait, d'autant plus qu'il prenait la précaution d'envoyer chercher une voiture qui devait conduire B... à la gare ; que dès lors l'imprudence exigée par l'article 1383 n'est pas suffisamment justifiée ». En réalité dans cette affaire la cour a préféré, en vertu de la théorie de la faute antérieure, retenir la responsabilité personnelle de l'aliéné, qui était un alcoolique avéré, et il était sans doute techniquement difficile de retenir concurremment la responsabilité de l'armurier, mais que penser de ce commerçant qui vend un revolver et des cartouches à un homme qui est dans un tel état qu'il faut envoyer chercher une voiture pour l'emmener ? Il y avait bien là, contrairement à ce qu'a pensé la cour de Caen, une imprudence caractérisée et le fait que l'armurier connaissait son client pour un « exalté » habituel n'était en rien de nature à l'exonérer, bien au contraire. On peut rapprocher cette affaire de celle jugée le 9 mars 1942 par la cour de Grenoble qui a condamné, conjointement avec le père civilement responsable, un armurier qui avait vendu un pistolet à un garçon de 13 ans.

118. — Dans le même ordre d'idées X. et P. Abely parlent de « trois inculpés pour avoir procuré à des aliénés des armes ou des matières actives (pharmaciens et armuriers) », mais ils ne donnent aucune précision à ce sujet. Il nous paraît certain qu'un pharmacien ou même un droguiste, qui délivrerait des produits toxiques à une personne dont il ne pourrait ignorer l'état de déficience mentale, devrait être considéré comme pécuniairement responsables de l'usage dommageable que cette personne ferait de ces produits à l'égard de tiers.

Enfin l'article 4 de la loi du 1^{er} octobre 1917 sur l'ivresse publique qui punit de peines d'amende les débitants de boisson qui auraient donné à boire à des gens manifestement ivres ou à des mineurs de 18 ans, assimile à ces derniers les malades hospitalisés dans un asile d'aliénés ou dans une colonie familiale, sauf si le débitant pouvait prouver qu'il a été induit en erreur sur l'âge du mineur ou l'état du malade. Cette disposition n'est pas sans intérêt pour le cas où un malade mental commettrait un délit ou un quasi-délit après un excès

de boisson. Certes la loi ne parle que des malades hospitalisés et, en ce cas, la responsabilité qui est le plus habituellement recherchée est celle de l'établissement hospitalier (qui pourrait d'ailleurs se retourner contre le débitant si celui-ci avait contrevenu à la loi de 1917), mais on peut se demander si, sur le plan purement civil, le débitant qui servirait des boissons alcooliques à un client dont les troubles mentaux lui seraient manifestement connus ne pourrait pas être considéré comme responsable des actes que celui-ci commettrait sous l'influence de l'ivresse et dont il ne pourrait lui être personnellement demandé compte en raison de sa démence préexistante.

Il y a, croyons-nous, dans ces diverses hypothèses de responsabilité du fait du malade mental à la charge de tiers étrangers à celui-ci (armuriers, pharmaciens, débitants de boissons) des liens de causalité entre la faute et le dommage souvent beaucoup mieux établis que dans beaucoup de vagues « obligations de garde » complaisamment envisagées par la doctrine. Cette garde est un devoir bien trop imprécis et bien trop difficile à remplir en pratique pour que l'on puisse lui attacher, comme le font beaucoup d'auteurs, une responsabilité quasi automatique et plus présumée que prouvée. Par contre il y a souvent des fautes d'imprudence précises, commises par un tiers, que celui-ci soit ou non « gardien » au sens de la doctrine, et qui peuvent entraîner une responsabilité fondée cette fois sans difficulté sur l'article 1382 ou sur l'article 1383. Laisser des armes à la disposition d'un aliéné, lui en vendre, l'enivrer ou lui permettre de s'enivrer sont des fautes caractérisées qui, s'il en résulte un dommage dont le malade ne peut être tenu étant donné la position actuelle de la jurisprudence, doivent permettre de rechercher la responsabilité du fautif, dès le moment où il est établi que celui-ci n'ignorait pas les troubles mentaux, et sans qu'il soit besoin de savoir s'il était « gardien » ou s'il avait qualité pour provoquer l'interdiction ou l'internement.

119. — Nous pourrions ainsi résumer tout ce que nous venons de dire sur la responsabilité des tiers non professionnels du fait d'un malade mental : mis à part les cas de garde légale (mineurs, interdits, internés) il n'y a pas de véritable obligation de garde à l'égard d'un malade mental, même celle des parents et du conjoint, qui soit susceptible d'entraîner une responsabilité présumée ou que l'on puisse pratiquement présumer comme l'a fait quelquefois la jurisprudence. Ce qui compte, en droit comme en équité, c'est la faute et uniquement la faute ; la qualité du fautif n'a qu'une importance accessoire ; elle peut rendre la faute plus nette, mais elle ne peut la faire présumer et dans beaucoup de cas la faute d'un tiers étranger,

qui ne peut en aucune façon être qualifié de gardien, est beaucoup plus déterminante que la prétendue imprudence d'un « gardien ». Qui est véritablement responsable du meurtre commis par un grand arriéré mental, son père, gardien théorique, qui lui aura laissé quelque liberté d'aller et de venir dans le village ou le marchand qui, le connaissant bien, lui aura vendu le poignard avec lequel il a commis son acte ? Qui est véritablement responsable des coups donnés par un dément alcoolique en état d'ivresse, sa femme, que la chambre criminelle qualifie de « gardienne » et qui n'en peut mais, ou le cabaretier qui, sachant qu'il a déjà été plusieurs fois interné, lui sert tous les jours à boire, et même à crédit ? (1).

Nous ne saurions trop répéter que ce qui compte, c'est la faute et non la garde, et nous allons retrouver le même principe en étudiant maintenant la responsabilité des « gardiens » professionnels privés.

SECTION III

RESPONSABILITÉ DU GARDIEN PROFESSIONNEL

120. — Il s'agira uniquement ici de la responsabilité des établissements privés consacrés, plus ou moins officiellement, au traitement des maladies mentales à l'occasion de faits dommageables commis à l'égard de tiers par les malades qui y sont hospitalisés. Il ne nous paraît pas nécessaire d'envisager la responsabilité de garde-malades ou d'infirmiers surveillant le malade mental à son domicile privé ; cette catégorie de personnes n'existe pratiquement pas ou n'existe plus, et de toute façon il s'agit presque toujours de domestiques ou de préposés ; la jurisprudence n'a jamais eu d'ailleurs à s'en occuper.

On ne peut que constater, et déplorer, l'extrême confusion qui paraît régner au sujet des établissements psychiatriques dans tous les travaux consacrés à la responsabilité civile des malades mentaux. C'est ainsi par exemple que Neagu écrit en 1927 : « Il n'y a aucune distinction à faire entre les directeurs d'établissements publics et les directeurs d'établissements privés, étant donné que l'acceptation qui est à la base de l'obligation est la même pour les deux catégories de directeurs et que d'autre part les mêmes obligations leur incombent. » Et le même auteur, se demandant ensuite si la responsabilité de l'Etat peut être substituée à celle de directeurs d'établissements

(1) Il ne s'agit pas là de « cas d'école », mais de faits dont nous avons eu personnellement connaissance et qui d'ailleurs n'ont eu aucune suite civile.

publics, conclut, vingt ans après l'arrêt Feutry : « Aucune jurisprudence n'en fait mention. »

Limouzineau, en 1932, traite des directeurs d'asile au chapitre des instituteurs et écrit : « La victime de l'acte d'un fou ne peut donc demander réparation à l'Etat que si le dommage a été le résultat d'un défaut de surveillance (qui est d'ailleurs présumé) d'un membre de l'enseignement public. Mais si l'acte a été commis par le pensionnaire d'un hospice d'aliénés elle peut agir seulement contre le directeur de l'asile public ou privé. »

Même raisonnement chez Vadiakas (1939). En 1949, Mme Freund-Froment après avoir constaté que les directeurs de maisons de santé constituent « une catégorie importante de personnes qui n'a pas d'existence légale » assimile sans doute établissements publics et établissements fermés d'une part, établissements privés et établissements ouverts d'autre part, et elle écrit : « Le droit de retenir un aliéné, pensionnaire d'un établissement public de fous, existe sans contestation mais ici nous sommes en présence d'asiles privés et le fait de retenir une personne malgré elle, etc. »

En réalité ces auteurs sont bien excusables de confondre tous les établissements traitant les malades mentaux car la jurisprudence est elle-même terriblement imprécise sur ce point.

Ainsi la plupart des décisions ayant trait à des malades placés dans des maisons de santé privées, généralement à propos de suicides, sont muettes sur la situation administrative de cette maison de santé et sur la position légale du malade, ce qui pourtant nous paraît absolument capital, notamment au point de vue de l'appréciation de la responsabilité civile.

Il est donc important de préciser soigneusement d'abord les différentes catégories d'établissements destinés au traitement des maladies mentales et ensuite la position juridique des malades dans ces établissements, avant d'étudier la responsabilité des établissements privés à l'occasion d'actes dommageables commis par un de leurs pensionnaires.

§ 1. — Les différents établissements pour malades mentaux.

121. — Il existe pour classer ces établissements deux critères dont l'un est primordial et l'autre n'a qu'une importance plus limitée. Le critère primordial, c'est la position de l'établissement à l'égard de la loi du 30 juin 1838 ; s'agit-il ou non d'un établissement autorisé à traiter des malades dans les conditions fixées par cette loi ? Voilà la question essentielle qui devrait toujours se poser dès que l'on parle d'asiles, d'hospices, de maisons de santé, etc. De la réponse

à cette question dépendra la situation juridique du malade. Le second critère est moins important et il n'a que peu d'influence sur cette situation ; il s'agit de déterminer, ce qui est généralement facile, si l'établissement est public ou privé. Mais contrairement à ce que certains ont l'air de croire ces deux critères ne coïncident pas ; tous les établissements publics qui hospitalisent des malades mentaux ne sont pas soumis à la loi de 1838 et tous les établissements privés ne sont pas « libres ». Nous combinerons les deux critères pour classer ces différents établissements.

A. — ETABLISSEMENTS LIBRES OU OUVERTS.

Sous les qualificatifs synonymes de libres ou ouverts on désigne des établissements ou des services d'hôpitaux qui ne sont pas assujettis à la loi du 30 juin 1838, c'est-à-dire ne constituent pas des « établissements d'aliénés » selon les termes de cette loi. Leur caractéristique est, si l'on peut dire, de n'en pas avoir ; il ne se distinguent en rien des établissements publics ou privés destinés aux autres affections, chirurgicales ou médicales, et ne sont soumis à aucune réglementation spéciale. On peut en distinguer plusieurs variétés.

122. — (a) Les maisons de santé ou cliniques privées sont les plus connues ; ce sont elles d'ailleurs qui donnent lieu aux plus nombreuses décisions jurisprudentielles. Il s'agit d'établissements destinés, selon les termes habituels de leur publicité, au « traitement des maladies nerveuses » ; quelques-uns parlent de « psychoses » ou de « maladies mentales » mais tous ajoutent une formule rituelle : « ni aliénés, ni contagieux ». Ces établissements, qui appartiennent à des particuliers ou à des sociétés, ont généralement pour directeur technique un médecin, qui en est souvent aussi le propriétaire ou un des propriétaires ; mais certaines de ces maisons de santé n'ont aucun médecin attitré et se comportent comme des pensions de famille à la clientèle un peu spéciale. Aucune autorisation n'est requise pour l'ouverture de ces établissements pas plus que pour les maisons de santé médicales ou chirurgicales ordinaires, qui peuvent d'ailleurs accueillir aussi des malades mentaux si bon leur semble ; aucune capacité professionnelle n'est exigée, aucun contrôle de moralité n'est effectué. Néanmoins, depuis quelques années, la grande majorité des maisons de santé, qui ne pourraient guère subsister si elles n'acceptaient pas les assurés sociaux, ont dû demander l'autorisation prévue par l'article 17 de l'ordonnance du 19 octobre 1945 et se

soumettre aux conditions d'agrément fixées par le décret du 20 août 1946 et la circulaire du 27 mars 1947.

Mais il s'agit là d'un contrôle qui n'a rien d'obligatoire puisque y échapperaient les maisons de santé qui refuseraient tout rapport avec la Sécurité sociale (il en existe). De toute façon, ce contrôle n'a rien à voir avec l'autorisation prévue par l'article 5 de la

loi du 30 juin 1838 (aujourd'hui article 330 du Code de la santé).

123. — (b) Les services libres des hôpitaux et hospices. — Les hôpitaux généraux, publics ou privés (ces derniers sont relativement rares), peuvent recevoir des malades mentaux soit dans des services spécialisés, soit dans des services de médecine générale, dans les mêmes conditions qu'ils reçoivent des malades ordinaires; dans la plupart des grandes villes il existe de tels services, souvent très importants, qui ne se distinguent en rien sur le plan administratif des services médicaux ou chirurgicaux voisins.

124. — (c) Les services libres des hôpitaux psychiatriques publics ou privés. — Les hôpitaux psychiatriques (ex-asiles d'aliénés) sont en principe destinés, quelle que soit leur situation administrative particulière, à accueillir les malades internés dans les conditions prévues par la loi de 1838; mais les tendances modernes de l'assistance psychiatrique, très libérales à l'égard du malade mental, ont amené la création dans beaucoup de ces établissements, à côté des services ordinaires dits fermés, de services libres ou ouverts où les malades sont reçus sans aucune formalité particulière et ne sont pas soumis aux dispositions et à la protection de la loi de 1838. Réglementairement, ces services ouverts doivent être entièrement distincts des services fermés en ce qui concerne les locaux, mais au point de vue administratif ils sont gérés par la même autorité publique ou par la même société privée.

B. — ÉTABLISSEMENTS « FERMÉS »

On entend sous ce nom les établissements publics ou privés qui reçoivent des malades mentaux dans les conditions prévues par la loi de 1838, c'est-à-dire, selon la terminologie de cette loi, des aliénés.

124. — (a) Maisons de santé autorisées. — Il s'agit d'établissements privés qui ont demandé et obtenu l'autorisation prévue par l'article 5 de la loi du 30 juin 1838 qui dit : « Nul ne pourra diriger ni former un établissement privé consacré aux aliénés sans l'autori-

sation du gouvernement. » Les articles 17 et 3 de l'ordonnance du 18 décembre 1839 ont fixé les conditions de cette autorisation; l'établissement privé est alors « placé sous la surveillance de l'autorité publique » (art. 3). En réalité il y a de moins en moins de maisons de santé privées « autorisées » et celles qui existent sont généralement mixtes, c'est-à-dire qu'elles comprennent une partie « ouverte » et une partie « fermée »; d'après l'alinéa 2 de l'article 5 de la loi de 1838 les personnes « atteintes d'aliénation mentale » doivent être placées « dans un local entièrement séparé »; il n'est pas très sûr que cette disposition soit toujours rigoureusement observée, mais il est important, quel que soit le local, de savoir sous quel régime juridique se trouve placé le malade, chose que les décisions de justice paraissent dans des cas de ce genre peu soucieuses de préciser.

125. — (b) Hôpitaux psychiatriques privés faisant fonction d'hôpital psychiatrique public. — Il s'agit d'établissements privés appartenant soit à des sociétés soit à des communautés religieuses (1), qui non seulement sont autorisés au sens de la loi de 1838 et de l'article 330 du Code de la Santé, mais qui ont passé avec le département un contrat par lequel ils s'engagent à recevoir tout ou partie des aliénés à la charge de ce département. Ces établissements sont de ce fait dans une dépendance assez stricte vis-à-vis de l'autorité publique et leur fonctionnement administratif, tout au moins en ce qui concerne les malades, est très proche de celui des hôpitaux psychiatriques publics.

126. — (c) Hôpitaux psychiatriques publics. — Ce sont eux qui tant en raison de leur nombre que de leur capacité hospitalisent la grande majorité des aliénés en France. Nous en parlerons au chapitre suivant.

§ 2. — Situation légale des malades mentaux.

La situation légale des malades mentaux hospitalisés est radicalement différente selon qu'ils ont été placés ou non sous le régime de la loi de 1838. Il nous paraît indispensable pour apprécier les droits et les devoirs du « gardien » professionnel de connaître cette situation dans chaque cas et il est regrettable que cette précision soit trop rarement donnée par les décisions de jurisprudence. Par contre, s'il n'est pas indifférent de savoir si le malade est placé dans un établis-

(1) Il existe actuellement en France 21 établissements de ce genre, dont 17 appartiennent à des communautés religieuses; au 1^{er} janvier 1957 ils hospitalisaient 22.500 malades.

sement public ou dans un établissement privé, cette question, importante en matière de compétence, est sans grande influence sur la situation légale du malade.

127. — (a) Le malade mental traité dans une maison de santé non autorisée ou dans un service hospitalier ouvert est en principe entièrement libre de ses actes et, s'il n'est ni mineur ni interdit, il n'est soumis à aucune autorité de droit. Il est censé être entré spontanément dans l'établissement pour s'y faire soigner et l'intervention éventuelle des parents ou du conjoint ne peut se justifier que comme un service rendu à une personne que son état physique met momentanément dans l'incapacité de s'occuper elle-même des démarches nécessaires. Cette intervention doit être considérée comme se rattachant à un mandat ou à une gestion d'affaire (1).

La situation est la même que celle d'un blessé ou d'un malade qui est amené dans une clinique ou dans un hôpital par ses proches et qui ne peut s'occuper lui-même des formalités d'admission. Mais de même qu'il n'est pas légalement possible d'hospitaliser ou d'opérer de force un blessé qui s'y refuserait, de même il n'est pas légalement possible de faire entrer et de traiter de force dans une maison de santé libre un malade mental protestataire. Nous avons indiqué ci-dessus (n° 77) que, dans les cas où le malade entre dans un établissement privé, le contrat qui intervient entre le directeur et le malade ou son mandataire ne saurait en aucune façon porter sur la liberté individuelle du malade, que ni l'intéressé, ni à plus forte raison ses proches, ne peuvent aliéner par un contrat, qui serait nul comme contraire à l'ordre public.

Un contrat d'hospitalisation contient, souvent tacitement, l'obligation pour le malade de se soumettre à une certaine discipline et de respecter tant le règlement général de l'établissement que les prescriptions particulières du médecin; dans aucun hôpital, dans aucune clinique on ne peut tolérer que le malade sorte et rentre à sa guise ou même se promène à toute heure dans toutes les parties de l'établissement. Mais la seule sanction possible est le renvoi du malade indocile et il ne s'agit pas là de véritables restrictions de la liberté, puisque l'intéressé est toujours libre de quitter l'établissement de lui-même si ces conditions ne lui plaisent pas. A ce point de vue la situation d'un malade mental dans un établissement ouvert doit être exactement la même que celle d'un malade quelconque dans une clinique ou un hôpital ordinaire; il est simplement possible que la discipline y soit plus stricte.

(1) R. et J. SAVATIER, AUBY et PEQUIGNOT, *Traité de droit médical*, n° 242.

Mais le malade mental, entré librement dans un établissement ouvert (et il ne peut pas ne pas y être entré librement, théoriquement du moins), doit pouvoir sortir librement dès qu'il le jugera bon. Il n'est pas interdit d'user de la persuasion pour le faire rester, mais il serait illégal d'user de la contrainte. Il est évident néanmoins que dans des cas exceptionnels cette contrainte pourrait être momentanément justifiée à l'égard du malade mental comme elle pourrait l'être à l'égard de n'importe quel malade. Si un opéré manifestait brusquement en pleine nuit l'intention de regagner son domicile par ses propres moyens, le personnel hospitalier pourrait s'opposer, même par la force, à une décision aussi contraire à l'intérêt du malade et la contrainte serait alors justifiée par l'état de nécessité; elle pourrait même être commandée par l'article 63, alinéa 2, du Code pénal. Mais si le malade persistait dans son intention de rentrer chez lui, il n'y aurait qu'à obtempérer dès que l'on aurait pu prendre les dispositions matérielles nécessaires pour assurer ce départ aux moindres risques. Il en va de même pour le malade mental dont on pourrait empêcher momentanément par la force un départ inopiné ou dangereux, mais que l'on ne pourrait garder longtemps contre sa volonté; dans un cas de ce genre le directeur d'une maison de santé ou d'un service hospitalier ouvert devrait soit laisser sortir son malade dès qu'il se serait assuré que son retour à son domicile est possible sans danger, soit avertir la famille et lui enjoindre de reprendre le malade, soit, à défaut et si cela paraissait nécessaire, provoquer lui-même le placement dans un établissement fermé soumis à la loi de 1838.

128. — Nous venons d'exposer la situation du malade mental dans un établissement ouvert telle qu'elle devrait être et telle qu'elle est d'ailleurs dans beaucoup de cas. Mais il en va quelquefois bien différemment et certaines maisons de santé non autorisées ou certains services hospitaliers libres se comportent comme de véritables établissements d'aliénés; ils ne se contentent pas d'exercer cette contrainte exceptionnelle que peut justifier momentanément l'état de nécessité, mais organisent une véritable collocation permanente de malades mentaux plus ou moins protestataires. Nous avons vu (n° 84) que les juridictions civiles et administratives entérinent trop souvent cette situation de fait et parlent même, sans y voir de contradiction, de malades qui se sont évadés ou enfuis de maisons de santé ou de services libres, reprochant aux directeurs de n'avoir pas fait ce que certaines décisions pénales leur reprochent d'avoir fait.

Il n'est pas question d'agiter ici le spectre de la séquestration arbitraire, les restrictions de liberté exercées dans ces établissements étant à peu près toujours justifiées par l'état mental du malade et les

rarissimes exceptions étant sans rapport avec notre sujet, mais simplement de bien préciser quelle est ou quelle devrait être légalement la situation du malade dans des établissements ouverts, parce que c'est de cette situation que dépend la rigueur de l'obligation de garde et donc la responsabilité du gardien. Nous venons de voir que cette situation est très exactement celle de n'importe quel malade dans n'importe quel établissement hospitalier privé ou public.

129. — (b) Bien différente est la situation du malade placé dans un établissement fermé, public ou privé, sous le régime de la loi de 1838. Il peut avoir été l'objet d'un placement dit « volontaire », mot ambigu qui laisserait supposer que c'est le malade qui entre volontairement, ce qui n'est pas toujours le cas, alors que c'est sa famille qui le place volontairement, c'est-à-dire sans qu'intervienne l'autorité publique. Il peut aussi avoir été l'objet d'un placement dit « d'office » ordonné par le préfet dans le cas où « l'état d'aliénation compromettrait l'ordre public ou la sûreté des personnes ».

Ce n'est pas ici le lieu d'indiquer les modalités des entrées et des sorties de l'aliéné telles qu'elles ont été prévues par la loi de 1838 ni de commenter cette loi, qui, si elle n'est pas parfaite, a été trop souvent critiquée abusivement, car elle réalise un équilibre difficile entre les tendances « régleментарistes » de certains juristes et les tendances « abolitionnistes » de certains médecins.

Mais qu'il ait fait l'objet d'un placement volontaire ou d'un placement d'office, la situation légale du malade mental interné sous le régime de la loi de 1838 sera la même jusqu'au moment de sa sortie. (Nous examinerons dans le chapitre suivant les divers problèmes de responsabilité que pose cette sortie dans les établissements publics.) Le malade est légalement « retenu » et ne jouit plus inconditionnellement de sa liberté. Cela ne veut pas dire évidemment qu'il est constamment séquestré, mais seulement que la liberté qui peut lui être accordée est soumise à des restrictions ou à des contrôles et que la discipline indispensable peut être assurée même par la contrainte. En cas d'évasion le malade peut être recherché et ramené dans l'établissement, avec l'aide de la force publique, si c'est nécessaire. Par ailleurs le malade n'a plus l'exercice de ses droits patrimoniaux et l'administration de ses biens est confiée à un administrateur provisoire.

Dans ces conditions on pourra vraiment parler d'une garde exercée par l'établissement sur la personne du malade mental parce qu'ici le gardien a à sa disposition tous les moyens nécessaires pour assurer une surveillance efficace. La situation légale du malade placé sous le régime de la loi de 1838 est tellement différente de celle du malade placé dans un établissement libre qu'on se demande comment

tant d'auteurs ou de décisions judiciaires ont pu confondre ces établissements sous les mêmes dénominations vagues de « maisons de santé » ou d'asiles et préconiser pour les deux catégories de malades le même régime de responsabilité en cas de dommage causé à des tiers. Disons néanmoins à leur décharge que, par une évolution assez curieuse de la pratique psychiatrique moderne, si, comme nous l'avons dit, certains établissements théoriquement ouverts sont en réalité plutôt fermés, beaucoup d'établissements légalement fermés, et qui emploient des méthodes thérapeutiques très libérales, sont en réalité presque ouverts. Ces situations de fait, si elles ne changent rien à la position juridique du malade, ne sont cependant pas tout à fait indifférentes, nous le verrons, en matière de responsabilité civile.

§ 3. — Obligation de garde des établissements privés.

A. — ETABLISSEMENTS LIBRES OU OUVERTS

130. — La responsabilité civile des établissements psychiatriques privés, notamment celle des établissements ouverts, est surtout mise en jeu à l'occasion d'accidents arrivés au malade lui-même; le plus souvent il s'agit de suicides. La responsabilité est certainement alors contractuelle, même lorsqu'une jurisprudence discutée relève à cette occasion une faute délictuelle (Req., 14 décembre 1926). Mais, lorsqu'il s'agit d'un acte dommageable commis par un malade confié à l'établissement, la responsabilité du « gardien » ne peut être que délictuelle, puisque aucun contrat ne lie en général le directeur de l'établissement au tiers victime. Il en serait ainsi, par exemple, si un malade, sorti la nuit clandestinement de l'établissement, se livrait à une agression sur un passant. La victime n'étant pas partie au contrat passé entre le malade et le directeur ne peut évidemment se prévaloir de ce contrat; néanmoins si elle veut agir contre l'établissement elle est bien obligée de l'invoquer, puisque sans lui il n'y aurait aucun rapport entre le malade et l'établissement et donc aucune obligation à la charge de celui-ci; de même le directeur de l'établissement ne peut se défendre contre le tiers qu'en invoquant le contrat qu'il a passé avec le malade et qui fixe l'étendue de ses obligations. Cette question de l'action en responsabilité délictuelle intentée par un tiers et fondée sur le contrat est des plus délicates. Le tiers est ici un véritable *penitus extraneus* et il semblerait que l'article 1165 du Code civil qui dit que « les conventions n'ont d'effet qu'entre les parties contractantes » devrait ici avoir sa pleine application. Les exemples que l'on cite de tiers se prévalant de l'inexécution d'un contrat auquel ils sont

étrangers ne sont pas toujours très probants ou tout au moins peu applicables en notre matière, tel celui de la veuve d'un voyageur tué dans un accident, qui agit en son nom personnel contre le transporteur, ou celui du passant victime d'une automobile présentant un vice de construction et qui agit contre le constructeur (Ripert et Boulanger, II.575; Lalou, 405; H. et L. Mazeaud et Tunc, 144-3). Néanmoins le tribunal civil de Chaumont (24 avril 1948) a accueilli la demande d'indemnité formée par la victime d'un vol commis par des prisonniers allemands contre le particulier à qui ils avaient été confiés et qui les avait mal surveillés. C'est à notre connaissance le cas qui se rapproche le plus de l'hypothèse d'un dommage causé à un tiers par un malade mental mal gardé. En réalité on s'explique facilement pourquoi de telles actions sont habituellement si difficiles à justifier : il serait normal que la victime d'un dommage s'adressât à l'auteur du fait dommageable, quitte pour celui-ci à se retourner vers son débiteur qui, par une faute contractuelle, aurait été à l'origine véritable du préjudice; le passant victime d'une automobile devrait se tourner d'abord vers l'automobiliste gardien de la chose qui, s'il était condamné, se retournerait contre le responsable du vice de construction; de même la victime d'un aliéné devrait agir d'abord contre l'auteur de l'acte, qui à son tour agirait éventuellement contre son gardien négligent. Mais le système de l'irresponsabilité du malade mental oblige la victime à des actions dont le fondement juridique paraît à première vue un peu hasardeux.

Quoi qu'il en soit, le principe d'une action intentée par un tiers et fondée sur un contrat n'est pas contestée en doctrine; seule l'explication en est quelquefois malaisée. Pour Ripert et Boulanger (II.575) « la réclamation du tiers se fonde sur l'article 1382; il se prévaut simplement de la situation juridique qui est née du contrat; il invoque contre le débiteur la faute dont l'inexécution du contrat a été l'occasion ».

Pour H. et L. Mazeaud et Tunc (I.144.3) : « Il est loisible aux tiers de se prévaloir de l'existence et de l'inexécution d'un contrat auquel ils sont restés étrangers, mais à la condition de ne pas vouloir, par là même, étendre à leur profit une obligation qui n'a été prise qu'envers les cocontractants. Se prévaloir de ce qu'une personne a passé un contrat et même de ce qu'elle ne l'a pas exécuté, c'est se prévaloir d'un pur fait qui existe en tant que fait, donc à l'égard de tous. »

Il n'en reste pas moins que l'on ne peut faire abstraction du contrat pour apprécier la faute délictuelle, car s'il n'y avait pas faute dans l'exécution du contrat, il n'y aurait pas de faute à l'égard du tiers.

131. — Ceci nous amène à examiner quelle est la nature du contrat qui lie un malade mental à un établissement privé ouvert. Comme

toujours il faut distinguer le contrat médical et le contrat d'hospitalisation; en principe le second nous intéresse seul ici puisqu'il s'agit de la surveillance exercée sur le malade, mais cette surveillance est un peu particulière puisqu'elle dépend en grande partie des indications médicales. En fait le contrat d'hospitalisation pourrait se diviser en deux sous-contrats entraînant deux catégories d'obligations; un contrat que l'on aurait pu appeler d'hôtellerie jusqu'au récent arrêt de la Cour de cassation (Civ. 1^{re}, 17 décembre 1957) qui déclare à propos de l'application de l'article 1952 du Code civil « qu'on ne saurait considérer comme un hôtelier ou un aubergiste l'exploitant d'une clinique », et un contrat de soins. Le contrat d'hébergement, que l'on qualifiera d'innomé mais qui ressemble beaucoup à un contrat d'hôtellerie, comprend l'obligation de fournir notamment le coucher et la nourriture, mais aussi certainement une obligation de sécurité analogue à celle de l'hôtelier et qui s'exerce notamment à l'occasion des agressions dont le pensionnaire pourrait être victime de la part de tiers étrangers ou non à l'établissement. C'est à cette obligation de sécurité qu'il faudrait rapporter la responsabilité du directeur d'une maison de santé en cas de dommage causé à un malade par un autre malade. Comme l'hôtelier dont nous avons parlé plus haut (n° 184), le directeur est alors responsable contractuellement en raison de son obligation de sécurité à l'égard de la victime et non délictuellement en raison d'une faute dans son obligation de garde à l'égard de l'auteur de l'acte. Mais l'obligation de soins comporte elle aussi une obligation de sécurité, qui est fonction de l'état du malade et des prescriptions médicales. C'est d'ailleurs celle-ci qui est le plus souvent en cause; elle interfère, à notre avis, largement avec la responsabilité du médecin car, si la maison de santé peut être en faute de n'avoir pas exercé la surveillance prescrite par celui-ci, elle ne l'est pas lorsque le médecin a donné des consignes libérales ou n'a pas signalé l'existence d'un danger particulier. Nous adoptons volontiers à ce sujet l'avis du tribunal civil de Rennes (21 novembre 1955) qui déclare que « la nécessité d'une surveillance plus ou moins étroite, fonction de l'état du malade, ne peut être appréciée que par le praticien; qu'en outre en matière de maladie nerveuse ou mentale elle peut exercer une influence sur le moral et donc sur l'état du malade et se trouve ainsi liée au traitement; qu'ainsi la surveillance se rapportant à la fois au diagnostic et à la thérapeutique, la décision qui la supprime ou l'institue constitue un acte médical et doit être appréciée selon les règles juridiques propres à la responsabilité médicale ».

Cette distinction entre une obligation de sécurité d'ordre général, analogue à celle de l'hôtelier, est une obligation de surveillance spéciale, de caractère médical, entrant dans le cadre de l'obligation de soins, n'est pas faite par la jurisprudence.

Ainsi par exemple la chambre des requêtes (4 janvier 1938) rejetant dans une affaire de suicide un pourvoi contre un arrêt de la cour de Paris du 1^{er} juin 1935 admet avec la cour d'appel que « la clinique était contractuellement tenue de deux obligations comportant chacune une rémunération particulière, l'une de soigner le malade, l'autre de le surveiller ». Plus récemment le tribunal civil de Marseille (12 juin 1956), toujours à propos d'un suicide, déclarait que « d'après le contrat qui le lie à son client l'établissement d'hospitalisation qui se spécialise dans le traitement des malades mentaux est tenu, outre son obligation d'appliquer correctement les traitements préconisés par les médecins traitants, d'une obligation générale de surveillance qui l'oblige à prendre toutes les précautions de nature à sauvegarder l'intégrité physique de ses malades ».

La distinction que nous proposons pourrait entraîner une qualification différente de chacune des deux obligations de sécurité. L'obligation de sécurité générale peut être sans inconvénient une obligation déterminée; le directeur d'une maison de santé garantira que son malade ne sera pas victime d'une agression de la part d'un autre malade ou d'un membre du personnel, qu'il ne glissera pas sur des peaux d'oranges laissées dans le couloir, qu'il ne sera pas intoxiqué par une nourriture avariée, etc. Mais l'obligation de surveillance ayant un caractère médical ne pourra être qu'une obligation de prudence et de diligence; si les prescriptions du médecin ont été mal exécutées, le directeur répondra de la négligence commise, comme dans le cas d'une bouillotte brûlante ou d'une piqûre septique, mais si elles ont été correctement suivies et qu'il se soit néanmoins produit un accident, c'est la responsabilité du médecin qui sera en jeu selon les principes habituels. Il est vrai que souvent directeur et médecin ne sont qu'une seule et même personne.

132. — Mais ce qui nous intéresse spécialement ici, c'est la surveillance qui doit être effectuée sur un malade mental pour éviter qu'il ne commette une acte préjudiciable à des tiers.

Nous avons vu que la question d'un acte dommageable à un autre malade ne se posait pas, la responsabilité de l'établissement étant alors contractuelle. La question d'un acte dommageable commis à l'égard d'un membre du personnel ne se poserait pas non plus dans le cadre délictuel, étant entendu que le malade est considéré comme pénalement et civilement irresponsable, ce qui ne serait pas forcément le cas pour un malade hospitalisé dans une maison de santé libre. Reste le cas d'un dommage causé à un tiers, par exemple à l'occasion d'une sortie, autorisée ou non.

C'est ici qu'il faut tenir compte du principe que nous avons déve-

loppé précédemment concernant la situation légale du malade hospitalisé en cure libre. La question est un peu différente de celle des suicides ou accidents qui forment l'essentiel de la jurisprudence et qui donnent lieu d'ailleurs à des décisions parfaitement contradictoires (1). Si l'on peut admettre dans ces cas avec la chambre des requêtes (14 décembre 1926) que « la surveillance qu'il y a lieu parfois d'exercer sur un malade pour l'empêcher de se nuire ne peut à aucun égard être assimilée à une séquestration arbitraire » ou avec le tribunal civil de Marseille (29 novembre 1955) que « l'établissement d'hospitalisation qui se spécialise dans le traitement des malades mentaux est tenu notamment d'une obligation de sécurité qui l'oblige à éviter les accidents aux patients qui lui sont confiés en prenant, au besoin contre la volonté de ceux-ci, les mesures propres à assurer leur intégrité », il est plus difficile de reprocher à une maison de santé libre de n'avoir pas séquestré un malade alors qu'elle n'en avait justement pas le droit. L'hospitalisation dans un établissement ouvert postule que le malade gardera une certaine liberté et qu'il pourra recouvrer sa liberté entière dès qu'il le désirera. On ne pourrait donc reprocher à l'établissement d'avoir normalement laissé sortir le malade, de lui avoir accordé des permissions ou de ne pas l'avoir enfermé dans une chambre. Par contre on pourrait valablement lui reprocher d'avoir laissé à sa disposition des objets dangereux, de ne s'être pas opposé à une fugue ou d'avoir autorisé une sortie à des heures ou dans des conditions impliquant un état mental perturbé. Nous avons dit qu'alors l'état de nécessité justifie la contrainte, mais cette contrainte ne peut légalement se prolonger et une solution doit intervenir rapidement si le malade se montre violent ou protestataire. De toute façon il faudrait prouver une faute dans la garde, et répétons-le, aucune obligation déterminée de garde ne peut être ici invoquée.

133. — Est-ce à dire que, parce qu'il ne peut ni ne doit séquestrer son malade, le directeur d'une maison de santé privée non autorisée ne pourrait jamais ou presque jamais être tenu pour responsable des actes dommageables commis par ce malade ? Nous pensons qu'ainsi la question est mal posée, et elle l'a souvent été par la jurisprudence à propos de suicides ou d'accidents. En effet si les maisons de santé libres n'ont pas le droit de séquestration, elles n'ont pas non plus le

(1) Parmi les décisions récentes condamnant la maison de santé pour des suicides : Paris 19 juillet 1944, Paris 25 janvier 1949, Lyon 7 janvier 1952, tribunal civil de Marseille 12 juin 1956, Grenoble 22 mai 1957, et parmi les décisions déboutant les demandeurs : Paris 28 octobre 1941, tribunal civil Seine 15 décembre 1942, tribunal civil Toulouse, 5 février 1945, Civ. 6 août 1945, tribunal civil de Rennes 21 novembre 1955.

droit de recevoir des aliénés. Le directeur qui reçoit un malade mental dangereux pour lui-même ou pour autrui est en faute, en cas d'accident, non pas pour avoir mal surveillé ce malade, qu'il n'avait pas les possibilités légales et techniques de mieux surveiller, mais pour l'avoir accepté ou gardé en connaissance de cause. A vrai dire ici la responsabilité appartient souvent plutôt au médecin traitant qu'au directeur ou tout au moins elle devrait être partagée en cas de dualité des fonctions. Le contrat médical, comme le contrat d'hospitalisation, est un contrat bilatéral. Sauf dans des cas exceptionnels, un médecin n'est pas obligé d'accepter de soigner un malade (art. 35 du Code de déontologie) et il peut notamment refuser de le faire lorsque les moyens mis à sa disposition sont notoirement insuffisants. Un chirurgien peut, par exemple, refuser d'opérer un malade sur une table de cuisine alors que le transfert à l'hôpital serait possible et un médecin peut, sauf cas d'urgence, refuser de faire des accouchements à domicile.

Et non seulement ce refus est un droit, mais il peut devenir un devoir; ainsi un radiologue serait en faute, qui accepterait de traiter un cancer avec des appareils d'une puissance insuffisante. De même le psychiatre peut, et à notre avis doit, refuser de traiter un malade dangereux pour lui-même ou pour autrui dans des conditions telles qu'il puisse en résulter un accident. Soigner un persécuté halluciné ou un dément précoce fugueur et impulsif dans un établissement ouvert constitue à notre avis une faute médicale, car de tels établissements n'ont pas, théoriquement du moins, la possibilité matérielle de s'opposer à un acte dommageable du malade. Evidemment cette faute devrait s'apprécier selon les critères habituels et le médecin, qui n'est pas débiteur d'une obligation déterminée, peut avoir commis une erreur de diagnostic excusable, surtout s'il a été trompé par les renseignements fournis, ce qui est fréquent. De son côté le directeur d'une maison de santé peut toujours refuser un malade ou, l'ayant accepté, le renvoyer lorsqu'il s'aperçoit qu'il présente un caractère dangereux. Ce renvoi n'a aucun caractère fautif s'il est accompagné des précautions d'usage (Aix, 28 octobre 1955); ce qui serait fautif, à notre avis, ce serait de garder un malade dont les troubles mentaux seraient incompatibles avec le caractère ouvert de l'établissement.

Donc si, pour les établissements privés libres, la faute dans la garde ne peut être admise, croyons-nous, qu'avec beaucoup de réserve et seulement lorsqu'elle sera nette et dûment prouvée, car il ne peut exister aucune obligation de garde déterminée à la charge d'établissements qui n'ont pas légalement les moyens d'assurer une garde efficace, il devrait être plus facile d'arguer d'une faute commise par le médecin traitant, partagée ou non avec le directeur de la maison de santé, pour avoir, le premier soit méconnu le caractère dangereux de

la maladie soit accepté de la traiter dans des conditions inadéquates, le second pour avoir en connaissance de cause reçu ou conservé un malade qui ne ressortissait pas à son établissement.

134. — De toute façon il ne peut s'agir d'une obligation déterminée, mais seulement d'une obligation de prudence et de diligence. Néanmoins nous pensons que l'on pourrait être plus sévère dans l'appréciation de la faute si on la juge sous l'angle médical que si on la juge sous l'angle de la garde et on éluderait ainsi le raisonnement dans lequel les directeurs de maisons de santé tentent souvent d'enfermer les juges et que M. Esmein a parfaitement résumé dans sa note sous l'arrêt de la chambre des requêtes du 14 décembre 1926 (S. 1927.1.105) : « Pour qu'on nous reproche de n'avoir pas retenu notre cliente, il ne suffit pas que nous ayons assumé la charge de la soigner et de la garder, il faut encore que nous ayons eu le droit de la retenir lorsqu'elle voulait s'en aller. Or retenir une personne malgré elle constitue une séquestration arbitraire punie par les articles 341 et 5 du Code pénal. Le droit de retenir une personne atteinte d'aliénation mentale existe certainement lorsqu'elle a été placée dans un établissement d'aliénés. Mais pour éviter qu'on ne puisse sous prétexte d'aliénation mentale séquestrer une personne non aliénée, la loi du 30 juin 1838 a réglementé les conditions de placement et de maintien dans des établissements d'aliénés et soumis ceux-ci à la surveillance de l'administration. N'en résulte-t-il pas que seuls les établissements d'aliénés proprement dite, effectivement soumis au régime de la loi de 1838, ont le pouvoir de retenir malgré eux les malades qui leur sont confiés ? »

A notre avis la réponse à ce raisonnement est simple : « Vous n'êtes peut-être pas en faute pour ne pas avoir retenu cette malade, mais alors vous êtes en faute pour avoir accepté de la traiter sans avoir la possibilité de la retenir. »

Nous trouvons une confirmation de ces idées dans un considérant d'un arrêt de la cour de Paris du 19 juillet 1944 ainsi conçu (il s'agissait toujours d'une affaire de suicide) : « Considérant que les premiers juges relèvent à juste titre que les appelants avaient le devoir de s'assurer que l'état de la malade qui leur était confiée était compatible avec les soins et la surveillance qu'ils étaient susceptibles d'apporter; qu'ayant conservé la dame L... pendant plus d'un mois au cours duquel leur vigilance avait été mise en éveil, ils avaient eu toute possibilité d'établir un diagnostic qui les eût mis dans l'alternative ou de la renvoyer ou de la soumettre à une surveillance effective et bien organisée... »

Mais il faut reconnaître qu'en ce qui concerne les actes domma-

geables commis à l'égard de tiers par des malades traités dans un établissement privé libre il y aura quelques difficultés pour la victime à invoquer des contrats aussi complexes que le contrat médical ou le contrat d'hospitalisation et auxquels elle n'a eu aucune part. Peut-être est-ce la raison pour laquelle nous n'avons trouvé aucune décision de jurisprudence où cette question ait été soulevée. Elle s'est quelquefois posée à propos de malades traités dans des établissements privés fermés, mais jamais à notre connaissance à propos de malades traités dans des maisons de santé libres. C'est d'autant plus étonnant que la plupart des auteurs donnent comme allant de soi la responsabilité du directeur de maison de santé à l'occasion d'actes dommageables aux tiers ; mais on s'aperçoit que toutes les références indiquées à ce sujet ont trait à des affaires de suicide pour lesquelles le mécanisme de responsabilité, purement contractuel, est très différent. Ainsi dans leur récent *Traité de droit médical*, MM. R. et J. Savatier, Auby et Péquignot écrivent (n° 314) : « Le dommage que le malade se causerait à lui-même ou qu'il causerait aux tiers pourrait ainsi être mis à la charge du médecin aliéniste l'ayant mal surveillé » et ils citent en note après le mot « lui-même » une décision qui se rapporte bien à un suicide (Lyon, 7 janvier 1952), mais après le mot « tiers » trois décisions qui se rapportent aussi à des suicides ou à des accidents survenus au malade (Req., 14 décembre 1926 ; Paris, 1^{er} juin 1935 ; Req., 4 janvier 1938) et une qui se rapporte à un médecin de l'état civil (Paris, 10 mai 1929).

Aussi en a-t-on été réduit en cette matière à raisonner un peu abstraitement ou par analogie sans pouvoir s'appuyer sur des décisions de jurisprudence véritablement probantes.

B. — ÉTABLISSEMENTS FERMÉS

135. — La responsabilité des établissements privés fermés doit être envisagée un peu différemment selon que l'acte dommageable a été commis par un malade placé dans une maison de santé privée autorisée au sens de la loi de 1838 ou dans un hôpital psychiatrique privé faisant fonction d'hôpital psychiatrique public.

Dans les maisons de santé fermées comme dans les maisons de santé ouvertes, la base de la responsabilité est contractuelle, le malade étant placé par sa famille qui traite avec le directeur de l'établissement ; mais ici le contrat est très différent car la liberté contractuelle est réduite. La famille qui agit comme gérant d'affaires (la fiction d'un mandat demeurant difficilement admissible) est libre de choisir telle ou telle maison de santé et celle-ci est libre de refuser le malade ; le contrat peut stipuler les conditions matérielles de l'hospitalisation

et des soins, mais la situation légale du malade va se trouver déterminée par la loi de 1838 sans qu'il soit possible de rien changer aux dispositions impératives de cette loi. Il s'agit en somme d'un contrat d'adhésion ou plutôt d'une sorte d'acte-condition, à la limite du contrat. Aussi, alors que les tiers, nous l'avons vu, auraient quelques difficultés à invoquer le contrat complexe passé entre un malade et une maison de santé libre, les victimes d'un acte dommageable commis par un malade placé sous le régime de la loi de 1838 se prévaudront beaucoup plus aisément d'un contrat qui a une existence légale, tout au moins quant aux clauses qui peuvent intéresser la sécurité de tiers. Ici le malade est retenu légalement; s'il cause un dommage, la responsabilité du gardien sera engagée sinon automatiquement, du moins très facilement.

Mais la responsabilité en matière d'acte dommageable aux tiers reste une responsabilité délictuelle basée sur la faute et sur l'article 1382. Il peut être évidemment difficile à une victime de prouver une faute dans la garde alors qu'elle n'a aucun moyen de connaître les conditions dans lesquelles était effectuée cette garde; aussi est-il vraisemblable que la jurisprudence présumera souvent en fait cette faute à charge pour le directeur de prouver qu'il n'a pas pu empêcher l'acte dommageable. Il n'est pas possible d'assimiler des cas de ce genre à ceux prévus par l'article 1384, mais ici la force de l'obligation permet d'être sévère dans l'appréciation de la faute ou de l'imprudence, beaucoup plus, à notre avis, que lorsqu'il s'agit d'une garde au domicile familial ou dans un établissement ouvert.

Dans une espèce jugée par le tribunal correctionnel de la Seine (11 février 1914) la responsabilité du directeur d'une maison de santé fermée a été engagée, à l'occasion d'une action civile, comme commettant d'un de ses infirmiers : il s'agissait d'un malade interné qui, au cours d'une visite, avait blessé sa femme à coups de poinçon tandis que l'infirmier de garde s'était écarté, peut-être par discrétion. Le tribunal correctionnel a condamné l'infirmier comme « coupable d'avoir par imprudence, inattention et inobservation des règlements, causé des blessures à la dame D... »

Un autre directeur de maison de santé fermée a été condamné parce qu'une de ses malades était devenue enceinte du fait d'un autre pensionnaire de l'établissement et parce que « le seul fait d'une conception dans ces conditions établit un manque de surveillance » (trib. civ. Seine, 12 novembre 1936). A titre de comparaison signalons que le tribunal civil de Saintes (21 juillet 1934) a refusé d'admettre la responsabilité du directeur d'une maison de santé libre et d'un établissement thermal pour affections nerveuses, dont une malade, mariée, avait eu des relations sexuelles avec un jeune homme qu'elle avait

connu dans l'établissement et prétendait avoir ainsi contracté une maladie vénérienne.

136. — Les hôpitaux psychiatriques privés faisant fonction d'hôpitaux psychiatriques publics (dénomination qui a remplacé depuis 1937 celle d'asile privé faisant fonction d'asile public) sont des établissements très spéciaux dont le caractère juridique n'a jamais été très bien défini : organismes privés dus à l'initiative privée, ils passent avec un département, en vertu de l'article 1^{er} de la loi de 1838, des traités, qui ont certainement le caractère de contrats administratifs, par lesquels ils s'engagent à hospitaliser les aliénés à la charge de ce département. Ils participent incontestablement à l'exécution d'un service public et en outre l'autorité publique exerce sur eux une surveillance étroite, d'ailleurs prévue par l'article 3 de la loi de 1838. Ce ne sont pas des services publics concédés, mais il semble bien que ce soient des « organismes privés gérant un service public ». On ne peut plus parler ici de lien contractuel entre le malade et l'hôpital, puisqu'il n'y a plus de choix réciproque, tous les malades à la charge du département entrant obligatoirement dans l'établissement privé aux mêmes conditions que dans un établissement public départemental.

Il n'en est toutefois ainsi que pour les malades placés d'office et pour tous les assistés à titre divers, c'est-à-dire la très grande majorité ; le lien contractuel reparaîtrait si l'établissement avait, à côté de sa clientèle « publique », un petit contingent de malades payants entrés là comme dans une maison de santé privée autorisée.

La chambre criminelle de la Cour de cassation (22 avril 1950) rejetant un pourvoi formé contre un arrêt de la cour d'Agen (1^{er} juillet 1948) a refusé de prendre position sur la nature du lien qui unit les malades à ce genre d'établissement que l'arrêt qualifie successivement de « maison de santé privée » « hôpital psychiatrique privé » et « asile privé » ; il s'agissait du suicide d'une malade à l'hôpital psychiatrique de Leyme et les infirmières en faute avaient été condamnées pour homicide par imprudence. La Cour de cassation a déclaré que « sans avoir à rechercher si, comme il est prétendu au moyen, la responsabilité du personnel d'un asile privé d'aliénés est en principe d'ordre contractuel, il suffit de constater qu'il en est autrement lorsque, comme dans l'espèce, le manquement à ses obligations présente le caractère d'une imprudence ou d'une négligence constitutive de l'infraction prévue par l'article 319 du Code pénal ».

La victime d'un acte dommageable commis par un malade placé dans un hôpital psychiatrique privé n'aura donc pas besoin d'invoquer un contrat, elle pourra se contenter d'arguer de la situation légale du malade qui devait être « retenu » et qui ne l'a pas été.

Mais elle devra néanmoins prouver une faute, ce qui lui sera certainement plus facile que s'il s'agissait d'un hôpital psychiatrique public, car nous verrons qu'en cette matière les juridictions judiciaires paraissent plus secourables à la victime que les juridictions administratives.

La solution donnée en 1872 par la cour d'Agen (16 mars 1872) ne peut être tenue pour exacte, bien qu'elle ait été, en l'absence d'autres, regardée comme représentant « la jurisprudence » en matière d'asile d'aliénés. Rappelons qu'il s'agissait d'un mineur incendiaire évadé de l'asile privé de Leyme et que la cour d'Agen considérant que le directeur était « substitué au père de famille » lui a fait application de l'article 1384 du Code civil (n° 61). De toute façon cette solution était inapplicable pour un majeur et la cour d'Agen serait arrivée au même résultat sur la base de l'article 1382 puisqu'elle a finalement exonéré le directeur en déclarant qu'il avait fait la preuve exigée par le dernier alinéa de l'article 1384, c'est-à-dire qu'il n'avait commis aucune faute.

Plus normalement la cour de Poitiers (26 octobre 1938) a fondé sur l'article 1382 la condamnation du directeur de l'asile privé de La Cellette pour le meurtre d'un médecin de l'établissement, tué par un malade au cours de sa visite. La cour de Limoges (5 octobre 1932) avait considéré qu'il s'agissait d'un accident du travail, mais la Cour de cassation (Civ., 17 mars 1937) avait cassé cet arrêt en déclarant qu'il n'y avait pas de lien de subordination entre le médecin et l'établissement, donc pas d'accident du travail. La cour de Poitiers, sur renvoi, a relevé « une faute de surveillance du directeur qui a laissé circuler dans la cour sans surveillance spéciale un aliéné particulièrement dangereux », qui avait en outre un morceau de fer aiguisé dans la main.

137. — Mais il est une question qui n'a jamais été abordée en matière de responsabilité des hôpitaux psychiatriques privés faisant fonction d'hôpitaux psychiatriques publics, c'est celle de la compétence. La victime d'un malade placé d'office par le préfet dans un de ces établissements ne pourrait-elle pas rechercher la responsabilité du département en arguant d'une faute dans l'exécution d'un service public ? Le fait que ce service public aurait été confié à un établissement privé ne serait pas un obstacle à une action administrative et d'autre part on ne peut dire qu'il s'agisse ici essentiellement de rapports de droit privé puisque ces établissements fonctionnent, quant à l'hospitalisation, dans les mêmes conditions que les hôpitaux psychiatriques publics pour lesquels personne ne conteste la compétence administrative. Néanmoins un arrêt du Conseil d'Etat (19 novembre

1955, Dlle H...), rendu dans une matière voisine, paraît peu favorable à cette thèse.

Il s'agissait d'une agression commise par un mineur évadé d'un centre d'accueil géré par l'Association régionale de sauvegarde de Strasbourg et habilité, dans les conditions prévues par l'article 39 de l'ordonnance du 2 février 1945, pour recevoir des mineurs délinquants. Le Conseil d'Etat a rejeté la compétence administrative en déclarant « qu'en l'absence de toute allégation d'une faute des services ayant le contrôle du centre d'observation, les fautes qui auraient été commises soit dans la surveillance, soit dans les conditions dans laquelle l'évasion a été signalée ne sauraient engager que la seule responsabilité de l'association privée gestionnaire dudit centre ». Il est d'ailleurs peu probable que la victime d'un malade hospitalisé dans un hôpital psychiatrique privé ait envie de recourir à la juridiction administrative.

Nous allons voir en effet maintenant, en étudiant la responsabilité de la puissance publique du fait des malades mentaux, que, d'une manière générale, le Conseil d'Etat se montre encore en cette matière assez peu favorable aux victimes.

CHAPITRE QUATRIEME

RESPONSABILITE DE LA PUISSANCE PUBLIQUE DU FAIT DES MALADES MENTAUX

138. — La responsabilité de la puissance publique, qu'il s'agisse de celle de l'Etat, des collectivités locales ou d'établissements publics, a été souvent mise en cause à propos d'actes dommageables commis par des malades mentaux. Peut-être aurait-elle pu l'être plus souvent encore. Cet aspect de la question a été généralement négligé, sans doute par suite d'un cloisonnement regrettable entre les disciplines de droit privé et de droit public, par ceux qui ont consacré des travaux à la responsabilité civile extra-contractuelle de l'aliéné et de ses « gardiens » (Neagu, Limouzinéau, Mme Freund-Froment). Il convient de l'étudier sous deux aspects très différents. La puissance publique peut être recherchée d'une part comme « gardienne » de l'aliéné qui a été confié à un établissement public et d'autre part comme gardienne de l'ordre public et à ce titre responsable des malades mentaux dangereux laissés en liberté.

SECTION I

LA PUISSANCE PUBLIQUE, GARDIENNE DU MALADE MENTAL

139. — De même que les établissements privés peuvent être ouverts ou fermés, il existe pour accueillir les malades mentaux des établissements publics ouverts ou fermés, ces derniers étant d'ailleurs de beau-

coup les plus nombreux et les plus importants. Bien que la jurisprudence et notamment le Conseil d'Etat ne fasse pas toujours nettement la différence entre les uns et les autres, comme le montre encore un arrêt très récent (C.E., 9 janvier 1957, Vve Nasi), il nous paraît nécessaire d'étudier séparément la responsabilité que ces établissements peuvent encourir du fait des malades mentaux hospitalisés.

§ 1. — Établissements ouverts.

140. — Nous avons vu précédemment (n° 123 et 124) qu'il pouvait s'agir soit des services ouverts des hôpitaux généraux, plus ou moins précisément affectés au traitement des maladies nerveuses et mentales, soit des services libres des hôpitaux psychiatriques publics. Dans ces établissements, comme nous l'avons déjà indiqué (n° 127), les malades mentaux sont admis dans des conditions absolument identiques à celles qui sont en usage pour n'importe quelle autre catégorie de malades, et, notamment dans les services libres des hôpitaux psychiatriques publics, aucune formalité spéciale n'est exigée, contrairement à ce qui se passe pour les malades admis en service fermé sous le régime de la loi de 1838. Les conditions de la responsabilité de l'établissement ne devraient donc pas différer, en ce qui concerne ces malades mentaux libres, des conditions habituelles de responsabilité civile des établissements hospitaliers ordinaires. En fait nous verrons que la jurisprudence tient compte de leurs troubles mentaux pour exiger une surveillance spéciale et que le Conseil d'Etat ne fait en réalité aucune différence selon que le malade est ou non placé sous le régime de la loi de 1838.

La question la plus délicate qui se pose au sujet des actions en responsabilité intentées par des tiers victimes d'un malade mental hospitalisé dans un établissement public ouvert est celle de la compétence. En principe la victime devrait s'adresser soit aux tribunaux judiciaires en mettant en cause précisément le ou les agents responsables du dommage, si elle estime avoir été victime d'une faute personnelle, soit aux tribunaux administratifs en mettant en cause l'établissement public ou la collectivité locale propriétaire selon les cas, si elle estime avoir été victime d'une faute du service. En pratique la victime n'a, sauf exception, aucun moyen de savoir de quel genre de faute il s'agit. Celui qui a été attaqué à l'extérieur par un malade mental théoriquement hospitalisé ne peut savoir si ce malade est sorti avec la permission du médecin, ce qui pourrait à la rigueur constituer une faute personnelle de celui-ci, ou s'il a échappé à la surveillance en raison de la mauvaise organisation du service, ou encore par suite de la complicité personnelle d'un infirmier. Il serait donc logique

que la victime s'adressât toujours aux juridictions administratives. En fait, elle s'adresse assez souvent aux juridictions judiciaires et celles-ci accueillent assez volontiers sa demande. La question se pose beaucoup plus souvent en ce qui concerne les accidents arrivés au malade qu'en ce qui concerne les accidents arrivés du fait du malade, mais les principes sont les mêmes, d'autant plus qu'ici il s'agit toujours d'une responsabilité extra-contractuelle, aucun contrat n'existant entre le malade et l'hôpital public (Paris, 18 mars 1938).

La cour de Bordeaux (12 novembre 1930) a admis la responsabilité des hospices civils pour le suicide d'une malade mentale qui s'était « échappée » du service ouvert de l'hôpital Saint-André et était allée se noyer, en relevant que « le fait d'avoir laissé s'enfuir de l'hôpital... une femme qu'on savait susceptible de tromper la surveillance ou encore de se suicider constitue incontestablement une faute tant de la part des infirmiers que des concierges qui n'auraient les uns et les autres pas dû perdre cette malade de vue ». Sans même souligner combien il est anormal d'assimiler le concierge d'un hôpital général, qui a plutôt à surveiller les entrées que les sorties, au concierge d'un hôpital psychiatrique dont la mission est bien différente, on ne peut que constater qu'il s'agissait bien là d'une faute de service typique qui ressortissait à la compétence administrative; il est vrai que le préfet n'avait pas cru bon de décliner la compétence judiciaire. Par contre dans des affaires analogues la Cour de cassation a cassé un arrêt de Montpellier (Civ., 28 mars 1934), à propos d'un aliéné brûlé dans sa cellule de l'hôpital général de Montpellier, et plus récemment un arrêt de Riom (Civ. 1^{re}, 23 décembre 1952), à propos d'un malade mental qui s'était suicidé à l'hôpital de Clermont-Ferrand, en déclarant pour ce dernier que : « La demande, qui ne relevait pas à la charge de tel ou tel agent de l'administration une faute personnelle détachable de sa fonction, ne pouvait être apprécié qu'au regard des règles spéciales qui déterminent l'étendue des responsabilités incombant à l'Administration et qu'une pareille appréciation postulait la compétence de l'autorité administrative », même s'agissant d'un malade hospitalisé à titre payant et non d'un malade bénéficiaire de l'A.M.G., car « l'hôpital assume dans l'un et l'autre cas l'exécution d'un service public dans des conditions non assimilables à celles où fonctionnerait une entreprise privée ».

141. — La question serait plus délicate si au lieu d'une faute de surveillance il s'agissait d'une faute proprement médicale et nous avons dit qu'il était souvent difficile de savoir ce qui revenait aux prescriptions du médecin et à leur exécution dans la surveillance des aliénés. Depuis longtemps la jurisprudence judiciaire a été animée du désir de soumettre la responsabilité des médecins des hôpitaux

publics au même régime que celle des médecins privés. Un arrêt de principe de la chambre des requêtes (30 novembre 1938), s'opposant nettement sur ce point à la jurisprudence du Conseil d'Etat, a déclaré la juridiction judiciaire compétente pour toute faute du médecin hospitalier dans l'exercice de son art. Des arrêts récents de la Cour de cassation (Civ. 1^{re}, 9 octobre 1956 et Civ. 1^{re}, 15 janvier 1957) ont également déclaré que « lorsqu'un médecin chargé d'un service public commet un manquement à ses devoirs proprement médicaux, constitutifs d'une faute personnelle détachable de ses fonctions administratives, il appartient aux tribunaux judiciaires de connaître de la demande en dommages-intérêts formée contre le médecin par la victime de cette faute ». Cette jurisprudence a été presque unanimement condamnée par la doctrine (1). Mais le Tribunal des conflits par deux arrêts très nets rendus le même jour (T.C., 25 mars, Chilloux et Isaad Slimane) a reconnu que les fautes commises par les médecins hospitaliers dans l'exercice de leur art ne constituaient pas une faute personnelle détachable de l'accomplissement du service public de santé dont ils ont la charge. Depuis cet arrêt le tribunal civil de la Seine (4 juin 1957) et la cour de Paris (19 novembre 1957) ont admis la compétence administrative en cette matière, mais pas le tribunal civil de Blois (20 juin 1957). Il est encore trop tôt pour savoir si les juridictions judiciaires suivront sans se faire prier la jurisprudence du Tribunal des conflits.

Actuellement on peut donc admettre en théorie que, s'agissant d'une faute de service, même médicale, la juridiction administrative est compétente dans tous les cas où la responsabilité d'un établissement public hospitalier pourrait être engagée du fait d'un malade mental. Seule une faute nettement personnelle et détachable de la fonction pourrait être admise par les juridictions judiciaires. Quant aux juridictions administratives, on sait que même en cas de faute personnelle elles se reconnaissent compétentes pour tous les dommages occasionnés par le service public, l'Administration ayant toujours la possibilité de se retourner contre l'agent personnellement fautif.

142. — Les arrêts du Tribunal des conflits du 25 mars 1957 sont donc parfaitement justifiés en ce qu'ils tendent à créer en matière hospitalière et au profit de la juridiction administrative un « bloc de

(1) V. notamment R. et J. SAVATIER, AUBY et PEQUIGNOT, n° 506 et suiv. ; CHAPUS, n° 365 ; BENOIT, « La responsabilité du service et la responsabilité personnelle des agents non fonctionnaires des services hospitaliers et d'assistance ». D. 1951, chr. 49 ; AUBY, « Une divergence des jurisprudences administratives et judiciaires : la responsabilité des médecins et chirurgiens des hôpitaux publics. » S. 1955, chr. 1.

compétence » qui facilitera l'action des victimes, lesquelles n'auront plus à se demander à qui elles doivent s'adresser; ainsi cessera l'incertitude qui régnait sur une question dont la cour de Lyon (12 juillet 1954) reconnaissait « que des querelles byzantines l'ont rendue si obscure que le juge a autant de peine à reconnaître son justiciable que le justiciable à trouver son juge ». On peut seulement se demander si l'assimilation sans nuance que fait le Tribunal des conflits entre service public et compétence administrative n'est pas un peu sommaire et si, en l'espèce, les services publics hospitaliers peuvent être rangés sans discussion dans ce cadre. Il n'entre pas dans nos intentions de nous lancer ici dans l'épineuse question de la notion juridique de service public, mais si l'on se réfère à un précédent arrêt du Tribunal des conflits (25 janvier 1955, Naliato) on peut être amené à douter, non que les hôpitaux et hospices publics constituent bien un service public, mais que le contentieux de ce service public soit de la compétence administrative, tout au moins en ce qui concerne les rapports de l'administration avec les usagers et avec les tiers. L'arrêt Naliato, après avoir reconnu que la colonie de vacances organisée par une Administration avait un caractère de service public étant donné son but d'intérêt social, déclarait que « cette organisation ne présente en l'espèce, en ce qui concerne les rapports entre ses bénéficiaires et l'administration aucune particularité de nature à la distinguer juridiquement des organisations similaires relevant des personnes ou des institutions de droit privé ». Or aujourd'hui rien ne différencie plus pratiquement les hôpitaux et hospices publics des hôpitaux ou cliniques privés qui sont la propriété d'associations, de syndicats, de communautés religieuses ou de la Sécurité sociale. Ils sont alimentés par les mêmes prix de journée versés par les mêmes collectivités et on peut dire qu'ils fonctionnent « dans les mêmes conditions que les organisations privées similaires ». Mais il semble bien que l'arrêt Naliato n'ait été pour le moment qu'une de ces « pointes hardies » (Duez) que la jurisprudence pousse de temps en temps dans telle ou telle direction. Si nous avons, nous aussi, poussé une pointe dans la direction de l'arrêt Naliato, c'est pour souligner que si, à la rigueur, les hôpitaux généraux publics pourraient être considérés comme ressortissant au droit privé et à la compétence judiciaire, il ne pouvait en être de même des hôpitaux psychiatriques publics, qui, dotés de prérogatives de droit public par la loi du 30 juin 1838, fonctionnent à l'égard des malades et des tiers dans des conditions exorbitantes du droit privé; si des organismes privés (hôpitaux psychiatriques privés faisant fonction d'hôpitaux psychiatriques publics et maisons de santé autorisées) fonctionnent dans les mêmes conditions, c'est en vertu d'une autorisation spéciale et il résulte de la comparaison entre les deux catégories que ce sont en réalité les établissements privés qui

fonctionnent dans les mêmes conditions que les établissements publics et non l'inverse.

143. — Mais cette différence fort nette que nous établissons entre les hôpitaux généraux, même quand ils hospitalisent des malades mentaux en service ouvert, et les services fermés des hôpitaux psychiatriques n'est généralement pas faite par les juridictions administratives qui s'abstiennent même souvent de préciser de quelle sorte d'établissement il s'agit. Pour les hôpitaux et les malades « ordinaires », le Conseil d'Etat distingue ce qui concerne le service médical proprement dit, pour lequel il déclare en général que la responsabilité ne peut être engagée qu'en cas de faute lourde des médecins, des chirurgiens ou des internes, et ce qui concerne l'organisation et le fonctionnement de l'établissement en général, notamment la surveillance du malade, où il se contente d'une faute simple pour engager la responsabilité de l'établissement (arrêts récents : C.E., 9 janvier 1957, A.P. de Marseille et Hospices civils de Blois; 20 mars 1957, Hôpital de Perpignan; 27 mai 1957, Hôpital civil d'Orléans). En appliquant ces principes, et bien qu'il s'agisse d'un malade mental, le Conseil d'Etat (30 novembre 1951, A.P. de Marseille) a parlé simplement du défaut de surveillance du service de garde et le tribunal administratif de Lyon (5 février 1954) a seulement relevé « le fonctionnement défectueux et l'organisation insuffisante du service de garde » de l'hôpital Edouard Herriot où un enfant de 13 ans, en instance de lobotomie, s'était emparé de l'automobile d'un interne et avait renversé 5 personnes. Il est vrai qu'il s'agissait d'un mineur présentant des troubles caractériels graves et qui aurait dû être particulièrement surveillé. De même le Conseil d'Etat (7 octobre 1955, département du Rhône) retenant la responsabilité de l'Hôpital psychiatrique du Vinatier à propos d'un malade hospitalisé en service libre et qui s'était enfui pour se suicider, se contente de relever « un défaut de surveillance constituant une faute du service public de nature à engager la responsabilité de l'administration ».

Par contre dans trois autres espèces, toujours d'ailleurs à propos de suicides ou d'accidents arrivés au malade, le Conseil d'Etat emploie les mêmes formules que celles qui lui sont devenues presque traditionnelles, nous le verrons, à propos des services fermés des hôpitaux psychiatriques et ne paraît plus se contenter de la simple faute de surveillance pour engager la responsabilité de l'administration. Dans l'arrêt Vve Apard (C.E., 22 décembre 1936) à propos d'un suicide survenu au Val de Grâce, il parle de « faute grave » du service public; de même dans l'arrêt Vve Leroy (C.E., 26 février 1943), dans l'arrêt Vve Brun (C.E., 2 décembre 1936) et dans l'arrêt dame Roustan (C.E.,

4 janvier 1952), il emploie la formule habituelle aux hôpitaux psychiatriques : « Faute manifeste et d'une particulière gravité. » De même, dans l'arrêt Vve Nasi du 9 janvier 1957, à propos d'un malade placé à l'hôpital de Bayonne, le Conseil d'Etat précise : « Qu'il est constant que le sieur N... avait été hospitalisé en raison de troubles mentaux qu'il manifestait et que dans ces conditions la responsabilité de l'hôpital ne pouvait être engagée qu' en cas de faute manifeste et d'une particulière gravité dans l'organisation et l'exécution du service public et que la dame N... n'établit pas l'existence d'une faute de cette nature. » Nous allons voir à propos des établissements fermés ce qu'on peut penser de cette jurisprudence.

§ 2. — Établissements fermés.

Ce sont essentiellement les hôpitaux psychiatriques publics et les Colonies familiales. Mais avant d'étudier la responsabilité de ces établissements du fait d'actes dommageables commis par leurs pensionnaires, il faut examiner le caractère administratif de chacune des catégories d'hôpitaux psychiatriques et aussi les diverses situations où peut se trouver le malade auteur de l'acte dommageable.

A. — DIVERSES CATÉGORIES D'ÉTABLISSEMENTS.

144. — Il existe quatre catégories d'hôpitaux psychiatriques publics ayant chacune un régime administratif différent, entraînant en cas de recours contentieux, la responsabilité de collectivités différentes.

a) Hôpitaux psychiatriques départementaux. Ce sont les plus nombreux (54). Ils ont été créés en application de l'article 1^{er} de la loi du 30 juin 1838 et sont la propriété de leur département respectif. Bien que jouissant d'une large autonomie budgétaire, ils n'ont pas la personnalité morale et c'est donc le département, en la personne du préfet, qui doit être mis en cause à leur sujet.

b) Hôpitaux psychiatriques autonomes. Ils sont au nombre de 6. Bien que placés sous la tutelle administrative du département auquel ils sont rattachés, ils sont propriétaires de leurs biens et ont la personnalité morale. Ce sont de véritables établissements publics et le Conseil d'Etat leur reconnaît la qualité « d'établissements publics nationaux ».

c) Maison Nationale de Santé (ex-Maison de Charenton). Il s'agit d'un établissement unique en son genre qui fait partie de la catégorie des établissements nationaux de bienfaisance. C'est un établissement

public jouissant de la personnalité morale mais placé sous la tutelle administrative directe de l'Etat.

d) Quartiers d'Hospices. Ce sont des hôpitaux psychiatriques qui dépendent d'un hôpital dont ils font partie intégrante. Les hôpitaux sont des établissements publics administrés par une commission administrative, présidée par le maire, et qui ont la personnalité morale.

B. — DIVERSES SITUATIONS DU MALADE.

145. — Les hôpitaux psychiatriques traitent des malades de caractère très divers dans des services eux-mêmes très variés soit à cause de leur affectation spéciale, soit à cause de leur implantation particulière. D'autre part les méthodes thérapeutiques évoluent et cette évolution se fait toujours dans le sens d'une libéralisation de plus en plus poussée, favorisée d'ailleurs par des traitements médicamenteux qui permettent de réduire dans une mesure appréciable la nocivité de certains malades. C'est dire que le malade mental est aujourd'hui rarement ce personnage inquiétant qu'on imagine volontiers enfermé constamment derrière des murs infranchissables ou des portes soigneusement verrouillées. Ceux dont nous avons à nous occuper ici sont évidemment un peu particuliers puisqu'ils sont en principe capables de commettre des actes dommageables, mais nous avons dit que la catégorisation des malades mentaux en dangereux et non dangereux était assez difficile, même pour les spécialistes. Il faut donc envisager les diverses situations où peuvent se trouver les malades dépendant des hôpitaux psychiatriques publics et dans quelles conditions la responsabilité de l'établissement pourra être engagée à l'occasion d'actes dommageables commis par ces malades.

146. — a) Malades à l'hôpital : ce sont des malades qui comptent à l'effectif réel de l'établissement, ce qui ne veut pas dire pour autant qu'ils soient constamment derrière les murs de celui-ci. Leurs actes dommageables pourront d'abord s'exercer à l'encontre d'autres malades, ce qui est une éventualité assez fréquente. On pourrait se demander si dans ces conditions la responsabilité doit être appréciée à l'égard de la victime, vis-à-vis de laquelle l'établissement est tenu à une certaine obligation de sécurité, ou à l'égard de l'auteur de l'acte, vis-à-vis duquel l'établissement est tenu à une certaine obligation de garde ; mais cette distinction perd l'intérêt qu'elle pouvait avoir en droit privé puisqu'il n'y a plus ici à faire une différence entre obligation contractuelle et obligation délictuelle. La jurisprudence

administrative ne paraît d'ailleurs pas s'être préoccupée de la question.

Le malade hospitalisé peut également commettre des actes dommageables à l'égard de tiers étrangers à l'établissement, car nombreux sont les malades qui circulent dans l'enceinte de l'hôpital où ils peuvent rencontrer des fournisseurs, des visiteurs ou des parents du personnel logé, et nombreux sont aussi ceux qui, surtout dans les hôpitaux psychiatriques ruraux, travaillent à l'extérieur, dans les champs ou même chez des particuliers. Enfin nous avons vu (n° 116) que dans les Colonies familiales les malades étaient presque complètement confiés à des « nourriciers » et vivaient dans le village comme n'importe quel autre habitant. Nous n'envisagerons pas ici les actes dommageables commis à l'égard du personnel, qui ressortissent à la législation du travail.

147. — *b*) Malades en permission. Les permissions qui peuvent être accordées aux malades mentaux hospitalisés ne sont en principe possibles (art. 170 du règlement modèle de 1857 et art. 193 du nouveau règlement-modèle de 1938) que si le malade est accompagné d'un membre du personnel ou « s'il est confié à un parent ou à un ami qui prend, par écrit, la responsabilité de la surveillance du malade hors de l'établissement ». Ces permissions, qui sont qualifiées de « promenades extérieures », n'ont pas de durée réglementairement fixée ; en fait elles vont de quelques heures à quelques jours. Nous avons dit (n° 76) que la responsabilité du parent ou de l'ami était bien théorique. La responsabilité primordiale, en cas de dommage causé aux tiers, nous paraît devoir être attribuée à l'établissement, en l'espèce au médecin, qui a accordé une permission à un malade pouvant être dangereux ou qui l'a confié à un tiers ne présentant pas toutes les garanties voulues (mais il s'agirait presque toujours d'une faute de service et non d'une faute personnelle). Rien n'empêcherait d'ailleurs l'établissement condamné à payer des dommages-intérêts de se retourner contre celui auquel le malade aurait été confié pour la durée de la permission s'il avait commis une faute évidente dans la surveillance à laquelle il s'était engagée, par exemple s'il avait enivré le malade (ce qui n'est pas rare) ou s'il avait mis à sa disposition des objets dangereux. Mais les parents ou amis ne sont ni des psychiatres ni des infirmiers et les erreurs banales qu'ils peuvent commettre ne peuvent leur être imputées. C'est essentiellement au médecin de l'hôpital, qui connaît son malade et qui doit savoir la confiance qu'on peut accorder au « surveillant » bénévole, que revient la responsabilité des permissions. Son erreur peut d'ailleurs être excusable et ne pas constituer la « faute lourde » ou la « faute mani-

feste et d'une particulière gravité » dont parle habituellement le Conseil d'Etat.

148. — c) Malades en sortie d'essai. Il s'agit de malades qui, avant la sortie définitive, sont mis en « liberté conditionnelle » pendant une durée variable (un à trois mois, quelquefois six). Ils sont généralement confiés à un membre de leur famille, doivent se soumettre à des contrôles périodiques soit à l'hôpital même, soit dans un dispensaire et peuvent être à tout moment ramenés à l'hôpital sans aucune formalité ni justification. Le système des sorties d'essai présente un intérêt thérapeutique et social considérable car il constitue, selon une formule consacrée, « la pierre de touche de la guérison » ; il permet au malade de se réinsérer dans son milieu et de trouver du travail tout en restant sous une surveillance efficace et même sous la menace d'une nouvelle collocation immédiate. Pratiqué depuis le début du siècle, ce système est de plus en plus répandu et la plupart des sorties définitives sont actuellement précédées d'une sortie d'essai pendant laquelle le malade continue à figurer à l'effectif théorique de l'établissement. Malheureusement ces sorties d'essai présentent quelques inconvénients du fait qu'elles n'ont aucune existence légale. L'Administration non seulement les autorise, mais encore les recommande et une circulaire très récente de M. le Ministre de la Santé publique (14 juin 1957) « insiste sur le fait que la sortie d'essai doit être utilisée de la manière la plus large dans tous les cas où une telle formule est possible ». Mais deux problèmes au moins se posent : celui de la protection des biens et celui de la responsabilité civile. Le premier a été évoqué récemment par le tribunal civil de Saint-Nazaire (6 mai 1957) qui a déclaré que le malade en sortie d'essai « doit toujours être considéré comme étant retenu à l'hôpital psychiatrique puisque le médecin-traitant peut le faire réintégrer dans son service si bon lui semble et sans formalités administratives, en se fondant seulement sur des considérations médicales ».

La question de la responsabilité civile à l'occasion d'actes dommageables commis par le malade en sortie d'essai, n'a jamais été à notre connaissance, évoquée par les juridictions administratives. Le Conseil d'Etat (21 janvier 1953, cons. Stain) a seulement constaté, à propos d'un acte dommageable commis après la sortie définitive, que pendant les six mois qu'avait duré la sortie d'essai le malade n'avait fait l'objet d'aucune plainte et « qu'il n'est établi dans la surveillance médicale de l'intéressé pendant ledit congé aucune faute lourde de nature à engager la responsabilité du département ».

Nous pensons qu'en matière de sorties d'essai, comme en matière de permission, la responsabilité devrait d'abord tomber sur le service

public, la responsabilité de celui à qui le malade a été confié ne pouvant être que subsidiaire, étant donné que le malade reste « hospitalisé » et sous surveillance médico-sociale. La seule question qui pourrait se poser serait celle du service auquel incomberait la responsabilité : hôpital psychiatrique ou dispensaire d'hygiène mentale auquel aurait été transféré la surveillance du malade au cours de la sortie d'essai. S'il s'agit de deux services départementaux, il n'y a guère de problème, mais si un hôpital psychiatrique autonome ou un quartier d'hospice confie un malade à un dispensaire départemental on pourra se demander qui, de l'établissement public ou du département, a en fait la garde du malade. Nous pensons que ce serait plutôt l'hôpital, auquel le malade reste administrativement rattaché.

149. — *d*) Malades évadés. Ce sont les malades évadés qui commettent le plus fréquemment des dommages aux tiers ; en effet les malades hospitalisés sont généralement assez bien surveillés et les malades en sortie d'essai ou en permission sont des malades presque guéris ou considérés comme inoffensifs. L'évadé par contre est un malade non guéri et qui échappe à toute surveillance. Par ailleurs il s'évade quelquefois pour commettre justement un acte dommageable (persécuté qui veut se délivrer de son persécuteur, jaloux qui veut se venger) ou bien est amené à en commettre un par la force des choses (vol ou cambriolage pour subsister, blessures ou meurtre pour échapper aux recherches). Or l'évasion est relativement fréquente dans les hôpitaux psychiatriques qui ne sont pas des forteresses et dont le régime est, nous l'avons dit, de plus en plus libéral. Heureusement beaucoup d'évadés ne vont pas loin et un bon nombre d'entre eux ne sont pas dangereux pour autrui.

Si l'acte dommageable a été commis lors de l'évasion ou peu de temps après, la responsabilité de l'établissement peut sans aucun doute être recherchée, compte tenu bien entendu de la nature de la faute commise. C'est même dans des cas de ce genre que l'on pourrait légitimement recourir à l'article 475, 7° du Code pénal et fonder la responsabilité civile sur une infraction pénale. Ceux qui surveillaient le malade ont véritablement « laissé divaguer des fous ou furieux étant sous leur garde ». Dans un cas où il s'agissait d'un détenu interné en cours de peine le tribunal correctionnel de Tournai (18 octobre 1909) a même condamné un infirmier en vertu de l'article 332 du Code pénal belge qui punit la personne qui, n'étant pas chargé de la garde d'un détenu, a par sa négligence procuré ou facilité son évasion.

Mais où les choses se compliquent, c'est quand il s'agit de savoir

jusqu'à quand un évadé peut être considéré encore comme un malade théoriquement hospitalisé. Tout le monde s'accorde à dire que l'évadé ne peut pas être réintégré « après un certain temps » sans que les formalités d'admission soient refaites, c'est-à-dire sans qu'ait été appréciée à nouveau la nécessité d'un internement. Mais rien n'a été prévu à ce sujet par la loi de 1838 ni par aucun règlement ultérieur (1). On voit des malades réintégrés après 6 ou 8 mois d'évasion, mais la majorité des auteurs, se basant sur la nécessité d'annotations mensuelles sur le « livre de la loi » (art. 12 de la loi de 1838), pensent qu'après un mois l'évadé doit être considéré comme sorti définitivement.

En matière de responsabilité civile il est bien difficile d'indiquer une date limite à partir de laquelle la responsabilité de l'établissement ne pourrait plus être engagée par un acte dommageable commis par l'évadé. Dans les espèces dont nous avons connaissance l'acte avait été commis très peu de temps après l'évasion (T.C., 29 février 1908, Feutry ; trib. civ. Toulouse, 15 décembre 1911 et 13 juin 1912 ; cour de Toulouse, 19 novembre 1912 et C.E., 24 juin 1921, Lupiac ; C.E., 3 février 1956, département de la Somme). Il semble néanmoins que, sauf circonstances exceptionnelles, on pourrait adopter le délai d'un mois préconisé par les aliénistes, surtout si le malade après son évasion avait repris une vie apparemment normale. La responsabilité des parents ou amis qui auraient fait évader le malade ou qui l'aurait recueilli en connaissance de cause pourrait être, à notre avis, recherchée beaucoup plus facilement que celle des parents à qui un malade aurait été confié en sortie d'essai. Ici la faute serait manifeste et ne serait pas seulement une faute de surveillance toujours difficile à prouver. Mais il n'existe aucune décision de jurisprudence à ce sujet et il est bien évident que la victime préférera généralement mettre en cause une collectivité publique qu'un particulier souvent peu solvable. Par contre l'établissement qui aurait versé à la victime des dommages-intérêts pourrait avoir un recours contre le complice de l'évasion.

C. — COMPÉTENCE.

150. — La compétence administrative en matière de responsabilité des collectivités locales et des établissements publics n'a été reconnue que tardivement. Le principe de l'Etat débiteur, qui avait d'abord

(1) V. notamment AUZOUY, « De la responsabilité au sujet des évasions », *Annales médico-psychologiques*, mai 1878 ; R. DUPOUY, « Etude sur les évasions d'aliénés », A.M.P., mars 1933 ; F. ORELLI, « Les réintégrations après évasions », *Aliéniste français*, mars 1938 ; J. PICARD, « Lacunes de la loi de 1838 en cas d'évasions », A.M.P., 1938.I.571 ; RAYNIER et BEAUDOUIN, 3^e éd., II, p. 196.

été plus ou moins le fondement de la compétence administrative, ne s'appliquait pas à ces organismes et l'arrêt Blanco, qui est considéré par la majorité des auteurs comme ayant inauguré l'ère moderne du contentieux administratif, ne parlait que de « la responsabilité qui peut incomber à l'Etat pour les dommages causés aux particuliers par le fait des personnes qu'il emploie dans le service public ».

La responsabilité des asiles publics d'aliénés à l'égard de leurs malades ou à l'égard des tiers ressortissait alors sans conteste à la juridiction judiciaire qui l'appréciait sur la base des articles 1382 et 1383 du Code civil, condamnant d'ailleurs tantôt le directeur, tantôt la collectivité publique propriétaire de l'établissement. Ainsi la cour de Grenoble (11 décembre 1874) a exonéré le directeur d'un asile public départemental à propos d'une malade devenue enceinte au cours de son hospitalisation, en déclarant qu'il n'était ressorti des débats « aucun fait personnel, aucune faute, aucun acte d'imprudence ou de négligence, aucune inobservation des règlements ou devoirs officiels qui puisse faire encourir au défendeur dans les termes des articles 1382 et 1383 la responsabilité directe du malheur essuyé par la fille G... ». Par contre le tribunal civil de Lyon (2 août 1893), confirmé par la cour de Lyon (10 juillet 1894), a condamné le département dans une affaire analogue où un malade avait mis enceinte une malade du même asile parce que « c'est une grave imprudence dans un asile mixte d'aliénés de ne pas établir une séparation absolue entre les deux sexes ». En 1897 le tribunal correctionnel de Dôle (9 juillet 1897), dans un jugement indéfendable et d'ailleurs infirmé par la cour de Besançon (16 août 1897), avait condamné le directeur-médecin de l'asile de Sainte-Ylie du fait d'un malade qui, sorti irrégulièrement en compagnie d'un infirmier, avait commis dans un café des violences à l'égard de plusieurs consommateurs, en déclarant que d'après l'article 1384, il devait être considéré « comme responsable de ses commettants (*sic*) », sans que, lapsus mis à part, on pût savoir s'il était condamné comme étant le commettant de l'infirmier ou celui du malade, seul mis en cause devant le tribunal correctionnel.

151. — Mais, en 1903, l'arrêt Terrier (C.E., 6 février 1903) ayant reconnu la compétence administrative en matière de responsabilité contractuelle des départements, l'évolution devait se produire vers la généralisation de cette compétence à tout le contentieux des collectivités locales et des établissements publics, en ce qui concerne tout au moins leur activité de gestion publique. Le premier arrêt qui a admis la compétence administrative en matière de responsabilité extra-contractuelle des départements, l'arrêt Feutry (Tribunal des

conflits, 29 février 1908), était justement relatif à un incendie allumé par un aliéné évadé de l'asile départemental de Clermont-de-l'Oise. Cet arrêt, rendu après partage sous la présidence du Garde des Sceaux Aristide Briand, déclarait que « l'assignation ne vise aucune faute personnelle à un agent de l'administration et se détachant de sa fonction ; qu'elle incrimine l'organisation et le fonctionnement d'un service à la charge des départements et d'intérêt public ; que l'appréciation des faits qui auraient pu se produire dans ce service n'appartient pas à l'autorité judiciaire ». Ce n'est pas ici le lieu d'examiner si le célèbre arrêt Feutry s'inscrivait, comme le veulent la majorité des auteurs, dans une évolution harmonieuse et logique du contentieux de la responsabilité publique ou si, comme le prétend M. Chapus (n° 92 et suiv.), cet arrêt, qui ignorait la distinction entre gestion publique et gestion privée précisée par le commissaire du gouvernement Romieu à propos à l'arrêt Terrier, constituait au contraire un recul que la jurisprudence administrative devait mettre plusieurs années à rattraper. Il nous suffit de constater que la compétence administrative avait ainsi été solennellement affirmée en matière de dommages subis par les tiers du fait d'un malade mental hospitalisé dans un asile public.

L'arrêt Feutry ne devait d'ailleurs pas empêcher le tribunal civil de Bourges de condamner en 1911 le préfet du Cher ès qualité pour un attentat aux mœurs avec violences mortelles, commis par un aliéné interné à l'asile départemental sur un garçon de onze ans, en déclarant que « quelle que soit l'influence salubre de cette méthode (celle de la liberté substituée à l'isolement) sur l'évolution des maladies mentales, il ne convient évidemment de n'y recourir qu'avec une extrême réserve et avec le profond souci de sauvegarder l'intérêt public ». Mais la cour de Bourges (20 mars 1912) infirma ce jugement parce que le préfet n'avait autorité sur le directeur qu'en sa qualité de représentant de l'Etat et non en qualité de représentant du département, ce qui est insoutenable étant donné que les directeurs, bien que nommés par l'administration centrale, sont des fonctionnaires départementaux. On ne comprend d'ailleurs pas pourquoi le préfet n'avait pas élevé le conflit.

Il en a été de même dans d'assez nombreux cas où la victime ayant saisi la juridiction judiciaire, celle-ci s'est déclarée compétente sans que le préfet intervienne et alors qu'il eût pu le faire même devant les tribunaux correctionnels en ce qui concerne l'action civile. Raynier et Beaudoin (II, p. 215 et suiv.) en citent plusieurs exemples inédits (notamment trib. corr. d'Angoulême, 25 mars 1929 et trib. corr. d'Amiens, 5 mars 1928).

Par contre la cour de Nîmes (3 juillet 1933) et la cour de Toulouse (19 novembre 1912) ont décliné leur compétence à propos d'accidents

survenus à des malades ou du fait de malades hospitalisés dans des asiles publics départementaux. Ainsi cette dernière a déclaré « qu'il résulte du jugement du 13 juin 1912 que l'incident qui s'est produit le 7 mars 1911 serait la conséquence de l'organisation défectueuse d'un service public, du défaut de surveillance exercée sur les pensionnaires de cet établissement et de la facilité trop grande avec laquelle on les laisse sortir, mais que ces différents reproches constitueraient une faute d'ordre purement administratif ».

Dans l'ensemble donc, et malgré certaines exceptions, il semble bien que depuis l'arrêt Feutry la compétence administrative ne soit plus guère discutée en principe lorsqu'il s'agit de rechercher la responsabilité d'un hôpital psychiatrique public à l'occasion d'un fait dommageable commis par un de ses pensionnaires. Aussi est-ce seulement la jurisprudence du Conseil d'Etat que nous allons étudier à ce sujet.

D. — JURISPRUDENCE DU CONSEIL D'ETAT.

152. — Les conditions de la responsabilité administrative sont un peu différentes de celles de la responsabilité privée, notamment à cause de la part de plus en plus grande faite au risque dans la responsabilité publique. Néanmoins la faute de l'Administration, ou plus exactement la faute de ses agents, soit faute individuelle de service, soit faute anonyme du service, reste la condition de base de la responsabilité administrative comme celle de la responsabilité privée. Mais toute faute n'entraîne pas automatiquement la responsabilité de l'Administration et le Conseil d'Etat tient compte de certaines circonstances qui peuvent rendre plus difficile l'exécution du service et excuser ainsi les fautes légères commises par ses agents. Ainsi la responsabilité du service pénitentiaire dans les colonies à propos d'actes dommageables commis par des forçats évadés (C.E., 4 janvier 1918, Zulémaro et Duchesne) ou celle de l'armée à propos d'un meurtre commis par un exclus évadé de son casernement (C.E., 11 mars 1921, dame et demoiselle Selliers) ne peut être engagée qu'en cas de « faute manifeste et d'une particulière gravité ».

En ce qui concerne les services publics hospitaliers nous avons dit que la jurisprudence administrative exigeait une « faute lourde » en matière médicale (notamment encore récemment C.E., 9 janvier 1957, A.P. de Marseille), mais se contentait d'une faute simple lorsqu'il s'agissait de l'organisation du service ou de la surveillance des malades. Il semble d'ailleurs que cette exigence de la faute lourde soit actuellement contrebalancée par la facilité avec laquelle le Conseil d'Etat parle de faute de surveillance à propos de négli-

gences qui relèvent beaucoup plus du médecin ou de ses collaborateurs directs que du service hospitalier en général (par exemple C.E. 9 janvier 1957, à propos d'une paralysie postopératoire et C.E., 27 mai 1957 à propos d'une gangrène déterminée par un appareil plâtré mal surveillé). Cette tendance à un certain libéralisme à l'égard de la victime, faisant suite à une sévérité justement critiquée, doit être notée car elle aura sans doute quelque influence sur notre matière.

En effet, le service des aliénés étant considéré par le Conseil d'Etat comme spécialement délicat, la jurisprudence, pour engager la responsabilité de l'Administration, exige non seulement une faute lourde en matière médicale, comme pour les services hospitaliers ordinaires, mais en matière de surveillance une « faute manifeste et d'une particulière gravité ». Dans les affaires concernant des actes dommageables commis à l'égard de tiers par des aliénés internés nous trouvons deux fois cette formule ; dans l'affaire Lupiac (C.E., 24 juin 1921), où il s'agissait d'un malade évadé de l'asile de Braqueville et qui avait commis des dégâts chez un cafetier, le Conseil d'Etat a déclaré que « l'instruction n'a relevé dans l'organisation et l'exécution du service public aucune faute manifeste et d'une particulière gravité » et dans l'arrêt département des Basses-Pyrénées, à propos d'un malade de l'hôpital psychiatrique de Pau qui avait blessé un autre pensionnaire, on retrouve exactement les mêmes termes (C.E. 19 janvier 1945). On les trouve également à propos d'un suicide dans l'arrêt Ludemann (C.E. 12 avril 1924) et à propos d'accidents mortels dans les arrêts dame Guillaumie (C.E. 27 octobre 1933), veuve Pannetier (C.E. 21 décembre 1934) et cons. Chatry (C.E. 29 janvier 1936).

Mais dans l'arrêt de Bony (C.E. 27 janvier 1933) le Conseil d'Etat a condamné le département de la Seine à réparer les dommages causés par un incendie de forêt allumé fortuitement par un malade de l'asile de Chezal-Benoit au cours d'une promenade autorisée, en relevant seulement que « l'insuffisance de la surveillance dont il était l'objet constitue une faute lourde et engage par suite la responsabilité du département », et dans un arrêt récent le Conseil d'Etat a également condamné le département de la Somme (C.E. 3 février 1956) du fait d'un cambriolage commis par un aliéné évadé de l'hôpital psychiatrique de Dury en indiquant que « les conditions dans lesquelles s'est évadé le sieur N..., titulaire de nombreuses condamnations pour vol et évadé à plusieurs reprises de divers établissements psychiatriques, attestent l'insuffisance de la surveillance dont il était l'objet et que cette insuffisance a constitué en l'espèce une faute lourde de nature à engager la responsabilité du département ». De même, à propos d'un accident mortel survenu à un malade de l'asile

de Font-d'Aurelle, le C.E. (3 février 1937, Hospices civils de Montpellier) a relevé « des fautes lourdes commises dans la surveillance des malades ».

Par contre dans des conditions fort voisines le Conseil d'Etat (11 décembre 1930, dame Richter), à propos d'un suicide, se borne à déclarer que celui-ci n'est pas imputable à « une faute du service public susceptible d'engager la responsabilité du département » et à propos d'une malade enceinte (C.E. 14 juin 1933, dame R...) que « le dommage a son origine dans un défaut de surveillance et dans une mauvaise organisation du service ». Enfin le Conseil de préfecture de Bordeaux (4 mai 1951, Jossein, inédit), à propos d'un pensionnaire de l'hôpital psychiatrique de Vauclaire qui avait poussé un autre malade lequel avait fait une chute malencontreuse entraînant la perte d'un œil, a déclaré que « si la surveillance des aliénés revêt un caractère délicat en raison même des éléments à surveiller, le fonctionnement d'un tel service exige des conditions spéciales et qu'il apparaît, en l'espèce, qu'une faute, au moins une négligence, doit être relevée à la charge du personnel de surveillance de l'établissement psychiatrique ». Avec cette simple négligence entraînant la responsabilité du département nous sommes loin de la faute manifeste et d'une particulière gravité ou de la faute lourde exigées par le Conseil d'Etat, qui eût vraisemblablement annulé cet arrêté s'il lui avait été déféré.

153. — Nous pensons donc que l'on peut négliger quelques décisions aberrantes et dire que la jurisprudence administrative, pour déclarer un établissement public responsable du fait d'un malade mental interné, recherche soit une « faute lourde », soit une « faute manifeste et d'une particulière gravité ». Mais fait-il voir une différence entre ces deux formules, la faute lourde étant relativement moins grave que l'autre ? Pour le commissaire du gouvernement Latournerie (C.E. 23 janvier 1931, cons. Garcin) le terme de faute lourde serait employé plutôt quand il s'agit de police administrative, celui de faute manifeste et d'une particulière gravité pour les autres services et notamment la garde des aliénés, mais il ne s'agirait que d'expressions différentes de la même idée et que seule séparerait « une nuance ». M. Chapus (n° 366, note 3), qui a relevé ces variations du Conseil d'Etat, écrit : « Il est difficile de déterminer à quoi correspond cette moindre exigence ; il ne faut en tout cas pas dire, comme on l'a parfois fait, que la faute particulièrement grave est exigée lorsque c'est l'aliéné qui a subi le dommage, la faute lourde l'étant lorsque l'aliéné a causé le préjudice à un tiers ; le rapprochement des diverses espèces montre que les solutions du

Conseil d'Etat n'ont nullement été commandées par cette distinction. » Il nous paraît bien également que le Conseil d'Etat emploie indifféremment l'une ou l'autre expression et la seule particularité qu'on puisse relever c'est qu'il a parlé de faute lourde lorsqu'il retenait la responsabilité (arrêts de Bony, Hospices civils de Montpellier, département des Basses-Pyrénées et département de la Somme) et de faute manifeste et d'une particulière gravité lorsqu'il n'en constatait aucune (arrêts Lupiac, Ludemann, veuve Pannetier, dame Guillaumie, et aussi arrêts veuve Brun, dame Roustan, veuve Nasi, précédemment cités) ; il y a malheureusement une exception à cette « règle » : l'arrêt cons. Chatry qui constate une faute manifeste.

Dans ses conclusions sur l'affaire département des Basses-Pyrénées (C.E. 19 janvier 1945) le commissaire du gouvernement Lefas avait déploré l'assimilation des services psychiatriques aux services de police et, remarquant que la surveillance est étroitement liée au traitement médical, en avait déduit que « le véritable terrain sur lequel doit être posé le problème de la responsabilité des asiles, au moins à l'égard de leur fonctionnement interne, est celui de la responsabilité des services publics de santé en général ». Il proposait donc que, comme pour les autres établissements hospitaliers, on retint comme critère de la responsabilité tant l'existence d'une faute lourde dans le traitement médical proprement dit que celle d'une faute pure et simple dans l'organisation du service. Mais le Conseil d'Etat n'a pas suivi son commissaire du gouvernement puisque dans son arrêt, s'il ne relève « aucune faute lourde au point de vue médical », il déclare d'autre part que l'instruction n'a révélé « dans l'organisation ou l'exécution du service aucune faute manifeste et d'une particulière gravité ».

L'exigence de cette faute serait d'ailleurs peut-être mieux justifiée dans les établissements publics ouverts que dans les établissements fermés. Les premiers en effets ne doivent recevoir que des malades mentaux légers et ne sont pas tenus de prendre à leur égard des précautions spéciales ; ce n'est donc qu'en cas de « faute manifeste et d'une particulière gravité » que leur responsabilité pourrait être engagée à l'égard des aliénés alors que leur responsabilité est engagée pour des fautes simples à l'égard des malades ordinaires. C'est la solution de l'arrêt veuve Nasi (C.E. 9 janvier 1957) à propos d'un suicide survenu à l'hôpital de Bayonne, établissement ouvert. Au contraire dans les établissements fermés, où l'aliéné est bien à sa place, la responsabilité en matière de surveillance pourrait être celle du droit commun des établissements hospitaliers, c'est-à-dire soumise au critère de la faute simple, ce qui rejoint les conclusions de M. Lefas. Mais il pourrait y avoir faute lourde médicale à traiter un aliéné dans un service libre.

154. — Quoi qu'il en soit, étant donné la jurisprudence actuelle, il est nécessaire de rechercher en quoi consiste pour le Conseil d'Etat cette faute lourde ou d'une particulière gravité; mais il faut bien reconnaître que, autant qu'on en puisse juger malgré le redoutable laconisme de cette haute juridiction, l'appréciation de la faute est ici essentiellement subjective. Dans l'affaire de Bony où le Conseil d'Etat a parlé d'une faute lourde il s'agissait d'un malade tranquille qui faisait avec un camarade une promenade autorisée; ces deux malades en fumant ont mis le feu involontairement à un bois comme aurait pu le faire n'importe qui; ils ont d'ailleurs immédiatement donné l'alerte. Il n'y avait aucune faute lourde ni même légère à laisser sortir ces malades et on ne pouvait les empêcher de fumer comme des promeneurs ordinaires. Il n'est nullement illogique ou injuste de rendre l'établissement responsable de l'imprudence de ces fumeurs, mais il faut le faire sur une autre base que celle de la faute lourde, sous peine de faire perdre toute signification à ce qualificatif. Il s'agit seulement ici de garantie. Par contre le Conseil d'Etat n'a relevé aucune faute manifeste ou d'une particulière gravité dans le cas d'un aliéné qui avait été étranglé par une camisole de force trop serrée (arrêt veuve Pannetier), alors qu'il était justement « manifeste » qu'une faute grave avait été commise, les malades camisolés devant toujours être l'objet d'une surveillance spéciale.

Dans l'ensemble la jurisprudence du Conseil d'Etat est certainement plus sévère pour les victimes que ne le serait celle des juridictions judiciaires. Un bon exemple en est fourni par l'affaire Lupiac qui a été successivement jugée par les deux ordres de juridiction. Un malade de l'asile de Braqueville, alcoolique interné 24 fois en moins de dix ans, s'était procuré un litre de rhum, puis, copieusement ivre, avait défoncé la porte du quartier et était sorti de l'établissement sans que le concierge l'arrêtât; il était allé dans un café où, après avoir quitté ses vêtements, il avait tout cassé et s'était jeté sur la patronne, qui se plaignit par la suite de « troubles physiologiques » persistants provoqués par l'émotion. Le tribunal civil de Toulouse (15 décembre 1911 et 13 juin 1912) avait relevé avec beaucoup de précisions « des négligences certaines dans la surveillance » et avait condamné le département; mais la cour de Toulouse (19 novembre 1912), saisie d'un déclinatoire du préfet, avait conclu à la compétence administrative. Dix ans après les faits le Conseil d'Etat (24 juin 1921) ne relevait dans l'organisation ou l'exécution du service aucune faute manifeste ou d'une particulière gravité. Peut-être le Conseil d'Etat a-t-il pensé que les « troubles physiologiques » de la dame Lupiac étaient guéris depuis longtemps, mais les fautes du personnel de l'asile de Braqueville étaient certainement beaucoup plus lourdes que celles du personnel de l'asile de Chezal-Benoit dans l'affaire de Bony et le jugement

du tribunal civil de Toulouse beaucoup plus satisfaisant que l'arrêt du Conseil d'Etat.

155. — Peut-être pourrait-on faire ici application des idées récemment développées par MM. Bénéoit et Moreau à propos de l'influence de la situation de la victime sur la responsabilité administrative (1). L'usager, c'est-à-dire le malade, profite du service public même s'il l'utilise, comme c'est le cas ici, un peu à son corps défendant; mais le tiers victime de l'aliéné est absolument étranger à ce service et n'en profite pas personnellement, tout au moins pas plus que n'importe quel autre citoyen. Il serait donc logique de se montrer plus sévère dans l'appréciation des fautes du service lorsque la victime est l'usager que lorsque la victime est un tiers. D'autre part si l'on fonde, au moins en partie, la responsabilité administrative sur l'idée d'égalité des individus devant les charges sociales (H. et L. Mazeaud, n° 353; Waline, préface à l'ouvrage de R. Chapus; de Laubadère, n° 882), il serait souhaitable que la victime de l'acte d'un aliéné interné ou évadé puisse être indemnisée même si la faute de surveillance n'a pas été d'une particulière gravité. Il est incontestable que les méthodes actuelles de traitement des maladies mentales peuvent constituer pour les tiers un danger non négligeable. Il n'est pas question de renoncer à ces méthodes qui sont nécessaires à la guérison des malades ou à l'amélioration de leur état et qui sont à ce titre conformes à l'intérêt public, mais les risques inéluctables de cette activité du service public ne doivent pas être supportés au hasard par tel ou tel individu malchanceux, mais par la collectivité qui, récoltant les profits, doit avoir aussi à couvrir les risques.

C'est ce qu'exprimait déjà en 1935 M. Weens, fonctionnaire de la préfecture de la Seine, à propos de l'affaire Bony : « L'Administration assume la charge de garder et de soigner les aliénés. Le fonctionnement de ce service comporte certains risques pour les tiers. Or il n'est pas équitable que la victime du dommage causé par un de ces aliénés conserve ce dommage à sa charge en l'absence de faute. S'agissant d'un risque social il est juste que celui-ci soit supporté par la collectivité, donc que le département répare le préjudice afin que celui-ci soit réparti entre tous les membres de la collectivité. »

C'est ce qu'exprime également avec une parfaite clarté un arrêt du Conseil d'Etat (3 février 1956, Thouzellier) à propos de mineurs délinquants de l'I.P.E.S. d'Aniane, évadés au cours d'une promenade

(1) BÉNOIT, « Le régime et le fondement de la responsabilité de la puissance publique », J.C.P., 1954.I.1178 ; MOREAU, thèse Rennes, 1956 ; AUBY, note au D. 1956.596.

collective et ayant commis ensuite un cambriolage : « Considérant qu'il résulte de l'ensemble des prescriptions du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante que le législateur a entendu mettre en œuvre en ce domaine des méthodes nouvelles de rééducation, caractérisées par la substitution au régime antérieur d'incarcération d'un système plus libéral d'internat surveillé; que lesdites méthodes créent, lorsqu'elles sont utilisées dans ceux de ces établissements d'éducation surveillée qui reçoivent des pensionnaires appartenant à la catégorie de ceux qui ont été envoyés à Aniane, un risque spécial pour les tiers résidant dans le voisinage, lesquels ne bénéficient plus des garanties qui résultaient pour eux des règles anciennement en vigueur; qu'il suit de là que la responsabilité du service public en raison des dommages causés aux tiers dont s'agit par les pensionnaires de ces établissements ne saurait être subordonnée à la preuve d'une faute commise par l'administration, mais découle des conditions mêmes dans lesquelles fonctionne ce service. »

Certes, ainsi que l'ont fait remarquer M. Benoît et M. Auby qui ont commenté cet arrêt, le Conseil d'Etat a, le même jour, dans son arrêt département de la Somme, exigé la faute lourde pour un dommage identique causé par un aliéné évadé, indiquant bien par là qu'il n'entendait pas étendre aux hôpitaux psychiatriques la responsabilité pour risques de voisinage admise pour les I.P.E.S. et, dit M. Benoît (R.P.D.A., 1956.61), « passer de l'expédient qu'est l'appel à l'idée de risque dans ce cas particulier, à la consécration pure et simple du principe que tout tiers a droit à réparation en dehors de toute faute de l'administration ». Mais, ajoute M. Benoît, « l'exigence de la faute lourde n'est pas bien gênante pour la victime : le fait même de l'évasion paraît bien attester à lui seul l'insuffisance de la surveillance qui constitue précisément la faute lourde exigée... On peut donc être sceptique sur la portée de l'exigence de la preuve de la faute et se demander si, en pratique, tout ne se passe pas comme si le tiers victime du dommage n'avait à apporter que la preuve du dommage qu'il a subi, ce qui constitue d'ailleurs à l'heure actuelle la seule solution qui puisse paraître équitable ». Nous avons, quant à nous, la faiblesse de croire que les mots signifient encore quelque chose et nous ne voyons pas pourquoi le Conseil d'Etat, qui n'est lié par aucun texte et ne redoute aucune cassation, parlerait ici de faute lourde s'il s'agissait dans son esprit d'une responsabilité sans faute.

Mais, étant donné la similitude des situations, nous pensons que cette haute juridiction ne saurait tarder à appliquer aux victimes des actes commis par des aliénés internés et évadés la solution de l'arrêt Thouzellier qui est parfaitement satisfaisante. Cette assimilation est tellement logique que M. de Laubadère n'a pas hésité à la faire prématurément puisque, citant dans son *Traité* (n° 906, 1°) l'arrêt

Thouzellier, il ajoute entre parenthèses : « Dommage causé par un fou évadé aux voisins d'un asile pratiquant à titre expérimental un régime de surveillance libérale. » Cette petite erreur paraît de bon augure pour ceux qui, comme nous, déplorent la sévérité, au moins théorique, du Conseil d'Etat envers les tiers victimes d'aliénés internés.

SECTION II

LA PUISSANCE PUBLIQUE, GARDIENNE DE L'ORDRE PUBLIC

156. — Les auteurs qui ont étudié spécialement la responsabilité du fait des malades mentaux, et qui reprochent avec insistance, comme l'ont fait également d'ailleurs certaines décisions de jurisprudence, aux parents ou aux amis d'un malade mental ayant commis un acte dommageable de ne pas avoir fait interner plus tôt ce malade, oublient trop que c'est essentiellement à l'autorité publique que revient la charge de surveiller les aliénés dangereux. La cour de Grenoble, le 15 décembre 1859, avait déjà refusé de retenir la responsabilité du père d'un dément meurtrier majeur en remarquant que « d'après la loi du 30 juin 1838, article 18, les préfets ont le droit et le devoir d'ordonner d'office le placement dans un établissement d'aliénés de toutes personnes, interdites ou non, qui compromettraient l'ordre public ou la sûreté des personnes, la demande de placement étant pour les parents ou pour tout autre purement facultative ». Il nous faut étudier le rôle de l'autorité publique, c'est-à-dire des préfets et des maires, dans les mesures à prendre à l'égard des malades mentaux et les responsabilités qui peuvent leur incomber en cas de dommages causés par des aliénés.

§ 1. — Rôle respectif du préfet et du maire dans la police des aliénés.

C'est au préfet que revient, en vertu de ses pouvoirs de police générale, le rôle essentiel dans la police des aliénés; mais le maire, tant en vertu de ses pouvoirs de police générale qu'en vertu de ses pouvoirs de police municipale, a aussi, en cas d'urgence, un rôle non négligeable, bien que malheureusement beaucoup moins nettement défini que celui du préfet.

A. — ROLE DU PRÉFET

157. — L'article 18 de la loi du 30 juin 1838 édicte que : « A Paris le Préfet de Police et, dans les départements, les préfets ordonneront d'office le placement dans un établissement d'aliénés de toute personne, interdite ou non interdite, dont l'état d'aliénation compromettrait l'ordre public et la sûreté des personnes. » Il y a donc là pour le préfet une obligation et non une simple faculté. La loi n'a évidemment pas précisé comment les préfets apprendraient qu'un de leurs administrés compromet l'ordre public, mais ils sont généralement informés soit par des plaintes directes, soit par les rapports de police, soit par le Parquet, soit, ce qui est le plus fréquent, par les maires. De même qu'ils ont seuls le pouvoir d'ordonner les internements, les préfets ont seuls le pouvoir d'ordonner la sortie des aliénés qu'ils ont fait placer d'office, sauf dans les cas exceptionnels où la justice judiciaire, gardienne de la liberté individuelle et saisie en vertu de l'article 29 de la loi de 1838, ordonnerait cette sortie. Ils ont en outre toujours le droit d'ordonner la sortie des malades placés volontairement (art. 16 de la loi de 1838).

Il ne faut pas confondre le rôle du préfet dans les placements d'office et les sorties des aliénés, où il intervient en vertu de ses pouvoirs de police générale et comme représentant de l'Etat (C.E., 25 avril 1913, Dlle Consigny), avec son rôle dans l'administration des hôpitaux psychiatriques publics départementaux où il intervient comme représentant du département. Dans beaucoup de préfectures de province ces deux attributions distinctes sont souvent quelque peu mélangées, mais dans la Seine elles apparaissent très nettement dans la dualité des préfectures, le Préfet de Police s'occupant des placements et des sorties et le Préfet de la Seine de l'administration des établissements. Il n'en existe pas moins une intrication inévitable et qui a pu se manifester, nous le verrons, dans des affaires de responsabilité du fait de malades sortis prématurément ou considérés comme tels.

B. — ROLE DU MAIRE

158. — Il est beaucoup moins bien précisé que celui du préfet, le maire ayant à la fois des pouvoirs de police générale, qu'il exerce en tant que représentant de l'Etat sous l'autorité du préfet, et des pouvoirs de police municipale qu'il exerce en tant que représentant de la commune et sous la surveillance du préfet. Si les choses sont simples à Paris et dans la Seine où la police générale et la police municipale sont réunies dans les mains du Préfet de Police, en ce qui concerne les aliénés tout au moins, elles le sont beaucoup moins en province, surtout lorsqu'il s'agit de savoir, sur le

plan du contentieux, si le maire a agi, ou omis d'agir, comme représentant de l'Etat ou comme représentant de la commune.

La loi du 30 juin 1838 (art. 19) déclare : « En cas de danger imminent, attesté par le certificat d'un médecin ou par la notoriété publique, les commissaires de police à Paris et les maires dans les autres communes ordonneront à l'égard des personnes atteintes d'aliénation mentale toutes les mesures nécessaires, à charge d'en référer dans les vingt-quatre heures au préfet qui statuera sans délai. » Mais quelles sont ces mesures provisoires, s'agit-il de l'internement dans un établissement d'aliénés ou seulement du placement prévu à l'article 24 de la loi (« Les hospices et hôpitaux civils sont tenus de recevoir provisoirement les personnes qui leur sont adressées en vertu des articles 18 et 19 jusqu'à ce qu'elles soient dirigées sur l'établissement spécial destiné à les recevoir aux termes de l'article 1^{er} ou pendant le trajet qu'elles feront pour s'y rendre. ») ? En fait on n'en sait rien, mais la pratique s'est instaurée des « arrêts de placement d'urgence » pris par le maire en vue de l'internement immédiat dans l'établissement d'aliénés.

Par ailleurs, succédant à la loi de police municipale de 1790 (titre XI, art. 5) qui confiait à l'administration le soin d'« obvier et de remédier aux événements fâcheux que pouvaient causer les furieux en liberté », la loi du 5 avril 1884, dite loi municipale, dispose dans son article 97, 7^o que la police municipale comprend notamment « le soin de prendre provisoirement des mesures nécessaires contre les aliénés dont l'état pourrait compromettre la moralité publique, la sécurité des personnes ou la conservation des propriétés ». Ces mesures de police municipale sont-elles celles que prescrit la loi de 1838 et ces dernières sont-elles d'ordre municipal ou général ? Bien qu'on puisse se demander si les mesures de l'article 97 de la loi de 1884 ne sont pas plus largement comprises que celles de l'article 19 de la loi de 1838, pour l'essentiel, c'est-à-dire le placement provisoire des aliénés, on ne sait trop dans quelle catégorie les ranger. Nous n'avons trouvé aucun renseignement à ce sujet dans aucun des ouvrages classiques concernant la police municipale et la responsabilité des communes (1). Le commissaire du gouvernement Latournerie, dans ses conclusions sur l'affaire Garcin (C.E., 23 janvier 1931), n'emploie que des formules dubitatives : « La question serait plus douteuse si le maire avait agi spontanément en vertu de l'article 19, il serait permis de se demander en pareil cas s'il n'exerce pas alors ses pouvoirs de police municipale. »

On pourrait cependant considérer la question comme résolue par

(1) P.-H. TEITGEN, *La police municipale* ; Alb. FAURE, *Les responsabilités communales* ; DUEZ, *La responsabilité de la puissance publique* ; G. TEISSIER, *Responsabilité de la puissance publique* ; L. MORGAND, *La loi municipale*.

un arrêt récent du Conseil d'Etat (1^{er} juillet 1952, consorts Bruyère), dont nous reparlerons ci-dessous, qui distingue entre les mesures d'urgence prescrites par les lois de 1838 et 1884, qui sont du domaine municipal, et le devoir qu'a le maire d'informer le préfet au sujet des aliénés de sa commune, qui est du domaine de la police générale. Néanmoins l'identité du rôle prescrit au préfet et au maire par la même loi d'ordre général, la loi de 1838, le second ne faisant que prévenir en cas d'urgence la décision du premier, aurait pu faire penser que le placement provisoire à la charge du maire faisait partie de ses pouvoirs de police générale, bien qu'inscrit également dans la loi municipale. En outre un doute est apporté par la comparaison de l'arrêt consorts Bruyère avec l'arrêt maire de Céran (C.E., 28 juillet 1911) où il est question d'un préfet ayant usé des pouvoirs de substitution qu'il tient de l'article 85 de la loi de 1884 à l'égard d'un maire qui refusait de transmettre les pièces d'enquête concernant un malade mental de sa commune, alors que « l'article 19 de la loi de 1838 fait un devoir au maire d'ordonner toutes les mesures provisoires qui doivent précéder la décision du préfet ». En 1911 le Conseil d'Etat paraissait donc considérer le devoir d'information du maire à l'égard du préfet en matière d'aliénés comme découlant de l'article 19 de la loi de 1838 et ne faisait pas la dissociation de l'arrêt Bruyère entre les mesures de l'article 19, du domaine de la police municipale, et le devoir d'information, du domaine de la police générale. Il est vrai que cela n'avait que peu d'importance en l'espèce puisque l'article 85 de la loi de 1884 permet la substitution du préfet au maire dans les deux hypothèses. Finalement nous pensons qu'il faut adopter le point de vue de l'arrêt cons. Bruyère et considérer que les mesures prescrites au maire par l'article 19 de la loi de 1838 et par l'article 97, 7^o de la loi de 1884 sont les mêmes et constituent des mesures de police municipale.

En matière de sortie le maire n'a qu'un petit rôle tombé d'ailleurs en désuétude : dans le cas où un malade en placement volontaire serait réclamé par sa famille, si le médecin considère ce malade comme dangereux, il en donne connaissance au maire « qui pourra ordonner immédiatement un sursis provisoire à la sortie à la charge d'en référer dans les 24 heures au préfet » (art. 14 de la loi de 1838). En réalité le médecin en réfère lui-même au préfet et il faut remarquer à ce sujet que certaines particularités de la loi de 1838 ne s'expliquent que par l'absence à cette époque du téléphone et d'automobiles. De toute façon les pouvoirs du maire en matière de sorties ne peuvent jamais donner lieu à une recherche de responsabilité de la part d'un tiers.

§ 2. — Responsabilité du préfet et du maire.

159. — On pourrait imaginer que la responsabilité de la justice judiciaire soit mise en cause si un aliéné, sorti de l'asile à la suite d'un jugement rendu par le tribunal civil en vertu de l'article 29 de la loi de 1838, commettait aussitôt après un acte dommageable pour autrui dont il serait déclaré irresponsable. Mais on sait que la justice n'est pratiquement jamais responsable de ses erreurs. Il y a donc lieu d'étudier seulement ici la responsabilité des préfets et des maires en ce qui concerne l'internement des aliénés.

A. — RESPONSABILITÉ DU PRÉFET

Elle peut être mise en cause soit à propos de l'internement soit à propos de la sortie.

106. — *a)* En ce qui concerne l'internement, seule nous intéresse ici la responsabilité encourue par le préfet du fait de son inaction puisque seule celle-ci peut être à l'origine d'actes dommageables aux tiers. Signalons seulement en passant que l'autorité judiciaire est compétente pour apprécier la nécessité d'un internement et que la responsabilité administrative n'est engagée qu'en cas d'irrégularités commises dans l'accomplissement des formalités (C.E., 2 juillet 1954, Poumès et C.E., 13 mars 1957, Vve Alary).

Le préfet devant ordonner l'internement des malades mentaux qui compromettraient l'ordre public et la sûreté des personnes, en tant que représentant de l'Etat, serait responsable en cas d'accident s'il omettait de le faire alors qu'il a été averti du caractère dangereux de l'état d'un aliéné en liberté. Cette responsabilité n'a été évoquée qu'une fois à notre connaissance, mais avec un certain éclat (C.E., 23 janvier 1931, dame et dlle Garcin). Un nommé Jérôme, de Valensole (Basses-Alpes), avait été interné d'office le 7 mars 1922 par le Préfet des Basses-Alpes à l'asile de Montdevergues (Vaucluse) et il en était sorti le 29 mai 1922 sur arrêté du Préfet du Vaucluse. Depuis lors Jérôme annonçait à tous les échos et écrivait à toutes les autorités du département, préfet compris, qu'il allait tuer son persécuteur Garcin; jamais délirant ne fut moins discret sur ses intentions. Le Préfet des Basses-Alpes, sans doute mécontent que Jérôme ait été libéré prématurément par son collègue du Vaucluse (1) et malgré les instances

(1) Cette dualité de départements et de préfets n'apparaît ni dans l'arrêt ni dans les conclusions pourtant très détaillées du commissaire du gouvernement; elle est cependant nécessaire à connaître pour comprendre l'obstination du préfet des Basses-Alpes.

réitérées du maire de Valensole qui n'osait pas agir lui-même, refusait d'ordonner un nouvel internement. Le 30 juillet 1923, comme tout le monde le prévoyait, Jérôme tua Garcin. La veuve et sa fille réclamèrent des dommages-intérêts à l'Etat en invoquant la carence du Préfet des Basses-Alpes. Le Conseil d'Etat déclara qu'il résultait de l'instruction qu'en négligeant d'user de ses pouvoirs pour sauvegarder la sûreté des personnes, comme l'article 18 de la loi du 30 juin lui en faisait une obligation à la suite des instances répétées par lesquelles il avait été mis en demeure de prendre d'urgence les mesures nécessaires, le Préfet des Basses-Alpes avait commis une « faute lourde » engageant la responsabilité de l'Etat.

Le commissaire du gouvernement Latournerie avait souligné la nécessité d'une faute lourde ou d'une manifeste gravité pour engager la responsabilité de l'Etat « en tout ce qui touche à la protection et à la sécurité du public, soit que le C.E. tienne compte de la complexité, la multiplicité et les difficultés des tâches qui incombent aux personnes morales administratives, soit qu'il craigne de restreindre leur liberté d'action ou de décourager leurs initiatives par l'appréhension d'indemnités sanctionnant les fautes les plus légères ». Mais R. Bonnard, dans une note au S. 1931.3.97, regrettait non sans raison l'incertitude des termes « faute lourde », « faute manifeste » etc. et il ajoutait cette phrase que nous aurions pu mettre en exergue de ce travail : « C'est un grave inconvénient pour le plaideur de ne pas savoir exactement à l'avance ce à quoi il peut raisonnablement prétendre pour ne pas être téméraire. » En l'espèce pourtant aucun doute n'était permis : la faute du préfet était particulièrement lourde.

161. — b) Nous allons trouver également cette exigence de la faute lourde à propos des sorties décidées par le préfet en exécution des articles 16, 20 ou 23 de la loi de 1838. Le Conseil d'Etat (18 décembre 1942, cons. Chayrou), à propos d'un meurtre commis par un ex-interné de l'asile de Rouffach, a déclaré que : « Le Préfet du Haut-Rhin a prescrit la libération du sieur W... sur avis conforme du médecin de l'asile de Rouffach, que pendant les deux années qui ont suivi cette libération jusqu'au meurtre il n'a été saisi d'aucun fait de nature à provoquer l'internement du sieur W... dont la conduite paraissait normale et qu'ainsi le Préfet du Haut-Rhin n'a pas commis de faute lourde engageant la responsabilité de l'Etat. » De même le Conseil d'Etat (21 janvier 1953, cons. Stain) à l'occasion d'une agression commise par un malade libéré de l'hôpital psychiatrique de Sotteville après une sortie d'essai de cinq mois, a déclaré que : « Le Préfet de la Seine-Inférieure a prescrit la libération de T... sur l'avis formel du médecin traitant; que, du 4 mai 1950, date de la sortie défi-

nitive, au 18 octobre 1950, date de l'agression, le Préfet de la Seine-Inférieure n'avait pas commis de faute lourde engageant la responsabilité de l'Etat. » Il y a donc similitude complète entre les deux arrêts et l'exigence d'une faute lourde pour la sortie comme pour le placement paraît bien établie dans la jurisprudence du Conseil d'Etat (on ne sait d'ailleurs pas très bien si la victime reprochait au préfet d'avoir fait sortir prématurément le malade ou de ne pas l'avoir fait réinterner, ce qui revient au même).

Mais à l'occasion de ce dernier arrêt (cons. Stain) a été évoquée la responsabilité possible du département dans les sorties. La décision de sortie prise par le préfet, agissant en qualité de représentant de l'Etat, engage éventuellement la responsabilité de l'Etat, mais, a déclaré l'arrêt, « les conditions dans lesquelles les services de l'hôpital psychiatrique départemental ont amené le préfet à prendre cette mesure peuvent, lorsqu'elles révèlent une faute lourde de leur part, engager la responsabilité du département ». Cette solution paraît à première vue logique, mais comme le préfet, dans la quasi-totalité des cas, ne décide la sortie que sur proposition du médecin, il en résulterait que la victime d'un acte dommageable commis par un aliéné imprudemment libéré pourrait toujours à son choix poursuivre soit l'Etat pour la décision du préfet, soit le département (ou l'établissement s'il a la personnalité morale) pour la proposition de sortie. Mais elle risquerait peut-être aussi, poursuivant l'Etat, de se voir répondre que le préfet n'a fait que suivre la proposition du service départemental et qu'il n'a donc commis aucune faute lourde, et, poursuivant le département, de se voir répondre qu'une simple proposition n'engage à rien, que le préfet pouvait toujours ne pas y donner suite et que finalement il est seul responsable de sa décision. Il ne serait en effet pas très normal que le préfet, agissant au nom de l'Etat, s'abritât derrière le préfet, représentant le département. De toutes façons il est difficile de suivre le commissaire du gouvernement Latournerie qui déclarait dans ses conclusions de l'affaire Garcin à propos de la sortie de l'aliéné Jérôme de l'asile de Montdevergues : « Quelque erreur qu'ait commise le médecin de l'asile, il est certain qu'il ne peut en résulter aucune responsabilité à la charge de l'Etat, que cet asile soit un asile privé ou plutôt, comme il est probable, un asile départemental. Dans l'un et l'autre cas l'Etat est hors de cause, seule pouvant être engagée la responsabilité soit de l'asile soit du département. » Il en serait bien ainsi pour la sortie d'un malade placé volontairement, mais la sortie d'un malade placé d'office (c'était le cas de Jérôme) nécessite un arrêté du préfet qui intervient en tant que représentant de l'Etat. La responsabilité de l'Etat ne peut donc être mise *a priori* hors de cause comme le pensait le commissaire du gouvernement.

B. — RESPONSABILITÉ DU MAIRE

162. — Si le préfet peut avoir tendance à s'abriter derrière le médecin de l'hôpital psychiatrique, le maire, lui, a certainement tendance à s'abriter derrière le préfet. Les maires, surtout à la campagne, sont très proches de leurs administrés et pourraient souvent agir plus efficacement à l'encontre des aliénés dangereux; mais ils craignent l'opposition de la famille, celle d'une partie de la population et aussi quelquefois, il faut bien le dire, la vindicte de l'aliéné évadé ou prématurément libéré. En lisant par exemple le jugement du tribunal civil de Muret (30 mars 1944), où on voit qu'un jeune homme qui avait créé déjà de nombreux incidents publics « terrorisait ses parents et passait dans le village pour un fou dangereux » on peut penser que l'acte dommageable qu'il a commis ne se serait pas produit si le maire, qui ne pouvait ignorer la situation, était intervenu comme la loi lui en faisait le devoir. De même dans l'affaire du meurtre de Garcin par l'aliéné Jérôme, il semble bien que le maire ait commis une faute aussi lourde que celle du préfet en n'agissant pas en vertu de ses pouvoirs d'urgence. Mais nous avons vu combien il était difficile de savoir si ces pouvoirs lui étaient donnés comme représentant de l'Etat ou comme représentant de la commune. Ce n'aurait pas été sans importance dans l'affaire Garcin si la famille de la victime avait recherché la responsabilité du maire. En effet si les pouvoirs que le maire tient de l'article 19 de la loi de 1838 sont du domaine de la police générale on peut considérer qu'ayant mis le préfet au courant de la situation et celui-ci ayant refusé d'agir il se trouvait déchargé de toute responsabilité. Les pouvoirs du maire ne concernent que l'urgence, mais lui ont été donnés à une époque où le téléphone n'existait pas. Serait-il admissible qu'un maire ayant téléphoné au préfet pour lui signaler l'absolue nécessité d'une mesure à prendre immédiatement à l'égard d'un aliéné et ayant reçu de lui une réponse négative ou dilatoire, agisse contre ou outre les indications de celui qui est, en matière de police générale, son chef hiérarchique ? Il en va différemment si les pouvoirs donnés au maire par la loi de 1838 sont du domaine de la police municipale, car alors le préfet n'est plus son chef, mais seulement son tuteur, et le maire a des responsabilités qui lui sont propres.

Cette question a été évoquée par le Conseil d'Etat dans l'arrêt consorts Bruyère (11 juillet 1952). Une dame B..., atteinte d'aliénation mentale, avait mis le feu à la maison des consorts Bruyère qui poursuivaient le maire d'Yssingeaux pour n'avoir donné aucune suite à une démarche de trois habitants de la commune, faite quinze mois avant la date de l'incendie et lui signalant que l'état de la dame B... pouvait compromettre la sécurité des personnes ou la conservation

des biens. Le Conseil d'Etat a déclaré sans explication qu'il ne résulterait pas de l'instruction que le maire ait commis une faute lourde dans l'exercice des pouvoirs de police qu'il tenait des dispositions de l'article 19 de la loi de 1838 et de l'article 97 de la loi de 1884 et que, en admettant qu'il ait commis une faute en n'avertissant pas le préfet de la démarche dont il avait été l'objet en vue de provoquer une mesure éventuelle d'internement d'office, cette faute se rattacherait à l'exercice d'attributions qui lui sont dévolues en tant que représentant de l'Etat et ne pouvait servir de base à une action en indemnité formée contre la commune.

On ne sait si les consorts Bruyère ont entamé une nouvelle instance, cette fois contre l'Etat, mais on ne peut s'empêcher de penser que ces distinctions subtiles sont assez peu satisfaisantes pour les justiciables qui n'ont pas la possibilité de mettre en cause à la fois l'Etat et la commune dans le même recours.

163. — Ces compartimentages administratifs, dans lesquels les administrateurs eux-mêmes ont quelquefois peine à se reconnaître, ne sont pas pour faciliter des recours que rendrait pourtant particulièrement utiles le principe de l'irresponsabilité personnelle du malade mental. En outre l'exigence d'une faute lourde, notion particulièrement imprécise, écartera dans beaucoup de cas la responsabilité de l'Administration; sur les quatre recours que nous avons examinés à propos de la responsabilité des préfets et des maires, un seul a été admis et il y a peu de chances pour qu'une victime puisse souvent prouver une faute aussi incontestablement lourde.

Il ne peut être question, à notre avis, d'en arriver à une véritable socialisation des risques que peuvent faire courir les aliénés en liberté et de décider qu'à défaut d'une responsabilité personnelle du malade la puissance publique sera automatiquement responsable en tant que gardienne de l'ordre public. Notre droit administratif n'est pas mûr pour une telle généralisation, qui n'apparaît d'ailleurs pas tellement souhaitable. Mais il conviendrait peut-être de se montrer moins exigeant sur l'importance de la faute éventuellement commise par les autorités de police, quand on sait qu'en pratique beaucoup d'aliénés dangereux, surtout à la campagne et dans les petites villes, sont parfaitement connus des maires qui font la sourde oreille aux réclamations de leurs administrés. Le maire s'en remet volontiers au préfet en estimant qu'il n'y a pas urgence et le préfet, trop lointain et trop impersonnel, se repose sur le maire, dont il pense, non sans raison, qu'il est mieux à même d'apprécier la situation. Tous deux espèrent d'ailleurs quelquefois que la famille interviendra sans qu'ils aient à s'en mêler.

Sauf dans la Seine, où la dualité des polices a été supprimée en

cette matière et où il existe à la préfecture de Police des services spéciaux bien organisés, les aliénés sont souvent victimes — et aussi bien entendu les tiers — d'un manque de coordination entre l'administration municipale et l'administration préfectorale. Rendre plus facilement responsable les maires et les préfets en cette matière n'aboutirait pas forcément à la multiplication des internements « de précaution », mais au développement d'un réseau de prophylaxie mentale qui permettrait la surveillance médico-sociale de l'aliéné en liberté et éviterait peut-être, non seulement des crimes ou des délits, mais aussi finalement des internements.

CHAPITRE V

PROJETS DE REFORME

164. — La victime d'un acte dommageable commis par un malade mental, ne pouvant avec le système adopté actuellement par la jurisprudence et la majorité de la doctrine, obtenir une réparation de la part de l'auteur du dommage, trouvera-t-elle au moins en la personne d'un gardien de l'aliéné un responsable facile à mettre en cause et qui puisse être considéré comme fautif sans que soient trop heurtés l'équité ou les principes juridiques ? Nous avons envisagé d'abord la responsabilité qui pouvait être recherchée sur la base de l'article 1384 du Code civil et il nous est apparu que si l'on voulait rester logique avec le principe que le dément ne peut commettre de faute, il n'y avait pas de véritable responsabilité pour autrui du fait du malade mental et qu'ainsi l'article 1384 n'était pas applicable dans des cas de ce genre. Nous avons étudié ensuite la responsabilité d'un « gardien », basée sur les articles 1382 et 1383 et sur la démonstration d'une faute commise dans l'exécution d'une « obligation de garde », et nous avons vu que dans la plupart des cas cette obligation n'a aucun fondement légal et qu'en outre la jurisprudence en arrivait souvent à présumer une faute qui aurait dû normalement être prouvée. Nous avons examiné enfin les hypothèses où la puissance publique pouvait être mise en cause pour avoir manqué à son devoir, celui-ci parfaitement légal, de garder l'aliéné interné ou de veiller à l'ordre public, et nous avons regretté que la jurisprudence administrative

se soit montrée dans l'ensemble trop exigeante pour admettre la responsabilité des personnes publiques en cette matière. Le recours de la victime risquera donc beaucoup soit d'être repoussé, soit d'aboutir à la condamnation d'un faux responsable. Dans les deux cas la solution est inéquitable, dans le premier aux dépens de la victime, dans le second aux dépens du prétendu gardien.

Ce système de responsabilité d'un tiers du fait du malade mental, que la jurisprudence regarde assez favorablement, que la doctrine ne désapprouve pas et que certains auteurs voudraient même voir s'étendre plus largement encore, ne nous paraît donc pas satisfaisant dans son ensemble. Mais il n'est manifestement qu'un palliatif, tantôt injuste, tantôt insuffisant, aux conséquences fâcheuses du principe de l'irresponsabilité du malade mental. Ce qu'il faudrait donc réformer, à notre avis, ce n'est pas tant le système de la responsabilité des tiers que celui de l'irresponsabilité personnelle dont il n'est que la suite prévisible, sinon logique. Pour envisager des réformes, il nous faudra donc examiner dans son ensemble, sommairement tout au moins, le problème de la responsabilité extra-contractuelle de l'aliéné. Nous verrons d'abord les principales critiques qui ont pu être faites et celles que l'on peut faire, corrélativement, au système de la responsabilité des tiers du fait de ce malade; nous rechercherons ensuite comment une réforme pourrait être réalisée en France soit en s'inspirant des législations étrangères en la matière soit par des solutions originales, jurisprudentielles ou législatives, et nous étudierons enfin quelles seraient les conséquences juridiques et sociales de l'adoption d'un système qui, prenant pour base la responsabilité personnelle du malade mental, aboutirait à restreindre, sans la supprimer pour autant, la responsabilité des tiers et en même temps à l'établir dans une ligne juridique plus cohérente.

SECTION I

EXAMEN CRITIQUE DU SYSTÈME ACTUEL

§ 1. — L'irresponsabilité personnelle du malade mental.

Nous avons brièvement exposé dans l'introduction de ce travail l'origine et le fondement d'un système qui peut se résumer par ce syllogisme : la responsabilité civile est basée sur la faute; une faute doit être moralement imputable à son auteur; un dément, qui n'a pas de discernement, ne peut donc ni commettre de faute ni être civilement responsable des actes qu'il commet. Nous allons voir que ce

raisonnement n'a cependant pas été unanimement accepté par la doctrine, ni même, quoiqu'il en paraisse à première vue, par la jurisprudence. Nous allons voir aussi que souvent ceux mêmes qui l'acceptent comme irréfutable n'en déplorent pas moins les conséquences contraires à l'équité qu'il peut entraîner et ont cherché à y remédier de façons diverses.

A. — CRITIQUES DOCTRINALES

165. — Ihering a bien montré comment dans le très ancien droit romain on cherchait la réparation du préjudice souffert sans s'intéresser à la culpabilité de celui qui a commis l'acte dommageable et que la loi des XII Tables ne distinguait pas entre le fait et la faute. D'après Westermarck également (cité par Fauconnet, p. 40) la sanction pénale privée s'appliquait souvent au fou qui devait payer de ses propres biens. Ce n'est que tardivement que le principe de l'irresponsabilité des fous ou des « infantiles » s'est dégagé et que l'on a assimilé ceux-ci à des animaux ou à des choses.

Mais on peut s'étonner que, s'il est vrai qu'il faille à toute force s'abriter aujourd'hui derrière une règle juridique millénaire, les adversaires du principe de l'irresponsabilité de l'aliéné n'aient pas pensé à faire appel à Platon dont l'autorité, quoiqu'il s'agisse d'un pur théoricien, vaut bien celle d'Ulpien et de sa célèbre tuile. Dans *Les Lois* (1) Platon s'exprime ainsi : « Sur ce, il se peut que l'un de ces crimes ait pour auteur soit un fou, soit un homme qui est si bien en proie à la maladie, tellement accablé par l'excès de vieillesse, ou à ce point tombé en enfance qu'il n'y a aucune différence à faire entre lui et les fous proprement dits. Si telle ou telle de ces circonstances constitue une excuse patente aux yeux des juges, qui dans chaque cas auront été choisis pour en décider sur le rapport qui est fait du crime, soit par celui qui l'a commis, soit par celui qui fait valoir l'excuse à la place du coupable lui-même; que d'autre part la sentence spécifie dans quelles dispositions physiques se trouvait l'agent lorsqu'il a commis ladite infraction; que le dommage subi de son fait par tel ou tel soit de toute façon réparé au simple, mais que l'auteur du crime soit quitte de toute pénalité. » Ce passage, qui paraît avoir échappé à l'attention des commentateurs (2), constitue un parrainage suffisamment illustre pour calmer, nous semble-t-il, l'appréhension des traditionnalistes.

De même l'autorité de Pothier peut être balancée par l'arrêt du

(1) Livre IX, 864 d. e. ; trad. Léon ROBIN (Pléiade, tome II, p. 972).

(2) Notamment M. JODELET, *La conception de la peine chez Platon*.

Parlement de Provence du 24 janvier 1664, cité par Laborde-Lacoste, et par celui du Parlement de Paris du 10 septembre 1683 que rapporte Merlin (*Répertoire*, V^o Blessé, III, 4), concernant un marchand qui avait coupé le nez d'une femme et qui, après avoir été condamné par le Châtelet au fouet, à une amende et à des dommages-intérêts, fut reconnu insensé par le Parlement qui infirma la sentence quant aux peines, mais la laissa dans son entier pour les dommages-intérêts. Dans le même sens Dareau en 1784, dans le *Répertoire de Guyot* (V^o Démence), écrivait : « Quoique la démence soit un motif pour soustraire un insensé à la peine publique que mérite le délit par lui commis, néanmoins ses biens répondent des dommages-intérêts qui en sont la suite. »

166. — Au début du XIX^e siècle, si les civilistes sous l'influence de Pothier, admettent tous l'irresponsabilité du dément, les pénalistes sont d'un avis opposé. Carnot, dans son commentaire sur le Code pénal (I, art. 64) écrit : « Au cas de démence le dommage causé par le crime ou le délit doit être réparé. La démence, qui garantit un accusé des condamnations pénales, n'empêche pas qu'il puisse être condamné à des dommages-intérêts pour la réparation d'un fait qui, sans cette excuse entièrement péremptoire, l'aurait exposé à des peines. Ses biens répondent évidemment du tort dont il est la cause. » Merlin reproduit à l'article « Démence » la phrase de Dareau ci-dessus citée et ajoute, à l'article « Blessé » : « Un insensé qui ferait des blessures à quelqu'un ne commettrait qu'un délit matériel, cependant ses biens répondraient toujours des dommages-intérêts qui pourraient en résulter. » Legraverend (3^e éd., tome I, XIII, 472) reprend exactement les termes de Carnot et précise après Merlin(1) : « Comme les dommages-intérêts ne peuvent être prononcés sans que le fait même qui y donne lieu ait été constaté par un jugement rendu avec une partie civile en état de se défendre, et comme on ne peut donner un curateur à l'accusé pour instruire avec lui la procédure criminelle, que l'instruction doit au contraire être arrêtée du moment où la démence est reconnue, la demande en dommages-intérêts ne peut être jugée que par les tribunaux civils et l'affaire est poursuivie devant eux avec le curateur à la démence de l'accusé. »

(1) Il est très difficile de savoir à qui attribuer la paternité de phrases que l'on retrouve exactement semblables et sans les moindres guillemets chez les uns et les autres de ces auteurs. MERLIN a certainement reproduit le texte de DAREAU, mais pour savoir qui de MERLIN, de CARNOT ou de LEGRAVEREND a le premier écrit certaines phrases il faudrait pouvoir se livrer à la comparaison de la première édition de chacun de leurs traités.

Beaucoup de civilistes contemporains ont critiqué le principe de l'irresponsabilité totale du dément tel qu'il avait été affirmé sans nuance par Labbé ou Sourdat par exemple. Mais ces critiques ont été faites par des auteurs dont les doctrines sur le fondement de la responsabilité sont quelquefois absolument opposées et qui, s'ils cherchent tous à aboutir à l'indemnisation plus ou moins complète de la victime d'un acte dommageable commis par le malade mental, essayent d'arriver à ce résultat au nom de principes très divers. Nous envisagerons seulement les principales de ces critiques et les principaux auteurs qui ont formulé chacune d'entre elles.

167. — Pour certains, l'élément moral de la faute étant un dogme, il ne saurait être question de parler de la faute d'un dément, mais les conséquences inévitables du principe doivent provoquer l'intervention du législateur. Ainsi M. Esmein, qui a à plusieurs reprises exprimé ses idées sur cette question (1), écrit-il récemment dans une note au J.C.P. (1956.2.9297) : « En décidant qu'un dément ne peut être déclaré fautif et responsable, même civilement, la cour se conforme à la jurisprudence et, ce faisant, elle est justement inspirée par le souci de maintenir chez l'homme le sentiment de la responsabilité. Pourquoi aurait-il ce sentiment si l'on déclare qu'est fautif le malheureux dont il constate qu'il déraisonne et est poussé par une force aveugle qu'on appelait autrefois un démon, comme les porcs dont parle l'Evangile ? C'est une sinistre dérision que de lui dire, comme le font certains auteurs, qu'il est en faute parce qu'il ne se conduit pas comme un homme avisé. Est-ce à dire qu'il ne faut jamais condamner un dément à réparer les dommages qu'il a causés ? C'est un des cas où il convient d'instituer une responsabilité sans faute et plus précisément comme l'ont fait déjà plusieurs législations étrangères de donner au juge le pouvoir d'apprécier librement si le dément est en mesure de payer une indemnité et quelle indemnité. » Nous avouons ne pas très bien comprendre où veut en venir M. Esmein. Proclamer l'intangibilité du caractère moral de la faute et réclamer parallèlement la création de cas de responsabilité sans faute lorsque ce caractère moral devient gênant, c'est s'accrocher vainement à une notion que l'on a « vidée de sa substance », selon l'expression familière à M. Esmein lui-même. Car, une fois réglé législativement le cas de l'aliéné (et sans doute en même temps celui de l'infans), on peut se demander dans quelles circonstances apparaîtrait ce fameux élément

(1) « La faute et sa place dans la responsabilité civile », *Revue trim.* 1949, p. 481 ; 6^e éd. d'AUBRY et RAU, VI, 444 bis ; notes J.C.P., 1956.2.9297 et 9565.

moral; nous ne voyons pas très bien comment alors en pratique il pourrait jouer un rôle quelconque en matière de responsabilité délictuelle. En outre n'est-ce pas « une sinistre dérision » que d'absoudre solennellement le malheureux dément parce qu'il n'est pas fautif, mais de le condamner ensuite sur la base d'une responsabilité sans faute ? Qui verra la différence ?

H. Pascaud, en 1905, se fondait aussi sur l'équité pour demander que l'insensé réparât, au moins en partie, le dommage causé par lui. Sans abandonner l'idée traditionnelle de faute, il pensait qu'il suffit d'un minimum de volonté pour que cette faute fût caractérisée : « C'est assurément dépasser la mesure que d'éliminer la volonté de l'élément constitutif de la responsabilité civile; il faut que cette volonté existe, mais il n'est pas nécessaire qu'elle soit aussi nettement caractérisée qu'en matière pénale; il suffit qu'elle ne puisse être assimilée à un cas fortuit ou de force majeure. Dans cet ordre d'idées l'analyse des faits et l'observation démontrent que l'aliéné peut encourir une responsabilité civile. » Nous avons montré dans le premier chapitre de ce travail par quels laborieux arguments une certaine jurisprudence avait étayé cette doctrine. De même E. Ledoux (1908), pour qui la notion de faute objective est un non-sens, réclame une « législation limitée et précise » qui satisferait l'équité sans toucher à la faute. V. Orsat (1912)), Baudry-Lacantinerie et Barde (III, 2859), Colin et Capitant (II, 313) se prononcent également en faveur d'une réparation équitable mise à la charge de l'auteur dément d'un acte dommageable.

Assez voisines sont les idées exprimées par M. Ripert dans son ouvrage classique sur « La règle morale dans les obligations civiles ». En 1909 M. Ripert (*Revue crit.*, 1909, p. 129) avait pris vigoureusement parti contre le principe de l'irresponsabilité de l'aliéné avec des arguments qui ne manquaient pas de pertinence. « Nous n'avons qu'un espoir, c'est qu'à force d'exprimer, d'expliquer et étendre cette règle de l'irresponsabilité, on finisse par l'exagérer à tel point qu'on amène une révolte de tous les juristes. Aucun texte de loi ne nous l'indique. On l'a forgée de toutes pièces. La capacité étant inutile, on a voulu exiger la liberté sous le prétexte que n'est pas en faute celui qui n'est pas libre de ses actions. Et c'est un des cas les plus flagrants où l'introduction des idées morales dans le domaine de la responsabilité, la confusion constante entre le délit civil et le délit pénal a le plus altéré les solutions rationnelles de la loi civile. L'aliéné n'est pas en faute. Mais c'est une faute que d'être aliéné, comme c'est une faute d'être maladroit ou d'être malhonnête. Il n'a rien fait pour mériter son sort, mais en quoi le maladroit est-il responsable de sa maladresse ? L'aliéné est un être inférieur, c'est un être anormal. Or ce qui crée la responsabilité d'une personne, c'est le fait de ne pas agir comme

tout le monde, le fait d'avoir une conduite anormale et je ne crois pas que l'on puisse englober dans une définition plus précise toutes les hypothèses de faute relevées par la jurisprudence. » On a beaucoup critiqué ce passage et le « c'est une faute d'être aliéné ». Il n'y avait pourtant là rien de choquant si l'on consent à débarrasser la faute civile de tout un contexte moral abusif. Mais trente ans après M. Ripert avait changé d'avis sur « l'introduction des idées morales dans la responsabilité civile » et il écrivait (*La règle morale...*, 125 et 154) : « Le fait de l'homme qu'il faut retrouver dans toute responsabilité civile doit être le fait d'un homme conscient de ses actes... Si on fonde la responsabilité sur le risque créé, l'aliéné doit certainement une réparation; il la doit d'autant plus qu'il est un être anormal, cause funeste de dommages. Mais cet être anormal n'a pas de conscience ni de volonté. Lui imposer une obligation de réparation, c'est tout simplement transporter une valeur de son patrimoine dans le patrimoine d'autrui pour aider la victime à supporter le dommage causé. Nous sommes alors en présence d'une obligation d'assistance et non plus de réparation. Si on veut organiser légalement la responsabilité de l'aliéné, c'est dans cette voie qu'il faut chercher et naturellement il ne saurait être question d'une réparation intégrale qui serait due dans tous les cas. »

Dans le même sens M. Lalou (831), s'il maintient le principe de l'irresponsabilité de l'aliéné, paraît accepter le principe d'une obligation d'assistance et écrit à propos de la proposition de loi Pourquery de Boisserin, dont nous parlerons ci-dessous : « Dans notre conception française il n'y a pas de responsabilité, tout au moins du fait personnel de l'homme, sans faute; et la faute implique un acte de volition. Bien plus, à notre sens, la proposition de loi en question mettra peut-être à la charge du fou une obligation d'assister sa victime, mais il paraît difficile d'admettre qu'elle lui impose une obligation de réparer. »

168. — A côté de ceux qui, au nom de l'équité ou de l'assistance, cherchent à concilier deux notions inconciliables, celle de la faute subjective et celle de la responsabilité du malade mental, plus logiques sont ceux qui, abandonnant complètement ou partiellement l'idée classique de la faute, fondent la responsabilité du dément sur l'idée de risque ou de garantie. Remarquons néanmoins que les initiateurs du « risque » n'étaient pas spécialement partisans de la responsabilité de l'aliéné. Saleilles écrivait (*Oblig.* p. 389) : « Si la théorie de la faute aboutit à des conséquences choquantes en exceptant toujours les inconscients de toute responsabilité, peut être en serait-il de même en sens inverse pour le principe de causalité si on voulait

leur imposer dans tous les cas, sans distinction ni réserve, l'obligation de réparer l'intégralité du dommage... L'action d'un incapable ou d'un irresponsable est un fait subi, comme le dommage qui peut en résulter pour les tiers est un risque subi », et Teisseire : « La responsabilité, même civile, peut-être par une dernière et invincible survivance de considérations morales, évoque irrésistiblement dans la conscience l'idée d'un être libre et raisonnable ». De même Josserand (II, 457) enseigne que « les enfants et les aliénés bénéficient en droit civil comme devant la loi pénale d'une complète irresponsabilité ».

Par contre W. Belime (4^e éd., II, p. 403) se montre résolument partisan de la responsabilité du dément : « Un fou dans le paroxysme de sa folie s'élance dans la rue, saisit un pavé et brise quelque objet précieux dans une boutique. On demande s'il est obligé de réparer le préjudice qu'il a causé. La plupart des auteurs répondent négativement en partant de cette idée qu'il n'y a responsabilité que là où il y a faute. Ils peuvent se fonder sur le droit romain et la lettre de nos lois est également favorable à leur opinion. Toutefois je n'admets pas cette doctrine, persuadé que, de droit naturel, tout fait de l'homme causant un préjudice à quelqu'un l'oblige à le réparer lorsque ce fait n'est pas dans son droit. »

Perreau, en 1901, voulait que l'indemnisation de la victime du dément fut fondée « sur l'idée de garantie qui se substitue de plus en plus à celle d'irresponsabilité ».

En 1905, Corbesco, étudiant les tendances modernes en matière de responsabilité, répudie la faute comme condition exclusive sans pour autant admettre intégralement le risque : « La faute seule, c'est trop peu, le risque sans restriction, c'est beaucoup trop » ; il critique l'irresponsabilité de l'aliéné en remarquant qu'on peut légitimement repousser l'agression d'un fou dangereux en tuant celui-ci, mais qu'on ne peut en obtenir une réparation pécuniaire (1). « Faut-il en conclure, dit Corbesco (p. 216), que les biens d'un dément sont plus respectables que sa personne ? » Il conteste en outre qu'il y ait une grande différence entre une imprudence banale, génératrice de responsabilité, et l'acte d'un insensé : « Dire à un individu normal : « Avec plus de réflexion et de prudence vous n'auriez pas commis cet acte », alors qu'*a priori* à ce moment donné cet individu n'était pas capable de plus de réflexion et de prudence qu'il n'en a déployées, n'est-ce pas comme si on tenait au dément le langage suivant : « Avec de la raison vous n'auriez pas causé le dommage ? »

(1) Cet argument avait déjà été donné par THOMASIIUS, cité par BARBEYRAC dans ces notes sur PUFENDORF (*Droit de la nature et des gens*, Livre III, chap 1^{er}), qui enseignait que le furieux doit des dommages-intérêts pour les actes commis pendant sa fureur.

Pourtant la solution est différente, responsabilité dans le premier cas, irresponsabilité dans le second. Nous avouons pour notre part ne pas voir le motif de la différence surtout si l'on met de côté pour un moment la question de sentiment. » Néanmoins pour Corbesco « la responsabilité sans condition pour les actes des déments se légitimerait aussi peu que le principe actuel de leur complète irresponsabilité ».

Pour Demogue (III, 317) : « Envisagée du point de vue objectif et de la théorie du risque, la responsabilité de l'aliéné et de l'enfant paraît logique, bien que certains auteurs ne l'aient pas admis (Teissière). Pour nous qui considérons que sans négliger la faute une certaine place peut être faite à l'idée d'un partage de responsabilité quand il n'y a pas faute, nous pensons que les actes commis par un fou ou un enfant doivent, dans une bonne législation, donner lieu à un partage de la perte à subir entre l'auteur et la victime. »

Plus nettement M. Rivière (1935), regrettant les « hésitations et les subtilités » de la jurisprudence, pense qu'elles disparaîtront « lorsque la responsabilité civile reposera non plus sur l'idée subjective de faute, mais sur l'idée objective de risque ».

En 1947, M. B. Starck, dans une thèse importante où il répudiait aussi bien l'idée traditionnelle de la faute que celle du risque comme fondement de la responsabilité civile et tentait de leur substituer à la fois celle de garantie et celle de peine privée, s'appuyait sur les procédés employés par la jurisprudence en vue de tourner le principe de l'irresponsabilité du malade mental pour démontrer la faillite des doctrines en la matière, ces subterfuges constituant pour lui « le meilleur désaveu du principe ». Pour M. Starck : « Les idées de risque, de faute et d'assistance sont également impropres à fournir la base de la responsabilité civile des aliénés... Il faut renoncer une fois pour toutes à chercher la justification de la responsabilité dans la personne de l'auteur du dommage. Nous plaçant résolument du côté de la victime, nous nous demanderons si le dommage constitue bien l'atteinte à un droit subjectif déterminé. Or par hypothèse il s'agit de dommages corporels ou matériels, c'est-à-dire, selon nous, une atteinte à ce droit strict de l'homme à l'intégrité de son corps et de ses biens, droit qu'il peut opposer à tous les autres hommes, qu'ils soient sains d'esprit ou aliénés. Lorsque la loi entend nous garantir un bien elle ne saurait en faire dépendre la protection des dispositions subjectives de ceux qui la méconnaissent; il en est ainsi du droit de propriété par exemple. Personne ne s'occupera de savoir si le détenteur de la propriété d'autrui est un être raisonnable ou un fou : le détenteur sera obligé de restituer. Pourquoi si au lieu de s'emparer de la chose d'autrui, le fou se contente de la détruire, le propriétaire n'aurait-il plus de garantie ? »

169. — MM. H. et L. Mazeaud, depuis la première édition de leur *Traité de la responsabilité civile* jusqu'à la cinquième édition récemment parue avec la collaboration de M. Tunc, n'ont cessé également de s'élever contre le principe de l'irresponsabilité civile du malade mental. Mais contrairement aux auteurs précédents ils fondent leur critique, non sur la notion d'équité, celle de risque ou de garantie, mais sur une appréciation plus juridique de la faute. Il ne s'agit pas pour eux, comme pour M. Esmein par exemple, de faire une exception législative en faveur de la victime de l'aliéné, mais de faire rentrer celui-ci dans le droit commun, dont il n'aurait jamais dû sortir, en différenciant absolument la faute civile de la faute pénale. La peine vise à l'exemplarité, mais aussi à l'intimidation et à l'amendement du coupable; dans ces conditions il est normal que la responsabilité pénale soit appréciée *in concreto* en vue d'une individualisation de la peine en fonction de la culpabilité morale de l'auteur. Par contre la responsabilité civile vise essentiellement à la réparation d'un dommage subi par une victime; elle ne fait pas totalement abstraction de l'auteur de l'acte et ne prend pas en considération n'importe quel dommage, mais seulement celui qui est commis à la suite d'un manquement à une règle de conduite. Si cette responsabilité civile est donc également basée sur une faute, c'est une faute totalement différente de la faute pénale et qui s'apprécie *in abstracto* et non plus *in concreto*. Il ne s'agit plus de juger l'acte à travers l'agent, de sonder sa conscience pour y mesurer l'importance de la faute morale qu'il a commise, mais seulement de savoir s'il s'est ou non comporté comme l'aurait fait dans le même cas un individu moyennement prudent et diligent, le *bonus pater familias* du droit romain. Si la faute civile impliquait un blâme, comme le veut par exemple M. Esmein, on ne comprendrait pas que les personnes morales ou les héritiers de l'auteur de l'acte dommageables puissent être tenus d'une responsabilité civile, ce que pourtant personne ne conteste.

Pour MM. H. et L. Mazeaud (439) : « La faute quasi délictuelle est une erreur de conduite telle qu'elle n'aurait pas été commise par une personne avisée placée dans les mêmes circonstances externes que l'auteur du dommage. » Mais si la plupart des auteurs acceptent bien d'apprécier la faute civile *in abstracto*, c'est-à-dire par comparaison à un type idéal de bon père de famille, ils refusent d'aller jusqu'au bout de cette idée et de comparer l'aliéné au « B.P.F. ». M. Rodière a essayé d'expliquer cette contradiction en disant que c'est l'obligation qui est définie *in abstracto*, tandis que l'imputabilité s'apprécie *in concreto* (n° 1394 et 1395). Mais la meilleure réfutation de cet argument paraît avoir été donnée par M. Rodière lui-même lorsqu'il expose la théorie qu'il combat (J.C.P. 1950.2.5855) : « Il n'est pas

possible de soutenir dans le même temps d'une part que l'appréciation des fautes est indifférente aux dons personnels de l'agent considéré, à ses réactions propres, à son équilibre habituel... et d'autre part que l'insensé est incapable de commettre quelque faute, car une pareille négation implique une attention portée au suprême degré au psychisme propre de l'agent. »

Il suffit de constater d'ailleurs que le Code civil n'a nulle part prévu l'équivalent de l'article 64 qui figure dans le Code pénal et nous avons vu que, à notre avis tout au moins, il n'était pas possible, si l'on admet une imputabilité morale de la faute civile, de différencier celle-ci de la faute pénale et de donner d'autre fondement à l'irresponsabilité civile du dément que celui de l'article 64 du Code pénal.

L'appréciation *in abstracto* de la faute civile doit donc conduire à adopter ces deux formules de MM. H. et L. Mazeaud (461-2) : « La faute civile est une notion purement sociale et non morale » et « Le caractère social de la faute postule une appréciation objective des conduites. »

Malgré les critiques dont elle a été souvent l'objet (1), cette doctrine, qui a le mérite de séparer nettement la faute civile de la faute pénale et de fonder le droit à réparation de la victime d'un aliéné sur une théorie générale et cohérente de la responsabilité civile, nous paraît pouvoir être adoptée, sans les réserves qu'a faites Limouzineau sur les tempéraments à y apporter au nom de l'équité et sur lesquels nous reviendrons.

B. — CRITIQUES JURISPRUDENTIELLES

170. — La doctrine n'a pas été seule à critiquer la théorie de l'irresponsabilité civile du malade mental. Plusieurs décisions ont affirmé des principes peu orthodoxes et beaucoup de jugements ou d'arrêts doivent être considérés comme des protestations implicites contre la théorie classique.

C'est la cour de Montpellier, et d'une manière générale les juridictions méridionales, qui se sont montrées le plus précocement et le plus constamment frondeuses en matière de responsabilité civile des malades mentaux. En février 1837, dans un arrêt confirmatif qui ne nous est malheureusement pas connu intégralement, la cour de Montpellier déclarait que « si l'aliénation mentale dans laquelle se trouve l'auteur d'un fait qui serait qualifié crime ou délit sans cette circonstance

(1) Notamment de la part de MM. ESMEIN (*Revue trim.* 1949.481 ; J.C.P. 1956.2.9565), SAVATIER (I.201), RODIÈRE (1394), LALOU (827), NERSON (S. 1947.2.25), STARCK (p. 88 et suiv.).

doit l'affranchir de toute peine, il ne s'ensuit pas qu'il soit dispensé de la réparation du préjudice qu'il a causé; qu'il est au contraire conforme à l'équité et aux dispositions bien entendues des articles 1382 et 1383 du Code civil de faire peser sur les biens de celui qui, dans un excès de fureur ou de démence, a commis un fait nuisible à autrui, la responsabilité du dommage causé ». Le 31 mai 1866, la même cour, par un arrêt qui eut ultérieurement, on ne sait pourquoi, beaucoup plus de retentissement, déclarait de même que : « Dans l'application du principe de la responsabilité civile la loi ne tient compte ni de la volonté ni de l'intention et si l'inexpérience d'un insensé est excusable au point de vue de la répression pénale quand elle amène un fait dommageable pour autrui, elle n'oblige pas moins son auteur à le réparer, soit par lui-même, soit par ceux qui doivent veiller sur lui. »

Par la suite la cour de Nancy (7 février 1867) se montrait circonspecte dans une espèce où elle statuait « sans qu'il soit besoin d'examiner, en droit, si la démence qui soustrait l'auteur d'une action criminelle à l'application de toute peine ne laisse pas peser sur lui l'obligation de réparer civilement le préjudice qu'il a causé » et le tribunal civil du Havre (13 février 1873) faisait « toutes réserves » sur la théorie de l'irresponsabilité civile de l'aliéné. Nous avons vu précédemment (n° 19) que la cour d'assises des Bouches-du-Rhône (29 juin 1912) avait déclaré que « la matérialité de l'acte » suffisait à caractériser la faute civile.

En 1935 le tribunal civil de Marseille (28 janvier 1935) affirmait que : « Si l'irresponsabilité du fou se comprend en matière pénale, si l'impossibilité de s'obliger se justifie pour les contrats, au contraire l'équité, la tradition, la volonté des rédacteurs du Code civil, l'appréciation de la notion de faute telle qu'elle est admise dans tous les autres domaines, l'esprit et la lettre du Code civil conduisent à décider que l'individu privé de raison peut commettre une faute civile et par suite engager sa responsabilité. » Le tribunal civil de Lyon (21 octobre 1938) a de son côté adopté très nettement la doctrine de MM. H. et L. Mazeaud en déclarant : « La réparation du dommage dans les termes de l'article 1382 du Code civil incombe à celui qui a commis la faute, c'est-à-dire qui ne s'est pas comporté comme un individu normal, sa conduite étant appréciée abstraitement, et c'est en vain que l'appelant soutient dans ses conclusions que toute responsabilité supposant une faute, aucune faute ne peut exister quand la volonté fait défaut. » De même le tribunal civil de Pau (19 octobre 1945) a affirmé sans ambiguïté à propos d'un dément incendiaire : « Qu'il s'agit en la matière de réparer équitablement le tort subi par une personne au moyen d'un prélèvement opéré sur le patrimoine de l'auteur du préjudice illégitime, ce qui ne requiert nullement la

recherche de l'imputabilité morale. » Cet attendu et ceux qui le suivent ont été reproduits sans changements par le tribunal civil d'Yvetot à propos d'un assassinat commis par un aliéné (25 juillet 1946).

Malheureusement aucune de ces décisions, sauf l'arrêt de la cour d'assises des Bouches-du-Rhône et peut-être l'arrêt de Montpellier de 1837, n'a appliqué franchement les principes qu'elles proclamaient et condamné purement et simplement le dément en constatant seulement qu'il était bien l'auteur de l'acte dommageable. Toutes ont essayé de montrer que le malade « jouissait au moment du fait dont s'agit d'une raison suffisante » (Montpellier, 1866) ou que « la preuve formelle de son inconscience n'était pas rapportée » (trib. civ. Lyon, 1938) ou encore qu'il avait « la pleine conscience de son acte qu'il a conçu et exécuté avec une entière liberté quel qu'ait pu être le caractère morbide de son mobile » (trib. civ. Pau, 1945, et Yvetot, 1946). Mais il semble que seule la crainte de la cassation ait motivé ces semi-rétractations et les principes affirmés n'en demeurent pas moins des critiques certaines de la conception classique de la faute, appliquée à la responsabilité de l'aliéné.

171. — On pourrait en dire autant des jugements ou arrêts qui ont au contraire proclamé leur adhésion au principe traditionnel, mais pour ensuite l'interpréter d'une telle manière qu'il ne gardait plus aucune signification. Nous avons vu en détail au premier chapitre les « raisonnements sophistiques » (P. Esmein) auxquels certaines cours, désireuses d'accorder des dommages-intérêts à la victime d'un aliéné, avaient été contraintes pour justifier des décisions dont le dispositif contredisait en fait les prémisses. Ce serait faire injure aux magistrats qui ont rendu ces arrêts que de supposer qu'ils n'ont pas vu l'illogisme de certains de leurs attendus; on ne peut que les interpréter comme des critiques adressées indirectement à un principe qu'ils n'affirmaient que pour soustraire leurs décisions à la censure de la Cour de cassation.

§ 2. — La responsabilité du fait du malade mental.

172. — Tous les auteurs sont d'accord pour reconnaître que, de même que l'appréciation restrictive de la notion de démence, que la théorie dite de la faute antérieure ou que l'application au dément gardien de la chose de l'alinéa 1^{er} de l'article 1384, la recherche de la responsabilité d'un « gardien » du malade mental n'est qu'un palliatif aux conséquences inévitables du principe de l'irresponsabilité personnelle de l'aliéné. Mais si l'amenuisement de la démence a ren-

contré l'opposition de certains auteurs (notamment P. Esmein, Breton, Nerson, Starck) justement choqués par le traitement que l'on faisait subir à une notion apparemment simple pour la plier aux nécessités conjuguées des principes et de l'équité, si l'idée de la faute antérieure a été critiquée au nom du lien de causalité (Germette, Bosc, Corbesco, Starck), si l'application de l'article 1384, alinéa 1^{er} a été condamnée par la Cour de cassation (Civ., 28 avril 1947), la responsabilité du gardien a été l'objet d'une approbation presque générale.

Ainsi Neagu déclare : « C'est un système très heureux, nous souscrivons entièrement à toutes les idées qui ont guidé vers son adoption » ; de même Limouzineau : « Nous avons essayé de montrer l'effort continu des tribunaux, tout le système d'expédients, de procédés techniques dont ils se sont servis pour limiter dans une large mesure les conséquences injustes qu'entraîne l'application de la règle. Nous devons reconnaître qu'ils ont élaboré une théorie souple et nuancée, au prix parfois de constructions juridiques très neuves et ingénieuses comme l'obligation de garde », et Mme Freund-Froment constate : « L'excellent résultat du système jurisprudentiel qui permet de sauvegarder l'équité en ne condamnant qu'au cas où une faute certaine a été commise par la personne chargée de la surveillance de l'aliéné. » M. Starck lui-même épargne ses critiques aux moyens « grâce auxquels la responsabilité des dommages sera attribuée à ceux qui ont commis la faute de ne pas faire interner ou surveiller l'aliéné. Cette responsabilité étant basée sur une faute réelle ne fait aucun doute ».

Nous regrettons beaucoup de ne pouvoir nous associer à ce concert d'approbations et, si nous voyons bien comme Limouzineau dans la théorie du gardien un « expédient », c'est parce que nous savons, avec Littré, que ce mot « se prend souvent en mauvaise part pour indiquer une mesure qui tire d'embarras, mais laisse subsister la difficulté ».

En étudiant l'obligation de garde telle qu'elle a été définie par les auteurs et la jurisprudence, nous avons critiqué assez largement cette notion pour qu'il ne soit pas nécessaire d'y revenir ici en détail. Rappelons seulement qu'à côté de la garde légale du mineur, de l'interdit ou de l'aliéné interné sous le régime de la loi de 1838, la doctrine et la jurisprudence ont créé une « obligation de garde » qui pèserait sur ceux qui cohabitent avec le malade mental sans ignorer les troubles de celui-ci et dont les manquements seraient pratiquement présumés dès lors que le malade aurait causé un dommage, de telle sorte que la responsabilité pour faute personnelle des articles 1382 et 1383, toujours théoriquement invoquée, serait en fait remplacée par une responsabilité pour autrui analogue à celle de l'article 1384. Rappelons également que, sans tenir compte de la différence qui existe entre les malades mentaux placés dans un établissement libre et ceux placés dans un établis-

sement fermé, sous le régime de la loi du 30 juin 1838, la jurisprudence, tant judiciaire qu'administrative, attribue aux différents gardiens professionnels du malade mental une obligation de surveillance ou de sécurité qui pèse peut-être un peu lourdement sur les établissements ouverts et qui pourrait sans inconvénient être plus stricte pour les établissements fermés.

173. — Mais ce qu'il nous faut souligner ici, maintenant que nous pouvons avoir une vue d'ensemble de la responsabilité du fait des malades mentaux, c'est qu'il existe en réalité un divorce assez net entre les principes affirmés par la doctrine ou même par la jurisprudence et l'application qui en est faite. A lire les auteurs que nous avons précédemment cités, et tout particulièrement Demogue, Neagu, Limouzineau, à lire même certaines décisions de jurisprudence telle que l'arrêt de la chambre des requêtes du 30 juillet 1906 on pourrait s'imaginer qu'un grand nombre de condamnations aient été prononcées contre des « gardiens » de malades mentaux. En effet si les actes dommageables commis par des malades mentaux déclarés irresponsables par les juridictions répressives sont fréquents, ces malades, malgré quelques décisions plus « voyantes » que vraiment nombreuses, sont rarement condamnés personnellement par les juridictions civiles et par ailleurs ils ont presque toujours un « gardien », si l'on prend ce terme au sens très large que lui donne la doctrine. On s'attendrait donc à ce que ce gardien soit fréquemment mis en cause et condamné civilement. Or il n'en est rien. Le gardien n'est pas souvent recherché et, quand il l'est, il est rarement condamné.

Si le gardien n'est pas souvent recherché par la victime, c'est essentiellement pour des raisons d'ordre pratique : dans la grande majorité des cas il est plus ou moins insolvable, comme d'ailleurs l'auteur de l'acte lui-même. Il en est certes ainsi pour la plupart des crimes ou des délits « ordinaires », mais une constitution de partie civile est une démarche simple et peu onéreuse, qui peut à la rigueur se faire à l'audience et qui, même si elle ne se solde en définitive pour la victime que par une réparation théorique étant donné l'insolvabilité de l'agent, n'aura pas du moins pour résultat une aggravation de la charge qu'elle supporte. Il en va tout autrement du procès civil qu'il faut engager pour obtenir réparation du dommage, lorsque l'auteur de l'acte a été déclaré irresponsable pénalement, contre celui-ci ou contre son gardien. Une telle instance est longue et coûteuse, son issue est très aléatoire étant donné les incertitudes de la jurisprudence à ce sujet et la victime fera sagement de s'abstenir si les défendeurs ne sont pas d'une solvabilité à toute épreuve. Ainsi la dame Lupiac, dont nous avons précédemment parlé (n° 154), a plaidé pendant plus de dix ans devant les juridiction judiciaires et administratives pour être finalement

déboutée et supporter, outre le dommage, tous les frais de plusieurs instances, dans une affaire où son action était loin d'être téméraire. Nous nous sommes livré à une petite recherche statistique portant sur 50 cas d'actes dommageables (homicides ou blessures sérieuses, incendies volontaires) commis au cours de ces dernières années par des aliénés qui ont été ensuite internés dans un service spécialisé qui reçoit pratiquement tous les « aliénés criminels » de quelque importance du département de la Seine. Dans 31 cas on aurait pu mettre en cause un gardien au sens où l'entend la doctrine (presque toujours le père ou le conjoint), mais dans cinq cas seulement ce gardien paraissait à première vue suffisamment aisé pour que le procès fut « rentable », en admettant qu'il aboutisse à une condamnation. Sur ces 50 cas, un seul procès civil a été, à notre connaissance, intenté par la victime, non d'ailleurs contre le « gardien », mais contre l'auteur lui-même; il est encore en cours.

Il faut bien remarquer en effet qu'il n'existe pas ici d'assurance (sauf en ce qui concerne les malades hospitalisés dans des établissements privés ou publics) et que ce sont les assurances qui expliquent en général le foisonnement des procès de responsabilité civile.

174. — Mais si le gardien est rarement recherché à l'occasion d'un acte dommageable commis par le malade qu'il est censé garder, il est également rarement condamné lorsqu'il est mis en cause. Si nous passons maintenant en revue toutes les espèces que nous avons relevées concernant une responsabilité du fait du malade mental et en faisant abstraction des procédés techniques par lesquels les gardiens ont été recherchés, nous constatons que :

— La responsabilité des père et mère du mineur aliéné a été généralement retenue dans des conditions peu différentes de celles du mineur non aliéné (il s'agit seulement là, précisons-le, du résultat pratique et non du procédé juridique employé);

— La responsabilité du commettant de l'aliéné n'a généralement pas été retenue, sans doute pour des considérations qui tiennent surtout à « l'exercice des fonctions »;

— La responsabilité des père et mère du majeur aliéné a été souvent évoquée et souvent retenue comme si, sans le dire, la jurisprudence considérait l'aliéné comme un enfant et prolongeait à son égard l'autorité paternelle;

— La responsabilité du conjoint, également souvent évoquée, n'a pratiquement jamais été retenue, comme si la jurisprudence tenait l'autorité conjugale pour moins assurée que l'autorité paternelle ou le mariage comme le signe que le malade mental a acquis une sorte d'autonomie;

— La responsabilité d'autres tiers, parents ou amis, n'a jamais été retenue malgré les incitations de la doctrine;

— La responsabilité des directeurs d'établissements privés ouverts, souvent mis en cause en matière de suicide, ne l'a jamais été, à notre connaissance, en matière d'actes dommageables commis envers les tiers;

— La responsabilité des directeurs d'établissements privés fermés l'a été quelquefois dans des conditions qui paraissent très normales;

— La responsabilité des établissements publics ouverts ou fermés l'a été fréquemment et la juridiction administrative a montré à l'égard de la victime une exigence peut-être un peu excessive.

175. — Dans l'ensemble on voit donc que la jurisprudence n'a fait qu'un usage discret de cette notion du gardien de l'aliéné, contrairement à ce qu'auraient pu laisser penser certaines affirmations de principe. Il faut à notre avis l'en féliciter car, outre les difficultés juridiques auxquelles se heurte, comme nous l'avons montré, la création et l'application d'une obligation de garde extra-légale, il y aurait sans doute de graves inconvénients sociaux et médicaux à généraliser cette obligation qui pourrait susciter autour du malade mental une véritable « psychose de responsabilité ».

Dans une thèse de 1918 Ledoux écrivait : « Nous estimons qu'il n'y a pas lieu d'obliger les proches à réparation; une telle loi aurait des inconvénients graves. Elle aurait d'abord pour principal effet d'exciter les demandes d'internement. Les parents en face d'une responsabilité aussi lourde n'hésiteraient pas à requérir l'internement d'un membre de leur famille dès qu'il présenterait le plus petit signe de dérangement cérébral ou même tout simplement de bizarrerie. Ce pourrait être même un prétexte à séquestration arbitraire. Ce pourrait être aussi, dans les cas où les aliénés sont soignés et gardés à domicile un prétexte à séquestration cellulaire et à brutalités. Sous prétexte que l'aliéné pourrait commettre des dommages on agirait avec lui comme avec des bêtes fauves, on le mettrait en cage. »

Mais il est remarquable qu'un des auteurs qui ont le plus prôné l'extension du système de la responsabilité du gardien, Neagu, ait, dans la troisième partie de sa thèse, signalé lui-même les inconvénients de ce système. Après avoir à nouveau préconisé la théorie du poste social, il ajoute : « Mais en élevant au rang d'imprudence des faits presque normaux, en créant et en multipliant autour de l'aliéné des obligations de responsabilité, soit pour des faits personnels, soit pour autrui, la jurisprudence a dressé en quelque sorte autour du dément une série de pièges que les gens avertis éviteront. Elle fait en sorte que le fou devienne pour ses semblables un danger à plus d'un titre. Ces res-

ponsabilités dressent autour du fou un véritable réseau d'obstacles qui font fuir à son approche. D'autre part la responsabilité des gardiens et des directeurs d'asile les oblige à prendre des mesures qui sans nul doute aggraveront la situation matérielle des aliénés, ce qui est contraire à la loi civile qui veut leur rendre le séjour aussi léger que possible (art. 510). »

Il faut examiner les conséquences possibles du système de la responsabilité du gardien dans trois éventualités : malade soigné dans sa famille (a), malade placé dans un établissement d'assistance psychiatrique (b), malade en instance de sortie (c).

176. — (a) La famille d'un malade mental est rarement, il faut bien le dire, ce qu'elle devrait être idéalement. Elle se rend en général très mal compte de l'importance des troubles mentaux de son malade et de leur caractère éventuellement dangereux. L'affection ou l'antipathie, les préjugés, le souci des intérêts matériels ou des simples commodités conjuguent souvent leurs influences pour lui faire voir la situation non comme elle est, mais comme on désirerait plus ou moins inconsciemment qu'elle soit. Ceci n'implique d'ailleurs aucun blâme car l'aliénation mentale est trop perturbatrice du milieu et des interréactions affectives pour que l'on doive s'attendre à ce qu'il en soit autrement. En outre cette famille est souvent divisée et la présence du malade mental n'est qu'un sujet de discorde supplémentaire. Dans l'ensemble les familles peuvent être rangées en deux catégories opposées : d'une part celles qui vont tendre à minimiser le trouble mental, voire à le nier, soit par affection, soit par peur du qu'en dira-t-on, soit même par crainte des frais entraînés par un traitement, et d'autre part celles qui vont au contraire tendre à majorer le trouble mental en vue de se débarrasser d'un élément affectivement et matériellement gênant. Les conseils et les suggestions du médecin, notamment en ce qui concerne la nécessité d'une hospitalisation, ne seront généralement suivis que s'ils vont dans le sens de la réaction spontanée de la famille, ou tout au moins de l'élément dominant du groupe familial qui n'est pas forcément son chef officiel.

Quelle influence pourra avoir sur ces parents la crainte d'une responsabilité civile en cas d'acte dommageable commis par le malade ? Aucune sur ceux qui pour des raisons d'affection plus ou moins bien comprise ne veulent ni se séparer du malade ni quelquefois reconnaître sa maladie ; ce ne sont certainement pas des considérations juridiques qui amèneront la mère d'un schizophrène à laisser partir son fils ou même à lui refuser le fusil dont il a envie, ni certaines femmes d'alcooliques à surveiller leur mari. Par contre ceux qui par crainte de ternir la réputation familiale ou pour n'avoir pas à payer une légère contribution aux frais d'hospitalisation se refusent à faire

interner un aliéné dangereux puiseront dans la peur des responsabilités civiles une prudence qui se traduira par une véritable séquestration du malade à domicile, peut-être salulaire pour les tiers, mais effroyable pour l'intéressé, rapidement transformé cette fois en un de ces animaux auxquels les juristes assimilent si volontiers l'aliéné. Quant à ceux qui ne cherchent, même sans se l'avouer, qu'à éliminer l'aliéné comme un corps étranger, ils seront enchantés de pouvoir justifier ainsi aux yeux d'autrui et à leurs propres yeux un délaissement souvent non indispensable ou prématuré.

En toute hypothèse donc une extension de la théorie du gardien risque d'être socialement inefficace ou nuisible au malade mental. Il n'est même pas sûr que l'intérêt des tiers soit mieux sauvegardé par ce système que par celui d'une responsabilité personnelle du malade, car il ne serait pas impossible pour le « gardien » dûment averti des risques qu'il court d'y parer en prenant des mesures matérielles ou financières qui lui permettraient d'échapper à sa responsabilité, notamment en séparant, au moins en apparence, son domicile de celui du malade.

177. — (b) Dans le cas d'un malade placé dans un établissement psychiatrique, la théorie du gardien est sans grande influence sur les méthodes de traitement et d'assistance communément employées. Les établissements privés, toujours largement garantis par des assurances, ne risquent que de voir augmenter leurs primes si des accidents trop fréquents se produisaient et il ne faut pas perdre de vue que ce sont toujours les assurances qui plaident sous leur nom lorsqu'un dommage arrive au malade ou du fait du malade. La proposition de Limouzi-neau que : « Toute personne placée volontairement ou non dans un établissement public ou privé, ou même en sortie d'essai, soit obligatoirement pourvue d'une police d'assurance couvrant la responsabilité à l'égard des tiers » était bien anachronique même en 1932. Il en va pratiquement de même dans les établissements publics, qu'ils soient assurés à des compagnies particulières ou que la collectivité publique propriétaire soit elle-même son propre assureur. Les médecins de ces établissements jouissent d'une indépendance suffisante pour qu'une responsabilité publique élargie soit sans influence sur les méthodes qu'ils croient devoir employer; seule une meilleure vigilance, dans l'ensemble souhaitable, pourrait être le résultat d'une plus grande sévérité du Conseil d'Etat en cette matière.

178. — (c) Par contre la responsabilité du gardien, trop stricte ou trop généralisée, risque d'avoir des conséquences néfastes sur les conditions de sortie du malade mental d'un établissement fermé public

ou privé (nous avons déjà dit qu'on ne fait pas sortir un malade d'un établissement ouvert, il en sort tout seul).

Dans un article paru en 1930 sur « La responsabilité civile des personnes ayant la garde de l'aliéné en liberté », MM. X. et P. Abely regrettaient que n'ait pu aboutir à la maturité législative l'article 54 du projet Strauss ainsi conçu : « La responsabilité des personnes qui, en vue d'obtenir la sortie définitive ou la sortie d'essai d'un aliéné interné, auront assumé sa garde ou sa surveillance peut être recherchée en vertu des articles 1382 et 1383 du Code civil, soit par les tiers, soit par l'aliéné lui-même. » Il regrettaient même que cette responsabilité n'ait pas été envisagée dans le cadre de l'article 1384 et que la faute ne puisse être présumée; après avoir donné plusieurs exemples de la carence des personnes qui manquent aux engagements de surveillance qu'elles avaient pris plus ou moins nettement, ils ajoutaient : « Une fois le malade sorti de l'asile la personne qui en a pris formellement la charge, qui a donné les promesses les plus complètes et les plus précises n'est nullement tenue de les réaliser. Si le malade commet des actes anti-sociaux la responsabilité de ses pseudo-répondants ne peut être engagée quelles que soient les fautes évidentes que l'on puisse leur reprocher. Le malade à peine la porte franchie est abandonné à lui-même. Une seule solution peut mettre un terme à ce déplorable état de choses, c'est la codification de la responsabilité civile des aliénés et de ceux qui en ont la surveillance. Lorsque la loi aura codifié cette responsabilité un grand pas sera fait dans la voie de la défense sociale. En même temps cette mesure sera favorable au malade mental, elle élargira pour son plus grand intérêt la possibilité de la libération. » Nous ne sommes pas tout à fait d'accord à ce sujet avec nos collègues Xavier et Paul Abely parce qu'il nous semble d'abord qu'en l'état actuel de la jurisprudence la responsabilité des gardiens n'est pas absolument inexistante « quelles que soient les fautes évidentes qu'on puisse leur reprocher » (v. notamment Req., 30 juillet 1906), et ensuite parce que les possibilités de libération du malade ne seront pas améliorées si une responsabilité plus stricte, et cette fois légale, est mise au compte du « gardien ». Dans l'esprit de MM. Abely, le médecin ou l'Administration, moins inquiets de la possibilité d'un acte anti-social commis sans répondant, verront d'un œil plus favorable la sortie de certains malades encore incomplètement guéris et seront plus rassurés sur la vigilance d'un gardien responsable que sur celle d'un gardien irresponsable. Nous croyons qu'il faut revenir à la distinction que nous faisons ci-dessus entre les familles qui veulent à toute force faire sortir un malade et celles qui n'en ont pas envie. Les premières acceptent et accepteront toujours toutes les conditions qu'on leur propose, quitte à ne pas en tenir compte, et demandent même souvent

spontanément à prendre le malade « sous leur responsabilité », même si cette formule est actuellement sans grande signification réelle. Par contre, il nous paraît certain que trop de parents, à qui il faut forcer la main pour qu'ils viennent en aide au malade en l'hébergeant et en l'assistant matériellement lors de sa sortie, trouveraient dans la responsabilité que préconisaient le projet Strauss et MM. Abely un prétexte pour se dérober à leur obligation morale. A ceux-là d'ailleurs le psychiatre se garde bien de parler de responsabilité; il réserve ce croquemitaine pour les parents trop impatients.

Or actuellement les difficultés matérielles de l'existence et les lacunes de l'assistance psychiatrique posthospitalière ne permettent guère de se passer de la famille pour tenter une réinsertion sociale du malade. Il est malheureusement fréquent que le malade soit isolé ou que la famille soit indigne, mais, lorsque la chose est possible, il est bien préférable, pour de nombreuses raisons, que la réadaptation se fasse dans le milieu familial. Quand ce dernier n'est qu'à moitié consentant, ce qui n'est pas rare, l'effaroucher par la menace d'une responsabilité quasi automatique en cas de dommage causé par le malade serait une maladresse préjudiciable à tous.

Pour toutes ces raisons d'ordre social et médical, qui viennent s'ajouter aux raisons d'ordre juridique développées au chapitre III, il ne nous paraît donc nullement souhaitable de voir s'étendre la responsabilité du gardien extra-légal de l'aliéné au-delà des justes limites du droit commun, c'est-à-dire de la faute ou de l'imprudence nettement caractérisées des articles 1382 et 1383 du Code civil.

SECTION II

LES RÉFORMES POSSIBLES

Le problème de la responsabilité civile extra-contractuelle du malade mental, dont la question de la responsabilité d'un tiers du fait de ce malade ne constitue que l'un des aspects, ne peut recevoir de solution satisfaisante que d'une réforme d'ensemble. Cette réforme pourrait être accomplie soit par voie jurisprudentielle, soit par voie législative.

§ 1. — Voie jurisprudentielle.

179. — Nous avons vu avec quelle persévérance la jurisprudence a essayé de tourner le principe de l'irresponsabilité du malade mental, soit en adoptant une définition si restrictive de la démence que ce mot

en arrivait à ne plus rien signifier, soit en invoquant à l'origine des troubles mentaux une faute antérieure, souvent problématique tant dans son existence que dans son rôle de causalité, soit enfin en cherchant, sous le nom de « gardien », un véritable garant des actes dommageables commis par le malade.

Certains tribunaux sont même allés plus loin et si la cour de Nancy (25 août 1885) se contentait de faire aux héritiers d'un aliéné meurtrier un « devoir de conscience » de réparer « dans une juste mesure » le préjudice causé, tout en regrettant que « les principes rigoureux du droit ne permettent pas aux magistrats de les y contraindre », le tribunal civil de la Seine (5 mai 1893), après avoir déclaré irresponsable un locataire dément qui avait tué son concierge, ajoutait que : « Il y a lieu toutefois dans une mesure d'humanité et en raison de l'état de fortune de C..., d'allouer une réparation civile à la veuve B... en raison du préjudice qui lui a été causé, à elle-même et à ses enfants du fait de C... » Cette solution ingénue était à tout prendre moins illogique, sinon plus juridique, que celle adoptée par le tribunal civil d'Avignon (23 novembre 1949) qui, après s'être efforcé de démontrer laborieusement qu'un automobiliste épileptique avait commis une faute, donnait finalement la seule véritable raison de sa condamnation en déclarant : « Attendu que si de tels principes n'étaient pas admis, l'aliéné conserverait intact son patrimoine, malgré le dommage causé par la chose dont il avait la garde, alors que la victime du dommage causé par cette chose pourrait être plongée dans la misère ; attendu qu'on ne saurait adopter une telle solution qui risquerait de créer des injustices que le tribunal de céans ne saurait consacrer. »

180. — Mais quelque étonnants que soient les attendus de certains jugements ou arrêts, il n'est pas possible de critiquer trop vivement les cours ou tribunaux qui les ont rendus et qui n'ont pas osé s'exposer à la censure de la Cour de cassation en affirmant directement le principe de la responsabilité du malade mental. Il est en effet certain, bien qu'elle ne se soit pas expliquée bien fréquemment sur ce point, que la Cour de cassation s'en tient à la théorie qu'elle a exposée sans équivoque dès 1866 (Req. 14 mai 1866) : « Par l'emploi de l'expression faute la loi suppose évidemment un fait dépendant de la volonté, et un insensé n'ayant pas de volonté ne saurait être responsable, même civilement, des faits accomplis par lui pendant l'état de démence. » Ce principe, elle l'a réaffirmé explicitement en 1901 (Req. 21 octobre 1901) en disant que : « La dame V... ne saurait être responsable, même civilement, puisque toute responsabilité suppose une faute et qu'il n'y a pas de faute quand la volonté fait défaut », et impli-

citement à des dates plus récentes par son arrêt du 28 avril 1947, en déclarant à propos de l'application de l'alinéa 1^{er} de l'article 1384 à un dément que « l'imputation d'une responsabilité présumée implique la faculté de discernement », et par son arrêt du 15 mars 1956 en confirmant qu'il n'y a pas de « faute imputable » du préposé en état d'aliénation mentale.

Néanmoins la Cour de cassation ne paraît pas s'opposer à des appréciations très restrictives de la notion de troubles mentaux puisque dans un arrêt de la chambre des requêtes du 21 janvier 1929 elle a rejeté un pourvoi contre un arrêt de Montpellier (29 décembre 1927) qui avait condamné civilement un meurtrier déclaré pénalement irresponsable, en faisant semblant de croire que la démence était survenue après l'acte, ce qui contredisait le non-lieu rendu en vertu de l'article 64 du Code pénal, c'est-à-dire pour un état de démence « au temps de l'action ».

M. Breton et M. Nerson ont regretté que la Cour de cassation n'exerce pas son contrôle sur les qualifications données par les juges du fond en matière de troubles mentaux, alors que Limouzineau et Mme Freund-Froment ne voient pas au contraire la nécessité de ce contrôle. M. Nerson notamment, remarquant que la Cour de cassation s'arroge le pouvoir de vérifier si, en droit, les faits constatés souverainement par les juges du fond sont constitutifs d'une faute et justifient à cet égard l'application de l'article 1382, dit qu'« il semblerait logique que le contrôle de la Cour de cassation s'exerce sur la déclaration du tribunal relative à l'imputabilité ; l'imputabilité n'est-elle pas dans la théorie classique un des éléments de la faute ? » M. Nerson ajoute : « Faute de directives données par la Cour suprême on aboutit à des décisions contradictoires, ce qui met en péril l'unité de la jurisprudence » et, constatant l'illogisme de certains jugements comme celui qu'il commente (trib. civ. Pau, 19 octobre 1945), il demande très justement : « Que devient alors en pratique le principe d'irresponsabilité si souvent proclamé ? »

181. — Mais la Cour de cassation ne paraît nullement décidée à exercer ce contrôle. Elle a déjà déclaré à plusieurs reprises (notamment Req. 12 février 1868 et Civ. 22 octobre 1888) que l'aliénation mentale constituait une question de fait. Elle l'a répété récemment dans une affaire de testament (Civ. 5 décembre 1949) en disant que : « L'insanité d'esprit est un fait matériel dont la preuve et la portée sont abandonnées à la prudence des juges du fond. » Il faut remarquer par ailleurs que tous les arrêts rendus par la Cour de cassation en matière de responsabilité civile du malade mental ou du fait de

ce malade, sont, sans aucune exception, des arrêts de rejet (Req. 14 mai 1866, Req. 18 janvier 1870, Req. 21 octobre 1901, Req. 30 juillet 1906, Req. 21 janvier 1929, Req. 8 janvier 1935, Req. 9 janvier 1935, Civ. 28 avril 1947, Civ. 4 février 1954, Civ. 15 février 1956, Civ. 25 janvier 1957, Civ. 4 décembre 1958). Il y a certainement peu de matières où se rencontre une telle approbativité de la part de la Cour suprême.

Tout se passe comme si la Cour de cassation, ayant posé le principe de l'irresponsabilité civile du malade mental, laissait le soin aux juges du fond de régler les litiges le moins inéquitabement possible, mais sans vouloir ni abandonner le principe ni surveiller son application.

MM. H. et L. Mazeaud, commentant récemment dans la *Revue trimestrielle* (1957, p. 110) un arrêt particulièrement « sophistique » de la cour de Grenoble (24 avril 1956), dont nous avons déjà parlé à plusieurs reprises, souhaitent que la Cour de cassation soit mise en quelque sorte au pied du mur : « De quelle ingéniosité font preuve les magistrats ! Ne peut-on pas plutôt leur demander le courage nécessaire pour affirmer que le principe de l'irresponsabilité du dément et de l'infans est radicalement faux. On verra bien ce que décidera la Cour de cassation, statuant, s'il le faut, toutes chambres réunies. »

Il ne nous semble pas que l'on puisse espérer de longtemps voir un tel revirement de la jurisprudence. La Cour de cassation, soutenue en cela par une partie importante de la doctrine, paraît trop attachée à la conception traditionnelle de la faute pour consentir à débarrasser cette notion de sa coloration morale, voire métaphysique, ce qui serait indispensable pour reconnaître franchement la responsabilité civile du malade mental. Par ailleurs les multiples palliatifs inventés par l'ingéniosité des juridictions du fond pour remédier tant bien que mal aux conséquences inévitables du principe permettent à la Cour de cassation de conserver à ce sujet une sorte d'inertie confortable dont il serait vain d'attendre qu'elle se départisse spontanément.

Ceux qui, comme nous, pensent que les palliatifs en question ne satisfont en réalité ni l'équité ni le droit, mais seulement le fétichisme de la « faute morale », ont donc peu d'espoir en une réforme jurisprudentielle et doivent se tourner vers le législateur qui, seul, peut donner une solution rapide et efficace au problème de la responsabilité civile extra-contractuelle du malade mental et, en même temps, à celui de la responsabilité du fait de ce malade.

§ 2. — Voie législative.

182. — La grande majorité des auteurs, même et surtout ceux qui sont le plus attachés à la notion traditionnelle de la faute, reconnaissent que seule une modification de la législation peut remédier à la situation inéquitable ou paradoxale faite par notre jurisprudence à la victime d'un acte dommageable commis par un aliéné. La plupart invoquent les législations étrangères, qui, presque toutes, ont réglé cette question d'une manière ou d'une autre, alors que notre Code civil continue à ignorer la responsabilité du malade mental et la responsabilité encourue de son fait. Il nous faut donc examiner successivement les solutions qui sont données à ce sujet par les principales législations étrangères, les propositions qui ont été faites en France et celles qu'il nous paraît souhaitable d'envisager. Il s'agit là d'une question très vaste qui mériterait une étude détaillée que l'on ne peut entreprendre dans le cadre de ce travail, où on insistera surtout sur les solutions qui ont été données ou proposées pour la responsabilité des tiers du fait des malades mentaux.

A. — LÉGISLATIONS ÉTRANGÈRES.

183. — Le droit comparé de la responsabilité des aliénés a été spécialement étudié par Demogue (III, 322 et suiv.), Neagu, Limouzinou, H. et L. Mazeaud et Tunc (475). Nous n'avons pas la prétention d'apporter quoi que ce soit de nouveau à ce sujet et nous nous contenterons de passer rapidement en revue les principales législations étrangères qui ont statué sur cette question.

Il faut d'abord remarquer que la plupart des codes étrangers n'ont pas tranché le problème nettement, soit dans le sens de l'irresponsabilité totale, soit dans le sens de la responsabilité de droit commun ; la majorité des législations que nous connaissons se prononcent avec des réserves inspirées par l'équité ou par le désir de voir engagée à la place de la responsabilité civile du malade celle d'un gardien. On peut dans l'ensemble ranger ces législations en deux groupes, selon qu'elles posent en principe l'irresponsabilité de l'aliéné ou qu'au contraire elles postulent sa responsabilité.

184. — a) *Législations partant du principe de l'irresponsabilité de l'aliéné.*

Certaines de ces législations exonèrent totalement le malade mental. Ainsi l'article 1053 du Code civil de la Province du Québec édicte : « Toute personne capable de discerner le bien du mal est

responsable du dommage causé par sa faute à autrui, soit par son fait, soit par imprudence, négligence ou inhabileté. » Notons que la seule distinction du bien et du mal permet une appréciation très restrictive de l'aliénation mentale. L'article 1401 du Code civil hollandais, la plupart des Codes civils de l'Amérique du Sud (art. 2346 du Code civil de la Colombie, art. 2319 du Code civil du Chili, art. 2301 du Code civil de l'Equateur, art. 1110 du Code civil de l'Argentine, art. 2295 du Code civil du Guatemala) ainsi que le Code de la Louisiane (cités par MM. H. et L. Mazeaud), donnent des solutions analogues.

L'article 93 du Code tunisien et l'article 85 du Code marocain (cités par Demogue) contiennent des dispositions intéressantes en matière de responsabilité du fait du malade mental : « Le père, la mère et les autres parents ou le conjoint répondent des dommages causés par les insensés ou autres infirmes d'esprit, même majeurs, habitant avec eux s'ils ne prouvent :

1° Qu'ils ont exercé sur ces personnes la surveillance nécessaire.

2° Ou qu'ils ignoraient le caractère dangereux de la maladie de l'insensé.

3° Que l'accident a eu lieu par la faute de celui qui en a été la victime. La même règle s'applique à ceux qui se chargent par contrat de l'entretien ou de la surveillance de ces personnes. »

Mais beaucoup de législations qui posent en principe l'irresponsabilité du malade mental assortissent ce principe de tempéraments d'équité. C'est ainsi que le Code civil italien (cité par Deliyannis) pose en principe (art. 2046) : « N'est pas responsable de l'acte dommageable celui qui, au moment où il l'a accompli n'avait pas la capacité de discernement ou de volonté, à moins que son incapacité ne soit due à une faute de sa part », mais ajoute deux tempéraments (art. 2047) : « En cas de dommage causé par une personne incapable de discerner ou de vouloir, la réparation est due par celui qui était tenu de surveiller, sauf s'il prouve n'avoir pu empêcher le fait; au cas où la victime n'a pu obtenir réparation de celui qui est tenu de surveiller, le juge peut condamner l'auteur même du dommage à une indemnité équitable, après considération des conditions économiques des parties. »

Le Code civil grec (cité d'après Deliyannis) contient des dispositions analogues (art. 915) : « Celui qui se trouvant dans un état d'inconscience ou dans un état de trouble mental excluant tout usage de la raison cause un dommage à un autre n'est pas responsable de ce dommage. S'il s'est placé dans un état passager de cette nature en faisant usage de boissons alcooliques ou de moyens analogues, il est

responsable du dommage, sauf s'il est tombé dans cet état sans qu'il y ait de sa faute »; article 818 : « L'auteur du dommage qui se trouve par application des articles précédents n'être pas responsable pour ce dernier n'en sera pas moins condamné à des dommages-intérêts par le juge pour des raisons d'équité, si celui-ci constate après appréciation de la situation des parties que le préjudice ne peut être réparé d'une autre manière. »

Le Code civil soviétique de 1922 (cité d'après Rivière et Josserand) décide de même dans son article 405 : « La personne incapable ne répond pas du dommage causé par elle. La personne chargée de sa surveillance répond pour elle » et dans son article 406 que « dans le cas où celui qui a causé le dommage n'est pas tenu à réparation le tribunal peut cependant l'obliger à réparer ce dommage en tenant compte de sa situation de fortune et de celle de sa victime ».

La législation suisse contient des dispositions très précises (citées d'après Vallet et Neagu). L'article 16 du Code civil indique que : « Toute personne qui n'est pas dépourvue de la faculté d'agir raisonnablement à cause de son jeune âge ou qui n'en est pas privée par suite de maladie mentale, faiblesse d'esprit, d'ivresse ou d'autres causes semblables est capable de discernement. » Mais l'article 54 du Code fédéral des obligations dispose que : « Si l'équité l'exige le juge peut condamner une personne même incapable de discernement à la réparation totale ou partielle du dommage qu'elle a causé. Celui qui a été frappé d'une incapacité passagère de discernement est tenu de réparer le dommage qu'il a causé dans cet état s'il ne prouve qu'il n'y a été mis sans sa faute. » Enfin l'article 333 du Code civil prévoit la responsabilité du gardien : « Le chef de famille est responsable des dommages causés par les mineurs ou les interdits ou les personnes atteintes de maladie mentale et les faibles d'esprit placés sous son autorité, à moins qu'il ne justifie les avoir surveillées de la manière usitée et avec l'attention commandée par les circonstances. Il est tenu de pourvoir à ce que les personnes de la maison atteintes de maladie mentale ou faibles d'esprit ne s'exposent pas ou n'exposent pas autrui à péril ou dommage. »

Le Code civil allemand de 1900 (Bürgerliches Gesetzbuch) renferme des dispositions analogues :

— Article 827 : « Quiconque étant dans un état d'inconscience ou dans un état de trouble mental de caractère pathologique excluant toute libre disposition de la volonté, cause un dommage à un autre n'est pas responsable. S'il s'est placé dans un état passager de cette nature en faisant usage de boissons alcooliques ou de moyens analogues, il est, relativement au dommage qu'étant dans cet état il a causé par un fait contraire au droit, responsable de la même manière

que lorsqu'il a à répondre de sa légèreté d'esprit; aucune responsabilité ne lui incombe s'il est tombé dans cet état sans qu'il en soit coupable. »

— Article 829 : « Celui qui, par application des articles précédents, se trouve n'être pas responsable pour un dommage causé par lui, n'en doit pas moins, si la réparation ne peut être obtenue d'un tiers chargé de sa surveillance, réparer le dommage dans la mesure où, d'après les circonstances et en particulier d'après la situation respective des intéressés, l'équité exige un dédommagement et autant qu'il ne serait pas privé par là des moyens dont il a besoin pour son entretien conformément à sa situation, aussi bien que pour l'exécution des devoirs d'entretien qui lui sont imposés par la loi. »

— L'article 832, cité d'après Neagu, impose à celui qui « en vertu de la loi est obligé d'exercer la surveillance sur une personne qui à raison de son état mental a besoin d'être surveillée, l'obligation de réparation du dommage que cette personne par un fait contraire au droit cause à un tiers. Ce devoir de réparation n'existe plus si celui qui en était chargé a satisfait à son devoir de surveillance ou si le dommage, même à supposer cette surveillance exercée comme elle aurait dû l'être, aurait dû encore se produire. La même responsabilité incombe à celui qui s'oblige par contrat à exercer la surveillance ».

Le Code civil autrichien institue également une réparation d'équité dans son article 1310 (cité d'après MM. H. et L. Mazeaud) : « Si le lésé ne peut se faire indemniser par celui à qui incombe la surveillance de l'aliéné, le juge doit lui accorder une réparation équitable, totale ou partielle, après avoir examiné si, bien que l'auteur du dommage ne jouisse pas habituellement de ses facultés, il n'a pas, dans un cas particulier, commis une faute qui lui est imputable et enfin eu égard à la fortune respective des parties en présence. »

Le Code polonais des obligations contient des dispositions analogues à celles du B.G.B. allemand (art. 138, 142 et 143).

Enfin, dernière venue des lois étrangères accordant une indemnité à la victime d'un aliéné sans pour autant admettre le principe de la responsabilité de celui-ci, la loi belge de 1935 sur la réparation des dommages causés par les déments et les anormaux a ajouté au Code civil un article 1386 *bis* ainsi conçu : « Lorsqu'une personne se trouvant en état de démence, ou dans un état grave de déséquilibre mental ou de débilité mentale la rendant incapable du contrôle de ses actions, cause un dommage à autrui, le juge peut la condamner à tout ou partie de la réparation à laquelle elle serait astreinte si elle avait le contrôle de ses actes. Le juge statue selon l'équité, tenant compte des circonstances et de la situation des parties. »

185. — *b) Législations partant du principe de la responsabilité de l'aliéné.*

Le Code civil japonais de 1896 (cité d'après M. Rivière) prévoit dans son article 372 que ceux qui ont la garde des aliénés et des faibles d'esprit sont responsables des actes dommageables de ceux-ci, mais l'article 376 donne aussi la possibilité au juge de déclarer les aliénés « responsables des dommages injustes qu'ils ont commis volontairement ou par imprudence, lors même qu'ils seraient exempts de la responsabilité pénale » et l'article 377 dispose que : « Dans les cas prévus à l'article précédent si l'auteur de l'acte dommageable peut être considéré comme responsable de ses actes, le tribunal prononce contre lui la condamnation principale et détermine l'étendue de l'obligation subsidiaire des personnes civilement responsables; le recours de ces dernières contre le délinquant est de droit. »

Le Code civil portugais indique également, et plus nettement encore, que les déments sont civilement responsables de leurs actes (cité d'après MM. H. et L. Mazeaud). Article 2377 : « Si l'auteur du dommage a été exonéré de toute responsabilité pénale à raison de son état de complète ivresse ou de démence, il n'en sera pas moins tenu à la réparation civile à moins qu'il ne soit en tutelle ou sous la surveillance légale de quelqu'un. Dans ce cas l'obligation de réparer incombera au tuteur ou au curateur à moins qu'il ne prouve qu'il n'y a eu de sa part ni faute ni négligence. » Art. 2378 : « Dans tous les cas où une réparation est due sur les biens d'une personne qui n'est pas en possession de ses facultés, on commence par prélever la somme qui lui est nécessaire conformément à son état et à sa condition... »

De même le Code civil espagnol de 1928 dans son article 77 établit d'abord la responsabilité des personnes qui ont sous leur surveillance légale un dément à moins qu'elles ne prouvent n'avoir commis aucune faute ni négligence. Mais si le gardien n'a commis aucune faute ou s'il est insolvable ou si l'aliéné n'était sous la garde de personne, l'aliéné est tenu sur ses propres biens du préjudice qu'il a occasionné, sauf le droit de retenir sur lesdits biens ce qui est nécessaire à sa subsistance.

Enfin le droit anglais (d'après Gerard et Housset) et la plupart des législations américaines (d'après Stone, cité par MM. Mazeaud) ne connaissent pas le principe de l'irresponsabilité civile du dément. Les juges apprécient dans chaque cas le degré de conscience du malade et s'occupent en général davantage de l'aspect économique du problème qui leur est soumis que de son aspect moral, c'est-à-dire qu'ils se placent du point de vue de la victime et non du point de vue de l'auteur. Il n'en est cependant pas de même pour la réparation civile de délits qui réclament une intention coupable, tels que la calomnie

ou la diffamation, et pour lesquels les aliénés ne peuvent être condamnés civilement.

B. — PROJETS FRANÇAIS

186. — Le 19 février 1902 un député, M. Pourquery de Boisserin, fit adopter par la Chambre des députés une proposition de loi qui instituait la responsabilité civile des déments. Mais il s'agissait d'une modification profonde de l'article 1382 du Code civil où le mot « faute » était remplacé par le mot « fait » et qui était ainsi conçue : « Tout fait quelconque de l'homme qui cause à autrui un dommage oblige celui par le fait duquel il est arrivé à le réparer. Le dément sera responsable civilement du préjudice par lui causé » (1). Cette proposition, beaucoup trop révolutionnaire pour avoir quelque chance d'être définitivement admise, ne vint que 27 ans après devant le Sénat. Sur rapport de M. Dauthy au nom de la Commission de législation (2) le Sénat la repoussa le 6 février 1930 (3).

D'autre part, parmi les innombrables projets de réformes de la loi du 30 juin 1838, dont fort peu sont allés jusqu'à la discussion et aucun jusqu'au vote de l'une ou l'autre Assemblée, le projet Strauss de 1924-1928 (4) comprenait un article 54 ainsi conçu : « Alinéa 1^{er} Les aliénés encourent la responsabilité civile édictée par les articles 1382 et suivants du Code civil pour les actes commis par eux en dehors des l'établissement d'internement...; alinéa 3 : La responsabilité des personnes qui, en vue d'obtenir la sortie d'essai ou la sortie définitive d'un aliéné interné, auront assumé sa garde ou sa surveillance peut être recherchée en vertu des articles 1382 et suivants du Code civil soit par les tiers, soit par l'aliéné lui-même. » Ce projet fit l'objet d'un rapport de M. Lebert au nom de la Commission de législation du Sénat (5) qui, en ce qui concerne l'article 54, demandait essentiellement que la réparation ne put jamais avoir pour effet de ruiner le dément. Après discussion le projet Strauss fut renvoyé à la commission et ne reparut plus. En 1932 un projet à peu près identique du même auteur eut le même sort.

Enfin le projet du Code franco-italien des obligations prévoit (art. 76) : « En cas de dommage causé par une personne privée de discernement, si la victime n'a pu obtenir réparation de celui qui est tenu de la surveillance, les juges peuvent en considération de la

(1) J.O. *Débats Chambre* 1902, p. 770 et *Revue trim.* 1902, p. 713.

(2) J.O. *Doc. parl. Sénat* 1929, p. 722.

(3) J.O. *Débats Sénat* 1930, p. 91 et *Revue trim.* 1930, p. 216.

(4) J.O. *Doc. parl. Sénat* 1928, p. 687 et *Revue trim.* 1929, p. 519.

(5) J.O. *Doc. parl. Sénat*, p. 593 et *Revue trim.* 1930, p. 589.

situation des parties condamner l'auteur du dommage à une réparation équitable en usant toutefois de ce pouvoir avec modération. »

C. — SOLUTIONS ENVISAGÉES

187. — Malgré quelques divergences de détail presque toutes les lois étrangères concernant la responsabilité civile du malade mental sont basées sur une idée d'équité. La plupart mettent au premier plan la responsabilité du gardien et ensuite, si la victime pour une raison ou pour une autre ne peut obtenir de réparation de celui-ci, c'est la responsabilité personnelle de l'aliéné qui est en jeu. Mais la réparation sera proportionnée à la situation de fortune respective des parties. On retrouve cette formule avec quelques variantes dans les Codes italien, grec, soviétique, suisse, allemand, autrichien, polonais et belge. Même le Code portugais, qui pose nettement le principe de la responsabilité de l'aliéné, admet un tempérament d'équité à la réparation. En pratique donc, qu'elles partent du principe de l'irresponsabilité de l'aliéné ou de celui de sa responsabilité, les législations étrangères aboutissent toutes au même résultat, celui d'une réparation d'équité. L'article 76 du Code franco-italien des obligations est établi sur les mêmes bases.

Il nous paraît extrêmement choquant de voir les législations poser en principe l'irresponsabilité de l'aliéné et ensuite condamner celui-ci à des dommages-intérêts. Il y a là une contradiction flagrante qui semble d'ailleurs avoir été plus ou moins sentie par les législateurs si l'on en juge par l'embarras dont témoigne la rédaction des articles de loi que nous avons cités. Tout se passe comme si on avait voulu créer pour les aliénés un droit spécial, absolument en dehors du droit commun.

En réalité il semble que tous les législateurs aient été obnubilés par l'idée du « fou millionnaire qui tue un ouvrier père de famille et dont le travail est la seule ressource du ménage » (Baudry-Lacantinerie et Barde, IV, 2859). Il est évident que des situations fâcheuses peuvent se présenter et nous connaissons personnellement un cas bien pire : celui d'un aliéné qui, ayant tué son frère unique, lequel était marié, sans enfant et mourut intestat, hérita de sa victime et réduisit la veuve à la portion congrue. Mais n'arrive-t-il pas tous les jours des accidents qui ruinent ceux qui les causent ou ceux qui en sont victimes sans que la loi fasse intervenir pour autant des considérations d'équité ? Le piéton qui, marchant sur le bord d'un trottoir, glisse, fait une embardée sur la chaussée et provoque la chute d'un cycliste qui se fracture malencontreusement le crâne, ne risque-t-il pas d'être condamné à de très importants dommages-intérêts que ne couvrira

aucune assurance ? Il n'a pourtant, en fait, pas plus commis une faute que celui qui devient fou. Et « l'ouvrier père de famille » qui, circulant à bicyclette, dérape sur des cailloux et va tomber sous les roues d'un automobiliste « millionnaire » qui l'écrase sans avoir pu l'éviter, sa famille sera-t-elle indemnisée pour la seule raison de la « disproportion des fortunes » ? On ne voit pas pourquoi la loi tiendrait compte de la situation économique des parties dans le seul cas de l'aliéné. Le débiteur pauvre n'en est pas moins tenu de l'intégralité de sa dette et la même amende est lourde aux uns, légère aux autres. L'argument du « fou millionnaire » est purement sentimental, pour ne pas dire démagogique. Comme le disent fort justement MM. H. et L. Mazeaud (467) : « L'état des fortunes respectives ne doit jamais être pris en considération pour déterminer s'il y a ou non faute et par suite responsabilité. » Il ne faut pas « dresser l'équité contre le droit ».

188. — Mais si l'équité ne doit pas être à la base de l'indemnisation, elle ne doit pas intervenir non plus, comme dans le Code portugais, pour tempérer le montant de la réparation si l'auteur de l'acte est un malade mental. Le droit français ne reconnaît pas les circonstances atténuantes civiles et pose en principe que le dommage doit être réparé intégralement dès que la responsabilité est admise. Bien que certains auteurs soient assez près de voir dans les dommages-intérêts une sorte de peine privée (L. Hugueney, Stark), ni la loi ni la jurisprudence (cependant Nancy, 6 décembre 1876) ne permettent de faire varier le montant de l'indemnité selon le degré de culpabilité ou la fortune de l'auteur de l'acte dommageable.

Il faut bien reconnaître d'ailleurs qu'en pratique les tribunaux, qui ne sont pas obligés d'indiquer comment ils déterminent le montant des dommages-intérêts, les évaluent souvent en fonction de considérations qui n'ont que peu de rapport avec l'exacte réparation du préjudice. Sans parler de décisions qui ont pu tempérer l'évaluation d'un préjudice moral parce que le dommage, commis par un malade mental, se trouvait diminué de ce fait (Req., 13 avril 1892, dans un cas de dénonciation calomnieuse et Dijon, 28 décembre 1908, dans un cas de propos injurieux), certains jugements civils ont parlé sans ambages de circonstances atténuantes. Ainsi le tribunal civil de Pau (30 juin 1898), jugeant un dément alcoolique qui avait abusé d'une fillette, l'a condamné à 500 fr. de dommages-intérêts : « Attendu que sa responsabilité civile doit être proclamée en principe, mais attendu que cette responsabilité se trouve très atténuée; que d'autre part il ne possède aucune ressource. » De même la cour de Riom (12 décembre 1955), admettant le principe de la responsabilité d'une femme qui avait tiré quatre coups de revolver sur une amie, a déclaré « qu'elle

est tenue de réparer le préjudice causé à la dame B..., sauf le cas échéant à tenir compte pour l'évaluation de ce préjudice de la dépravation morale et du comportement de celle-ci à l'égard de la dame R... » ; comme les coups de revolver avaient été motivés par le refus de la dame B... de reprendre avec la dame R... une ancienne liaison homosexuelle interrompue depuis plusieurs années, faut-il conclure que la cour considérerait ce refus comme une faute ou qu'elle tenait compte d'une « faute antérieure » de la victime ?

Mais il s'agit là de décisions aberrantes et le principe reste celui de l'intégralité de la réparation quelle que soit la gravité de la faute (V. notamment Nîmes, 23 janvier 1930, en matière de maladie mentale).

Il nous paraît donc impossible d'admettre une disposition législative qui serait fondée sur l'équité, soit qu'elle maintienne le principe de l'irresponsabilité de l'aliéné et qu'elle le tempère par une indemnisation « équitable » de la victime, soit qu'elle reconnaisse la responsabilité de principe du malade mental, mais qu'elle la minimise en fixant le montant de la réparation selon l'état de fortune de l'auteur de l'acte.

139. — La seule solution possible est d'affirmer purement et simplement, et le plus brièvement possible, la responsabilité civile du malade mental en lui laissant produire tous les effets que produit habituellement la responsabilité et en faisant confiance pour les modalités d'application « à la prudence des juges du fond ».

La proposition Strauss avait le tort d'inclure dans une loi spéciale concernant les aliénés une disposition générale de droit civil qui n'y avait pas sa place.

La proposition Pourquery de Boisserin avait le tort de bouleverser le fondement de l'article 1382 et le simple remplacement du mot « faute » par le mot « fait » constituait une véritable révolution juridique, qui dépassait le cas des déments. Si la modification proposée avait seulement consisté en l'adjonction à l'article 1382 de cette phrase : « Le dément sera responsable civilement du préjudice par lui causé », le résultat cherché aurait été aussi bien atteint et chacun eût été libre de voir là selon ses tendances soit une illustration des principes énoncés par l'article 1382, soit une exception à ces principes.

C'est à notre avis à une formule de ce genre qu'il faudrait recourir. Il serait préférable de l'adoindre à l'article 1383 plutôt qu'à l'article 1382 puisque ces deux articles concernent l'ensemble de la responsabilité personnelle. Il serait même préférable d'en constituer un article spécial comme l'a fait la loi belge. Il suffirait d'indiquer que « le dément est responsable des actes dommageables qu'il commet », le

mot dément, bien qu'imprécis, ayant l'avantage d'avoir une acception très large et d'englober les troubles mentaux les plus graves.

189 bis. — Un premier pas dans cette direction semble avoir été fait par le législateur dans la rédaction du Code de procédure pénale dont l'article 474 dispose qu'en cas d'acquittement le prévenu ne peut être condamné aux frais du procès, mais que toutefois « si le prévenu est acquitté en raison de son état de démence au moment des faits, le tribunal peut mettre à sa charge tout ou partie des dépens ».

Rien de semblable n'a été prévu en cas d'acquittement d'un dément par la cour d'assises, sans doute parce que les arrêts de cette juridiction ne sont pas motivés; mais rien n'a été prévu non plus à ce sujet en cas d'ordonnance de non-lieu pour « démence », ce qui constitue pourtant l'hypothèse de beaucoup la plus fréquente.

Si le « dément » commence, bien timidement d'ailleurs, à être considéré en quelque sorte comme responsable envers l'Etat des frais occasionnés par son acte, peut-être sera-t-il bientôt reconnu comme responsable envers les particuliers des conséquences dommageables de ce même acte.

190. — Quant à la responsabilité des gardiens ou surveillants du malade elle a été mise au premier plan par la plupart des législations étrangères qui n'admettent pas le principe de la responsabilité personnelle de l'aliéné et qui n'envisagent à la charge de celui-ci qu'une réparation d'équité à titre subsidiaire (Codes italien, soviétique, suisse, allemand, autrichien, polonais). Les Codes grec et belge n'en parlent pas. Les Codes japonais, espagnol et portugais, bien qu'admettant le principe de la responsabilité de l'aliéné font passer avant elle la responsabilité du gardien. Mais si certaines législations ont indiqué en détail qui doit être considéré comme gardien et dans quelles conditions (Codes tunisien, marocain et suisse), d'autres sont très imprécises à ce sujet et parlent seulement de « tiers chargés de la surveillance » ou de « celui à qui incombe la surveillance » (Codes allemand, autrichien, soviétique, japonais). Par contre le Code espagnol et le Code portugais parlent de « surveillance légale », ce qui est beaucoup plus net.

Le projet Strauss prévoyait la responsabilité de ceux qui assument la garde d'un malade sorti de l'asile, ce qui était trop ou trop peu; il n'y avait aucune raison de limiter l'obligation de garde à l'égard des seuls malades qui ont été internés et par ailleurs nous avons vu combien, à notre avis, ce genre d'obligation, peu secourable pour les tiers, risquait d'être par contre très néfaste pour le malade.

Il ne nous semble pas qu'il soit nécessaire de prévoir législativement quoi que ce soit au sujet du gardien de l'aliéné. En effet, ou bien il s'agit d'une garde légale (mineurs, interdits, internés) et la responsabilité du gardien en cas de faute commise dans la garde n'a pas besoin d'être spécialement édictée, ou bien il s'agit d'une garde officieuse et nous avons dit pourquoi il ne nous paraissait pas possible d'en charger véritablement des particuliers, en dehors des cadres de la loi. Les fautes ou imprudences que les gardiens officieux pourraient commettre dans leurs rapports avec le malade doivent être appréciées selon le droit commun des articles 1382 et 1383 et cette responsabilité n'a pas besoin d'être prévue par une loi spéciale. Une disposition comme celle de l'article 333 du Code civil suisse, qui prévoit l'autorité du chef de famille sur les « personnes de la maison » paraît un peu trop paternaliste pour notre droit français, beaucoup plus individualiste.

Nous allons voir d'ailleurs comment, à notre avis, la responsabilité du gardien peut se combiner avec la responsabilité personnelle du malade mental.

SECTION III

CONSÉQUENCES D'UN SYSTÈME DE LA RESPONSABILITÉ CIVILE DU MALADE MENTAL

Un régime de responsabilité personnelle du malade mental, adopté soit après revirement jurisprudentiel, soit après modification législative, n'aurait aucun résultat fâcheux, bien au contraire. Nous allons en esquisser les conséquences tant juridiques que sociales.

§ 1. — Conséquences juridiques.

191. — La plupart des malades mentaux auteurs d'un acte dommageable font, comme nous l'avons indiqué, l'objet d'une décision préalable des juridictions répressives (n° 17). On pourrait donc se demander si la condamnation civile d'un aliéné ne se heurtera pas au principe de l'autorité de la chose jugée au criminel. Nous avons vu que cette objection n'embarrassait guère les juridictions décidées à accorder à la victime une réparation pour le dommage subi par elle du fait de l'aliéné et que la Cour de cassation avait admis que les ordonnances de non-lieu n'avaient pas l'autorité de la chose jugée. Nous avons dit aussi que ce procédé nous paraissait choquant parce

que, si l'on admet que la responsabilité civile est basée sur une faute morale, il n'y a aucune raison de dissocier l'imputabilité civile de l'imputabilité pénale. Il n'en irait pas de même sous un régime de responsabilité civile de l'aliéné et l'autorité de la chose jugée au criminel se limiterait à l'élément matériel de l'infraction. Les ordonnances de non-lieu et les jugements correctionnels étant motivés, il n'y aurait aucune difficulté à déterminer si la clôture de l'instruction ou la relaxe ont été déterminées par l'état de démence ou par l'insuffisance des charges matérielles, seul ce dernier motif ayant autorité de chose jugée sur les juridictions civiles. Le seul inconvénient pratique qui puisse se présenter (et il existe même quelquefois dans le régime actuel) serait que l'instruction ait été close par une ordonnance de non-lieu pour cause de démence sans que les faits matériels de l'infraction aient été nettement prouvés. Mais rien n'empêcherait alors la juridiction civile saisie d'une demande d'indemnité dirigée contre l'aliéné, présumé auteur de l'acte dommageable, de statuer d'abord sur la matérialité des faits. C'est ce qui se passe par exemple si un inculpé décède au début de l'instruction ou avant d'avoir été jugé au criminel pour des faits controversés. C'est ce qu'a fait également le tribunal civil d'Yvetot (25 juillet 1956) ayant à juger un « dément » qui contestait sa culpabilité matérielle.

Un obstacle juridique plus sérieux serait présenté par un acquittement en cour d'assises, les arrêts de cette juridiction n'étant pas motivés et la question de « culpabilité », seule posée généralement, englobant aussi bien l'élément matériel que l'élément moral de l'infraction. Mais en pratique il est très rare qu'un accusé soit acquitté comme dément, l'affaire arrivant rarement dans ce cas au stade du jugement, et en droit rien ne s'opposerait à ce que le président, s'il le juge utile (et ce serait nécessaire dans un système de responsabilité civile du malade mental), pose une question séparée sur l'existence de l'état de démence au moment de l'action (v. Bouzat, n° 1263, n° 4).

La condamnation civile d'un malade mental considéré comme pénalement irresponsable ne se heurterait donc pas à des obstacles juridiques dirimants. Il y en a d'ailleurs, comme nous l'avons vu, de très nombreux exemples; la seule différence serait que, dans un système de responsabilité personnelle du malade mental, de tels jugements ne choqueraient plus le bon sens par des contradictions internes, comme c'est souvent le cas actuellement.

192. — Par ailleurs l'application de l'article 1384 ne serait plus paralysée comme elle l'est actuellement par l'absence de « faute » à la charge du personnellement responsable dans le cas des mineurs ou des préposés déments. La faute civile étant appréciée objectivement et

l'aliéné étant civilement responsable de ses actes dommageables, rien ne s'opposerait plus à ce que le père ou l'artisan soient présumés responsables dans les conditions du droit commun. Il en serait de même pour le commettant, avec cette différence que dans la plupart des cas le recours de la victime se heurterait au fait que l'acte de l'aliéné n'a pas été commis « dans des fonctions » auxquelles il était employé, tout au moins au sens que la jurisprudence donne actuellement à ces mots.

De même aucune difficulté ne se présenterait plus pour l'application au malade mental de l'alinéa 1^{er} de l'article 1384 et on ne verrait plus le gardien de la chose échapper à sa responsabilité parce qu'il est considéré comme dément, alors qu'il s'agit en réalité d'une responsabilité sans faute et que la plupart du temps la garde de la chose n'a aucun rapport avec les troubles mentaux du gardien.

193. — Mais un régime de responsabilité personnelle du malade mental n'empêcherait nullement que certaines personnes privées ou publiques puissent être responsables de son fait. Nous avons dit que la véritable responsabilité pour autrui, celle de l'article 1384, ne rencontrerait plus de difficultés d'application; mais en dehors des cas prévus par cet article la responsabilité d'un gardien pourrait également être mise en cause.

La personne privée qui, dans les conditions et avec les réserves que nous avons indiquées, serait considérée comme ayant commis une faute dans la garde d'un malade mental pourrait être recherchée par la victime en même temps que l'auteur de l'acte et éventuellement condamnée solidairement avec lui. La faute de l'auteur principal n'exclut pas celle d'un responsable secondaire. C'est ce qu'a jugé par exemple la cour de Paris (9 décembre 1922) à propos d'un accident d'auto causé par un jeune homme majeur avec la voiture que son père lui avait imprudemment prêtée malgré son inexpérience : « Considérant, a dit la cour, que si S... en qualité de père ne peut être déclaré responsable des actes de son fils dans les conditions prévues à l'article 1384 du Code civil, il doit être tenu à raison de sa faute personnelle et solidairement avec S... fils par application des articles 1382 et 1383 du même Code à la réparation du dommage qui a été la conséquence de leurs fautes respectives. » Dans une affaire semblable la chambre des requêtes (19 juillet 1926) a également condamné solidairement un jeune homme majeur auteur d'un accident d'auto et son père imprudent, en déclarant que : « U... fils est d'un naturel impulsif et qu'il n'existe en lui aucun équilibre mental ni aucune énergie morale lui permettant de résister à ses entraînements et aux suggestions des personnes qu'il fréquente, et que U... père, en confiant son automobile à

son fils qu'il savait ne mériter aucune confiance, a commis une faute grave qui est l'une des causes de l'accident. »

Cette dernière espèce, émanant de la Cour de cassation, est aussi proche que possible de l'hypothèse du fils majeur aliéné considéré comme étant sous la garde de son père. Il n'y aurait donc aucune difficulté pour cette condamnation solidaire de l'aliéné et de son gardien, que celui-ci soit ou non un professionnel.

Mais à côté de cette action directe de la victime contre l'auteur aliéné de l'acte dommageable et contre son gardien, on peut imaginer sans difficulté une action récursoire de l'aliéné personnellement condamné contre son gardien en faute. Cette action avait été prévue par l'alinéa 3 de l'article 54 du projet Strauss mais aucune disposition législative spéciale n'est nécessaire en la matière.

Le but principal de ce genre d'action serait de rechercher la responsabilité d'un professionnel (maison de santé, hôpital psychiatrique privé) dans le cas où le malade aurait été seul poursuivi.

Nous avons vu que la victime pouvait éprouver des difficultés à invoquer contre un directeur de maison de santé un contrat auquel elle était absolument étrangère. Dans le cas d'une action récursoire le malade (ou son représentant) serait beaucoup mieux placé pour mettre en œuvre la responsabilité contractuelle du professionnel qui aurait manqué à ses obligations à son égard.

194. — Les principes de la responsabilité administrative permettent de mettre en cause directement la puissance publique si elle a commis une faute dans l'exécution du service public et s'il en est résulté un dommage pour les particuliers, usagers ou non du service. Sous un régime de responsabilité personnelle de l'aliéné il ne serait donc pas nécessaire de mettre en cause directement celui-ci si l'acte dommageable qu'il a commis n'avait été possible que par suite de la négligence ou de l'imprudence d'un établissement public ou d'une autorité publique. Ce serait le cas d'un aliéné évadé d'un hôpital psychiatrique public ou sorti prématurément. Ce serait également le cas de l'aliéné à l'égard duquel le préfet ou le maire aurait négligé de prendre les mesures indispensables. Il n'y aurait donc là rien de changé avec le système actuel. Mais si l'aliéné avait été personnellement condamné et qu'il puisse prouver, par lui-même ou par son représentant, que l'administration avait commis une faute à son égard, une action récursoire contre la puissance publique serait également possible. Ce pourrait être le cas d'un malade en sortie d'essai que la victime, peu désireuse d'affronter la juridiction administrative, aurait poursuivi personnellement, ou d'un aliéné prématurément libéré d'un hôpital psychiatrique public.

Il nous semble donc que le système de la responsabilité personnelle du malade mental non seulement ne se heurterait à aucun obstacle juridique, mais encore que, par les combinaisons qu'il pourrait présenter avec les cas de responsabilité d'un tiers du fait de ce malade, il constituerait un ensemble assez souple pour s'adapter sans difficulté aux différentes circonstances, avec des conséquences qui seraient très favorables pour la victime et pas spécialement fâcheuses pour le malade, comme nous allons le voir pour terminer.

§ 2. — Conséquences sociales.

195. — Il paraît inutile d'insister sur les avantages que pourrait présenter pour la victime un système de responsabilité personnelle du malade mental. Les palliatifs employés par la jurisprudence pour atténuer en fait les inconvénients du principe de l'irresponsabilité de l'individu privé de raison sont loin d'être suffisants. MM. H. et L. Mazeaud et Tunc (474) relèvent que « les arrêts qui accordent des dommages-intérêts à la victime de l'acte d'un insensé sont plus nombreux que ceux refusant d'engager la responsabilité de ce dernier ». C'est exact en ce qui concerne les arrêts publiés, mais nous connaissons de nombreuses décisions « orthodoxes », qui n'ont jamais été publiées parce qu'elles n'apportaient rien de neuf et qui déboutaient purement et simplement le demandeur. En outre l'incertitude où se trouve actuellement la victime du sort qui serait réservé à une demande de dommages-intérêts dirigée contre un dément ou contre un éventuel gardien, l'incite à une sage réserve, d'autant plus qu'il ne s'agit pas ici d'une simple constitution de partie civile, mais d'une action civile principale autrement longue et autrement coûteuse. Nous ne pouvons donc souscrire à l'opinion de M. Nerson qui, reconnaissant qu'il est souhaitable que le législateur impose à l'aliéné l'obligation, au moins partielle, de réparer le dommage qu'il a causé, ajoute qu'il n'y a pas cependant urgence à cause des tempéraments que la jurisprudence a su apporter à la règle.

Certes dans beaucoup de cas la responsabilité personnelle du malade mental ne fournira pas à la victime une réparation bien appréciable, l'aliéné étant pratiquement insolvable; mais il en est ainsi de la majorité des meurtriers ou des auteurs « normaux » d'actes dommageables et l'aliéné ne diffère guère de ceux-ci par son potentiel économique habituel. De toute façon ces considérations pratiques ne peuvent entraver une réforme nécessaire et nous avons vu par ailleurs que le système de responsabilité personnelle pouvait parfaitement coexister avec celui de la responsabilité du gardien. La con-

damnation solidaire de l'agent et du gardien pourra même donner à la victime une sécurité supplémentaire puisque deux patrimoines au lieu d'un répondront de la réparation.

Reste à savoir si la charge financière qui pèsera sur le malade mental ne risquera pas de l'écraser. Neagu a écarté l'objection avec une certaine désinvolture : « On se demande en quoi l'attribution au fou des pertes sera si grave pour lui ? n'y a-t-il pas à tenir compte aussi du fait que son état le met dans l'impossibilité de mesurer la valeur de cette perte ? qu'il soit ou non responsable, la déperdition pécuniaire qui résulterait pour lui d'une responsabilité, s'il est vraiment fou, ne saurait être comprise par lui et par là, pourrait-on dire, n'existe pas. »

C'est se faire une idée bien fausse des malades mentaux, qui, à de rarissimes exceptions près, ne sont nullement les « animaux » ou les « machines » dont parle la jurisprudence et dont la grande majorité garde, jusqu'à l'ultime naufrage de leur raison, un sens aigu des réalités pécuniaires ; l'instinct de la propriété et celui du troc subsistent chez les aliénés même dans les pires conditions matérielles et alors que le jugement ou l'affectivité sont par ailleurs très gravement perturbés. Nous ne pensons pas que le malade mental sera insensible à la perte financière que son acte pourra entraîner, mais bien au contraire, que, dans quelques cas, la crainte de celle-ci pourrait l'arrêter sur la voie de l'acte dommageable. Les aliénés les plus authentiques délibèrent certains de leurs actes et quelques uns d'entre eux ne sont pas aussi inconscients qu'on pourrait le croire de leur propre irresponsabilité pénale et civile. Il ne s'agirait pas évidemment de généraliser cette remarque et il ne peut y avoir là un argument valable en faveur de la responsabilité civile des malades mentaux en général, mais il est certainement faux de dire que pour le malade mental « la déperdition pécuniaire n'existe pas ».

196. — Certaines législations se sont montrées soucieuses de ne pas dépouiller complètement l'aliéné au profit de sa victime et de lui réserver notamment les sommes nécessaires à son entretien et à son traitement. C'est une considération qui a perdu beaucoup de sa valeur à une époque où les prix de journée des établissements psychiatriques, même publics, dépassent de beaucoup les possibilités budgétaires de l'immense majorité des malades mentaux ou de leur famille quand il s'agit d'un traitement de longue durée. Dans presque tous les cas l'aliéné est aujourd'hui traité au compte d'une collectivité, que ce soit dans un établissement privé ou dans un établissement public, et seuls ses revenus, quand il en a, sont quelquefois affectés à un remboursement, très partiel, des frais d'hospitalisation. Il n'y a donc pas

beaucoup à se préoccuper de l'entretien et du traitement du malade. Quant à la situation de sa famille, elle risque évidemment d'être lourdement affectée par une réparation pécuniaire qui peut nécessiter des sacrifices considérables. C'est malheureusement inévitable et le sort de la famille de la victime n'est pas plus enviable.

On pourrait craindre que le système de la responsabilité personnelle du malade mental ne diminue la vigilance de ses « gardiens ». Nous pensons qu'il n'en est rien, au contraire. Il faut d'abord mettre à part les gardiens légaux et les gardiens professionnels, privés ou publics, dont la responsabilité ne sera en rien modifiée. Mais en ce qui concerne les gardiens officieux, si nous leur refusons une existence juridique déterminée, nous ne méconnaissions nullement leur rôle social de fait. Il est normal et souhaitable que les parents s'occupent de leur parent aliéné, que les père et mère prennent soin de leur enfant, même majeur, et le conjoint de son conjoint. Il est également normal et souhaitable qu'ils répondent de leur propre faute car, s'ils ne sont pas tenus, à notre avis, d'une obligation de garde, ils n'en ont pas moins envers l'aliéné ce devoir général de prudence et de diligence que nous avons tous plus ou moins envers autrui, mais tout spécialement évidemment envers ceux avec qui nous vivons et surtout s'ils sont faibles ou malades. Mais nous avons vu qu'une responsabilité trop lourde à la charge de ces gardiens officieux risquait de nuire à l'aliéné en excitant la méfiance de ceux d'entre eux qui ne seraient pas tellement disposés à assumer cette garde. La responsabilité personnelle des aliénés les rassurera pour une part, mais, par ailleurs, le gardien étant presque toujours le conjoint ou un des proches parents, il sera bien rare qu'une réparation pécuniaire qui pèserait sur le patrimoine du malade ne retentisse pas plus ou moins sur celui de son gardien. Le gardien ne sera donc certainement pas incité à relâcher sa vigilance s'il sait que la charge d'un acte dommageable du malade portera d'abord sur son auteur, et la possibilité d'une condamnation solidaire en cas de faute de sa part sera pour le gardien une raison supplémentaire de faire preuve de prudence et de diligence.

Nous pouvons donc conclure que pas plus au point de vue social qu'au point de vue juridique les conséquences prévisibles d'un système de responsabilité personnelle du malade mental, tant ce en qui concerne celui-ci qu'en ce qui concerne ceux qui seraient responsables à l'occasion de son fait, ne sont de nature à faire craindre des difficultés d'application et qu'au contraire ce système s'intégrerait beaucoup plus harmonieusement dans notre droit positif que ne le font les errements actuels, qui ne heurtent pas seulement l'équité mais souvent aussi le bon sens.

CONCLUSIONS

197. — Un examen détaillé de la jurisprudence nous a montré que dans de nombreux cas les cours et tribunaux s'étaient efforcés, non seulement d'atténuer, mais encore de tourner de façons diverses le principe de l'irresponsabilité civile du malade mental. Ces juridictions ont été évidemment guidées par une idée, en soi très louable, d'équité et elles ont été en cela approuvées par une doctrine presque unanime qui, tout en se refusant généralement, comme la Cour de cassation, à abandonner la théorie traditionnelle de la faute, n'en déplore pas moins les conséquences fâcheuses de l'application de cette théorie lorsque des dommages ont été causés à une victime innocente par un aliéné dit irresponsable.

Malheureusement dans beaucoup de cas, sous le prétexte de ne pas « vider la notion de faute de sa substance » en admettant une véritable appréciation *in abstracto* de l'acte fautif, c'est la notion de « démence » qui a été « vidée de sa substance » au point qu'on peut se demander s'il existe une variété de troubles mentaux qui puisse encore constituer un état de démence aux yeux de certains tribunaux, alors qu'il n'y a aucune raison valable, si l'on pose en principe que la faute civile doit être appréciée subjectivement, pour que les conditions de l'imputabilité civile soient différentes de celles de l'imputabilité pénale dans la même espèce, pour le même acte et pour le même auteur.

198. — Quant au procédé qui consiste à faire supporter par un tiers la responsabilité des actes dommageables commis par le malade mental et qui est basé sur la notion d'une « garde » dont certaines personnes se seraient chargées ou auraient été chargées implicitement ou explicitement, nous avons essayé de démontrer que la garde d'un

aliéné, lorsqu'il est, ce qui est l'hypothèse, capable de commettre des actes anti sociaux, suppose, sous peine d'être elle aussi « vidée de sa substance », des pouvoirs de coercition que l'on ne peut laisser un particulier s'octroyer de sa propre autorité sans risques sérieux pour l'intégrité et la liberté de la personne humaine. Attribuer à quelqu'un une obligation de garde, c'est reconnaître qu'il était autorisé à employer les moyens propres à remplir cette obligation, alors que ces moyens peuvent être en contravention avec les lois pénales ou avec les principes juridiques les mieux consacrés. Si l'on peut exiger d'une personne habitant avec un malade mental ou le soignant des précautions élémentaires qui entrent dans le devoir général de prudence et de diligence, on ne peut mettre à sa charge une « obligation de garde » produisant des effets spéciaux, ni demander à une « maison de santé » de faire office d'établissement d'aliénés, ce qui lui est interdit par la loi.

En outre cette prétendue obligation de garde, dont la jurisprudence fait heureusement un usage plus discret que celui préconisé par les auteurs, risquerait d'avoir de graves inconvénients sur le plan de l'assistance psychiatrique, soit en incitant les parents ou autres « gardiens » privés de l'aliéné à employer de regrettables méthodes de contrainte qu'il serait ensuite difficile de leur reprocher, soit à l'inverse en suscitant dans l'entourage du malade une peur des responsabilités qui pourrait pousser à des internements sinon injustifiés, du moins non indispensables, ou créer autour de l'intéressé en instance de sortie un vide prudent, mais très fâcheux pour les tentatives de réadaptation sociale.

Garder véritablement un aliéné, c'est-à-dire avec des moyens tels qu'une responsabilité civile ou même pénale puisse naître d'une faute dans la garde, ne peut être le fait d'une personne privée, qu'il s'agisse de parents, d'amis ou même d'établissements plus ou moins spécialisés mais non autorisés. S'agissant d'un être humain, et non d'une chose ou d'un animal, il ne peut, à notre avis, y avoir de garde que légale, parce que seule la garde légale donne au gardien, sous le contrôle de la loi, les pouvoirs nécessaires pour mener sa tâche à bien. Or, d'après notre législation, seuls les mineurs, les interdits et les malades internés sous le régime de la loi de 1838 (avec, bien entendu, sur un autre plan les détenus) peuvent faire l'objet d'une restriction habituelle de leur liberté. Des tolérances de fait, bien que souvent sans inconvénient pratique, ne sauraient suffire à fonder des obligations qui à leur tour serviraient à justifier la situation illicite.

Il y a donc d'une manière générale dans la jurisprudence concernant la responsabilité extra-contractuelle encourue pour des actes commis par des malades mentaux, qu'il s'agisse de la responsabilité

personnelle de ceux-ci ou de la responsabilité de tiers mis en cause à cette occasion, une sorte d'ambiguïté qui se traduit trop souvent par des décisions bâtarde, illogiques et, pour employer une locution triviale mais expressive, « tirées par les cheveux ».

199. — A notre avis le problème ne comporte pourtant que deux solutions possibles.

Ou bien on maintient, comme paraît le faire la Cour de cassation et comme le demande une partie de la doctrine, le principe de l'irresponsabilité civile du malade mental, étant entendu que la responsabilité est basée sur la faute subjective et que le « dément » est incapable de commettre une faute, et il faut alors appliquer ce principe purement et simplement, malgré ses conséquences peu équitables mais logiques, sans chercher à le tourner par des procédés qui relèvent d'une casuistique désuète et offensent autant le bon sens que le droit. La déclaration d'irresponsabilité pénale doit alors entraîner *ipso facto* l'irresponsabilité civile (c'est ainsi que l'a compris en 1949 la cour de Nancy) et seul le gardien légal peut être recherché pour manquements à une obligation de surveillance, mis à part les cas exceptionnels où un particulier peut avoir commis une faute avérée qui s'appréciera selon les principes généraux du droit et non par rapport à une obligation de garde inexistante.

Ou bien au contraire on abandonne le principe de l'irresponsabilité de l'aliéné, soit à la suite d'une nouvelle et plus juste appréciation jurisprudentielle de la notion de faute civile, essentiellement différente de la faute pénale, soit à la suite d'une modification législative qui pourrait être minime et d'effet très limité, et alors tous les problèmes qui se posent actuellement deviennent sans objet, tant en ce qui concerne la responsabilité personnelle que la responsabilité du fait d'autrui et la responsabilité du fait des choses; l'aliéné rentre dans le droit commun, ce qui n'empêcherait nullement que le gardien légal, s'il en existe un, soit tenu, directement ou par action récursoire, des fautes qu'il aurait pu commettre dans sa garde.

Nous pensons qu'il faut choisir nettement entre ces deux systèmes, mais que les solutions de compromis sont inacceptables.

200. — Lorsqu'un principe juridique, après un usage plus que centenaire, s'est révélé presque toujours contraire à l'équité et oblige les juges, pour n'être pas injustes, à une gymnastique qui leur déplaît sans doute autant qu'elle choque le commentateur, on peut en déduire sans risquer de se tromper que ce principe est faux, L'équité ne se confond pas avec le droit, mais le droit ne saurait être longtemps

inéquitable. La mauvaise adéquation du principe à sa fonction, qui se traduit par les efforts persévérants que fait la jurisprudence pour ne pas l'appliquer tout en le proclamant, prouve bien, en dehors de toute autre considération juridique théorique, qu'il y a à la base de ce principe une erreur certaine. C'est une sorte de démonstration par l'absurde. Il serait regrettable que les magistrats ou le législateur ne tirent pas un jour de ces constatations la conclusion qui s'impose.

Mais, et c'est surtout sur ce point que nous voudrions tout spécialement insister en terminant ce travail, la jurisprudence actuelle, dont une partie viole le droit au nom de l'équité, est en réalité très dangereuse, même et surtout pour les victimes qu'elle voudrait secourir. La Cour de cassation, on l'a vu, paraît se désintéresser du problème à la seule condition que soit affirmé le principe de l'irresponsabilité de l'aliéné, son application étant considérée, semble-t-il, comme une question de pur fait. Il en résulte que, sans crainte d'être démenties, les cours jugent ces affaires selon leur sentiment personnel; or ce sentiment est très variable et si un certain nombre de décisions originales, favorables à la victime, sont de temps en temps publiées dans la littérature juridique, bien d'autres qui appliquent banalement le principe traditionnel passent plus ou moins inaperçues. Nous avons vu par exemple, pour rester dans la dernière décade, que la cour de Grenoble, celle de Riom ou celle de Pau ont fait montre d'une grande indépendance à l'égard du principe et condamné personnellement des déments indiscutables, mais la cour de Nancy et plusieurs autres se sont refusées à toute discussion dans des cas exactement superposables et ont repoussé la demande de la victime pour la seule raison que l'auteur avait été reconnu pénalement irresponsable. Il y a donc en France actuellement au moins deux jurisprudences absolument opposées en cette matière et la Cour de cassation ne paraît pas disposée à jouer pour l'instant son rôle normal d'arbitrage.

Ajoutons que la jurisprudence du Conseil d'Etat, dans les cas où la responsabilité de la puissance publique peut être mise en jeu, n'est pas non plus, malgré les apparences, particulièrement facile à interpréter.

Si bien qu'un praticien, consulté par la victime d'un aliéné pénalement irresponsable, se trouve dans l'impossibilité de dire si un procès civil (et même administratif) a ou non quelque chance de succès, et cela sans que les circonstances de fait y soient pour rien. Certes aucun procès ne peut être considéré comme gagné d'avance, mais la sécurité du commerce juridique exige que les principes essentiels du droit ne soient pas appliqués différemment d'un ressort judiciaire à l'autre pour des raisons absolument imprévisibles.

Ainsi dans ce domaine la victime risque-t-elle d'être doublement

lésée, une première fois par l'acte de l'aliéné, une seconde fois par les espoirs de réparation qu'aura éveillés chez elle une jurisprudence fallacieuse et qui peuvent l'entraîner à des frais aussi lourds qu'inutiles, sans qu'aucune témérité puisse cependant lui être reprochée. C'est en ce sens que nous pouvons dire que des solutions qui se voudraient équitables risquent au fond d'avoir des résultats contraires à l'équité parce qu'elles restent en marge des principes juridiques et ne peuvent être dès lors que très précaires. Il faut donc souhaiter qu'au plus tôt, d'une manière ou d'une autre, intervienne dans le domaine de la responsabilité civile des malades mentaux une remise en ordre qui conciliera enfin le droit et l'équité.

Vu et permis d'imprimer,
Le Recteur de l'Académie de Paris,
Président du Conseil de l'Université,
Membre de l'Institut :
J. SARRAILH.

Vu,
Le Doyen de la Faculté de droit
et des sciences économiques
de Paris,
Membre de l'Institut :
J. HAMEL.

Vu,
Le Président de la thèse :
H. MAZEAUD.

BIBLIOGRAPHIE

I. — *Traité, ouvrages*

- ANCEL (Marc), *La défense sociale nouvelle*, Paris 1954.
- AUBRY et RAU, *Cours de droit civil français*, 6^e éd., t. VI par P. Eismen.
- BAUDRY-LACANTINERIE et BARDE, *Traité théorique et pratique de droit civil*, T. XV (Des obligations) 3^e éd. 1908.
- BELIME (W.), *Philosophie du droit ou cours d'introduction à la science du droit*, 4^e éd., Paris 1881, T. II.
- BEUDANT, *Cours de droit civil français (Les contrats et obligations)*.
- BLANCHE (Antoine), *Etudes pratiques sur le Code pénal*, 2^e éd. 1891, T. VII.
- BLOCK (Maurice), *Dictionnaire de l'administration française*, 1905.
- BOUZAT (P.), *Traité théorique et pratique de droit pénal*, Paris 1951, supp. 1956.
- BUFNOIR (C.), *Propriété et contrat*, Paris 1900.
- CARNOT, *Commentaires sur le Code pénal*, T. 1^{er}, art. 64.
- CHAPUIS, *Responsabilité publique et responsabilité privée*. Paris 1957.
- CHAUVEAU et HELIE, *Théorie du Code pénal*, 6^e éd. par Villey 1888, T. VI.
- CLAUDE (H.), *Psychiatrie médico-légale*, 2^e éd. 1944.
- COLIN et CAPITANT, *Cours élémentaire de droit civil français*, 10^e éd. 1953, par Julliot de la Morandière, T. II.
- DAQUIN (J.), *La philosophie de la folie*, 2^e éd. Chambéry 1804.
- DELIYANNIS (J.), *La notion d'acte illicite considéré en sa qualité d'élément de la faute délictuelle*, Paris 1952.
- DEMANTE et COLMET de SANTERRE, *Cours analytique de Code civil* 1883, T. V.
- DEMOGUE (R.), *Traité des obligations en général*, Paris 1923, T. III et V.
- DEMOLOMBE (C.), *Traité des engagements qui se forment sans convention*, 1882, T. VIII.
- DEROBERT et DUCHENE, *L'alcoolisme aigu et chronique*, Paris 1942.
- DONNEDIEU de VABRES, *Traité élémentaire de droit criminel*, Paris 1947, 3^e éd.
- DUBIEF, *Le régime des aliénés*. Paris 1909.
- DUPRÉ, *Définition médico-légale de l'aliéné*, Paris 1904.
- DURANTON, *Cours de droit français suivant le Code civil*, 1831, T. XIII.
- FAUCONNET (P.), *La responsabilité. Etude de sociologie*, Paris 1928.
- FAURE (Alb.), *Les responsabilités communales*, 2 vol., Paris 1950.
- GARÇON (E.), *Code pénal annoté*, 2^e éd. par Rousselet, Patin et Ancel, 1942.
- GARDENAT et SALMON-RICCI, *De la responsabilité civile*, Paris 1927.
- GARRAUD (R.), *Traité théorique et pratique de droit pénal français*, 3^e éd. 1924, T. II et V.

- GAUDEMET (E.), par H. DESBOIS et J. GAUDEMET, *Théorie générale des obligations*, Paris 1937.
- GERENTE et COLIN (H.), *Projet de loi sur le régime des malades atteintes d'affections mentales*, Paris 1911.
- HÉLIE (Faustin), *Pratique criminelle des cours et tribunaux*, 4^e éd. par Depeiges, 1928, T. II.
- HUSSON (L.), *Les transformations de la responsabilité*, Paris 1947.
- IHERING, *L'esprit du droit romain (La faute en droit privé)*. Trad. Meulenaere.
- JOSSERAND, *Cours de droit civil positif français*, 3^e éd., T. II.
- KORNPROBST, *Responsabilités du médecin devant la loi et la jurisprudence*, Paris 1957.
- KRAFT-EBING, *La responsabilité criminelle et la capacité civile dans les états de troubles intellectuels*. Trad. Chatelain, Paris 1875.
- *Médecine légale des aliénés*. Trad. Remond, Toulouse 1900.
- LALOU (H.), *Traité pratique de la responsabilité civile*, 5^e éd. 1955.
- LAROMBIÈRE (L.), *Théorie et pratique des obligations*, 1885, T. VII.
- LAUBADÈRE (R. de), *Traité élémentaire de droit administratif*, 2^e éd., Paris 1957.
- LAURENT (F.), *Principes de droit civil*, 3^e éd., 1878, T. XX.
- LEGRAND DU SAULLE, *Etude médico-légale sur l'interdiction des aliénés et sur le conseil judiciaire, suivie de recherches sur la situation juridique des fous et des incapables à l'époque romaine*, Paris 1881.
- *La folie devant les tribunaux*, Paris 1864.
- LEGRAVEREND, *Traité de la législation criminelle en France*, 3^e éd. par J.-B. Duvergier, Paris 1830, T. I^{er}.
- LEMOINE (Alb.), *L'aliéné devant la philosophie la morale et la société*, Paris 1862.
- LE POITTEVIN (G.), *Dictionnaire formulaire de la simple police*, 1934, T. II.
- LE SELLYER, *Traité de la criminalité, de la pénalité et de la responsabilité soit pénale, soit civile en matière de contravention, de délits et de crimes*, T. I^{er}, Paris 1867.
- LOCRE, *Législation civile, commerciale et criminelle en France*, T. XII, XIII.
- MARCADÉ, *Explication théorique et pratique du Code civil*, 8^e éd. 1889, T. V.
- MAUDSLEY (H.), *Le crime et la folie*, Paris 1876.
- MAZEAUD (H., L. et J.), *Leçons de droit civil*, t. II, Paris 1957.
- MAZEAUD (H. et L.), *Traité théorique et pratique de la responsabilité civile contractuelle et délictuelle*, 4^e éd., Paris 1943, T. II et III.
- * MAZEAUD (H. et L.) et TUNC, *Traité théorique et pratique de la responsabilité civile délictuelle et contractuelle*, 5^e éd., Paris 1957, T. I^{er}.
- MERLIN, *Répertoire universel et raisonné de jurisprudence*, 1827 (V^o Démence, blessé, femme).
- MORGAND (L.), *La loi municipale*, 2 vol., Paris 1952.
- MUTEAU (Ch.), *De la responsabilité civile*, Paris 1898.
- PIRSON et de VILLÉ, *Traité de la responsabilité civile extra-contractuelle*, Bruxelles 1935, T. I^{er} et II.
- PLANIOL et RIPERT, *Traité pratique de droit civil français*, 2^e éd. 1952, T. VI par P. ESMEIN.
- POTHIER, *Traité des obligations. Œuvres*. Paris 1848, T. II.
- RAYNIER et BEAUDOUIN, *L'assistance psychiatrique française*, 3^e éd., T. II (révision par PERROT).
- RIPERT et BOULANGER, *Traité élémentaire de droit civil de Planiol*, 2^e éd. 1957, T. II.
- RIPERT, *La règle morale dans les obligations civiles*, Paris 1949.
- RODIÈRE, *La responsabilité civile*, Paris 1952.
- SALEILLES, *Les accidents du travail et la responsabilité civile*, Paris 1897.
- *Théorie générale de l'obligation d'après le projet du Code civil allemand*, 3^e éd.
- * SAVATIER (R.), *Traité de la responsabilité civile en droit français*, Paris, 2^e éd. 1951, T. I^{er} et II.

- SAVATIER (R. et J.), AUBY (J.-M.) et PÉQUIGNOT (H.), *Traité de droit médical*, Paris 1956.
- SOURDAT (A.), *Traité général de la responsabilité*, 5^e éd., 1902, T. I^{er} et II.
- TEISSIER (G.), *Responsabilité de la puissance publique*, Paris 1906.
- TOULIER, *Droit civil français*, 5^e éd. 1830, T. XI.
- VERGER (H.), *L'évolution des idées médicales sur la responsabilité des délinquants*, Paris 1954.
- WALINE, *Droit administratif*, 7^e éd. Paris 1957.

II. — Thèses.

- ADAM (Frantz), *Des internements abusifs*, Th. méd. Paris 1912.
- BALLEREAU (J.), *La protection du patrimoine de l'aliéné interné non interdit*. Th. Paris 1954.
- BARBIER, *Le délit alcoolique. Répression et prévention. Etude criminologique*. Th. Paris 1930.
- BARDOUL (J.), *Médecins et cliniques*. Th. Paris 1950.
- BAUCHANT (H.), *De la condition des aliénés en droit romain*. Th. Paris 1881.
- BETREMIEUX, *Essai historique et critique sur le fondement de la responsabilité civile en droit français*. Th. Lille 1921.
- BLANC (Em.), *La responsabilité des parents*. Th. Paris 1952 (D.).
- BLONDEL (Ch.), *De la notion de l'étendue et des limites de l'incapacité du fou en droit romain et en droit français*. Th. Paris 1880.
- BOSC (J.), *Essai sur les éléments constitutifs du délit civil*. Th. Montpellier 1901.
- CADRE (Suzanne), *La responsabilité du médecin psychiatre*. Th. Paris 1947 (D.).
- CHENOT (A.), *Etude juridique et critique sur la condition civile des aliénés*. Th. Toulouse 1906.
- CORBESCO, *Devoirs moraux et obligations légales*. Th. Paris 1903.
- CORNU (G.), *Etude comparée de la responsabilité délictuelle en droit privé et en droit public*. Th. Paris 1949.
- DALIBOT (L.), *La responsabilité civile délictuelle du fait des mineurs*. Th. Rennes 1928.
- DESCHAMPS (A.), *Le dol et la faute des incapables en droit romain et en droit français*. Th. Paris 1889.
- ESPINASSE, *De la responsabilité civile des père et mère à raison de leurs enfants*. Th. Toulouse 1928.
- FUSTER, *Les aliénés. Capacité juridique et liberté individuelle*. Th. Grenoble 1885.
- FREUND-FROMENT (Raymonde), *Les conséquences de l'aliénation mentale sur la responsabilité civile*. Th. Lyon 1949 (dact.).
- FROMACEOT, *De la faute en droit privé*. Th. Paris 1891.
- GALY, *Les garants de la liberté individuelle et le régime des aliénés*. Th. Paris 1913.
- GANGNERON (G.), *Des effets juridiques de l'aliénation mentale*. Th. Paris 1881.
- GÉRARD, *Les torts en droit anglais*. Th. Rennes 1913.
- GERMETTE, *Essai sur les rapports de l'élément matériel et de l'élément intentionnel de la responsabilité civile*. Th. Paris 1903.
- HÉBRAUD, *L'autorité de la chose jugée au criminel sur le civil*. Th. Toulouse 1928.
- HUGUENY (L.), *L'idée de peine privée en droit contemporain*. Th. Paris 1904.
- HOUSSET, *De la responsabilité civile de l'aliéné en droit anglais*. Th. Rennes 1913.
- IZARD, *La séquestration des aliénés dans les familles*. Th. méd. Bordeaux 1903.
- JODELET (M.), *La conception de la peine chez Platon*. Th. Paris 1926.
- LABORDE-LACOSTE (M.), *De la responsabilité pénale dans ses rapports avec la responsabilité civile et la responsabilité morale*. Th. Bordeaux 1918.
- LAMBERT, *Condition de l'aliéné (droit romain)*. Th. Paris 1890.
- LEBACHELEY, *De la condition civile des aliénés non interdits*. Th. Caen 1898.
- LE COINTE, *Du fondement de la responsabilité civile et de la réparation des dommages causés par les incapables*. Th. Paris 1912.

- LEDOS, Responsabilité des incapables. Th. Paris 1918.
- LEDoux (E.), De la démence de fait et de ses conséquences juridiques. Th. Poitiers 1908.
- LEGAL, De la négligence et de l'imprudence comme sources de la responsabilité civile délictuelle. Th. Paris 1922.
- LIMOUZINEAU, Le problème de la responsabilité civile extra-contractuelle de l'aliéné en France. Th. Dijon 1932.
- LUCASIEVICZ, Des conditions de la capacité civile étudiées du point de vue de l'état psychologique. Th. Paris 1900.
- MARGUERY, Des effets de l'insanité d'esprit sur la capacité civile. Th. Paris 1906.
- MASSON (E.), La liberté individuelle et les aliénés. Th. Paris 1902.
- MOREAU, L'influence de la situation et du comportement de la victime sur la responsabilité administrative. Th. Rennes 1956.
- MORISSON de la BASSETIÈRE, Condition juridique des aliénés en droit romain et en droit français. Th. Paris 1883.
- NÉAGU (A.), Responsabilité civile extra-contractuelle de l'aliéné. Th. Paris 1927.
- ORSAT (V.), De l'imputabilité en matière civile. Th. Paris 1912.
- PHILIPPON (E.), Suggestion hypnotique et responsabilité. Th. Paris 1908.
- PRÉVAULT (J.), L'internement administratif des aliénés. Th. Rennes 1954.
- PREVOT, Responsabilité des établissements publics hospitaliers. Th. Paris 1937.
- RABUT (A.) De la notion de faute en droit privé. Th. Paris 1946.
- RANJARD (Y.), La responsabilité civile dans Domat. Th. Paris 1943 (D.).
- RIBAIN, L'autorité domestique et la responsabilité du chef de famille dans le droit suisse. Th. Paris 1920.
- RISER (Hélène), L'expertise neuro-psychiatrique devant les juridictions criminelles. Th. Toulouse 1955.
- STARCK (B.), Essai d'un théorie générale de la responsabilité civile considérée en sa double fonction de garantie et de peine privée. Th. Paris 1947.
- TEISSIÈRE, Théorie sur le fondement de la responsabilité. Th. Aix 1901.
- TEITGEN (P.-H.), La police municipale. Th. Nancy 1934.
- THIRE (M.), Le régime des aliénés. Th. Paris 1949 (D.).
- TRIANDAFIL, L'idée de faute et l'idée de risque. Th. Paris 1914.
- VADIAKAS (Th.), La condition civile des biens de l'aliéné non interdit et de sa responsabilité. Th. Paris 1939.
- VALLET, Etude de droit comparé sur la protection légale de la santé de l'aliéné. Th. Paris 1910.
- VALTICOS, L'autorité de la chose jugée au criminel sur le civil. Th. Paris 1943.

III. — *Articles et notes.*

- ABELY (X. et P.), Responsabilité civile des personnes ayant la garde des aliénés en liberté. *Aliéniste français*, avril 1930.
- ABELY (X.), La responsabilité civile des médecins des Hôpitaux psychiatriques. *L'information psychiatrique*, décembre 1957.
- AILLET (G.), La responsabilité objective. *Revue de métaphysique et de morale*, 1906 et 1907.
- AUBY (J.-M.), Note sous C.E. 3 février 1956 ; D. 1956-596.
- AUBY (J.-M.) Une divergence des jurisprudences administratives et judiciaires : la responsabilité des médecins et chirurgiens d'hôpitaux publics. S. 1957, chr. p. 1.
- BALLET (Gilbert), L'expertise médico-légale et la question de responsabilité. Rapport au XVII^e Congrès des aliénistes 1907.
- BAUME, L'affaire Le Gouallec. *Annales Méd. Psycho.* 1874.I.411.
- BÉNOIT (F.-P.), Note sous C.E. 3 février 1956, R.P.D.A. 1956, p. 51.
- BÉNOIT, La responsabilité du service et la responsabilité personnelle des agents non-fonctionnaires des services publics hospitaliers et d'assistance. D. 1951, chr. p. 49.

- BLANC-JOUVAN (X.), La responsabilité de l'infans. *Revue trim.* 1957, p. 28.
- BONNARD (R.), Note sous C.E. 23 janvier 1931. S. 1931.3.97.
- BRETHE de la GRESSAYE, La théorie de la responsabilité en droit pénal et en droit civil. *Revue générale du droit, de la législation et de la jurisprudence*, 1927 et 1928.
- BRETON (A.), Note sous Montpellier 30 juillet 1930, S. 1931.2.33.
- BRIÈRE de BOISMONT, De la responsabilité générale des aliénés et de leur responsabilité partielle. *Annales médico-psychologiques*, 1863.2.174.
- CAREL, Note au J.C.P. 1956.II.9191.
- CHARPENTIER (J.), Sur l'attribution des responsabilités en cas d'attentat commis par un aliéné interné. *Inf. des aliénistes*, 1913, 283.
- CLAUS, La responsabilité médicale et l'assistance des aliénés. *Bull. de la Soc. de méd. mentale belge*, juin 1906.
- CORNU (G.), Note sous trib. civ. Toulouse 19 novembre 1951. J.C.P. 1952.2.6930.
- DALLANT (R.), Note sous Toulouse 3 novembre 1937, *Sem. Jur.* 1938, 578.
- DALLY (E.), Considération sur les criminels et les aliénés criminels au point de vue de la responsabilité. *Annales médico-psychologiques*, 1863.2.260.
- DEPREZ, Faute pénale et faute civile, in *Quelques aspects de l'autonomie du droit pénal*. Paris 1956.
- DEREUX (G.), De la responsabilité civile des demi-aliénés. *Lois Nouvelles*, 1931.II.8.
- DERRUPPÉ (J.), La notion particulière de décision définitive en procédure pénale, in *Quelques aspects de l'autonomie du droit pénal*, Paris 1956.
- DES RUELES (M.), Histoire des projets de révision de la loi de 1838. *Annales médico-psychologiques* 1938.I.585.
- DUGAS (E.), De la responsabilité civile des aliénés. *Inform. des aliénistes*, 1908, 176.
- ESMEIN (P.), Note sous Req. 14 décembre 1926, S. 1927.I.105.
- Le fondement de la responsabilité contractuelle rapprochée de la responsabilité délictuelle. *Revue trim.* 1933, p. 627.
 - La faute et sa place dans la responsabilité civile, *Revue trim.* 1949.481.
 - Note sous Civ. 15 mars 1956, J.C.P. 1956.II.9297.
 - Note sous Grenoble 24 mai 1956, J.C.P. 1956.II.9565.
- FALRET (J.), De la responsabilité morale et de la responsabilité légale des aliénés. *Annales médico-psychologiques*, 1863.II.238.
- FEUILLOLEY, Conclusions sous Req., 21 octobre 1901, G.P. 1901.II.614.
- GARNIER (S.), L'article 1384 du Code civil et la responsabilité des directeurs médecins d'asiles d'aliénés. *Annales médico-psychologiques*, 1899.II.398.
- GENY (F.), Risques et responsabilité, *Revue trim. de droit civil*, 1902, p. 838.
- GIRAUD (A.), La responsabilité civile des aliénés. *Annales médico-psychologiques*, 1899.II.382.
- JOSSERAND, Note sous Req. 14 décembre 1926, D. 1927.I.105.
- Vers l'objectivation de la responsabilité du fait des choses, D.H. chr. 1938.
- LABBÉ (J.E.), De la démence au point de vue de la responsabilité et de l'imputabilité en matière civile, *Revue crit. de législation et jurisprudence*, 1870, p. 109.
- Note sous Req. 18 mars 1870, S. 1870.I.97.
- LALOU (H.), Note sous Civ. 28 avril 1947, D. 1947, 329.
- LATOURNERIE, Conclusions C.E. 23 janvier 1931, S. 1931.3.97.
- LEFAS, Conclusions C.E. 19 janvier 1945, D. 1946, 39.
- LEGRAND du SAULLE, De la responsabilité partielle dans la folie. *Annales médico-psychologiques*, 1863.I.209.
- LENOAN, Conclusions, Civ. 28 avril 1947, D. 1947, 329.
- LETELLIER, Conclusions, Req. 21 octobre 1901, D. 1901.I.524.
- MARTY, La relation de cause à effet comme condition de la responsabilité civile, *Revue trim.* 1939, p. 685.
- MAZEAUD (H.), Les dispositions du Code polonais des obligations relatives à la responsabilité délictuelle. *Bull. de la Soc. de leg. comparée* 1934, p. 193.

- MAZEAUD (H.), L'absorption des règles juridiques par le principe de la responsabilité civile. *Chr. D.H.* 1935, p. 5.
- Note sous Besançon 15.740, *S.* 1940.2.23.
- MAZEAUD (H. et L.) *Revue trim. de droit civil* 1938 (p. 254) ; 1939 (p. 465) ; 1942 (pp. 285 et 195) ; 1945 (pp. 111, 269) ; 1946 (pp. 33, 126) ; 1947 (pp. 52, 329) ; 1949 (p. 84) ; 1950 (pp. 187, 499) ; 1951 (p. 374) ; 1952 (pp. 123, 214, 223) ; 1953 (pp. 98, 100, 101, 104) ; 1954 (pp. 301, 304) ; 1955 (pp. 304, 501, 654) ; 1956 (pp. 527, 528, 718, 732) ; 1957 (pp. 110, 113, 335, 526).
- MEURISSE (R.), De l'influence des états mentaux et de la maladie sur la responsabilité civile. *S.* 1959, chr. p. 13.
- NERSON, Note sous trib. civ. Pau 19 octobre 1945, *S.* 1947.II.25.
- PARICOT, Rapports sociaux des aliénés dans les causes civiles et criminelles. *Annales médico-psychologiques* 1868.II.445.
- PASCAUD, La responsabilité des aliénés, *Revue crit. de lég. et de jurisprudence* 1905, p. 219.
- PERREAU, Ex. doctrinal. *Revue crit. de lég. et de jurisprudence* 1902, p. 401.
- PICARD (J.), Lacunes de la loi de 1838 en cas d'évasion. *Annales médico-psychologiques*, 1938.I.571.
- PLANIOL, Etudes sur la responsabilité civile, *Revue crit. de lég.* 1905, p. 277, 1906, p. 80, 1909, p. 282.
- RENAUDIN, Commentaire médico-légal sur l'isolement et l'interdiction des aliénés. *Annales médico-psychologiques*, 1848.I.77.
- RIPERT (G.), Ex. doctrinal. *Revue crit. de lég.*, 1908, p. 196, 1909, p. 129.
- RIVIÈRE (P.-L.) La responsabilité civile de l'inconscient. *Sem. jur.* 1935, 1169.
- RODIÈRE (R.), Note sous Besançon 15.740, *J.C.P.* 1941.II.1698.
- Note sous Paris 23 juin 1950, *J.C.P.* 1950.II.5855.
- ROGER (R.), De la responsabilité pénale et civile de l'aliéné. *G.P.* 1939. II, doct. p. 9.
- SAUVET (J.-J.), Deux cas de séquestration arbitraire. *Annales médico-psychologiques*, 1848.II.256.
- SAVATIER (H.) La responsabilité générale de fait les choses que l'on a sous sa garde a-t-elle pour pendant une responsabilité générale du fait des personnes dont on doit répondre, *D.H.* 1933, chr. p. 16.
- SAVATIER (R.), Note sous Rennes, 21 novembre 1955, *J.C.P.* 1956.II.9326.
- SCHNEYDER (J.), Responsabilité civile des aliénés ; responsabilité des maisons de santé. *Pratique médico-légale* mars 1914, p. 170.
- WEENS (Ch.), Question de responsabilité soulevées à propos d'un incendie de forêt causé par un aliéné. *Revue crit. de lég. et de jurisprudence*, 1935, p. 87.
- WILLEMS (J.), Essai sur la responsabilité édictée par les articles 1382 et 1383 du Code civil. *Revue gén. de droit, de lég. et de jurisprudence*, 1895 et 1896.

JURISPRUDENCE

Crim., 26 juin 1806 : S. 1806.I.356.
 Req., 23 décembre 1818 : S. 1819.I.278.
 Bruxelles, 3 juillet 1830 : Pas. 1830.173.
 Liège, 10 janvier 1835 : Pas. 1835.2.12.
 Montpellier, février 1837 : G.T., 12 février 1837.
 Lyon, 27 mai 1840 : D. 1841.2.2.
 Crim., 10 mai 1843 : S. 1843.I.670.
 Paris, 6 juillet 1844 : P. 1844.2.93.
 Crim., 1^{er} avril 1848 : S. 1848.I.320.
 Bruxelles (trib. civ.) 1^{er} mai 1849 : B.J. 1849.678.
 Avranches (trib. civ.) 14 février 1852 : S. 1854.2.385.
 Crim., 13 octobre 1853 : D. 1853.5.204.
 Caen, 2 décembre 1853 : S. 1854.2.385 - D. 1855.2.117.
 Le Havre (trib. civ.), 29 mars 1855 : G.T. 1^{er} avril 1855.
 Grenoble, 15 décembre 1859 : D. 1860.2.30.
 Semur (trib. civ.), 16 janvier 1861 : D. 1862.3.59 - S. 1863.2.233.
 Civ., 16 mars 1864 : D. 1864.I.159.
 Agen, 9 novembre 1864 : S. 1865.2.230.
 Marseille (trib. civ.), 20 mars 1866 : S. 1867.3.263.
 Req., 14 mai 1866 : S. 1866.I.237 - D. 1867.I.296.
 Montpellier, 31 mai 1866 : S. 1866.2.259 - D. 1867.2.3.
 Aix, 7 décembre 1866 : S. 1867.2.263.
 Nancy, 7 février 1867 : D. 1867.2.75.
 Req., 12 février 1868 : D. 1868.I.389.
 Aubusson (trib. civ.), 2 juillet 1868 : G.T., 10 juillet 1868.
 Req., 18 janvier 1870 : S. 1870.I.97, note LABBÉ - D. 1871.I.54.

Lyon, 22 février 1871 : S. 1871.2.3 - D. 1872.2.133.
 Agen, 16 mars 1872 : D. 1872.2.153 - S. 1873.2.113.
 Seine (Cour d'assises) 27 mai 1872 : G.T. 28 mai 1872.
 Req., 8 juillet 1872 : S. 1872.I.257.
 Le Havre (trib. civ.), 13 février 1873 : D. 1874.2.190 - S. 1874.2.199.
 Chambéry, 6 février 1874 : S. 1875.2.178.
 Rouen, 17 mars 1874 : D. 1874.2.190 - S. 1874.2.199.
 Grenoble, 11 décembre 1874 : D. 1875.2.103.
 Wassy (trib. civ.), 4 février 1876 : G.T. 25 février 1876.
 Nancy, 6 décembre 1876 : D. 1879.2.47.
 Caen 9 novembre 1880 : D. 1882.2.23 - S. 1882.2.118.
 Nancy (trib. civ.), 27 août 1883 : G.P. tables 1882-1887. V^o Resp. civile, n^o 6 et suiv.
 Nancy, 25 août 1885 : Le Droit, 26 août 1885.
 Seine (trib. civ.), 25 novembre 1885 : Le Droit, 28 novembre 1885.
 Civ., 22 octobre 1888 : D. 1888.5.162.
 Nice (trib. civ.), 17 juin 1889 : G.T. 2 juillet 1889.
 Chambéry, 29 octobre 1889 : D. 1890.2.302 - S. 1891.2.10.
 Req., 13 avril 1892 : D. 1892.I.303.
 Alger, 11 juillet 1892 : D. 1893.2.20.
 Seine (trib. civ.), 5 mai 1893 : Le Droit, 10 août 1893.
 Lyon (trib. civ.), 2 août 1893 : G.P. 1893.2.633.

- Seine (trib. civ.), 30 mai 1894 : G.P. 1894.1.273.
- Lyon, 10 juillet 1894 : G.P. 1894.2.494.
- Corbeil (trib. civ.), 4 avril 1895 : G.P. 1895.1.sup. 32.
- Rouen, 16 décembre 1896 : Rec. 1898. 2.66.
- Dole (trib. corr.), 9 juillet 1897 : Ann. Méd. Psychol. 1899.2.398.
- Besançon, 16 août 1897 : Ann. Méd. Psych. 1899.2.398.
- Agen, 3 février 1898 : Pand. fr. 1898.2. 291.
- Pau (trib. civ.), 30 juin 1898 : La loi 27 juillet 1898.
- Luxembourg (C. sup.), 28 octobre 1898 : S. 1900.4.8.
- Aix, 1^{er} mars 1899 : D. 1901.I.524.
- Béziers (trib. civ.), 27 avril 1899 : G.P. 1899.2.245.
- Cambrai (trib. civ.), 17 mai 1900 : G.P. 1900.2.610.
- Poitiers (trib. corr.), 11 octobre 1901 : G.P. 1901.2.617.
- Req., 21 octobre 1901 : D. 1901.I.524 concl. Letellier. - G.P. 1901.2.614 concl. Feuilloley. - S. 1902.I.32.
- Poitiers, 20 novembre 1901 : G.P. 1901. 2.617.
- Nancy, 8 novembre 1902 : S. 1904.2.241.
- C.E., 6 février 1903 (Terrier) : Rec. 94, concl. Romieu.
- Auxerre (trib. civ.), 10 février 1904 : Le Droit. 6 juin 1904. - G.T. Rec. 1905. 2.4.116.
- St-Jean-d'Angély (trib. civ.), 25 mai 1904 : D. 1905.5.15. - Rec. pér. ass. 1904.113.
- Montpellier, 23 décembre 1904 : Mon. Jud. Midi, 1905.66.
- Lyon, 31 décembre 1904 : D. 1907.I.315.
- Rome (cass.), 3 avril 1905 : Rev. trim., 1908.743.
- Req., 25 octobre 1905 : D. 1907.I.330. - S. 1908.I.347.
- Perpignan (trib. civ.), 27 février et 19 juin 1906 : Le Droit, 27, 28, 29 août 1906.
- Req., 30 juillet 1906 : D. 1907.I.315, note Planiol. - S. 1910.I.20.
- Seine (trib. civ.), 27 novembre 1906 : G.T. Rec. 1907.I.2.149.
- Perpignan (trib. civ.), 15 mai 1907 : D. 1907.5.38. - G.T. 26 juillet 1907.
- Lagny (trib. de paix), 7 février 1908 : G.P. 1908.I.312. - D. 1908.5.29.
- T.C., 29 février 1908 (Feutry) : Rec. 208.
- Meaux (trib. civ.), 29 mai 1908 : G.P. 1908.2.196. - D. 1908.5.63.
- Dijon, 28 décembre 1908 : D. 1909.2.13. - S. 1909.2.15.
- Tournai (trib. corr.), 18 octobre 1909 : Pas. 1909.3.386.
- Lyon, 20 novembre 1909 : Le Droit, 6 janvier 1910.
- C.E., 28 juillet 1911 (Maire de Cérans) : Rec. 883. - D. 1913.3.125.
- Toulouse (trib. civ.), 15 décembre 1911 : G.T. Midi, 11 février 1912.
- Bourges, 20 mars 1912 : Inf. des aliénistes, 1913.283.
- Toulouse (trib. civ.), 13 juin 1912 : G.T. Midi, 8 décembre 1912. - G.P. Tab. 1912-2°, V° aliéné.
- Bouches-du-Rhône (c. d'ass.), 29 juin 1912 : G.P. 1912.2.289.
- Mons (trib. civ.), 31 juillet 1912 : Pas. 1912.3.358.
- Toulouse, 19 novembre 1912 : G.T. Midi, 8 décembre 1912.
- C.E., 25 avril 1913 (Dlle Consigny : Rec. 472. - S. 1920.3.6.
- Crim., 28 juin 1913 : D. 1915.I.39.
- Seine (trib. corr.), 11 février 1914 : Prat. méd.-lég., mars 1914.
- Seine (trib. corr.), 6 octobre 1915 : Raynier et Beaudoin, 2°; 421.
- C.E., 4 janvier 1918 (Zulemaro) : D. 1920.3.1, note Appleton. - S. 1924.3.16. - Rec. 9. - R.D.P. 1918.401, note Jeze.
- C.E., 4 janvier 1918 (Duchesne) : Rec. 10.
- Bourg (trib. civ.), 15 juin 1920 : La Loi 14-15 juillet 1920.
- Toulouse (trib. civ.), 3 novembre 1920 : G.T. Midi, 30 janvier 1921. - G.P. tab. 1930-25, V° Resp. civ. I.
- Seine (trib. civ.), 18 décembre 1920 : Aliéniste fr. mars 1930, p. 72.
- Crim., 29 janvier 1921 : S. 1922.I.185, note Roux.
- C.E., 11 mars 1921 (cons. Selliers) : Rec. 292.
- C.E., 24 juin 1921 (Lupiac) : Rec. 632.
- Parthenay (trib. corr.), 1^{er} mai 1922 : G.P. 2.156.
- Paris, 9 décembre 1922 : D. 1923.2.40.
- Crim., 6 juillet 1923 : D. 1930.2.13.
- Paris, 7 mars 1924 : D.1925.2.25, note Ripert.
- C.E., 12 avril 1924 (Ludemann) : Rec. 409.
- Seine (trib. corr.), 10 juillet 1924 : Ann. méd. psychol. 1924.2.188.
- Lyon (trib. civ.), 16 16 janvier 1926 : La Loi, 21 avril 1926.
- Req., 19 juillet 1926 : S. 1926.I.319.

- Req., 14 décembre 1926 : S. 1927.I.105, note Esmein. - D. 1927.I.105, note Josserand.
- Montpellier, 29 décembre 1927 : G.P. 1928.I.437.
- Lyon, 6 janvier 1928 : La Loi, 17 octobre 1928.
- Lille (trib. civ.), 22 mai 1928 : G.P. 1928.2.458.
- Nantes (trib. corr.), 2 janvier 1929 : G.P. 1929.I.454. - S. 1959.2.50.
- Req., 21 janvier 1929 : D.H. 1929.100. - G.P. 1929.I.656. - S. 1930.I.111.
- Paris, 10 mai 1929 : S.J. 1929.1048.
- Nîmes, 23 janvier 1930 : G.T. 11 avril 1930.
- Cass. (C.R.), 13 février 1930 : G.P. 1930.I.393, concl. Matter. - D. 1930.I.57, note Ripert. - S. 1930.I.121, note Esmein.
- Nancy, 12 juillet 1930 : G.P. 1930.2.584.
- Montpellier, 30 juillet 1930 : G.P. 1930.2.378. - S. 1931.2.33, note Breton.
- Bordeaux, 12 novembre 1930 : S.J. 1930.1190.
- C.E., 12 décembre 1930 (Dlle Richter) : Rec. 1069. - D. 1930.3.71, note H.L.
- C.E., 23 janvier 1931 (cons. Garcin) : Rec. 91. - S. 1931.3.97, concl. Latournerie, note Bonnard. - D.H. 1931.152. - D.P. 1931.3.17.
- Besançon, 12 juin 1931 : G.P. 1931.2.563.
- Limoges, 5 octobre 1932 : G.P. 1933.I.119.
- C.E., 27 janvier 1933 (de Bony) : Rec. 135. - S. 1933.3.95. - D.H. 1933.242.
- C.E., 14 juin 1933 (dame R...) : G.P. 1933.2.468.
- Nîmes, 3 juillet 1933 : D.H. 1933.517.
- C.E., 27 octobre 1933 (dame Guillaumie) : Rec. 974.
- Civ., 28 mars 1934 : G.P. 1934.I.935.
- Saintes (trib. civ.), 21 juillet 1934 : S. 1935.2.236.
- C.E., 21 décembre 1934 (Vve Pannetier) : Rec. 1224.
- Amiens, 2 janvier 1935 : S. 1935.2.150.
- Req., 8 janvier 1935 : Rec. pér. ass. 1935.II.
- Req. 9 janvier 1935 : G.T., 6 mars 1935. - G.P. 1935.I.382.
- Montpellier, 22 janvier 1935 : D.H. 1935.140.
- Marseille, 28 janvier 1935 : G.P. 1937.2.866.
- Paris, 14 mars 1935 : D.H. 1935.241.
- Seine (trib. civ.), 29 mai 1935 : Rec. pér. ass. 1935.287.
- Paris, 1^{er} juin 1935 : D.H. 1935.402. - S. 1935.2.213. - G.P. 1935.2.316.
- C.E., 29 janvier 1936 (cons. Chatry) : Rec. 139.
- Fontainebleau (trib. civ.), 28 février 1936 : G.T., 10 juin 1936. - G.P. 1936.2.770.
- Civ., 6 mai 1936 : G.P. 1936.2.7. - D. 1936.I.100, note Appleton.
- Colmar, 19 mai 1936 : G.P. 1936.2.381.
- Seine (trib. civ.), 12 novembre 1936 : G.T. 27 décembre 1936.
- C.E., 2 décembre 1936 (Vve Brun) : Rec. 1054.
- C.E., 22 décembre 1936 (Vve Apard) : Rec. 1144.
- C.E., 3 février 1937 (Hosp. Montpellier) : Rec. 148.
- Civ., 17 mars 1937 : G.P. 1937.I.913.
- Seine (trib. civ.), 1^{er} juillet 1937 : G.T. 2 février 1938.
- Toulouse, 3 novembre 1937 : G.P. 1937.2.866. - S.J. 1938.578, note R.D.
- Req., 4 janvier 1938 : G.P. 1938.I.475.
- Paris, 18 mars 1938 : D.H. 2 mars 1939.
- Poitiers, 26 octobre 1938 : G.P. 1938.2.891.
- Nice (trib. corr.), 21 novembre 1938 : D. 1939.62.
- Req., 30 novembre 1938 : D. 1939.I.49.
- Nantes (trib. corr.), 12 décembre 1938 : G.P. 1939.I.346.
- Rennes, 26 juillet 1939 : Aliéniste fr., octobre 1939.
- Besançon, 15 juillet 1940 : J.C.P. 1941.2.1698, note Rodière.
- Versailles (trib. civ.), 25 janvier 1941 : G.P. 1941.I.500.
- Lyon, 28 juillet 1941 : Mon. Jud. Lyon, 1942.587.
- Paris, 28 octobre 1941 : G.P. 1941.2.547.
- Paris, 2 et 9 février 1942 : G.P. 1942.I.225.
- Grenoble, 9 mars 1942 : J.C.P. 1942.2.1873.
- Seine (trib. civ.), 15 décembre 1942 : G.T. 14 mars 1943.
- C.E., 18 décembre 1942 (cons. Chayron) : Rec. 355.
- Paris, 22 janvier 1943 : G.P. 1943.I.109. - G.T. 1^{er} mai 1943.
- C.E., 26 février 1943 (Vve Le Roy) : S.J. 1943.2243.
- Clamecy (trib. civ.), 9 juin 1943 : G.P. 1943.2.94.
- Muret (trib. civ.), 30 mars 1944 : G.P. 1944.I.286.
- Paris, 19 juillet 1944 : D. 1945.66.
- Civ., 1^{er} août 1944 : G.P. 1944.2.153.
- C.E., 19 janvier 1945 (Dép. B.-Pyr.) : Rec. 20. - D.1946.39, concl. Lefas.

- Toulouse (trib. civ.), 5 février 1945 : G.P. 1945.I.112.
- Lyon, 9 avril 1945 : Mon. Jud. Lyon, 10 mai 1945.
- Civ., 6 août 1945 : G.T., 4 novembre 1945. - G.P. 1945.2.99.
- Pau (trib. civ.), 19 octobre 1945 : G.P. 1946.I.111. - S. 1947.2.25, note Nerson.
- Avranches (trib. civ.), 4 février 1946 : D. 1947.154.
- Crim., 6 juin 1946 : D. 1946.327.
- Yvetot (trib. civ.), 25 juillet 1946 : J.C.P. 1946.2.3299, note A.S.
- Civ., 21 octobre 1946 : J.C.P. 1946.2.3348, note P.L.P.V.
- Caen, 9 décembre 1946 : 9.1947.154.
- Civ., 28 avril 1947 : D. 1947.329, concl. Lenoan, note Lalou. - G.P. 1947.I.279. - J.C.P. 1947.2.3601, note J.D. - S. 1947. I.115.
- Nancy, 12 novembre 1947 : G.P. 1947.2. 278.
- Chaumont (trib. civ.), 24 avril 1948 : G.P. 1948.I.271.
- Agen, 1^{er} juillet 1948 : J.C.P., 1949.2. 4807.
- Paris, 25 janvier 1949 : D. 1950, som. 12.
- Avignon (trib. civ.), 23 novembre 1949 : D. 1950.153.
- Civ., 5 décembre 1949 : D. 1950.57.
- Nancy, 13 décembre 1949 : Rec. Nancy 1950, n° 452, p. 70 - G.P. tables, V° Resp. civ., 41 et suiv.
- Crim., 22 avril 1950 : Inf. Psychiatrique Juin 1951.
- Paris, 23 juin 1950 : G.P. 1950.2.209. - J.C.P. 1950.2.5855, note Rodière.
- Metz (trib. civ.), 8 février 1951 : D. 1951.306.
- C.E., 27 avril 1951 (Arsimoles) : Rec. 237.
- Civ. (soc.), 4 mai 1951 : D. 1951. 561, note Lalou, J.C.P. 1951.2.6383.
- Toulouse, 19 novembre 1951 : D. 1952. 155. - G.P. 1952.I.104. - J.C.P. 1952.2. 6930, note Cornu.
- Pau (trib. civ.), 23 novembre 1951, G.P. 1952.I.123.
- C.E., 30 novembre 1951 (A.P. Marseille) : Rec. 568.
- C.E., 4 janvier 1952 (dame Roustan) : Rec. tables 823.
- Lyon, 7 janvier 1952 : D. 1952.97.
- Angers, 19 mars 1952 : J.C.P. 1952.2.7304.
- Aix, 28 avril 1952 : D. 1952.714.
- Cix. (soc.), 21 mai 1952 : G.P. 1952, tables, V° Bail, n°s 117 et suiv.
- C.E., 11 juillet 1952 (cons. Bruyère) : G.P. 1952.2.393.
- Grenoble, 5 novembre 1952 : G.P. 1952.2. 405. - D. 1953, som. II.
- Civ. (1^{re}), 23 décembre 1952 : G.P. 1953. I.234.
- C.E., 21 janvier 1953 (cons. Stain) : Rec. 29.
- Montpellier, 11 mars 1953 : D. 1953.258.
- Civ. (1^{re}), 19 mai 1953 : G.P. 1953.2.138.
- Nice (trib. civ.), 13 novembre 1953 : D. 1954.143.
- Civ. (2^e), 4 février 1954 : S. 1954.I.200.
- Trib. adm. Lyon, 5 février 1954 : D. 1955 som. 31. - G.P. 1954.2.28.
- Civ. (2^e), 1^{er} juillet 1954 : D. 1954.628. - J.C.P. 1954.2.8352. - G.P. 1954.2.232.
- C.E., 2 juillet 1954 (Poumès) : Rec. 420.
- Lyon, 12 juillet 1954 : D. 1955.114, note Savatier.
- Civ. (2^e), 5 novembre 1954 : D. 1955.19.
- Besançon (trib. civ.), 23 nov. 1954 : Rev. trim. 1955, 304, note H.L. Mazeaud.
- Civ. (soc.), 25 novembre 1954 : G.P. 1954. 2. tables, V° Bail, n° 124.
- Trib. civ., 22 janvier 1955 (Naliato) : D. 1956.58, note Eisenmann. - R.D.P. 1955. 716, note Waline. - R.D.P.A. 1955.53, concl. Chardeau.
- Seine (trib. civ.), 22 février 1955 : G.P. 1955.I. Tab. V° Resp. civ. 49.
- Civ. (soc.), 29 mars 1955 : D. 1956, som. 99.
- Rouen, 10 mai 1955 : D. 1955.515.
- C.E., 7 octobre 1955 (Dép. du Rhône) : Rec. 470.
- Civ. (2^e), 12 octobre 1955 : D. 1956 301, note Rodière.
- Aix, 28 octobre 1955 : J.C.P. 1955.2.8967, note Brunet.
- C.E., 19 novembre 1955 (Dlle H...) : D. 1956.561, note Delacroix.
- Rennes (trib. civ.), 21 novembre 1955 : J.C.P. 1956.2.9326, note Savatier.
- Nancy, 28 novembre 1955 : D. 1956.30.
- Riom, 12 décembre 1955 : J.C.P. 1956. 2.9191, note Carel.
- C.E., 3 février 1956 (Thouzellier) : D. 1956.51, note Benoît.
- C.E., 3 février 1956 (Dép. de la Somme) : R.P.D.A. 1956.53.
- Civ. (2^e), 15 février 1956 : J.C.P. 1956.2. 9564, note Rodière.
- Civ. (2^e), 15 mars 1956 : J.C.P. 1956.2. 9297, note Esmein.
- Grenoble, 24 avril 1956 : J.C.P. 1956.2. 9565, note Esmein.
- Civ. (2^e), 30 mai 1956 : D. 1956.680.
- Marseille (trib. civ.), 12 juin 1956 : D. 1956.515.
- Bordeaux, 3 juillet 1956 : D. 1957.156.

- Civ. (1^{re}), 9 octobre 1956 : J.C.P. 1956. 2.9562.
- Crim., 29 novembre 1956 : G.P. 1957.I. 186.
- C.E., 9 janvier 1957 (Hosp. de Blois) : Rec. 23.
- C.E., 9 janvier 1957 (Vve Nasi) : Rec. 23.
- C.E., 9 janvier 1957 (A.P. de Marseille) : Rec. 22.
- Civ., 15 janvier 1957 : G.P. 1957.I.362. - S. 1957.135. - D. 1957.161.
- Civ., 18 janvier 1957 : J.C.P. 1957.2.9824. - G.P. 1957.I, tables, V^o Resp. civ. 180.
- Civ. (2^e), 25 janvier 1957 : J.C.P. 1957.2. 9853. - D. 1957.163. - G.P. 1957.I.418.
- Civ. (soc.), 31 janvier 1957 : G.P. 1957. I.340.
- C.E., 13 mars 1957 (dame Alary) : R.P. D.A. 1957.66.
- C.E., 20 mars 1957 (Hosp. Perpignan) : Rec. 190.
- T.C. 25 mars 1957 (Chilloux) : G.P. 1957.I. doct. 54. - D. 1957.395, concl. Chardeau.
- Saint-Nazaire (trib. civ.), 6 mai 1957 : D. 1958.33, note Prevault.
- Grenoble, 22 mai 1957 : D. 1957. som. 129.
- C.E., 27 mai 1957 (Hosp. Orléans) : Rec. 351.
- Seine (trib. civ.), 4 juin 1957 : D. 1957, som. 129.
- Civ. (2^e), 14 juin 1957 : J.C.P. 1957.2. 10188, note Rodière. - D. 1958.53, note Savatier.
- Blois (trib. civ.), 20 juin 1957 : Inf. Psychiatrique, décembre 1957.
- Civ. (1^{re}), 17 octobre 1957 : D. 1958.96.
- Paris, 19 novembre 1957 : D. 1958, som. 29.
- Civ. (2^e), 11 décembre 1957 : G.P. 22-25 février 1958. - D. 1958. som. 53.
- Civ., 4 décembre 1958 : Bull. cass. 1958. 2.541 - G.P. 1959.I., tables V^o Resp. civ. 69.

TABLE DES MATIERES

	Numéros	Pages
	—	—
INTRODUCTION	1 à 5	1
 CHAPITRE PREMIER : LES TROUBLES MENTAUX DANS LA RESPONSABILITE CIVILE	6	9
Section I. — <i>Bases de détermination des troubles mentaux en matière de responsabilité</i>	7	10
§ 1. — Détermination d'après les éléments psychologiques de la faute	8 à 11	11
§ 2. — Détermination d'après les textes du Code civil..	12 à 13	16
§ 3. — Détermination d'après les textes du Code pénal	14	18
A. Conditions générales de la responsabilité pénale	15 à 16	18
B. Influence de la détermination pénale des troubles mentaux sur la décision civile	17 à 22	21
Section II. — <i>Applications jurisprudentielles</i>		29
§ 1. — Applications classiques	23	29
§ 2. — Interprétations restrictives	24 à 26	31
§ 3. — La faute antérieure	27 à 29	36
 CHAPITRE II : LA RESPONSABILITE DU FAIT DES MALADES MENTAUX BASEE SUR L'ARTICLE 1384 CODE CIVIL	30 et 31	43
Section I. — <i>Responsabilité des père et mère du mineur aliéné</i>	32	46
§ 1. — Fondement et condition de la responsabilité	33 et 34	47
§ 2. — Solutions jurisprudentielles fondées sur l'article 1384 du Code civil	35 à 37	52
§ 3. — La responsabilité personnelle des père et mère	38 à 40	56
Section II. — <i>Responsabilité des artisans</i>	41 et 42	59

	Numéros	Pages
	—	—
Section III. — <i>Responsabilité des instituteurs</i>	43 et 44	62
Section IV. — <i>Responsabilité des commettants</i>	45	64
§ 1. — Fondement et conditions de la responsabilité ..	46 et 47	65
§ 2. — Solutions jurisprudentielles fondées sur l'article 1384 du Code civil	48 et 49	68
§ 3. — La responsabilité personnelle du commettant :		
A. Responsabilité délictuelle	50 et 51	70
B. Responsabilité contractuelle	52 à 54	72
CHAPITRE III : LA RESPONSABILITE DES « GARDIENS » PRIVES DU FAIT DU MALADE MENTAL	55	77
Section I. — <i>La notion de garde du malade mental</i>	56	79
§ 1. — Principe d'une obligation de garde	57 à 59	79
§ 2. — Fondement d'une obligation de garde	60	85
A. L'article 1384 du Code civil	61 et 62	85
B. L'article 475, 7° du Code pénal	63 à 66	89
C. Les articles 1382 et 1383 du Code civil	67 et 68	94
§ 3. — Analyse d'une obligation de garde	69	96
A. Qui doit être gardé ?	70 à 73	97
B. Qui décide de la garde ?	74 à 78	101
C. Qui doit être gardien ?	79 à 81	105
D. Comment garder ?	82 à 87	108
Section II. — <i>Responsabilité du gardien non professionnel</i>		116
§ 1. — Responsabilité des parents et du conjoint de l'aliéné majeur		116
A. Eléments de la faute éventuelle	88 à 93	116
B. Jurisprudence :		
1. Responsabilité du père et de la mère	94 à 100	122
2. Responsabilité du conjoint :		
a) Responsabilité du mari	101 et 102	128
b) Responsabilité de l'épouse	103 et 104	130
3. Responsabilité des enfants	105 et 106	132
4. Responsabilité des frères et autres parents ..	107 et 108	134
5. Responsabilité du tuteur	109 et 110	134
§ 2. — Responsabilité des tiers étrangers du fait d'un aliéné	111 à 119	137
Section III. — <i>Responsabilité du gardien professionnel</i> ..	120	145
§ 1. — Les différents établissements pour malades mentaux	121	146
A. Etablissements libres ou ouverts		147
a) Maisons de santé privées	122	
b) Services libres des hôpitaux	123	
c) Services libres des hôpitaux psychiatriques ..	123 bis	
B. Etablissements fermés		148
a) Maisons de santé autorisées	124	
b) Hôpitaux psychiatriques privés	125	
c) Hôpitaux psychiatriques publics	126	
§ 2. — Situation légale des malades mentaux		149
a) en service ouvert	127 et 128	
b) en service fermé	129	

	Numéros	Pages
§ 3. — Obligation de garde des établissements privés ..		153
A. Etablissements ouverts	130 à 134	153
B. Etablissements fermés	135 à 137	160
CHAPITRE IV : RESPONSABILITE DE LA PUISSANCE PUBLIQUE DU FAIT DES MALADES MENTAUX	138	165
Section I. — <i>La puissance publique gardienne du malade mental</i>	139	165
§ 1. — Etablissements ouverts	140 à 143	166
§ 2. — Etablissements fermés :		
A. Diverses catégories d'établissements	144	171
B. Diverses situations des malades	145 à 149	172
C. Compétence	150 et 151	176
D. Jurisprudence du Conseil d'Etat	152 à 155	179
Section II. — <i>La puissance publique gardienne de l'ordre public</i>	156	186
§ 1. — Rôles respectifs du Préfet et du Maire dans la police des aliénés :		
A. Rôle du Préfet	157	187
B. Rôle du Maire	158	187
§ 2. — Responsabilité du Préfet et du Maire	159	190
A. Responsabilité du Préfet	160 et 161	190
B. Responsabilité du Maire	162 et 163	193
CHAPITRE V : PROJETS DE REFORME	164	197
Section I. — Examen critique du système actuel :		
§ 1. — L'irresponsabilité personnelle du malade mental		198
A. Critiques doctrinales	165 à 169	199
B. Critiques jurisprudentielles	170 et 171	207
§ 2. — La responsabilité du fait du malade mental	172 à 178	209
Section II. — <i>Les réformes possibles :</i>		
§ 1. — Voie jurisprudentielle	179 à 181	217
§ 2. — Voie législative	182	221
A. Législations étrangères	183 à 185	221
B. Projets français	186	226
C. Solutions envisagées	187 à 190	227
Section III. — <i>Conséquences d'un système de la responsabilité civile du malade mental :</i>		
§ 1. — Conséquences juridiques	191 à 194	231
§ 2. — Conséquences sociales	195 à 196	235
CONCLUSIONS	197 à 200	239
BIBLIOGRAPHIE :		
1. Traités, ouvrages		245
2. Thèses		247
3. Articles et notes		248
JURISPRUDENCE		251

LIBRAIRIE GÉNÉRALE
DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

Paris — 718

Dépôt légal: 3^e Trimestre 1960

Printed in France

IMPRIMERIE R. CAVILLON

25, Allée Emile-Cossonneau

Clichy-sous-Bois (S.-&-O.)

Typographie R. VANÇON

N° 163

27-7-1960

